

Après la mise en œuvre  
D'autres plaintes vont être déposées  
dans l'affaire de l'hormone de croissance

La mise en œuvre de la loi relative à la responsabilité médicale, par le juge d'instruction à Paris des professeurs Jean-Claude Job et Fernand Dray (le Monde 25 juillet) a soulevé de nouvelles plaintes. D'autres plaintes vont être déposées par des familles d'enfants atteints par la maladie de Cretzfeldt-Jakob après avoir constaté l'absence de fabrication de l'hormone de croissance.

Le juge d'instruction a ouvert une enquête sur la responsabilité des professeurs Jean-Claude Job et Fernand Dray, auteurs de la mise en œuvre de la loi relative à la responsabilité médicale, par le juge d'instruction à Paris des professeurs Jean-Claude Job et Fernand Dray (le Monde 25 juillet) a soulevé de nouvelles plaintes. D'autres plaintes vont être déposées par des familles d'enfants atteints par la maladie de Cretzfeldt-Jakob après avoir constaté l'absence de fabrication de l'hormone de croissance.

Menace de grève  
aux « Dernières Nouvelles d'Alsace »

STRASBOURG. Les salariés des « Dernières Nouvelles d'Alsace » menacent de grève. Les salariés des « Dernières Nouvelles d'Alsace » menacent de grève. Les salariés des « Dernières Nouvelles d'Alsace » menacent de grève.

Le Monde des DEBATS  
L'UN DE BONHEUR  
OU L'UN LANGUE POUR L'UN  
Numero spécial été - 20 F

L'Egypte bloquée

Où va l'Egypte ? Affrontant depuis des mois une vague montante de terrorisme islamiste, le gouvernement du plus grand pays arabe a choisi d'y riposter par une répression sans merci. Mais, au-delà de l'application brutale de la loi du talion, le régime semble en manque d'imagination politique.

Ainsi l'élection présidentielle de l'automne prochain est jouée d'avance. Dans un système pourtant théoriquement démocratique, les électeurs n'auront d'autres choix que d'approuver la reconduction pour un troisième mandat de six ans de Hosni Moubarak. Mercredi 21 juillet, le Parlement s'en est désigné le chef de l'Etat comme seul postulant à sa propre succession.

Et pourtant, M. Moubarak avait lui-même annoncé, en succédant en 1981 à Anouar El Sadate, que deux mandats lui paraissaient « un maximum ». Une lucidité qui n'est plus de mise aujourd'hui. Il est vrai qu'à l'égard de la majorité de ses pairs arabes le chef de l'Etat égyptien fait encore figure de benjamin. Hafez El Assad est au pouvoir en Syrie depuis vingt-trois ans, et Sadem Hussein, qui était déjà l'homme fort sous le règne de son prédécesseur, gouverne l'Irak depuis 1979. Sans parler, bien sûr, des régimes monarchiques, où le pouvoir se transmet au sein d'une même famille.

LA montée en puissance de l'islamisme ne fait que rendre plus évident le blocage du système politique. L'idée même d'une alternance au fait du pouvoir semble illusoire puisque tout candidat à la magistrature suprême doit être parrainé par au moins un tiers des députés d'un Parlement dont l'écrasante majorité des membres appartient à la formation du chef de l'Etat.

De toute façon, la Constitution égyptienne confère au président des pouvoirs politiques immenses. Face à lui, les partis d'opposition font piètre figure. Leurs discours sonnent aussi creux que les incantations des thuriféraires du régime. Ils ne mobilisent plus guère une population écablée par les difficultés de la vie quotidienne et dont le politique a l'air l'infatigable « ouvrier », arrosé par M. Sadate et poursuivi par son successeur n'a pas soulagé les maux.

OR c'est précisément sur la démolition de ces difficultés économiques, de la corruption et du népotisme que les islamistes, qui semblent prêts aux pires violences pour mettre à bas le régime, ont axé leur propagande. En acceptant son investiture mercredi, M. Moubarak a invoqué l'appel du devoir qui ne lui laisse d'autre choix que d'être aux côtés du peuple. Il est vrai que, dans le paysage actuel, aucune personnalité n'émerge qui semble à même de lui succéder dans de bonnes conditions. Mais ce vice n'est-il pas l'indéfectible résultat de la mise en sommeil de la vie politique ?

Le fait que M. Moubarak soit un emir de l'Occident, garant à ses yeux de la stabilité de l'Egypte, et que ses bons offices soient utiles pour contribuer à régler le conflit israélo-arabe ne constitue pas un gage de pérennité pour un régime qui ne prend pas la peine de renouveler sa légitimité en pratiquant la démocratie. Le rédacteur en chef du quotidien pro-gouvernemental « Al-Ahram » suggère de proposer aux Egyptiens un programme de gouvernement avant le référendum prévu pour octobre. Bonne idée en effet, mais qui ne s'improvise pas.

Lire page 24 l'article d'ALEXANDRE BUCCANTI

Alors que Washington n'envisage pas d'autre engagement

Le président bosniaque accepterait de négocier

Le secrétaire d'Etat américain a confirmé, mercredi 21 juillet, que les Etats-Unis n'avaient l'intention de prendre aucune nouvelle initiative en Bosnie, en dépit de nouveaux combats autour de Sarajevo. A Genève, on déclarait, mercredi, avoir pu espérer que le président bosniaque Alija Izetbegovic accepterait de prendre part à des discussions rassemblant les présidents de Serbie et de Croatie ainsi que les représentants des Serbes et des Croates de Bosnie.

WASHINGTON. « Tragique », que soit le sort de Sarajevo, où la population civile est aussi la cible des artilleurs serbes, les Etats-Unis, a poursuivi le secrétaire d'Etat, n'envisagent pas de faire plus que ce qu'ils ont déjà, quand bien même la capitale bosniaque serait directement menacée. « Les Etats-Unis font tout ce qu'ils peuvent, compte tenu de leurs intérêts nationaux », dans cette région, a-t-il dit.

ALAIN FRACHON. Lire la suite page 4 et le deuxième article page 5 de CATHERINE HUMBLLOT sur « les médias face à la guerre »

Hormone de croissance : les familles seront indemnisées. Le gouvernement étudie actuellement les modalités d'indemnisation des familles concernées par le drame de l'hormone de croissance contaminée, dont les enfants ont été victimes de la maladie de Cretzfeldt-Jakob. Afin que cette indemnisation soit rapidement effective, il semble acquis que l'on ne rendra pas la procédure législative jugée trop lourde. Après la mise en examen pour homicide involontaire des professeurs Jean-Claude Job et Fernand Dray, quelques-unes des institutions impliquées dans cette affaire commencent à se défendre. C'est notamment le cas de l'association France-Hypophyse et de l'Institut Pasteur de Paris.

Lire page 7 l'article de JEAN-YVES NAU

DES TERMINALES A et B D'EXCEPTION

Les études supérieures se préparent dès la terminale. Dans cette perspective nous proposons des Terminales A et B (plus). Terminales exigeantes, fondées sur la qualité du niveau et sur la qualité des ambitions. Terminales ouvertes sur deux avenir : les instituts d'Etudes Politiques, les Grandes Ecoles de Commerce, voie économique. Ces deux voies sont spécifiquement préparées avec la participation d'Intégrale, leader des prépas, HEC voie économique. Cours Pollès Rocher 64 bis, rue du Rocher - 75008 Paris Tél. : 45-22-10-40+

A L'ÉTRANGER : Maroc, 3 DH ; Tunisie, 850 m ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 26 ATS ; Belgique, 48 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Espagne, 160 PTA ; Grèce, 350 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2 400 L ; Luxembourg, 48 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 200 Esc ; Suède, 15 KSE ; Suisse, 1,50 FS ; USA (NY), 2 \$ ; USA (other), 2,50 \$.

A défaut d'accord entre le patronat et les syndicats

Le gouvernement est contraint d'arbitrer le différend sur l'assurance-chômage

Poursuivie pendant vingt heures, du milieu de la matinée du mercredi 21 juillet au petit matin du jeudi 22 juillet, la négociation sur l'assurance-chômage a été interrompue par les partenaires sociaux, au bord de la rupture. Désormais, le sort du régime de l'UNEDIC dépend de l'attitude du gouvernement, qui aura à choisir entre l'intervention par décret ou un délai supplémentaire accordé pour de nouvelles discussions.

Officiellement, sauf pour la CGT, l'interdiction des négociations sur l'assurance-chômage n'est pas un échec, mais cela y ressemble de près. De séances plénières en suspensions d'une durée presque inhabituelle, les négociateurs de l'UNEDIC se sont quittés à l'heure du déjeuner sans pouvoir conclure. « Tous les fils ne sont pas rompus », expliquait cependant Gérard Dantin (CFDT), à l'unisson de ses partenaires. Mais tous étaient bico obligés de reconnaître qu'un « écart » séparait les positions des uns et des autres. De l'ordre de 5 milliards de francs, entre autres points de blocage, puisque les syndicats accepteraient des économies pour un montant de 3 milliards, afin de ne pas trop pénaliser les chômeurs, tandis que le patronat n'admettait pas de descendre en dessous de 8 milliards.

Ayaot constaté leur impuissance, les gestionnaires du régime paritaire d'assurance-chômage doivent s'en remettre maintenant au bon vouloir de Michel Giraud, qui détient la clé de la solution. Soit, comme il l'a déjà évoqué, le ministre du travail se substituera aux partenaires sociaux, annulera l'actuelle convention de l'UNEDIC et agira par décret pour remettre de l'ordre dans une institution dont le déficit cumulé devrait atteindre les 38 milliards de francs à la fin 1993 (et 62 milliards à la fin 1994). Soit, ainsi que l'espère le patronat, la CFDT, FO, la CFTC et la CGC, il conservera malgré tout sa confiance dans le paritarisme et permettra aux négociateurs de reprendre rapidement des tractations sereuses « interrompues ».

ALAIN LEBEAUCHE. Lire la suite page 19

Des privatisations sans risques. Le premier ministre engage prudemment la cession de quatre sociétés publiques. Par Pierre-Angel Gay et Caroline Monnot. « De trois à six », avait dit le ministre de l'économie, Edmond Alphandery. Les dés sont jetés : c'est quatre. Deux entreprises industrielles et deux établissements financiers devraient rejoindre, d'ici à la fin de l'année, la liste déjà longue des entreprises privatisées. Si tôt la loi promulguée, en effet, le gouvernement a annoncé, mercredi 21 juillet, sa décision « d'engager » la cession de quatre sociétés en commençant par la Banque nationale de Paris (BNP) et le groupe Rhodé-Poulenc. La compagnie pétrolière Elf Aquitaine, à propos de laquelle le chef de l'Etat avait demandé au gouvernement, le 14 juillet, de prendre les « plus extrêmes précautions », ainsi que l'attendue Banque Hervet figurent également sur la liste.

C'est par un communiqué - fort laconique au demeurant - que le gouvernement a décidé, selon l'expression d'un membre du cabinet de M. Alphandery, d'envoyer ce « signal au marché » sur ce qu'il avait l'intention de faire. Lire la suite page 19 et nos informations page 18

BN + TGB = BNF. La Bibliothèque nationale et la Très Grande Bibliothèque fusionneront dans la Bibliothèque nationale de France. On connaissait la vieille BN (Bibliothèque nationale), sise rue de Richelieu. En 1988, le président de la République lança sa TGB (Très Grande Bibliothèque), officiellement baptisée BDF (Bibliothèque de France), quelques mois plus tard. A la fin de l'année, il devrait y avoir une BNF (Bibliothèque nationale de France) résultat de la fusion des deux établissements. C'est ce qu'a annoncé le ministre de la culture, Jacques Toubon, au cours d'une conférence de presse tenue mercredi 21 juillet.

Autour de lui étaient réunis les principaux acteurs de la grande saga qui agit le petit monde des bibliothèques ces dernières années : Emmanuel Le Roy Ladurie, patron de la BN, ermite blanchâtre en bataille, Dominique Jamet, président de la BDF, le crâne poli, Michel Melot, président du Conseil supérieur des bibliothèques, la barbe bien peignée. Dans la salle, leurs troupes, un peu lasses, assez heureuses de l'armistice offert par le nouveau M. Bons Offices, Philippe Belaval, maître des requêtes au Conseil d'Etat. Ce dernier a été chargé par le ministre d'un double rapport sur l'avenir du bâtiment qui se construit à Tolbiac et sur le sort de la Rue de Richelieu. Ses propositions, élaborées au sein de deux groupes de travail, ont été reprises par Jacques Toubon.

A Tolbiac, où le béton coule à flots, la configuration des locaux est trop avancée pour qu'on puisse s'engager à infléchir leurs aménagements. Restaient trois questions à régler. Que faire de la bibliothèque, dite « haut de jardin » ? Une bibliothèque universitaire ? Ses 1 556 places de lecture accueilleraient bien sûr des étudiants, mais aussi toute personne âgée d'au moins dix-huit ans ou titulaire du baccalauréat. Il faudrait également acquitter une cotisation « minimum » (elle pourrait être de l'ordre de 200 F à 300 F par an).

EMMANUEL DE ROUX. Lire la suite page 10

LE MONDE DES LIVRES. Le voyage en Orient de Melville. Après plusieurs échecs littéraires, Melville quitte les Etats-Unis pour se plonger dans « l'atmosphère délicieusement romanesque » des villes orientales. ■ François Jullien, le penseur chinois et la métaphysique grecque ■ Guilleme, le temps retrouvé ■ Le docteur Mermin ou le conspirateur perpétuel ■ La chronique de Georges Baladier.

pages 11 à 16



# SUR LA ROUTE DES CROISADES

par Jean-Claude Guillebaud

## 4. - Ratisbonne le crime des « égarés »

La trace que je suis, cette fois, en descendant le Danube, la mémoire que je réveille d'étape en étape, est faite de sang. Et de honte. Cette empreinte, c'est un long sillage traversant l'Allemagne du nord-ouest au sud-est. En août-septembre 1096, les armées franques de Godefroi de Bouillon retrouveront cette trace de ville en ville. Elle les précède. C'est celle des pogroms et des meurtres commis cinq mois auparavant par les foules incontrôlées des « Croisades populaires », menées par des moines mystiques débauchés du par des chevaliers-brigands appartenant à ce qu'on a pu appeler la « féodalité pillarde ». Plusieurs milliers de morts parmi les communautés juives du Rhin et du Danube. Des conversions forcées et des égorgements. Le feu sur les villes et les synagogues qui brûlent. Il y a eu des siècles.

Il faut désenflammer du passé cette tache originelle sur la Croisade, dont les sources hébraïques se souviennent et qu'elles désignent sous le nom de « Gzerot de 4856 ». Il faut tenir de dire qui furent ces fous que les chroniqueurs de Schlomo bar Siméon et Eliezer bar Nathan (douzième siècle) appellent les « égarés », les « marqués de la croix » ou les « non circonciés ».

J'en relis quelques pages en traversant dans une lumière drnée de fin d'après-midi la forêt bavaroise. On aperçoit des petites cornes d'un vert sautillant entre deux lièvres de sapins. Des chemins forestiers évoquent les Niebelungen et - parfois - la silhouette d'une biche à l'arrêt introduit une nuance de fragilité dans cette sylve épaisse. L'imprévisible fantaisie du voyage est ainsi : c'est au milieu de la beauté que je vais traquer le meurtre.

Voici justement Ratisbonne, enjambée par son Steinerne Brücke (pont de pierre) qui est contemporain de la deuxième Croisade. C'est ici qu'ayant traversé l'Allemagne l'armée de Godefroi retrouva l'ancienne *Vin militaris* des Romains vers l'Asie Mineure. A l'époque, l'importance et le rayonnement de Ratisbonne était considérable. Depuis ce pont sur le Danube, la ville apparaît bien comme une cité du Moyen Age en l'état, le « miracle médiéval allemand » dont parlent les guides.

Une sorte de Prague en modèle réduit, le baroque haubourgeois en moins. Il y a sirement de l'Italie dans ces maisons et ces façades inspirées de Venise (avec laquelle Ratisbonne commença, ces corps qui font alterner le vert tendre, le violine, le gris perle et l'ocre. On repère un peu d'Orient ottoman dans les clochetons à bulbe qu'on verrait bien surmontés du croissant plutôt que de la croix. De la seizième arde du Steinerne Brücke, on aperçoit, comme du pont Charles à Prague, des bouquets d'églises et ces borloges innombrables - grands cadrans polychromes, aiguilles cistes et dorées - qui déclenchent à heure fixe des magnificat carillonnées.

Ratisbonne connaît en ce onzième siècle une sorte d'âge d'or religieux et artistique. Ce sont ses prêtres et ses architectes qui iront, par exemple, métamorphoser en pays chrétien la Hongrie voisine.

Des bibliothèques entières et des confréries d'érudits locaux célèbrent la splendeur sans égal de cette cité épiscopale, royale, impériale. Méphistophélès, dans *Faust*, énumère quelques-uns des slixante-dix-sept noms qui lui furent rattachés à chaque coin de rue. A Ratisbonne, c'était le 28 juin 1096, le quatrième jour de Tammuz pour le calendrier hébraïque. Les bandes bavaroises et soubes du prêtre allemand Gottschalk, marquées de la croix, pourchassèrent les juifs de la ville, tuèrent ceux qui leur résistèrent et précipitèrent les autres dans le Danube. Pour les baptiser de force...

Ces brigands compromettaient les Croisades ne sont que « la poille mêlée » au grain

Les mêmes meurtres, les mêmes violences avaient ensanglanté les villes de Metz, Cologne, Spire, Trèves, Mayence, Worms et bientôt Prague. Toutes traversées par les « égarés » de Gottschalk, mais aussi par ceux des comtes Emich de Leisingen (dix mille pèlerins) ou Volkmar (douze mille) et de quelques nobiliaux-brigands français comme Guillaume le Chaperentier, vicomte de Melou. Morte litanie... Arrivant par le même chemin quelques mois plus tard, les armées de Godefroi condamneront ces orgies de sang. Les chroniqueurs de l'époque assurent que ces



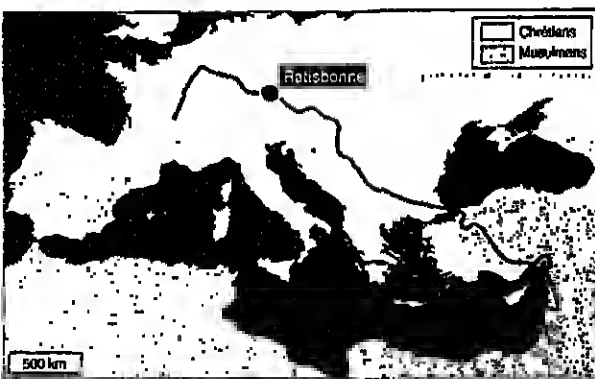
Comme à Ratisbonne, les juifs de Worms ont été victimes des bandes bavaroises et soubes du prêtre allemand Gottschalk.

vale, ces départs naïfs vers la Terre sainte, c'est l'une des premières ruptures dans l'histoire de ces masses anonymes aspirant à jouer un rôle dans la société et dans l'Eglise. Ce sont les *pauvres Dei* (pauvres de Dieu) qui surent, le moment venu, ramener les barons francs à leur devoir. Manants des campagnes, serfs promis à l'émancipation, familles entières derrière leurs bœufs, mais aussi gens de sac et de corde, ribauds et ribaudes urbains. Tous prompts à s'enflammer au moindre « signe » du ciel et à prodre pour une invitation à l'intolérance querelleuse le « slogan » du concile de Clermont : « Dieu le veut ! »

Au total, des dizaines de milliers d'hommes, femmes et enfants ayant fébrilement cousu la croix sur leurs bardes et s'élançant vers l'Orient. Sans préparatifs. Sans ravitaillements. Sans même, parfois, la moindre idée du chemin à parcourir. Une chaoson de geste, *Chanson des châtis*, racontera l'épopée pitoyable de ces foules.

Ces « Croisades populaires » inorganisées portaient logiquement l'émeute en leur sein. Dans le souvenir des Croisades, on confondra plus tard ces désordres avec la « Croisade officielle », et l'on imputera confusément à Godefroi,

### ALLEMAGNE



Le long du Rhin et du Danube, les foules inorganisées des « Croisades populaires » s'en sont pris aux juifs : plusieurs milliers seront massacrés ou convertis de force. Après des siècles d'antijudaïsme, ces pogroms marquent la naissance de l'antisémitisme moderne.

brigands compromettaient les Croisades ne sont que « la poille mêlée » au grain

Un très vieux adage, me dit-on, s'adressait jadis aux visiteurs de cette cité marchande resserrée autour du jallissement disproportionné de sa cathédrale gothique. « Quelconque vient à Ratisbonne mais ne traverse pas à pied le Pont de pierre, n'entend pas les cloches sonner et ne voit pas de juifs, ne sera pas vraiment allé à Ratisbonne. »

Passant et repassant sur le Steinerne Brücke, je songe à ces communautés prospères du onzième siècle que l'empereur allemand Henri IV et les évêques protégeaient, mais qui, sur elles soudain, virent s'abattre la foudre. A Ratisbonne, c'était le 28 juin 1096, le quatrième jour de Tammuz pour le calendrier hébraïque. Les bandes bavaroises et soubes du prêtre allemand Gottschalk, marquées de la croix, pourchassèrent les juifs de la ville, tuèrent ceux qui leur résistèrent et précipitèrent les autres dans le Danube. Pour les baptiser de force...

Ces brigands compromettaient les Croisades ne sont que « la poille mêlée » au grain

Les mêmes meurtres, les mêmes violences avaient ensanglanté les villes de Metz, Cologne, Spire, Trèves, Mayence, Worms et bientôt Prague. Toutes traversées par les « égarés » de Gottschalk, mais aussi par ceux des comtes Emich de Leisingen (dix mille pèlerins) ou Volkmar (douze mille) et de quelques nobiliaux-brigands français comme Guillaume le Chaperentier, vicomte de Melou. Morte litanie... Arrivant par le même chemin quelques mois plus tard, les armées de Godefroi condamneront ces orgies de sang. Les chroniqueurs de l'époque assurent que ces

Pierre l'Ermite, Tancrède ou Etienne de Blois des folies qui n'étaient point de leur fait. Les débordements étaient évitables. Les rapines et les meurtres également. Mais ces pogroms systématiques commis par les bandes allemandes ? Cette chasse aux juifs le long du Rhin et du Danube ? Faudrait-il les ramener à une « bavure » ?

Certainement pas.

Ni les protestations avérées (mais tardives ?) de Godefroi à la sollicitude protectrice - parfois payée de leur vie - des évêques de Spire, de Mayence ou d'ailleurs ou peuvent obliger cette évidence : les pogroms de 1096 (et ceux qui suivront) marquent le réveil et l'aggravation d'un antijudaïsme d'inspiration chrétienne qui perdurera pendant neuf siècles. Cet antijudaïsme qui accompagnera dès lors comme une ombre mortelle toute l'histoire de l'Occident.

Ce qui se passe à Ratisbonne (et ailleurs) durant cet été 1096 consacre en réalité un tournant de cette histoire. Les rédacteurs de l'*Encyclopædia Judaica* ne s'y trompent pas lorsqu'ils écrivent que « les Croisades sont fortement imprimées dans la conscience historique des juifs ».

Ces foules ignorantes qui, en dépit des adjurations de leurs évêques, se débauchaient contre les « meurtriers du Christ » sont en quelque sorte comme la peau tendue d'un tambour qui fait résonner « l'air du temps ». Or l'air du temps est bien la dénonciation des *perfidis judeis* ou des *rebellantes judeis* rendus coupables de tous les maux qui frappent la chrétienté.

Un réveil ? Oui. Violent dans les premiers siècles du christianisme, enraciné d'ailleurs dans celui, préchrétien, de l'Antiquité (voir Tacite. Apion d'Alexandrie ou même Quintilien), l'antijudaïsme était devenu virulent sous les monarchies wisigothiques. En Espagne notamment. Le loog régné carolingien, en revanche, avait vu s'éteindre, voire disparaître, les persécutions antijuives. Cette période qui va jusqu'à la mort de Charlemagne, a pu

écrire l'historien Jules Isaac, constituait « une ère de tranquillité relative et d'exceptionnelle prospérité » pour le judaïsme.

C'est au neuvième, et surtout au dixième siècle, à l'approche de l'an mil, que se réveille à nouveau en Occident la « haine des perfides ». La nécessaire conversion d'Israël, pense-t-on, est liée à la fin des temps et sa non-conversion au triomphe de l'antéchrist. On accuse par exemple les juifs d'avoir livré Bordeaux aux Normands, puis Barcelone et même Toulouse aux Maures. On leur reproche d'avoir accueilli comme une libération l'invasion de l'Espagne par les Arabes à partir de 711. Les récits populaires - et certains textes - reprennent contre eux les antiques calomnies qu'on trouvait déjà chez les auteurs grecs ou égyptiens, mais aussi chez plusieurs Pères de l'Eglise des premiers siècles (Tertullien, saint Jean Chrysostome, etc.).

Il existe à Ratisbonne, profondément enracinée, une tradition « anti-croisés »

A l'approche des Croisades, c'est bien entendu la crucifixion du Christ qu'on impute aux juifs. Ils sont élogiquement accusés de muveller collusion avec les infidèles (les musulmans). Les juifs, par exemple, sont rendus responsables de l'incendie de la basilique du Saint-Sépulchre en 906, des menées anti-chrétiennes du calife Al Hakim en 1009, qui fit, lui, raser complètement ce Saint-Sépulchre que les Arabes appellent « Kanisat al-Qiyame » (l'église de la Résurrection). Sacrifiée qui enflamma l'Occident. Vingt ans plus tard, évoquant cette affaire, le chroniqueur chrétien Raoul Glaber écrivait encore : « On sut, à n'en pouvoir douter, qu'il fallait imputer cette calamité à la méchanceté des juifs ». D'une façon générale, chaque persécution des chrétiens ou Orient déclenchait des représailles contre les juifs d'Occident. C'est le cas à Limoges, à Rouen...

De la très ancienne rivalité théologique entre deux religions sorties d'un même livre et d'une même tribu, on en vient à tout autre chose. L'antijudaïsme des premiers siècles accouche en somme de l'antisémitisme moderne.

C'est cette trace-là que je retrouve à Ratisbonne.

S'en souvient-on, ici ? Il arrive que les peuples, d'instinct, effacent ou placent l'histoire de leur mémoire. Pour s'en absoudre ou pour la coiffer. Ratisbonne, visiblement, participe du second cas. Les Croisades, ici, paraissent n'avoir jamais existé. En tout cas pour le commun des mortels. Le silence est d'autant plus assourdissant que tout, dans cette ville, parle des onzième et douzième siècles. Conversations, expositions, guides pour les touristes, mnéographies des musées : la cité tout entière est tournée vers cet âge d'or évanoui, celui dont Claudio Magris écrit qu'il est « une gloire que l'on peut se rappeler, mais non pas posséder ».

Mais, sur les Croisades, rien ! Sur le passage des armées successives cheminant le long du Danube, rien ! Ce mutisme trop insistant pour procéder de l'écroulerie ne date pas d'hier. En fait, immédiatement après le sinistre Gzerot de 4856, Ratisbonne prit en borieux ces pèlerins intempêtes semant le désordre sur leur passage. (Ces désordres et ces pogroms se renouvellèrent en 1146, pendant la deuxième Croisade). Il existe à Ratisbonne, profondément enracinée, une tradition « anti-croisés ». Dans les archives locales, certains documents attestent de son ancienneté. Ainsi cette décision de 1248 qui fait interdiction à quiconque - sous peine de mort ! - de porter une croix cousue sur son costume. La précaution en dit long sur le poids de certains souvenirs.

« Quelconque n'a point vu de juifs n'est pas vraiment venu à Ratisbonne »

Je repensais à l'adage en cherchant une synagogue dans les dédales de la cité médiévale. J'ai fini par la trouver dans une ruelle proche de la cathédrale : Am Brixerer Hof. La nouvelle synagogue de Ratisbonne est une sorte de bunker aplati, encapuchonné de lierre et couvert par un saule pleureur. Les portes métalliques en sont verrouillées comme celles d'une forteresse. Deux caméras vidéo surveillent le portail en aluminium solidement cadenassé. Ici, visiblement, on n'est pas convaincu que le silence puisse suffire à conjurer le souvenir.

On vous apprend, il est vrai, que le 9 novembre 1938 l'ancienne synagogue qui se trouvait là fut détruite par les « bandes » national-socialistes et que, quatre ans plus tard, le 2 avril 1942, cent six citoyens juifs de Ratisbonne furent déportés vers les camps.

## Le premier ministre

Le premier ministre japonais, Yasuhiro Nakasone, a été élu à la présidence du conseil des ministres. Il a succédé à Nakamichi Nomura. Nakasone est un homme d'Etat expérimenté, ancien ministre de l'Intérieur et de la Défense. Il a été élu à la présidence du conseil des ministres le 22 juillet 1993. Il a 68 ans et est marié avec deux enfants. Il a été élu à la présidence du conseil des ministres le 22 juillet 1993. Il a 68 ans et est marié avec deux enfants.

Le premier ministre japonais, Yasuhiro Nakasone, a été élu à la présidence du conseil des ministres. Il a succédé à Nakamichi Nomura. Nakasone est un homme d'Etat expérimenté, ancien ministre de l'Intérieur et de la Défense. Il a été élu à la présidence du conseil des ministres le 22 juillet 1993. Il a 68 ans et est marié avec deux enfants. Il a été élu à la présidence du conseil des ministres le 22 juillet 1993. Il a 68 ans et est marié avec deux enfants.

Le premier ministre japonais, Yasuhiro Nakasone, a été élu à la présidence du conseil des ministres. Il a succédé à Nakamichi Nomura. Nakasone est un homme d'Etat expérimenté, ancien ministre de l'Intérieur et de la Défense. Il a été élu à la présidence du conseil des ministres le 22 juillet 1993. Il a 68 ans et est marié avec deux enfants. Il a été élu à la présidence du conseil des ministres le 22 juillet 1993. Il a 68 ans et est marié avec deux enfants.

Le premier ministre japonais, Yasuhiro Nakasone, a été élu à la présidence du conseil des ministres. Il a succédé à Nakamichi Nomura. Nakasone est un homme d'Etat expérimenté, ancien ministre de l'Intérieur et de la Défense. Il a été élu à la présidence du conseil des ministres le 22 juillet 1993. Il a 68 ans et est marié avec deux enfants. Il a été élu à la présidence du conseil des ministres le 22 juillet 1993. Il a 68 ans et est marié avec deux enfants.

Le premier ministre japonais, Yasuhiro Nakasone, a été élu à la présidence du conseil des ministres. Il a succédé à Nakamichi Nomura. Nakasone est un homme d'Etat expérimenté, ancien ministre de l'Intérieur et de la Défense. Il a été élu à la présidence du conseil des ministres le 22 juillet 1993. Il a 68 ans et est marié avec deux enfants. Il a été élu à la présidence du conseil des ministres le 22 juillet 1993. Il a 68 ans et est marié avec deux enfants.

Le premier ministre japonais, Yasuhiro Nakasone, a été élu à la présidence du conseil des ministres. Il a succédé à Nakamichi Nomura. Nakasone est un homme d'Etat expérimenté, ancien ministre de l'Intérieur et de la Défense. Il a été élu à la présidence du conseil des ministres le 22 juillet 1993. Il a 68 ans et est marié avec deux enfants. Il a été élu à la présidence du conseil des ministres le 22 juillet 1993. Il a 68 ans et est marié avec deux enfants.

Le premier ministre japonais, Yasuhiro Nakasone, a été élu à la présidence du conseil des ministres. Il a succédé à Nakamichi Nomura. Nakasone est un homme d'Etat expérimenté, ancien ministre de l'Intérieur et de la Défense. Il a été élu à la présidence du conseil des ministres le 22 juillet 1993. Il a 68 ans et est marié avec deux enfants. Il a été élu à la présidence du conseil des ministres le 22 juillet 1993. Il a 68 ans et est marié avec deux enfants.

Le premier ministre japonais, Yasuhiro Nakasone, a été élu à la présidence du conseil des ministres. Il a succédé à Nakamichi Nomura. Nakasone est un homme d'Etat expérimenté, ancien ministre de l'Intérieur et de la Défense. Il a été élu à la présidence du conseil des ministres le 22 juillet 1993. Il a 68 ans et est marié avec deux enfants. Il a été élu à la présidence du conseil des ministres le 22 juillet 1993. Il a 68 ans et est marié avec deux enfants.

Le premier ministre japonais, Yasuhiro Nakasone, a été élu à la présidence du conseil des ministres. Il a succédé à Nakamichi Nomura. Nakasone est un homme d'Etat expérimenté, ancien ministre de l'Intérieur et de la Défense. Il a été élu à la présidence du conseil des ministres le 22 juillet 1993. Il a 68 ans et est marié avec deux enfants. Il a été élu à la présidence du conseil des ministres le 22 juillet 1993. Il a 68 ans et est marié avec deux enfants.

Le premier ministre japonais, Yasuhiro Nakasone, a été élu à la présidence du conseil des ministres. Il a succédé à Nakamichi Nomura. Nakasone est un homme d'Etat expérimenté, ancien ministre de l'Intérieur et de la Défense. Il a été élu à la présidence du conseil des ministres le 22 juillet 1993. Il a 68 ans et est marié avec deux enfants. Il a été élu à la présidence du conseil des ministres le 22 juillet 1993. Il a 68 ans et est marié avec deux enfants.

Le premier ministre japonais, Yasuhiro Nakasone, a été élu à la présidence du conseil des ministres. Il a succédé à Nakamichi Nomura. Nakasone est un homme d'Etat expérimenté, ancien ministre de l'Intérieur et de la Défense. Il a été élu à la présidence du conseil des ministres le 22 juillet 1993. Il a 68 ans et est marié avec deux enfants. Il a été élu à la présidence du conseil des ministres le 22 juillet 1993. Il a 68 ans et est marié avec deux enfants.

Le premier ministre japonais, Yasuhiro Nakasone, a été élu à la présidence du conseil des ministres. Il a succédé à Nakamichi Nomura. Nakasone est un homme d'Etat expérimenté, ancien ministre de l'Intérieur et de la Défense. Il a été élu à la présidence du conseil des ministres le 22 juillet 1993. Il a 68 ans et est marié avec deux enfants. Il a été élu à la présidence du conseil des ministres le 22 juillet 1993. Il a 68 ans et est marié avec deux enfants.

Le premier ministre japonais, Yasuhiro Nakasone, a été élu à la présidence du conseil des ministres. Il a succédé à Nakamichi Nomura. Nakasone est un homme d'Etat expérimenté, ancien ministre de l'Intérieur et de la Défense. Il a été élu à la présidence du conseil des ministres le 22 juillet 1993. Il a 68 ans et est marié avec deux enfants. Il a été élu à la présidence du conseil des ministres le 22 juillet 1993. Il a 68 ans et est marié avec deux enfants.

Le premier ministre japonais, Yasuhiro Nakasone, a été élu à la présidence du conseil des ministres. Il a succédé à Nakamichi Nomura. Nakasone est un homme d'Etat expérimenté, ancien ministre de l'Intérieur et de la Défense. Il a été élu à la présidence du conseil des ministres le 22 juillet 1993. Il a 68 ans et est marié avec deux enfants. Il a été élu à la présidence du conseil des ministres le 22 juillet 1993. Il a 68 ans et est marié avec deux enfants.

Le premier ministre japonais, Yasuhiro Nakasone, a été élu à la présidence du conseil des ministres. Il a succédé à Nakamichi Nomura. Nakasone est un homme d'Etat expérimenté, ancien ministre de l'Intérieur et de la Défense. Il a été élu à la présidence du conseil des ministres le 22 juillet 1993. Il a 68 ans et est marié avec deux enfants. Il a été élu à la présidence du conseil des ministres le 22 juillet 1993. Il a 68 ans et est marié avec deux enfants.

Le premier ministre japonais, Yasuhiro Nakasone, a été élu à la présidence du conseil des ministres. Il a succédé à Nakamichi Nomura. Nakasone est un homme d'Etat expérimenté, ancien ministre de l'Intérieur et de la Défense. Il a été élu à la présidence du conseil des ministres le 22 juillet 1993. Il a 68 ans et est marié avec deux enfants. Il a été élu à la présidence du conseil des ministres le 22 juillet 1993. Il a 68 ans et est marié avec deux enfants.

Le premier ministre japonais, Yasuhiro Nakasone, a été élu à la présidence du conseil des ministres. Il a succédé à Nakamichi Nomura. Nakasone est un homme d'Etat expérimenté, ancien ministre de l'Intérieur et de la Défense. Il a été élu à la présidence du conseil des ministres le 22 juillet 1993. Il a 68 ans et est marié avec deux enfants. Il a été élu à la présidence du conseil des ministres le 22 juillet 1993. Il a 68 ans et est marié avec deux enfants.

Le premier ministre japonais, Yasuhiro Nakasone, a été élu à la présidence du conseil des ministres. Il a succédé à Nakamichi Nomura. Nakasone est un homme d'Etat expérimenté, ancien ministre de l'Intérieur et de la Défense. Il a été élu à la présidence du conseil des ministres le 22 juillet 1993. Il a 68 ans et est marié avec deux enfants. Il a été élu à la présidence du conseil des ministres le 22 juillet 1993. Il a 68 ans et est marié avec deux enfants.

Le premier ministre japonais, Yasuhiro Nakasone, a été élu à la présidence du conseil des ministres. Il a succédé à Nakamichi Nomura. Nakasone est un homme d'Etat expérimenté, ancien ministre de l'Intérieur et de la Défense. Il a été élu à la présidence du conseil des ministres le 22 juillet 1993. Il a 68 ans et est marié avec deux enfants. Il a été élu à la présidence du conseil des ministres le 22 juillet 1993. Il a 68 ans et est marié avec deux enfants.

Le premier ministre japonais, Yasuhiro Nakasone, a été élu à la présidence du conseil des ministres. Il a succédé à Nakamichi Nomura. Nakasone est un homme d'Etat expérimenté, ancien ministre de l'Intérieur et de la Défense. Il a été élu à la présidence du conseil des ministres le 22 juillet 1993. Il a 68 ans et est marié avec deux enfants. Il a été élu à la présidence du conseil des ministres le 22 juillet 1993. Il a 68 ans et est marié avec deux enfants.

PROCHAIN ÉPISODE : BUDAPEST (HONGRIE), LES CAVALIERS ASSAGIS

مجلس الامم المتحدة



Le premier ministre japonais annonce la démission de son cabinet.

Le premier ministre japonais annonce la démission de son cabinet.

Le premier ministre japonais annonce la démission de son cabinet.

Le premier ministre japonais annonce la démission de son cabinet.

Le premier ministre japonais annonce la démission de son cabinet.

Le premier ministre japonais annonce la démission de son cabinet.

Le premier ministre japonais annonce la démission de son cabinet.

Le premier ministre japonais annonce la démission de son cabinet.

Le premier ministre japonais annonce la démission de son cabinet.

Le premier ministre japonais annonce la démission de son cabinet.

Le premier ministre japonais annonce la démission de son cabinet.

Le premier ministre japonais annonce la démission de son cabinet.

Le premier ministre japonais annonce la démission de son cabinet.

Le premier ministre japonais annonce la démission de son cabinet.

# ÉTRANGER

Le Monde • Vendredi 23 juillet 1993 3

JAPON : tirant les conséquences de sa défaite électorale

## Le premier ministre démissionne de la présidence du PLD

Le premier ministre Kijichi Miyazawa a annoncé, jeudi 22 juillet, devant l'assemblée des parlementaires du Parti libéral-démocrate (PLD) qu'il démissionnait de ses fonctions de président du mouvement, afin d'assumer la responsabilité de la démission et de la défaite de son parti aux élections du 18 juillet dernier. Il continuera d'expédier les affaires courantes à la tête du gouvernement jusqu'à l'élection de son successeur par la Diète.

hommes plus jeunes tels l'ex-ministre des finances Ryutaro Hashimoto, ou l'ancien premier ministre Toshiki Kaifu : le premier est populaire, et le second conserve une bonne image.

S'adressant à leurs jeux de pouvoir, les libéraux-démocrates suivent néanmoins les manœuvres des nouveaux partis conservateurs

et notamment des deux formations qui détiennent la clé des alliances : le Nouveau Parti du Japon (NPJ) et le Parti pionnier (PP). Ayant constitué un groupe parlementaire unique, ceux-ci ont annoncé mercredi qu'ils n'excluaient pas de voter en faveur d'un premier ministre présenté par les forces « anti-PLD » (com-

munistes exclus). Cette déclaration s'inscrit dans la tactique de ces deux partis de « placer la barre très haut » dans leurs négociations tant avec le PLD qu'avec ses opposants.

Une collaboration du NPJ et du PP à une coalition anti-PLD reste hypothétique : tant en s'appuyant au maopole du pouvoir des libé-

raux-démocrates, ils sont réticents à collaborer avec des socialistes dont le programme reste fondamentalement différent du leur. Le PLD devra trouver en son sein un homme dont l'image réformiste soit assez convaincante pour que le tandem NPJ-PP puisse le soutenir sans paraître se renier. Selon un sondage réalisé par le quoti-

dien *Asahi*, 56 % de Japonais sont favorables à une coalition autour du PLD.

La démission de M. Miyazawa coïncide avec l'ouverture du procès de l'ancien « parrain » du PLD, Shin Kanemaru, jeudi. Ce procès a été fait pour améliorer l'image de l'ex-majorité qu'il puisse aussi entacher celle de personnalités braodissant aujourd'hui l'étendard de la réforme. Arrêté en mars dernier, M. Kanemaru est poursuivi pour une fraude fiscale d'un milliard de yens (54 millions de francs). Il n'a rien perdu de sa morgue puisqu'il plaide non coupable, affirmant que les fonds qu'il avait accumulés étaient destinés à financer... la réforme du PLD.

### « Descente dans la plaine »

La situation délicate du PLD incite certains jeunes députés à préconiser une « descente dans la plaine », c'est-à-dire un repli temporaire dans l'opposition afin de permettre à leur parti de se restructurer.

Une tactique qui pourrait se révéler payante : la confusion que ne manquerait pas d'engendrer un cabinet bécoté et divergent sur trop de questions fondamentales pour durer plus de quelques mois pourrait favoriser un retour au pouvoir d'une force conservatrice renouée.

PHILIPPE PONS

## Kiichi Miyazawa, politicien malchanceux

TOKYO

Kiichi Miyazawa a été un premier ministre malchanceux. Il quitte le pouvoir en assumant la responsabilité de la crise la plus grave qu'ait connue le Parti libéral-démocrate (PLD) en trente-huit années de pouvoir : une fracture dans ses rangs qui s'est traduite par une perte de la majorité à la Diète. Il lui est surtout reproché de n'avoir pas réalisé la réforme destinée à assainir la vie politique à laquelle il s'était engagé en octobre 1991. Un échec qui comporte néanmoins des circonstances atténuantes tant l'enjeu était truqué par les arrières-pensées électorales de ceux qui prônaient cette réforme.

Né dans une famille de politiciens d'Itohime, M. Miyazawa, âgé de soixante-quatre ans, a derrière lui une longue et brillante carrière : jeune haut fonctionnaire du ministère des finances, il faisait partie de la délégation japonaise lors de la signature du

traité de San-Francisco (1951), qui rendit au Japon sa souveraineté. Élu au Sénat en 1959, secrétaire personnel du premier ministre Ikeda, père de la croissance des années 60, il assumait d'importantes fonctions ministérielles (plan, affaires étrangères, industrie et commerce international, finances). En décembre 1988, il dut quitter ces dernières fonctions à la suite de son implication dans le scandale politico-boursier Recruit.

### Erreurs de jugement

Arrivé au pouvoir à la suite du cabinet Kaifu, qui s'était vu soudain retirer la confiance des cédilles du parti parce qu'il menaçait de dissoudre la Chambre basse pour forcer la réforme politique, M. Miyazawa - chef de l'une des grandes cliques du PLD - s'est cependant trouvé d'entrée de jeu l'organe du clan dominant, celui de M. Takeshita, dirigé alors par Shin Kanemaru. En quelques mois, ses attermoissements, conjugués à de nouveaux scandales - impliquant l'un de ses proches collaborateurs - ont entraîné une baisse de sa popularité qu'il ne récupérera jamais.

En dépit de son expérience, M. Miyazawa avait un point faible : il désignait la cuisine politique. Aussi n'a-t-il pas profité de la marge de manœuvre offerte par la disgrâce de M. Kanemaru, qui entraîna la scission du clan Takeshita. C'est en outre un homme de la vieille école de politiciens qui eurent aux vertus du compromis. Or, en l'absence de grand arbitre des coulisses, la loi de la jungle prévalait dans les rangs du PLD. M. Miyazawa « paye » ses erreurs de jugement d'une motion de censure, adoptée la 18 juin grâce aux voix de conservateurs dissidents.

« M. Miyazawa aurait pu être un bon premier ministre au temps de paix politique intérieure, mais il s'avère un piètre stratège en situation de crise », estime le commentateur politique Masayoshi Ito. Le manque d'initia-

tive politique dont il a fait preuve tend à obscurcir ce qu'il a accompli sur le plan diplomatique. En dépit d'une forte appaition de la gauche, il a fait adopter, en juin 1992, la loi autorisant la participation de soldats japonais aux forces de paix des Nations unies (dite PKO), qui traduit un changement important de la diplomatie nipponne : elle met fin en effet la principe de renoncement à la force stipulé dans l'article 9 de la Constitution.

C'est aussi au cours de son mandat qu'a eu lieu la visite « historique » de l'empereur Akihito en Chine (octobre 1992), consacrant un réchauffement des liens entre les deux grandes puissances régionales. Lors du sommet des Sept de Tokyo début juillet, M. Miyazawa a signé avec le président Clinton un accord-cadre posant les nouveaux principes président aux relations économiques américano-japonaises.

Ph. P.

## Réunie à Singapour

## La conférence de l'ASEAN va débattre de la sécurité en Asie et de l'organisation d'un sommet régional

La sécurité en Asie et la proposition américaine de réunir un sommet de la région Asie-Pacifique seront débattues lors de la 26<sup>e</sup> conférence ministérielle de l'ASEAN, vendredi 23 et samedi 24 juillet, à Singapour. Ces sujets seront également abordés lors de discussions, du 26 au 28 juillet, entre l'Association des nations d'Asie du Sud-Est (Brunei, Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thaïlande) et ses « partenaires » (Etats-Unis, Japon, CEE, Corée du Sud, Australie, Nouvelle-Zélande et Canada). Russes et Chinois sont les « invités » de l'ASEAN depuis 1991. La Papouasie-Nouvelle-Guinée en 1989, le Vietnam et le Laos en 1992 ont obtenu le statut d'observateurs.

BANGKOK

de notre correspondant en Asie du Sud-Est

En proposant, le 7 juillet à Tokyo, d'accueillir un sommet régional, même informel, en novembre à Seattle, le président Clinton a pris un risque. Si, dans le cadre de la détente, l'organisation de la sécurité de la région est devenue une préoccupation dominante, l'occasion de la rencontre et le calendrier sont loin de faire l'unanimité. La conférence de l'ASEAN et les échanges, dans la foulée, avec ses partenaires offrent le premier test sérieux de l'accueil réservé à l'initiative américaine.

Le président américain a surpris son monde en proposant qu'une réunion de l'APEC (Asia-Pacific Economic Cooperation), prévue à Seattle le 17 novembre, soit suivie d'une « conférence informelle » entre les dirigeants de la région. Créée en 1989, l'APEC est un forum qui regroupe quinze membres (et non des Etats) : les six de l'ASEAN, les sept partenaires (moins la CEE), la Chine, Hong-kong et Taïwan. Seul le caractère explicitement non politique de l'APEC explique, à ce jour, que Pékin y siège en présence de repré-

sentants de Taïpeh et de la colonie britannique.

La Malaisie a déjà manifesté son opposition à un tel sommet. Kuala Lumpur y voit une nouvelle manœuvre américaine pour promouvoir l'APEC au détriment de son projet de Forum de l'Asie orientale (EAEC, pour East Asian Economic Caucus) dont seraient exclus, notamment, les Etats-Unis et l'Australie. Le Dr Mahathir Mohamad, premier ministre de Malaisie, a déjà annoncé qu'il ne participera pas à la réunion de Seattle, si cette dernière a lieu.

Déjà divisée sur l'EAEC, l'ASEAN l'est tout autant sur l'initiative américaine : seuls Singapour et les Philippines se sont déclarés, jusqu'ici, en faveur de ce sommet. La Thaïlande en a approuvé le principe mais souhaite en connaître davantage les détails. L'Indonésie est encore plus prudente : M. Suharto, qui préside le Mouvement des non-alignés depuis septembre dernier, n'est pas parvenu, lors d'une visite officielle en Malaisie la semaine dernière, à réduire l'hostilité de M. Mahathir. Il est donc probable que les ministres de l'ASEAN ne parviendront pas à prendre une position commune.

### Evolution américaine

Il appartiendra donc au secrétaire d'Etat américain, Warren Christopher, attendu dimanche à Singapour, de faire avancer le projet lors des rencontres post-ministérielles. Car le Japon, lui aussi, demeure sur une prudente réserve estimant l'initiative américaine prématurée. Certes, de nombreux gouvernements asiatiques se sont réjouis qu'à l'occasion de la réunion du G7 à Tokyo, l'administration Clinton ait prouvé son intérêt pour la région Asie-Pacifique, effaçant ainsi la désagréable impression laissée, au début de l'année dernière, par la tournée manquée de George Bush dans la région.

En dépit d'une diminution de sa présence militaire dans la zone, Washington est donc notament prêt à participer à la réorganisation de la sécurité régionale. Cette évolution américaine, notamment en direction d'un concept de sécurité collective, est d'autant mieux

accueillie en Asie du Sud-Est que le réarmement et les revendications territoriales de la Chine donnent quelques frissons, en dépit des assurances répétées de Pékin sur la nécessité de régler par la négociation tout conflit territorial. Mais encore faudra-t-il convaincre plusieurs Etats que la méthode et les intentions américaines sont les bonnes.

### Diplomatie préventive

Dans les rangs de l'ASEAN - l'une des rares organisations régionales offrant un cadre régulier de discussions - l'idée d'une « diplomatie préventive », plutôt que celle de sécurité collective, fait son chemin. L'ASEAN pourrait proposer qu'un Forum de l'Asie (ARF, pour Asia Regional Forum) soit adopté dès la prochaine conférence ministérielle, prévue à Bangkok en 1994. Il s'agirait de réunir une fois par an, formellement cette fois, l'ASEAN, ses sept « partenaires », ses « invités » et « observateurs » pour discuter des problèmes de sécurité régionale afin de tenter de tuer dans l'œuf les crises en gestation. Reste à savoir si les Etats-Unis acceptent une telle formule qui les engagerait à aborder un sujet si épineux avec la Russie et la Chine.

Pour le reste, tout en maintenant sa politique d'« engagement constructif » à l'égard de la Birmanie, l'ASEAN devrait manifester son irritation naissante à l'égard du manque de souplesse de la jungle de Rangoun en refusant de l'accepter dans ses rangs. Sur le Cambodge, elle devrait se prononcer pour le maintien d'une présence des Nations unies après le retrait, reporté à novembre, de l'APRONUC (Autorité provisoire de l'ONU pour le Cambodge).

Elle souhaiterait également que les Etats-Unis laissent le prince Sihanouk négocier avec les Khmers rouges plutôt que de continuer à élancer qu'ils refuseront toute aide à Phnom-Penh si des représentants de Pol Pot figurent au sein d'un futur gouvernement cambodgien (du *Le Monde* du 22 juillet).

JEAN-CLAUDE POMONTI

## AFRIQUE

SOMALIE : malgré une âpre controverse

## L'avant-garde du contingent allemand est partie pour Mogadiscio

BONN

de notre correspondant

Une partie du contingent de 1 700 hommes de la Bundeswehr envoyés en Somalie à la demande des Nations unies est arrivée jeudi 22 juillet à Mogadiscio. Les 250 hommes en partance ont été salués mercredi matin à leur départ à l'aéroport de Bonn par le ministre de la Défense, Volker Rühe, qui a réaffirmé que, dans cette affaire, la crédibilité de l'Allemagne vis-à-vis du monde et de ses partenaires européens était en jeu.

Les combats de ces dernières semaines en Somalie avaient une nouvelle fois provoqué une violente controverse à Bonn sur la légitimité du départ de ces troupes. Le nouveau contingent, qui rejoint 260 soldats allemands déjà présents, comprend des éléments de transport et de génie, ainsi que des unités chargées de la sécurité. Stationné à Belet Huen, au nord-ouest du pays, il aura une mission d'ordre humanitaire, consistant exclusivement à aider à l'acheminement des secours aux populations et à la reconstruction du pays.

C'est la première fois depuis la guerre que l'Allemagne envoie des hommes armés sur un théâtre d'opérations extérieur à la zone de défense de l'OTAN. D'où les protestations de l'opposition, qui estime qu'il s'agit d'un détournement de la Constitution et donc que le gouvernement est en train, sous couvert d'action humanitaire, de préparer l'armée à une nouvelle politique d'intervention.

En raison de la détérioration de la situation en Somalie, le gouvernement allemand a subi de très fortes pressions - y compris venant de la majorité - l'incitant à revenir sur sa décision. Il est clair, compte tenu de la confusion de la situation sur place, que les soldats allemands ne sont pas à l'abri d'incidents, voire d'une provocation. Près de 2 000 sympathisants du général Aidid ont manifesté contre l'arrivée d'un premier contin-

gent de la Bundeswehr mercredi à Mogadiscio. Le même jour, deux soldats du Zimbabwe ont été blessés dans un véhicule militaire allemand qui a essuyé des tirs dans la capitale.

L'officier allemand qui se trouvait à l'intérieur est toutefois sorti indemne.

HENRI DE BRÉSSON

o Un haut responsable de l'ONU critique l'action de l'Organisation. Le secrétaire général adjoint de l'ONU chargé des affaires humanitaires, Jan Eliasson, a estimé, mercredi 21 juillet, à la tribune du Comité économique et social de l'ONU, à Genève, que les actions militaires de l'ONU en Somalie « peuvent avoir pour résultat la marginalisation de la dimension humanitaire de la mission des Nations unies ». Selon M. Eliasson, chaque fois que la communauté internationale dépense 1 dollar en faveur de l'action humanitaire en Somalie, 10 dollars sont consacrés à la protection militaire. - (AFP)

## En sommet à Cotonou

## La CEDEAO doit changer de statut

Le seizième sommet de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), qui s'ouvre jeudi 22 juillet à Cotonou, au Bénin, doit consacrer la dimension politique prise au fil des ans par l'organisation, en la dotant d'un nouveau statut.

Créée en 1975 afin de constituer un marché régional de 160 millions de consommateurs, la CEDEAO, qui regroupe seize Etats d'Afrique de l'Ouest, a été amenée progressivement à revoir à la baisse son ambition économique, et à s'impliquer de plus en plus dans les différends politiques. Son nouveau statut doit lui assigner une responsabilité dans la prévention et le règlement des conflits régionaux.

Le meilleur exemple en a été donné par la conclusion, samedi dernier à Gao, d'un accord de paix au Liberia, qui doit être complété et signé, le 24 juillet à Cotonou, par les responsables des différentes factions. Cet accord, s'il est

signé puis appliqué, constituera le premier grand succès diplomatique de la CEDEAO, engagée depuis 1990 dans la recherche d'une solution négociée au Liberia, où elle a déployé une force multinationale, l'ECOMOG.

Cependant, des réserves demeurent quant au succès de cette entreprise. Le président du gouvernement intérimaire libérien, Amos Sawyer, a qualifié de « totalement inacceptables » plusieurs clauses de l'accord de Genève, introduites, selon lui, par le Front national patriotique du Liberia (FNPL) « après le départ des représentants du gouvernement intérimaire ». Au cours d'une conférence de presse, mardi à Monrovia, M. Sawyer a affirmé que le mouvement de Charles Taylor avait notamment exigé de ne remettre ses armes qu'à des troupes n'appartenant pas à l'ECOMOG. - (AFP)

o MAROC : élections parlementaires au suffrage indirect le 17 septembre. Les élections au suffrage indirect des 111 députés représentant les communes, les chambres professionnelles et les syndicats auront lieu le 17 septembre. Les deux tiers du futur Parlement ont déjà été élus le 25 juin au suffrage universel direct à un tour. Le scrutin permettra de désigner 69 députés par les conseillers communaux, 32 par les chambres professionnelles et 10 députés par les représentants des salariés. - (AFP)

o TOGO : nouvelle candidature à l'élection présidentielle. Le Parti démocratique togolais (PDT) et la Démocratie sociale togolaise (DST), formations membres du Collectif de l'opposition démocratique (COD 2), ont indiqué, mercredi 21 juillet, qu'Abou Djibo Boukari serait leur candidat à l'élection présidentielle du 25 août, rejetant le choix d'Edem Kodjo, comme candidat unique de l'opposition (*le Monde* du 22 juillet). Cette nouvelle candidature porte à cinq le nombre de postulants déclarés à la succession du général Gnassingbé Eyadéma. - (AFP)

CAVALIERS ASSAGIS



## EUROPE

GRANDE-BRETAGNE : le débat aux Communes sur le volet social de Maastricht

## M. Major a multiplié les contacts pour éviter une défaite gouvernementale

LONDRES

de notre correspondant

La bataille la plus âpre de l'histoire parlementaire moderne, la « crise du Parti » la plus sérieuse depuis quatre-vingt ans : quelques heures avant le vote décisif qui devait intervenir, jeudi 22 juillet, à la Chambre des Communes, sur le volet social du traité de Maastricht, la presse britannique rivalisait pour souligner la portée de l'événement. Une défaite ne manquera pas d'avoir, pour John Major, de graves conséquences politiques, même s'il affirme qu'il ne s'agit pas d'un vote qui engage la responsabilité du gouvernement.

Le premier ministre a reçu une aide inespérée, mercredi, de la part de Betty Boothroyd, le « speaker » de la Chambre des Communes. Elle a solennellement averti les juges de la Haute Cour de Londres, saisis par les « eurosceptiques » (le Monde du 21 juillet), de ne pas interférer dans les décisions du Parlement à propos du traité de Maastricht. Ceux-ci doivent examiner, à partir de lundi, le recours déposé par Lord Rees-Mogg, l'un des opposants les plus virulents à la politique européenne de John Major. L'importance de l'enjeu est, d'autre part, soulignée par l'ampleur des moyens mis en œuvre pour rallier les députés conservateurs hostiles à Maastricht mais qui hésitent encore à faciliter un échec politique de leur premier ministre.

de l'économie britannique serait remise en cause si la Grande-Bretagne acceptait ce fameux « chapitre social », approuvé par ses partenaires européens à Maastricht. Avec une majorité réduite à dix-huit voix, il a suffi de dix défections pour faire adopter l'amendement du Parti travailliste dont l'objet est de demander que la ratification du traité soit retardée jusqu'à ce que le gouvernement accepte le volet social.

Une entreprise de séduction s'est également déroulée en direction des députés parlementaires du Parti unioniste d'Ulster (UUP), en espérant pouvoir s'assurer sion de leur soutien, du moins de leur neutralité. Traditionnellement, les « unionistes » (protestants) d'Irlande du Nord sont opposés au traité de Maastricht. Mais dans le cas présent, ils pourraient se laisser fléchir en échange de concessions.

Ce n'est, en effet, pas un hasard si une lettre adressée par M. Major à M. McNamara, le porte-parole du Labour pour l'Irlande du Nord, a été redonnée publique mercredi. Le premier ministre y précise que de nouvelles discussions sur l'avenir de la province pourraient conduire à un remplacement de l'accord anglo-irlandais de 1985, ainsi qu'à la « reconnaissance sans ambiguïté, par toutes les parties concernées, du statut de l'Irlande du Nord au sein du Royaume-Uni ».

Les « unionistes » ne cessent de demander de telles assurances, afin de conjurer la menace d'une évolution de la position de Londres en faveur de l'ouverture d'un dialogue avec les « nationalistes » (catholiques).

LAURENT ZECCHINI

ESPAGNE : lié à un promoteur véreux

## Un haut dirigeant du PSOE doit quitter ses fonctions

MADRID

de notre correspondant

Le secrétaire général du groupe parlementaire socialiste au Congrès des députés, José María Moedano, a démissionné de ses fonctions, mercredi 21 juillet, en raison des liens professionnels qui le liaient à un constructeur et promoteur véreux actuellement en fuite. Cette affaire, révélée il y a seulement six jours, a abouti à une conclusion politique rapide en raison de la volonté du PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol) d'apparaître sous un jour nouveau.

Après avoir résisté en déclarant que son comportement n'avait jamais été « incriminé », cet avocat a préféré cesser ses fonctions « pour le bien du parti ». Pourtant, comme l'a reconnu Carlos Solchaga, président du groupe socialiste « judiciaire », rien ne peut lui être reproché comme avocat et conseiller légal d'entreprises liées au constructeur Pinto Fontan mais il convient d'apprécier politiquement les faits. Les conséquences politiques de ces relations professionnelles de ce haut responsable socialiste de qua-

rante-cinq ans, roulaot, depuis 1989, dans une Jaguar d'une des entreprises impliquées dans un vaste scandale financier, ne pouvaient pas être prises à la légère à une époque où le PSOE joue la carte de la rénovation, de la cécité et de l'ouverture.

Depuis 1974, José María Moedano, ancien militant anti-franquiste, ancien membre du Parti communiste et président pendant six ans de l'association de défense des droits de l'homme, collaborait avec José Luis Pinto Fontan, promoteur actuellement en fuite après avoir laissé un trou financier estimé actuellement à 4 milliards de pesetas (170 millions de francs). Dernièrement, viot et un immeuble inachevé depuis 1979, soit au total 16 000 appartements, pompeusement appelés « le nouveau Versailles » ont été détruits à la dynamite. Député depuis 1989, José María Moedano conserve néanmoins son siège mais n'a plus de Jaguar...

M. B.-R.

Le statut de la minorité hellène du sud de l'Albanie

## Le ton monte entre Athènes et Tirana

La controverse qui met aux prises depuis plusieurs semaines les dirigeants grecs et albanais à propos du statut de la minorité hellène du sud de l'Albanie (le Monde du 30 juin) s'est envenimée en raison des exigences présentées la semaine dernière par le premier ministre grec. Constantin Mitsotakis demande au gouvernement de Tirana de prendre une série de mesures en faveur de la minorité grecque d'Épire du

Nord, comme on désigne à Athènes la région concernée. Athènes exige entre autres le retour en Albanie de Chrysostome Maidoos, un prêtre orthodoxe expulsé pour propagande séparatiste, la mise en place d'associations politiques et culturelles grecques, la fin de la discrimination contre les citoyens albanais de souche hellène dans les emplois publics, enfin la possibilité pour les Grecs ayant fui l'Albanie en 1944 de retourner sur leurs terres et d'être indemnisés.

■ TADJIKISTAN : le chef du Parti démocrate justifie la destruction d'un poste frontière gardé par des Russes. — Le chef du Parti démocrate tadjik, Chodmou Youssoufov, a justifié, mercredi 21 juillet à Kaboul, la récente destruction par les rebelles tadjiks, opérant à partir d'Afghanistan et qualifiés à Moscou d'« islamistes », d'un poste-frontière russe : « Nous avions demandé aux gardes-frontières de rester neutres, mais ils ont tiré et nous moudjahidines devaient se défendre », a-t-il dit, ce déplorait qu'aucun Etat musulman ne soutienne les rebelles. « Sinon, nous serions en mesure de renverser le gouvernement tadjik », a-t-il ajouté. — (Reuters.)

M. Mitsotakis a demandé, mercredi 21 juillet, aux dirigeants albanais de « faire preuve de logique » en acceptant ces exigences, car, ajoutait-il, « la position de la Grèce est inaltérable et toute-puissante ». A Tirana, on ne l'entend pas de cette oreille, et le ministre des affaires étrangères Alfred Sereqi a rétorqué qu'il est « inacceptable de se servir de la minorité (grecque) en Albanie pour servir la discordie alors que la partie grecque ne veut même pas reconnaître l'existence de minorités albanaises sur son territoire ». Les deux pays ne sont pas non plus d'accord sur l'importance numérique de la minorité grecque d'Albanie, évaluée à 60 000 personnes par Tirana et à 250 000 par Athènes.

## Les négociations de Genève pourraient reprendre avec M. Izetbegovic

Les négociations sur la Bosnie devraient reprendre vendredi 23 juillet à Genève, selon John Mills, le porte-parole des médiateurs internationaux. David Owen et Thorvald Stoltenberg, Les médiateurs, a déclaré John Mills mercredi, disposent d'« indications » laissant penser que le président Izetbegovic, qui jusqu'à présent a boycotté les négociations, pourrait se rendre à Genève pour des discussions avec les représentants des parties serbe et croate.

Toujours selon le porte-parole, le chef des serbes de Bosnie, Radovan Karadzic, a pris l'engagement d'une interruption de l'offensive

menée depuis la fin de la semaine dernière aux abords de Sarajevo. C'était l'une des conditions que M. Izetbegovic avait mises à sa venue. Le président bosniaque aurait pris un engagement similaire à propos des offensives musulmanes contre les positions croates en Bosnie centrale. M. Izetbegovic avait auparavant réclamé également que soient levés les obstacles à l'acheminement des secours humanitaires aux populations de Bosnie.

Les forces serbes ont démenti mercredi avoir l'intention de lancer une offensive sur Sarajevo. Des tirs d'artillerie provenant apparem-

ment de l'extrémité ouest de Sarajevo, ont été entendus jeudi matin dans le centre de la capitale.

D'autre part, un nouveau groupe de réfugiés musulmans chassés de la ville de Mostar (en Herzégovine) est arrivé mercredi sur l'île d'Obonja, au large du littoral croate. Plusieurs centaines de réfugiés ont ainsi déjà été conduits dans cette île par les forces croates de Bosnie, « avant de partir pour un pays européen », prétendent les autorités locales. (AFP, Reuters.)

## Pas d'engagement supplémentaire des Etats-Unis

Suite de la première page

Cette formule a déjà été explicitée : le conflit bosniaque, en l'état, ne mérite pas d'engagement supplémentaire de la part des Etats-Unis. Des lors que les Européens se refusent à adopter les remèdes proposés par Washington. Car, qu'il en soit lui-même un partisan convaincu ou non, Warren Christopher a pris soin de réitérer l'attachement de principe des Etats-Unis à la politique suggérée en mars par le Président Clinton : levée de l'embargo sur les armes afin de permettre aux musulmans bosniaques de se défendre et, si nécessaire, bombardements aériens sur les positions serbes.

L'administration Clinton « continue de penser que ce serait la meilleure solution », a affirmé M. Christopher (qui a pourtant lui-même, en d'autres occasions, émis des doutes sur l'efficacité de bombardements alliés en Bosnie). La veille, dans un entretien accordé à la chaîne de télévision CNN, Bill Clinton avait déclaré qu'il « regretait » que les Européens aient refusé d'adopter la proposition américaine. Le président avait laissé entendre que les alliés des Etats-Unis étaient de ce fait en partie responsables de la situation actuelle.

M. Christopher est resté muet quand on lui a fait observer que les Etats-Unis et leurs alliés s'appliquaient pas les résolutions de l'ONU qui leur permettent « d'utiliser tous les moyens » pour s'assurer l'aide humanitaire. Jour après jour, les milices serbes humilient et ridiculisent les commandants de la FORPRONU en refusant, ça et là, le passage des convois d'assistance humanitaire. Et jamais depuis le début de la guerre la distance n'a pu être grandement élargie. Le président avait laissé entendre que les alliés des Etats-Unis étaient de ce fait en partie responsables de la situation actuelle.

M. Christopher a fait part de son scepticisme sur l'efficacité éventuelle des « zones de sécurité » que

les Etats-Unis et leurs alliés ont en principe décidé de créer pour protéger les populations musulmanes. L'évidence, a-t-il remarqué, l'annonce de cette initiative n'a eu « aucun effet dissuasif » sur les Serbes qui bombardent tranquillement certaines des localités — à commencer par Sarajevo — officiellement déclarées « zones de sécurité » par l'ONU. Les « zones » se révéleront être, jusqu'à présent, ce que M. Clinton avait prédit qu'elles seraient : des « champs de tir ».

L'administration Clinton s'est engagée à défendre les hommes de la FORPRONU qui pourraient être attaqués dans les dites zones ; elle ne s'est pas engagée à défendre les populations musulmanes qui s'y trouveraient. Les Etats-Unis ont mis une quarantaine d'avions à la disposition d'une force aérienne — assemblée en Italie — qui sera chargée de la protection de la FORPRONU en Bosnie. Mais, pour le moment, a dit le secrétaire d'Etat, les Etats-Unis n'ont reçu aucune demande (de la part de l'ONU) pour intervenir dans ce cadre.

Un règlement « accepté par tous »

Dans le ton comme sur le fond, les propos du secrétaire d'Etat sont venus confirmer le revirement de la politique américaine en Bosnie. Des velléités d'activisme militaire et diplomatique — « tout le poids de la diplomatie américaine » devait être engagé — affichées en février, on est passé à un désengagement de Washington tant l'administration de Clinton avait promis.

Si les belligérants devaient s'entendre sur une autre formule que la maintien d'un Etat bosniaque unitaire, les Etats-Unis, avait dit M. Clinton, devraient la prendre en considération. C'était réoccur au plan Vance-Owen pour accepter un plan de partition de la Bosnie en

trois entités dès lors qu'il serait adopté par les belligérants. M. Christopher a rappelé que ses préférences allaient toujours au maintien d'une Bosnie souveraine, indépendante, dont l'intégrité serait respectée, même si cela doit être dans le cadre d'un Etat fédéral ou confédéral. L'administration n'en paraît pas moins résignée à un partage de la Bosnie en trois entités selon les lignes que les Serbes et les Croates ont imposées par la guerre et la terreur.

Pour autant, les Etats-Unis n'ont-ils pas su convaincre les musulmans à accepter le carte suggérée par le président de la République de Serbie, Slobodan Milosevic, et par son homologue croate, Franjo Tudjman. Ils se déclarent prêts à faciliter l'application d'un règlement, en participant à une force de maintien de la paix, dès lors que ce règlement aura été accepté par les trois parties. Encore M. Christopher a-t-il rappelé les conditions mises à cette participation : l'administration ne contribuera à une force de maintien de la paix que « si » l'accord de partition a été conclu « de bonne foi » et que « si » les parties ont commencé à l'appliquer sur le terrain.

Comme on imagine mal les musulmans acceptant de « bonne foi » ce qui pour eux ne pourra être qu'une reddition, M. Christopher a peut-être posé là une condition qui, ne pouvant pas être satisfaite, pourrait justifier que les Etats-Unis s'occupent jamais de « casques bleus » sur le terrain. Selon les responsables du département d'Etat, la partition ne résoudra aucun problème humanitaire.

Bleu au contraire, elle se traduit par des actes de violence et massacres de populations. Cité dans le New York Times, l'ambassadeur Warren Zimmerman, directeur du bureau des réfugiés au département d'Etat, estime que la partition donnera lieu « à un drame humanitaire d'une proportion sans précédent en Europe » depuis la seconde guerre mondiale. La carte « d'homogénéité ethnique » souhaitée par MM. Milosevic et Tudjman suppose le déplacement de centaines de milliers de personnes d'une région à une autre.

ALAIN FRACHON

A l'appel d'un comité international pour « la paix maintenant »

## Un rendez-vous à Sarajevo

Pour organiser un vaste rassemblement le 4 août prochain à Sarajevo, « symbole de tous les déchirements yougoslaves », dans le but d'« exiger la cessation totale et immédiate des combats », un comité international Mir sada (« la paix maintenant ») a lancé un appel qui relate, en France, l'entreprise humanitaire Equilibre (1).

Ce comité, qui essaime sur dix pays, principalement européens, et dont le bureau de coordination est à Genève, fédère de multiples associations, collectifs et comités régionaux. En France, il a recueilli les signatures de plusieurs centaines de personnalités — de l'abbé Pierre à Guy Bedos, en passant par André Guckmans, Edgar Morin, Michel Rocard, Andrzej Walicki, et la princesse Aga Khan — qui soutiennent cette initiative et s'engagent, pour certaines d'entre elles, à participer au rassemblement pour lequel 7 000 engagements auraient été enregistrés.

En « parlant accord » avec l'appel qui réclame également « un désarmement généralisé sous contrôle international » et « l'application immédiate des résolutions de l'ONU », Equilibre « héberge » le comité et lui apporte son aide sous la forme d'informations et de conseils logistiques, fruits de l'expérience de ses interventions en Bosnie et dans l'ensemble de l'ex-Yougoslavie. Pour autant, les personnalités qui souhaitent être à l'acte au rendez-vous de Sarajevo — un rassemblement symbolique qui n'est strictement pas sans risque — doivent s'y rendre par leurs propres moyens et sous leur responsabilité, l'association se chargeant toutefois de favoriser les regroupements.

R. B.

(1) Renseignements au secrétariat d'Equilibre, 14, boulevard de l'Artilleur, BP 7124-69348 Lyon Cedex 07, Tél : 72-71-01-01, Fax : 78-69-61-48, Minitel : 3615 code EQUILIBRE.

## Une ambassade en voiture blindée

SARAJEVO

de notre envoyé spécial

Plutôt que d'admettre une seconde que le gouvernement ait pu l'envoyer à Sarajevo pour redorer l'image de la France, très abîmée ici, Henry Jacolin préfère admettre qu'il n'a rien fait.

« Les dréurs d'élite et les entités ne savent pas que je suis ambassadeur », dit-il, philosophe, en tirant sur sa pipe. Henry Jacolin, cinquante-quatre ans, est le représentant de la France en Bosnie-Herzégovine, un pays dont les diplomates, à Paris, disent en privé qu'il n'y a jamais existé et n'existera jamais.

Lui ne fait pas semblant d'y croire. Il fonce — fine lunette au nez, costume trois pièces, pipe à la bouche — au milieu des bombes, à travers les lignes. Il va de ministère en présidence, d'un camp à un autre, d'une chancellerie à une autre, d'une détention, d'une ville assiégée à une autre, escorté par deux policiers chargés de sa protection rapprochée.

Il ne se prend pas pour un héros et ne cherche pas la caméra. « Mon métier a besoin d'ombre », explique-t-il après d'inséminables négociations, dans sa « résidence » provisoire, dépourvue d'eau courante et régulièrement plongée dans le noir par la « saute » du groupe électrogène. Il reçoit tard, dans une chambre dégloupée de

l'hôtel Holiday Inn de Sarajevo, endommagée par les obus et parfois assourdie par les détonations. Et puis, raconte-t-il en énumérant une bougie, il a toujours eu le goût de l'aventure. Evident, il sillonne les pays de l'Est à Mobylette.

Il est le seul ambassadeur régulièrement présent dans la capitale assiégée. Sa voiture, qui, avec sa servante, fait fonction d'ambassade, est l'unique véhicule civil à arborer les couleurs nationales. Or rouler drapeau français au vent n'est pas une mince exploit à Sarajevo, où les habitants reprochent amèrement aux autorités françaises leur politique hésitante sur tout, sauf sur le refus d'employer la force contre les Serbes.

## Egalité devant les obus

Lorsqu'on lui a proposé ce poste, il n'a pas paniqué. Obus : « Je me suis dit que pour une fois on n'envoyait pas en Yougoslavie un ambassadeur parlant espagnol ». La serbo-croate, il l'a apprise aux Langues orientales et en univertité d'été à Zagreb, puis l'a perfectionnée lorsqu'il a fait ses débuts comme attaché de presse à Belgrade. Parler la langue, c'est être un peu des leurs, dit-il. Et c'est aussi bien pratique, par exemple, pour appeler directement Radovan Karadzic, le leader des Serbes de Bosnie, pour lui demander par exemple de rétablir le gaz à Sarajevo comme il l'avait promis.

Le rôle de l'ambassadeur est de faire entrer dans les faits, par de discrètes interventions, les accords conclus par les politiciens qui repréentent l'humanité.

Le jour, c'est un texte négocié par l'ex-ministre Bernard Kouchner, pour le rétablissement de l'eau, du gaz et de l'électricité à Sarajevo. Tel autre jour un échange de prisonniers. Pour ramener le moral à ses hôtes et préparer l'avenir, il se livre aussi à un exorcisme qu'il qualifie lui-même de « surréaliste ». Alors qu'une pluie d'obus s'abat toujours sur la capitale défigurée, « je travaille avec les Bosniaques à différents projets de reconstruction. Ils y sont très sensibles », précise-t-il.

Enfin, Henry Jacolin fait aussi un travail classique d'ambassadeur dans des conditions qui ne laissent pas : informer, analyser pour notre gouvernement ; informer et faire comprendre notre position au gouvernement bosniaque ; tenter de le guider dans la voie de la sagesse préconisée par le gouvernement français ; résumer-t-il. Il admet que, sur ce dernier point, les choses ne sont pas faciles. « Il est du mal à comprendre la position de l'Occident, dit-il diplomatiquement. Le fait que je sois là tempère un petit peu les choses. » Henry Jacolin sauve ainsi de justesse du naufrage quelques principes chers à la République : « Il y a une égalité devant les obus, c'est ce qui plaît aux gens », dit-il.

JEAN-BAPTISTE NAUDET

## Ex-Yougoslavie :

Le président de la République de Serbie, Slobodan Milosevic, a déclaré mercredi 21 juillet, lors d'une conférence de presse à Belgrade, que les forces serbes n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Sarajevo. Il a également déclaré que les forces serbes n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Mostar. Il a également déclaré que les forces serbes n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Tuzla. Il a également déclaré que les forces serbes n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Zenica. Il a également déclaré que les forces serbes n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Banja Luka. Il a également déclaré que les forces serbes n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Prijedor. Il a également déclaré que les forces serbes n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Srebrenica. Il a également déclaré que les forces serbes n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Zepce. Il a également déclaré que les forces serbes n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Goražde. Il a également déclaré que les forces serbes n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Bihać. Il a également déclaré que les forces serbes n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Vukovar. Il a également déclaré que les forces serbes n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Dubrovnik. Il a également déclaré que les forces serbes n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Zagreb. Il a également déclaré que les forces serbes n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Ljubljana. Il a également déclaré que les forces serbes n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Bratislava. Il a également déclaré que les forces serbes n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Vienne. Il a également déclaré que les forces serbes n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Budapest. Il a également déclaré que les forces serbes n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Prague. Il a également déclaré que les forces serbes n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Varsovie. Il a également déclaré que les forces serbes n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Berlin. Il a également déclaré que les forces serbes n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Paris. Il a également déclaré que les forces serbes n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Londres. Il a également déclaré que les forces serbes n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Rome. Il a également déclaré que les forces serbes n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Madrid. Il a également déclaré que les forces serbes n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Athènes. Il a également déclaré que les forces serbes n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Ankara. Il a également déclaré que les forces serbes n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Moscou. Il a également déclaré que les forces serbes n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Pékin. Il a également déclaré que les forces serbes n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Tokyo. Il a également déclaré que les forces serbes n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur New York. Il a également déclaré que les forces serbes n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Washington. Il a également déclaré que les forces serbes n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Moscou. Il a également déclaré que les forces serbes n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Pékin. Il a également déclaré que les forces serbes n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Tokyo. Il a également déclaré que les forces serbes n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur New York. Il a également déclaré que les forces serbes n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Washington.

« Il n'y a pas de menace », plus de phrases.

Dans le camp croate, les forces croates ont déclaré mercredi 21 juillet, lors d'une conférence de presse à Zagreb, que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Sarajevo. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Mostar. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Tuzla. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Zenica. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Banja Luka. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Prijedor. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Srebrenica. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Zepce. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Goražde. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Bihać. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Vukovar. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Dubrovnik. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Zagreb. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Ljubljana. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Bratislava. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Vienne. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Budapest. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Prague. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Varsovie. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Berlin. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Paris. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Londres. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Rome. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Madrid. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Athènes. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Ankara. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Moscou. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Pékin. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Tokyo. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur New York. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Washington.

« Il n'y a pas de menace », plus de phrases.

Dans le camp croate, les forces croates ont déclaré mercredi 21 juillet, lors d'une conférence de presse à Zagreb, que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Sarajevo. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Mostar. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Tuzla. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Zenica. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Banja Luka. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Prijedor. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Srebrenica. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Zepce. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Goražde. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Bihać. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Vukovar. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Dubrovnik. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Zagreb. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Ljubljana. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Bratislava. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Vienne. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Budapest. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Prague. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Varsovie. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Berlin. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Paris. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Londres. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Rome. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Madrid. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Athènes. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Ankara. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Moscou. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Pékin. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Tokyo. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur New York. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Washington.

« Il n'y a pas de menace », plus de phrases.

Dans le camp croate, les forces croates ont déclaré mercredi 21 juillet, lors d'une conférence de presse à Zagreb, que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Sarajevo. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Mostar. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Tuzla. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Zenica. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Banja Luka. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Prijedor. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Srebrenica. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Zepce. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Goražde. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Bihać. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Vukovar. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Dubrovnik. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Zagreb. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Ljubljana. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Bratislava. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Vienne. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Budapest. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Prague. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Varsovie. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Berlin. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Paris. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Londres. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Rome. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Madrid. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Athènes. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Ankara. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Moscou. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Pékin. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Tokyo. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur New York. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Washington.

« Il n'y a pas de menace », plus de phrases.

Dans le camp croate, les forces croates ont déclaré mercredi 21 juillet, lors d'une conférence de presse à Zagreb, que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Sarajevo. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Mostar. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Tuzla. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Zenica. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Banja Luka. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Prijedor. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Srebrenica. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Zepce. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Goražde. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Bihać. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Vukovar. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Dubrovnik. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Zagreb. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Ljubljana. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Bratislava. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Vienne. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Budapest. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Prague. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Varsovie. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Berlin. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Paris. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Londres. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Rome. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Madrid. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Athènes. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Ankara. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Moscou. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Pékin. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Tokyo. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur New York. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Washington.

« Il n'y a pas de menace », plus de phrases.

Dans le camp croate, les forces croates ont déclaré mercredi 21 juillet, lors d'une conférence de presse à Zagreb, que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Sarajevo. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Mostar. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Tuzla. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Zenica. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Banja Luka. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Prijedor. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Srebrenica. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Zepce. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Goražde. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Bihać. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Vukovar. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Dubrovnik. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Zagreb. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Ljubljana. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Bratislava. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'intention de lancer une offensive sur Vienne. Il a également déclaré que les forces croates n'ont pas l'int



## EUROPE

# Ex-Yougoslavie : médias fauteurs de guerre

## II. - L'hystérie « patriotique »



serbe Lazar Stojanovic, aujourd'hui membre de l'équipe de Droit de parole, la radio indépendante qui émettait jusqu'à ces derniers jours à partir d'un bateau au large de la côte dalmate, c'est cette pratique toujours fermée, unilatérale, qui est à l'origine de l'« incompréhension » qui a mené à la guerre et qui est plus dangereuse que la propagande de haine directe. L'économiste serbe Branko Horvat, qui a installé une parabole chez lui pour s'informer auprès des chaînes étrangères, dit la même chose. « Si vous écoutez ou lisez les médias serbes, vous pensez que seuls les Croates et les musulmans commettent des atrocités; si vous écoutez ou lisez les médias croates, ce sont seuls les Serbes qui en font. » Les Serbes ne voient que des victimes serbes, les Croates que des victimes croates. « On l'a écrit et c'est vrai : c'est à qui jouera le plus la tragédie du peuple juif... »

CATHERINE HUMBLLOT

(1) Les Serbes ont attaqué douze émetteurs en Croatie dès le début de la guerre et ils ont réussi à en garder trois, qu'ils utilisent pour diffuser les programmes de radio et de télévision serbes. A Sarajevo (Bosnie), ils ont détruit tous les émetteurs, à l'exception de celui qu'ils utilisent pour leur propagande.

(2) *Globus*, le 11 décembre 1992.

(3) Un certain nombre de journalistes ont donné par maladresse des informations d'importance stratégique. Le directeur de la radio que le cas des médias croates en Croatie d'un reporter qui avait précisé sous le feu des obus serbes qu'il était heureusement tombé juste à côté de l'hôpital. Les Serbes, qui écoutaient la radio, avaient retenu le titre. Lors d'un reportage sur Vukovar, un journaliste avait expliqué le chemin à emprunter pour arriver à la ville encerclée depuis deux mois.

Prochain article : Résistances et purges

En manipulant la mémoire collective, en ravivant des peurs ancestrales, une certaine presse et, surtout, une certaine télévision ont pris, de Belgrade à Zagreb, une part déterminante dans le déclenchement de la guerre civile en ex-Yougoslavie (le Monde du 22 juillet).

BELGRADE

de notre envoyée spéciale

« La guerre des médias, qui a précédé la guerre militaire, a été, dès le début, sans scrupule et sans règle aucune. L'histoire de cette période de journalisme passera sûrement à la postérité. » Milica Pesic sait de quoi elle parle. Elle a travaillé pendant dix ans à la télévision de Belgrade avant de claquer la porte en février dernier, fatiguée par les pressions continues, un procès (qu'elle a gagné), les menaces (elle a été écartée du poste), les censures. Elle militait au syndicat indépendant, créé en 1990 par des professionnels de la télévision qui refusaient de se prêter aux manipulations et mensonges exigés de leur hiérarchie.

La goutte d'eau qui a fait déborder le vase? La suppression, dans son dos, d'une critique de Slobodan Milosevic formulée par le président du Parti démocrate, Dragoljub Micanovic, qu'elle avait recueillie au cours d'une conférence de presse. Depuis, Milica Pesic collabore avec Branka Mitkovic, qui a quitté la télévision pour les mêmes raisons : la mise sur pied d'un réseau alternatif d'information par ordinateur dans les différents pays de l'ex-Yougoslavie (AIM). Leur ambition semble modeste, et elle est, ici, pourtant démesurée : conserver sur le conflit un point de vue objectif.

Comme quelques-uns de ses confrères, elle s'efforce de pratiques qui ont gagné les médias de l'ex-Yougoslavie : la propagande nationale à visée à l'extérieur avec le début du conflit. La presse croate, restée raisonnable jusqu'aux élections, du 30 mai 1990, s'est brusquement déchaînée contre les Serbes, accusés de la perte comme pour répondre à l'offensive de la propagande serbe. « C'est de ce côté que les journalistes ont été les premiers à se déchaîner », reconnaît-il. Les journalistes qui tenaient de rester scrupuleux malgré la pression « patriotique » devenaient aussitôt les cibles, dans la presse, de campagnes haineuses. Traités de « trahisseurs », d'« antipatriotes », leurs noms sont apparus sur des listes noires rendues publiques.

### Perles de rhétorique...

La propagande, qui s'est caractérisée par une pratique sans aucune retenue de l'information partielle et partielle, ne s'est pas manifestée tout à fait de la même façon des deux côtés. Sans les renvoyer dos à dos donc : les Croates considéraient comme « tendancieux » tout parallélisme, d'abord parce que c'est la Croatie qui a été agressive sur son territoire. La propagande de Belgrade et celle de Zagreb présentent à l'arrivée pourtant un certain nombre de points communs. Même façon de « démonstrer » l'ennemi en le désignant d'un terme aussi péjoratif que « trahisseur ». Si, pour les Serbes, tous les Croates sont des « outachis », les Bosniaques musulmans des « fondamentalistes armés par Saddam Hussein » ou des « mondialistes qui font leur affaire », pour les Croates tous les Serbes sont des « trahisseurs ». Peu importe les contre-vérités!

« Au début de la guerre, explique Vesna Kesic, quand les gens du nord de la Krajina se sont rebellés, on les a tous de suite appelés trahisseurs, une insulte terrible car ils avaient été antifascistes-trahisseurs », explique Vesna Kesic, journaliste et écrivain, cette femme croate est une des « sorcières » attaquées par la revue *Globus* (2) pour avoir dénoncé les appels à la haine ethnique dans les médias. A Knin, précise-t-elle, il y a une tradition locale mais pas au nord où la tradition était au contraire antichrétienne.

Un expert fera peut-être un jour une étude sur le vocabulaire et la rhétorique utilisés de part et d'autre. Au « complot vaticano-occidentale », évoqué à Belgrade et renvoyant au glorieux serbe pendant la deuxième guerre mondiale, répond le « complot yougoslave », la tentative de restaurer l'ancienne Yougoslavie, dénoncée en Croatie. Dans sa librairie Platoon, la librairie-café-école de Belgrade, l'écri-

vain-ethnologue-éditeur Ivan Colovic a consigné par écrit quelques-uns des « différents stratagèmes » linguistiques utilisés par les médias locaux pour désigner l'ennemi. A l'ennemi « lâche », toujours « sale » et « qui se drogue », répondent « nos soldats », ces « combattants » qui défendent leur terre et leur foyer, avec « un courage hors du commun ». Toute une mythologie guerrière s'est élaborée, glorifiée par la télévision de Belgrade à travers des héros dignes des bandes dessinées, tel le capitaine Dragan sur ses millions du fond des tréfonds séculaires.

Le journaliste Backo Dikic, qui a fini par démissionner de l'agence Tanjug par désaccord profond avec cette propagande primitive, préfère ironiser : « En mai 1992, il ne fallait plus dire : « les forces de Croatie ont attaqué ce village », mais « les hordes fascistes ontouchi ont attaqué ce village ». Ou bien : « le peuple serbe du village X, sans armes et sans défense, a été attaqué par une horde barbare fasciste-yougoslave, il a répondu violemment et a libéré trois villages... » Les autres agences de presse n'ont fait guère mieux, que ce soit l'agence croate Hina, très contrôlée elle aussi, ou l'agence Srna des Serbes de Bosnie-Herzégovine, réputée la pire de toutes.

### « Il ne fallait surtout plus de pleurs... »

Dans le camp croate, on glose beaucoup sur les fameuses « directives » écrites envoyées par la direction de la télévision, en octobre 1991, aux rédacteurs en chef des « JT », aux correspondants des radios, aux techniciens de montage. Là aussi on a imposé des formules de genre : « Les forces croates résistent avec persévérance. » Il ne fallait plus dire : « l'armée populaire yougoslave » mais « l'armée serbo-communiste d'occupation ». Il ne fallait surtout plus de pleurs, ni de lamentations de la « population ni d'images de soldats blessés ou mutilés non plus », se souvient Damir Matkovic, ex-présentateur du très regardé « Sina na Sliku », la seule émission à la télévision de Zagreb qui confronte des points de vue en montrant des images réalisées par plusieurs télévisions étrangères sur un aspect du conflit. Promotion ou « placard » doré? Damir Matkovic, jeune grande gueule, proche du pouvoir, a été « promu » au grand « JT », très surveillé, de 19 h 30. Patriote convaincu, il comprend la nécessité d'une censure en temps de guerre. « d'autant qu'il y a eu des fois très très graves commises par des journalistes » (3), mais ce genre d'« instructions » le fait sourire : « On n'avait pas à passer sous silence les défaites mais il fallait insister sur la force destructrice employée par l'ennemi, sa violence sans scrupule... ».

En direction de la radio, on plaide pour l'indulgence. « Il y a eu des erreurs dans les conséquences ont été tragiques, expliquent Vladimir Bakarić, directeur de la radio croate, et Nenad Starić, rédacteur en chef des programmes radio. Personne n'avait d'expérience sur le manière de travailler en temps de guerre. On a réagi vite. Le gouvernement a établi ces règles avec de bonnes intentions. Nos correspondants radio ne devaient servir que des informations données par l'état-major de l'armée croate mais, étant donné que les gens de l'état-major avaient peu d'expérience en ce domaine, ils ont pratiquement bloqué l'information. On a fini par oublier la prescription... »

### « Goebbels était un enfant... »

En Serbie, les militaires ont été cardinalement relayés par des journalistes dans leur travail de désinformation et d'intimidation. C'est devenu un cliché de dire qu'à côté de ce qui s'y passe « Goebbels était un enfant ». Faut-il s'attarder sur les rumeurs et mensonges grossiers dont l'agence Srna, des journaux comme *Politika* Express, la télévision de Belgrade, et même l'agence Tanjug, ont donné l'exemple? Il était question de colliers fabriqués par les Croates avec des doigts coupés d'enfants serbes, d'enfants serbes jetés aux lions du zoo de Sarajevo par les « fondamentalistes musulmans ». « On a passé des jours et des jours à vérifier toutes ces histoires », soupire Milos Vasic, de l'hebdomadaire indépendant Vreme.

Par comparaison, les manipulations type Dubrovnik ou Sarajevo paraissent subtiles. Beaucoup de Serbes pensent aujourd'hui encore que le bombardement de la cité dalmate a été une invention de la presse

occidentale. « Comment, vous ne savez pas qu'ils ont fait brûler un peu devant la caméra pour faire croire à des ruines fumantes? » Au moment même où la nouvelle du bombardement faisait le tour du monde, le colonel Milan Gvero affirmait à l'agence Tanjug : « Toutes les informations sur le prétendu bombardement de Dubrovnik relèvent d'une désinformation perfide visant à traîner dans la boue l'armée fédérale au moment le plus délicat des négociations. » Les médias serbes, dans leur quasi-totalité, n'ont rapporté que des dépêches de cette très contrôlée agence yougoslave.

Quand les bombardements ont commencé sur Sarajevo, la télévision de Belgrade a fait mieux encore. Pas d'images des destructions (elle a diffusé longtemps ce image fixe la photo de la ville intacte prise des mois ou des années avant). Qui assignait? Pendant deux mois, rapporte Milica Pesic, l'ancienne journaliste de Télé Belgrade, « Sarajevo

### Un sondage révélateur

La confusion entretenue à grande échelle a été si efficace qu'un sondage réalisé par l'Institut d'études

politiques de Belgrade en juillet révèle qu'à la question posée de savoir qui tire depuis les collines sur la capitale bosnienne, 38,40 % des personnes interrogées ont répondu que c'étaient les forces musulmanes, 22,50 % ne savaient pas exactement, 20,50 % ont dit que c'étaient les forces serbes et 16,80 % ont avoué ne pas être informées du tout.

Si les médias croates n'ont pas trop pratiqué le gros mensonge, ils se sont montrés très performants en revanche, dans la rétention de l'information, le silence ou le demi-silence sur certains faits, ce que pratiquent abondamment les Serbes. A Zagreb, sans aller jusqu'à la fausse information, on ne dit qu'à moitié, un peu, ou pas du tout. « Pendant la guerre en Croatie et en Bosnie, les Serbes n'ont pu voir que des reportages côté serbe, les Croates que du côté croate. Et pas plus la presse serbe que la presse croate n'acceptent de voir ce qui se passe en Bosnie. » Pour celui qui tient ces propos, le cinéaste

## AMÉRIQUES

### NICARAGUA

#### Des rebelles ont attaqué une ville du nord du pays

Quelque deux cents rebelles, qui seraient aussi bien des sandinistes que d'anciens contras, ont attaqué, mercredi 21 juillet, la ville d'Estelí, dans le nord du pays. Il s'agit des plus graves combats depuis la fin de la guerre civile en 1990. Au cours de ces affrontements très confus, au moins deux personnes ont été tuées et quarante-cinq blessées, a précisé le ministre de l'intérieur. Estelí se trouve à 100 km au nord de Managua, la capitale, loin loin de la frontière hondurienne.

L'armée a achevé des chars, des hélicoptères de combat et des renforts de troupes. L'électricité a été coupée dans plusieurs quartiers de la ville. Mercredi soir, les militaires semblaient maîtres de la situation à Estelí, ayant repris le poste de police qui avait été occupé par les insurgés. Seuls des tirs sporadiques étaient encore entendus.

Radio-Sandinista, la station du Front sandiniste, lequel contrôle toujours l'armée malgré sa défaite électorale en 1990, a précisé que les localités d'Ocoatl, Condega et La Trinidad avaient aussi été attaquées. « Les lieutenants-colonels Ricardo Whedlock, porte-parole de l'armée, a précisé que les soldats affirmèrent appartenir au Front révolutionnaire des paysans et des ouvriers, composé d'anciens contras et de soldats démobilisés. Ils ont repris les armes ces derniers temps pour protester contre le fait qu'ils n'ont apparemment pas reçu les terres et les dédommagements que le gouvernement leur avait promis à l'issue de la guerre civile. Selon d'autres informations, il y a aussi d'anciens soldats sandinistes parmi eux.

Nobé Rivas, l'ambassadeur du Nicaragua au Honduras, a d'autre part été élevé par des hommes armés oco identifiés près d'Estelí. (AP, AFP)

CHILI : Pas d'amnistie totale pour les crimes commis par les militaires pendant la dictature. - Le président Patricio Aylwin a exclu, mardi 20 juillet, l'adoption d'une loi dite de « point final », qui aurait mis un terme aux procédures judiciaires engagées contre les militaires par les parents des personnes mortes ou dis-

### ETATS-UNIS : après la décision présidentielle sur les forces armées

#### La déception des homosexuels de San-Francisco

SAN-FRANCISCO

de notre envoyée spéciale

La décision prise par Bill Clinton à propos de la présence des homosexuels dans les forces armées, selon le principe « on ne demande rien, on ne dit rien », a déçu nombre des intéressés (le Monde du 21 juillet). Au soir du 19 juillet, après l'annonce présidentielle, une grande banderole rose avait été installée en haut de Castro, la rue principale du quartier homosexuel, avec l'inscription « Transition! Clinton est un mou. »

Une revue homosexuelle, *The Advocate*, consacre sa couverture à Joe Zurriga, qui, avant de rendre publique son homosexualité, a été élu soldat de l'armée. Cher, Ruth Mahoney, la librairie des lesbiennes, une affiche rappelle que « chaque année, il en coûte au Pentagone 27 millions de dollars pour exécuter et remplacer le personnel homosexuel dans l'armée ». Certains militaires, comme Keith Meinhold, dont l'exclusion a été jugée anticonstitutionnelle par un juge de l'Etat de Californie, sont devenus de véritables porte-parole de la communauté. Dans les bouddiques, les allusions politiques sont omniprésentes : des tee-shirts et des cartes postales présentent un photomontage du pré-

sident et du vice-président, torsés musclés et bronzés, se tenant par le bras.

Sur Castro, les gays se disent « déçus », « découragés » ; un autre parle d'une « tragédie ». Plus modéré, Joe Curtin, un architecte de Philadelphie venu vivre à San-Francisco et plus précisément à Castro, car « on s'y sent plus à l'aise », se dit « déçu mais réaliste ». « Je m'attendais à une telle décision, dit-il. Il est déjà bon d'avoir entamé le débat. Le plus important est de ne pas être honteux, de ne pas se cacher et de savoir que l'on peut être heureux. » De la même manière, Cynthia vient une fois par mois à Castro avec son amie, car « c'est le seul endroit où nous nous sentons vraiment bien ».

### Depuis la seconde guerre mondiale...

Les homosexuels ont commencé à s'installer dans les maisons victorienne et adossées de cet ancien quartier irlandais dans les années 70, car les logements étaient bon marché. La communauté gay de San-Francisco a commencé à grandir dès la seconde guerre mondiale, lorsque les homosexuels, au moment de la mobilisation pour la guerre du Pacifique, recevaient,

avant d'être exclus de l'armée, un papier bleu marqué d'un « H » majuscule. Beaucoup se sont alors installés dans le grand port civil et militaire.

Le sida a mis fin à ce que Sam appelle « la période folle et sauvage ». Sam travaille sur Market Street où, visiblement, l'entreprise la plus prospère est celle des pompes funèbres. Mais une nouvelle génération arrive. Les principaux cafés sont des lieux de rencontre. Sur Market Street, un grand magasin vend des accessoires en cuir. « Tout ici est gay », dit un drogouille. Le blanchisseur est gay, le boucher aussi, les commerçants installent sur leurs façades le drapeau arc-en-ciel de la communauté.

« La communauté a changé en deux ans », dit un employé de la librairie. « Elle a perdu de sa moralité en jouant un rôle politique et en recouvrant le soutien de riches homosexuels et de célébrités d'Hollywood. Cette possibilité a aidé certains à sortir du silence. De plus en plus de gays sortent du placard. La loi du silence instaurée par la décision du président Clinton ne résistera pas longtemps », conclut-il.

RÉGIS NAVARRE

#### Le suicide inexpliqué d'un ami d'enfance de Bill Clinton

WASHINGTON

de notre correspondant

Bill Clinton et ses proches ne voyaient, mercredi 21 juillet, aucune explication au suicide, mardi, de Vincent Foster, important conseiller

de la Maison Blanche, ami d'enfance du président et intime de son épouse Hillary (le Monde du 21 juillet). « Je ne comprends pas et personne autour de nous ne comprend », a déclaré M. Clinton, visiblement très touché.

Adjoint de Bernard Nussbaum, le conseiller juridique de la Maison Blanche, « Vince » Foster, âgé de 48 ans, était le numéro deux du service juridique de la présidence. Sans laisser de note, il avait quitté mardi à 13 heures son bureau de la Maison Blanche : son corps a été retrouvé cinq heures plus tard dans un parc de Virginie, non loin de la capitale fédérale. Il portait une blessure à la tête et la police a conclu au suicide à l'aide d'un revolver. Père de trois

enfants, né dans la même bourgade de l'Arkansas que Bill Clinton, Hope, Vincent Foster était depuis l'école un des plus proches amis du président et devait devenir par la suite un collègue de son épouse Hillary dans un grand cabinet d'avocats de Little Rock, le groupe Rose.

Le président et ses conseillers ont semblé rejeter les explications selon lesquelles Vincent Foster aurait été ébranlé par la série de bavures commises dans les premiers mois de l'administration. Ils n'ont pas davantage paru mettre en cause les enquêtes violentes des médias à propos de ces divers caquillages. L'acte de Vince Foster reste pour l'instant inexpliqué.

AL. FR.

### Bosnie-Herzégovine

#### Devraient reprendre avec M. Izetbegovic

Les négociations pour la paix en Bosnie-Herzégovine ont repris, mercredi 21 juillet, à Sarajevo, sous la médiation de l'ONU. Les représentants des trois camps (Serbes, Croates et Bosniaques musulmans) se sont réunis à la conférence de paix de Dayton.

Les négociations ont été interrompues mardi soir par une explosion dans le quartier de Sarajevo.

Les négociations ont repris mercredi matin.

Les négociations ont repris mercredi matin.

Les négociations ont repris mercredi matin.

Les négociations ont repris mercredi matin.

Les négociations ont repris mercredi matin.

Les négociations ont repris mercredi matin.

Les négociations ont repris mercredi matin.

Les négociations ont repris mercredi matin.

Les négociations ont repris mercredi matin.

Les négociations ont repris mercredi matin.

Les négociations ont repris mercredi matin.

Les négociations ont repris mercredi matin.

Les négociations ont repris mercredi matin.

Les négociations ont repris mercredi matin.

Les négociations ont repris mercredi matin.

Les négociations ont repris mercredi matin.

Les négociations ont repris mercredi matin.

Les négociations ont repris mercredi matin.

Les négociations ont repris mercredi matin.

Les négociations ont repris mercredi matin.

Les négociations ont repris mercredi matin.



# POLITIQUE

Le débat au sein de la majorité

## M. Balladur regrette que M. Chirac ne se soit pas démarqué des critiques formulées par M. Séguin

Edouard Balladur s'est regretté que Jacques Chirac ne se soit pas démarqué des critiques formulées par Philippe Séguin il y a un mois, esquisant une « autre politique » économique. Ce manque de solidarité du président du RPR à l'égard du chef du gouvernement a créé, entre les deux hommes, un climat dont les échos du déjeuner des responsables de la majorité, le 19 juillet, sont une illustration.

Versailles, — les chefs de la majorité se sont retrouvés à la préfecture des Yvelines, « réquisitionnée » pour la circonstance, au déjeuner hebdomadaire, ardemment organisé le mardi à l'hôtel Matignon. Retenu en un autre lieu, Valéry Giscard d'Estaing était absent. Outre MM. Balladur et Chirac, il y avait la Charles Pasqua (RPR), ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, Pierre Méhaignerie (UDF-CDS), ministre de la Justice, Roger Romani (RPR), ministre délégué aux relations avec le Sénat, Pascal Clément (UDF-PR), ministre délégué aux relations avec l'Assemblée nationale, Bernard Pons, président du groupe RPR de l'Assemblée, et son homologue de l'UDF, Charles Millon.

### « Une politique de rupture »

En arrivant à la préfecture, M. Chirac s'est félicité devant M. Balladur, que les conclusions du groupe d'experts nommés de concert par l'Elysée et Matignon sur les essais nucléaires soient remises rapidement. On saura à l'automne, en effet, si la mortuaire française sur les essais nucléaires est forcée ou prolongée. C'est au cours d'un échange consacré à l'éducation nationale et plus particulièrement aux IUFM (instituts universitaires de formation des maîtres) que l'« incident » s'est produit. Évoquant la campagne électorale, M. Chirac a rappelé que les néogaullistes avaient prôné la suppression des IUFM et que la droite avait été due, selon les attentes de son électorat, pour pratiquer, dans ce domaine aussi, « une politique de rupture ». Le président du RPR répondait ainsi une expression qui était utilisée, depuis plusieurs semaines, lors des réunions du groupe de l'Assemblée nationale.

La revendication implicite ne s'est pas arrêtée là, car, selon plusieurs personnes présentes, M. Chirac a réclaté une accélération et un approfondissement des réformes : plus vite et plus loin ? Coïncidant avec la nouvelle loi, le 20 juillet, par Simon Loucheur, sénateur (RPR) de Nouvelle-Calédonie, et confirmée par les services du premier ministre, devrait permettre « une amélioration de nos relations » dans la région, a déclaré Dominique Perben, ministre des DOM-TOM, mercredi 21 juillet sur les ondes de RFO. En revanche, le bureau politique du Front de libération nationale (FLN) et socialiste (FLNKS-Indépendantiste) juge cette nomination « inopportune ».

Le 16 juin, Philippe Séguin prononce son « appel du 18 ». Dans un de ces discours travaillés dont il a le secret, le président (RPR) de l'Assemblée nationale appelle à « un renversement complet des valeurs et des choix fondamentaux », au détriment de l'orthodoxie monétaire et en faveur de l'emploi. Il dénonce le spectre d'un « véritable Munich social ». Moins de trois mois après la victoire de la droite aux législatives et la composition d'un gouvernement auquel il a refusé de participer, M. Séguin propose l'alternative d'une « autre politique » à celle de M. Balladur. Face à cette charge frontale de celui qui se présente comme l'homme du recours, M. Chirac reste curieusement muet. Le silence du « patron » du RPR est assourdissant. Au point qu'on pourrait croire à une communauté de pensée de l'un et de l'autre. M. Balladur en juge-t-il ainsi ?

que du premier ministre, ce qui permet de trancher le « vieux pontif » du parallèle entre MM. Balladur et Bérégovoy. L'acquiescement de cette argumentation isolée est qu'elle ne correspond pas au mot d'expression critique de M. Chirac, qui a retenu l'attention de certains convives. De plus, la comparaison Balladur-Bérégovoy, quelle que soit sa formulation, a le don d'irriter le premier ministre.

Pour démentir que tout cela est « très exagéré » par quelqu'un qui ne veut pas que du bien au RPR, a'y pas de ouages entre M. Balladur et M. Chirac, puisque le premier a reçu le second, pendant deux heures, lundi après-midi, après ce déjeuner dans la relation fait se côtoyer les demi-mensonges et les demi-vérités. Tout cela pourrait n'être qu'une amusante saynète des mœurs politiques dans la majorité de la majorité, mais cette critique, en réalité, est aboussée, sans doute provisoire, d'un processus engagé un mois plus tôt et dont les traces se sont pas près de disparaître.

Le 16 juin, Philippe Séguin prononce son « appel du 18 ». Dans un de ces discours travaillés dont il a le secret, le président (RPR) de l'Assemblée nationale appelle à « un renversement complet des valeurs et des choix fondamentaux », au détriment de l'orthodoxie monétaire et en faveur de l'emploi. Il dénonce le spectre d'un « véritable Munich social ». Moins de trois mois après la victoire de la droite aux législatives et la composition d'un gouvernement auquel il a refusé de participer, M. Séguin propose l'alternative d'une « autre politique » à celle de M. Balladur. Face à cette charge frontale de celui qui se présente comme l'homme du recours, M. Chirac reste curieusement muet. Le silence du « patron » du RPR est assourdissant. Au point qu'on pourrait croire à une communauté de pensée de l'un et de l'autre. M. Balladur en juge-t-il ainsi ?

### Candidat naturel et candidats éventuels

Et tout état de cause, il conçoit un certain degré de l'absence de réaction du maire de Paris, auquel il l'aurait fait comprendre assez rapidement. « Je considère que vous auriez dû condamner les propos de M. Séguin », aurait-il indiqué à M. Chirac. Celui-ci ne le fera pas. Espère-t-il se ménager la base anti-

Maasticht du mouvement pour se faire pardonner son vote en faveur de la ratification du traité d'union européenne ?

Soucieux de préserver l'unité de la majorité en faisant front face à M. Giscard d'Estaing et à M. Séguin dont les mots circulent pour l'animation de deux listes concurrentes aux élections européennes de 1994, M. Balladur annonce, le 15 juillet, dans une conversation avec des journalistes de la presse régionale, qu'il s'agit d'un projet de loi unique, tout en ne cachant pas, en privé, un intérêt pour une liste RPR entraînée par M. Séguin. Il reste une seconde fois, muet. Il laisse le soin à MM. Pons et Debré de se réjouir à l'idée de cette hypothèse balladurienne, que le président de l'UDF, Valéry Giscard d'Estaing, juge prématurée.

Aux couples Balladur-Chirac et Pasqua-Séguin, constitués au moment du référendum européen sur Maasticht, ont succédé les couples Balladur-Pasqua et Chirac-Séguin, créés sous l'effet de la cohabitation intérieure. Il était inévitable que le duo gouvernemental trouve sa réplique en dehors des allées formelles du pouvoir. Si M. Balladur est face à M. Chirac pour rappeler que, sous la V<sup>e</sup> République, contrairement à la IV<sup>e</sup>, ce ne sont pas les chefs de parti qui font la politique du gouvernement, il est naturel que M. Séguin trouve M. Pasqua sur son chemin. En que le ministre de l'Intérieur glisse au président de l'Assemblée, comme il l'a fait sur RTL, le 11 juillet : « Laissons le gouvernement gouverner ! »

Le débat présidentiel se déroule, à couvert, entièrement dans les rangs du RPR. Une donnée nouvelle n'avait peut-être pas été appréciée à sa juste mesure par l'équipe de M. Chirac avant l'entrée en vigueur de la cohabitation : l'émergence de trois candidats éventuels — MM. Balladur, Séguin et Pasqua — à côté du candidat naturel, qui se dépense pour occuper la scène.

OLIVIER BIFFAUD

## M. Monory juge le gouvernement « trop prudent »

Dans un entretien à Paris-Match (daté 29 juillet), René Monory (UDF-CDS) déclare que « le gouvernement se maintient très prudent, trop prudent » dans la lutte contre le chômage. Estimant que « les recettes traditionnelles sont dépassées », le président du Sénat explique : « Il faut faire preuve d'imagination et trouver des solutions audacieuses. (...) Dans des périodes comme celle que nous traversons, il faut accepter de prendre des mesures un peu spectaculaires, en dehors des normes, celles qu'on n'apprend pas dans les manuels d'économie, mais qui créent un choc et indiquent une direction. »

M. Monory exprime aussi des réserves sur les décisions du conseil interministériel d'aménagement du territoire réuni le 12 juillet. Quant au débat européen, « j'en ai assez, lance-t-il, des démagogues qui font de l'Europe le bouc émissaire comode de leur pays ». « Ils travaillent contre leur pays », affirme le président du Sénat, qui souhaite que « toute la majorité se prononce, une fois pour toutes, pour une France ouverte et européenne ». Il précise que si Edouard Balladur décide de coadjoindre une liste unique de la majorité aux européennes, « il a une obligation de résultats concrets ».

Enfin, M. Monory « espère qu'on renforcera les pouvoirs du Parlement » et il réclame son droit d'un meilleur contrôle de l'exécutif par le Parlement et d'une meilleure organisation du travail des Assemblées.

### Le bilan de la session

## Le premier ministre se félicite de la revalorisation du « rôle du Parlement »

Tels les deux Dupond(t) des albums de Tintin, Pascal Clément et Roger Romani, ministres délégués respectivement aux relations avec l'Assemblée nationale et avec le Sénat, ont cessé de se faire écho l'un à l'autre en présentant conjointement, mercredi 21 juillet, le bilan de la session parlementaire du printemps 1993. « Tout va bien entre nous », a affirmé l'un. « Il n'y a aucun problème », a répondu l'autre, se référant, ainsi, au différend qui les avait opposés en juin dernier, lorsque M. Romani avait été désigné par le premier ministre pour assurer la coordination avec la majorité parlementaire (le Monde du 17 juin).

Pascal Clément a insisté, aussi, pour briefer la différence avec la législature précédente, sur la « triple volonté de rupture, de redressement et de réforme du gouvernement ». Le matin, en conseil des ministres, Edouard Balladur s'était félicité des travaux de la session parlementaire « active, studieuse et importante par les textes adoptés ». Il avait affirmé, selon Nicolas Sarkozy, porte-parole du gouvernement, que « la politique pour laquelle la majorité a été élue a été mise en œuvre » et que « le gouvernement a contribué à revaloriser le rôle du Parlement ».

Le menu de la session d'automne s'annonce chargé. MM. Clément et Romani ont cité, outre le budget pour 1994, les lois quinquennales

sur la maîtrise des déficits publics et ce en faveur de l'emploi, le projet de réforme de la Caisse des dépôts, les lois organiques nécessaires à l'application de la révision constitutionnelle, enfin, la proposition de loi sur la prévention et le traitement des difficultés des entreprises.

Si la proposition de loi sur l'enrichissement privé, révisant la loi Faloux, a été point au programme, c'est qu'il ne s'agit pas d'un texte nouveau. « Elle a déjà été votée en première lecture à l'Assemblée nationale », a précisé Pascal Clément. « Il ne manquait que deux heures pour achever l'examen des amendements au Sénat », a ajouté Roger Romani. « Elle viendra tout naturellement en discussion », a repris Pascal Clément.

Un bref instant de divergences est passé entre les deux ministres délégués, lorsque fut évoquée une nouvelle révision constitutionnelle, écartée lundi par Edouard Balladur devant le congrès de Versailles. Pascal Clément a « assuré » que « la réflexion se poursuit » sur la session unique de deux mois et jugs que « le pour et le contre se défendent ». En revanche, Roger Romani s'est élevé contre une session unique, qui romprait « l'équilibre harmonieux de la V<sup>e</sup> République » et il a rappelé que, sous la IV<sup>e</sup>, « le gouvernement était sans cesse interrompu ».

CLAIRE BLANDIN

Après cinq heures de controverse

## Le directeur général de l'Orfèbre

Le directeur général de l'Orfèbre, M. L. Herminet, a été condamné à quinze mois de prison avec sursis et 100 000 francs d'amende. L'Orfèbre est une entreprise de fabrication de bijoux, basée à Nancy. M. L. Herminet a été condamné pour avoir détourné des fonds de la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) de Nancy. Le tribunal a jugé que M. L. Herminet avait détourné des fonds de la CAF pour financer ses activités personnelles. La condamnation est assortie d'un sursis de cinq ans. M. L. Herminet a été condamné à quinze mois de prison avec sursis et 100 000 francs d'amende.

Le conseil de l'ordre des avocats de Paris a critiqué la médiatisation de la justice. Le conseil de l'ordre des avocats de Paris a exprimé sa désapprobation à l'égard de la médiatisation de la justice. Il a estimé que cela porte atteinte à l'indépendance de la justice et à la dignité de la profession. Le conseil a demandé que les médias cessent de faire du procès de la justice.

Le gouvernement a annoncé la mise en œuvre de la loi de décentralisation. Le gouvernement a annoncé la mise en œuvre de la loi de décentralisation. Cette loi vise à transférer des compétences de l'État aux collectivités locales. Le gouvernement a précisé que la mise en œuvre de cette loi sera progressive et s'étalera sur plusieurs années.

Le procureur général a condamné un journaliste à cinq ans de prison. Le procureur général a condamné un journaliste à cinq ans de prison avec sursis et 100 000 francs d'amende. Le journaliste a été condamné pour avoir divulgué des informations confidentielles.

Le tribunal a condamné un homme à dix ans de prison. Le tribunal a condamné un homme à dix ans de prison avec sursis et 100 000 francs d'amende. L'homme a été condamné pour avoir commis des actes de violence.

Le conseil de l'ordre des avocats a condamné un avocat à cinq ans de prison. Le conseil de l'ordre des avocats a condamné un avocat à cinq ans de prison avec sursis et 100 000 francs d'amende. L'avocat a été condamné pour avoir détourné des fonds de son client.

Le tribunal a condamné un homme à dix ans de prison. Le tribunal a condamné un homme à dix ans de prison avec sursis et 100 000 francs d'amende. L'homme a été condamné pour avoir commis des actes de violence.

Le conseil de l'ordre des avocats a condamné un avocat à cinq ans de prison. Le conseil de l'ordre des avocats a condamné un avocat à cinq ans de prison avec sursis et 100 000 francs d'amende. L'avocat a été condamné pour avoir détourné des fonds de son client.

Le tribunal a condamné un homme à dix ans de prison. Le tribunal a condamné un homme à dix ans de prison avec sursis et 100 000 francs d'amende. L'homme a été condamné pour avoir commis des actes de violence.

Le conseil de l'ordre des avocats a condamné un avocat à cinq ans de prison. Le conseil de l'ordre des avocats a condamné un avocat à cinq ans de prison avec sursis et 100 000 francs d'amende. L'avocat a été condamné pour avoir détourné des fonds de son client.

Le tribunal a condamné un homme à dix ans de prison. Le tribunal a condamné un homme à dix ans de prison avec sursis et 100 000 francs d'amende. L'homme a été condamné pour avoir commis des actes de violence.

## Les courants majoritaires du PS préconisent la rupture avec l'« orthodoxie » économique

Le bureau exécutif du Parti socialiste, réuni mercredi 21 juillet, a enregistré trois motions en vue du congrès qui se réunira en octobre dans la région parisienne. Celle des courants majoritaires, intitulée « Refonder », prône la rupture avec « les recettes de l'orthodoxie » dans la lutte contre le chômage et se comporte, sur plusieurs sujets, des « véritables » différences, entre lesquelles les militants seront appelés à trancher. Les deux autres motions sont présentées, l'une par Louis Mermaz et Roland Dumas, l'autre par les amis de Jean-Pierre Pernaut.

Selon la motion « Refonder », présentée par les courants rocardien, ex-jospiniste, fabiusien et par la Gauche socialiste, avec l'appui des maurroyistes, « les socialistes ont rompu avec le dogme marxiste de la collectivisation des entreprises ». Ils reconnaissent, dans bien des domaines, le dynamisme et l'efficacité de l'économie de marché, affirme la motion. Ils ne se proposent pas, pour autant, de remettre en question le rôle de l'État. Contrairement aux conservateurs libéraux, ils savent que le seul des forces du marché débouche sur la désintégration de la société et la destruction de l'écosystème. Ils sont partisans de l'économie mixte, c'est-à-dire d'une économie de marché encadrée par l'intervention de la puissance publique et la négociation entre partenaires sociaux.

« Le chômage est le premier fléau de la société française et européenne, écrivent les auteurs, et aggrave tous ses déséquilibres : insécurité, toxicomanie, xenophobie... C'est pourquoi nous entendons d'urgence modifier la forme de plein emploi, qui puisse permettre une pleine activité pour tous. Pour y parvenir, nous devons tourner le dos aux recettes de l'orthodoxie. (...) Le plein emploi ne peut plus, aujourd'hui, être conçu comme le produit naturel de politiques économiques agissant par le canal des politiques budgétaires ou monétaires. La croissance seule ne rétablit pas le plein emploi et ne procède pas des seules initiatives nationales. Le marché, par lui-même, est incapable de garantir l'emploi aux générations futures et reste créateur de puissantes inégalités. »

### Une initiative européenne de croissance

Se prononçant pour la réduction du temps de travail, la motion propose deux « versions » de cette évolution. Selon la première, « le changement du travail ne pourra être crédible que par un partage, progressif et élargissant les plus bas revenus, des salaires ». Selon la seconde, « la réduction du temps de travail (...) est surtout un instrument de redistribution des revenus » et risquerait de déboucher qu'à la « déflation sociale ». Il faut donc « réhabiliter, contre les idées dominantes, la nécessité des transferts, qui sont toujours synonymes de prélèvements », soit directs, soit indirects, « par un retour à des politiques de régulation ».

La motion précise qu'il ne s'agit pas de question de revenir aux

dogmes d'une « autre politique », qui préconiserait le protectionnisme, la relance en un seul pays et, encore moins, la croissance « zéro ». Plaidant pour une initiative européenne de croissance, les courants majoritaires du PS estiment qu'« une réforme fiscale d'ensemble est devenue incontournable » et que « la taxation du capital doit être un axe mobilisateur de toute la gauche européenne ». Ils soulignent que « les dépenses de santé, qui croissent automatiquement en période de crise sociale, doivent être contrées de manière volontariste, sans aboutir à une distorsion de notre système de protection ». Ils se prononcent pour une action plus soutenue de lutte contre le sida.

Partisans d'une politique d'« écodelopement », les auteurs de la motion défendent aussi la perspective d'une « civilisation urbaine » contre la menace de la « barbarie » liée à la surpopulation des grandes métropoles et au « développement séparé des quartiers et des communautés », tel qu'on l'observe dans les villes américaines. Ils estiment indispensable « un important accroissement des moyens dont doit disposer la police », était entendu que « la présence de l'État dans les zones prioritaires ne peut reposer sur la seule police » et que « l'on ne peut attendre de la justice qu'elle réponde à toutes les formes de délinquance par la seule voie de l'incarcération ».

En matière d'éducation, la motion « Refonder » reproche à la droite de n'avoir « aucune ambition pour le service public » et de chercher à le « conquiescent ». Si elle affirme que les socialistes doivent « maintenir la continuité avec [leur] politique posée sur des

aspects majeurs », tels que l'effort budgétaire, le caractère national des programmes, des examens et des diplômes, le recrutement des enseignants, elle ajoute qu'ils doivent, aussi, « marquer une rupture en repensant l'articulation entre l'école et le métier, plus précisément entre le temps de l'école et celui de la formation professionnelle ». Elle affirme un « engagement militant pour la séparation des Églises et de l'État, du religieux et du politique ».

### L'évolution des institutions

Après avoir souligné la nécessité de lutter pour l'émancipation des femmes et contre le racisme, la motion aborde les questions institutionnelles, et soumettant aux choix des militants deux « versions » au sujet des relations commerciales. La première propose d'instaurer « une préférence communautaire chaque fois que japonais ou américains s'accroissent eux-mêmes, une préférence japonaise ou américaine » et d'imposer aux pays faibles le respect des « clauses sociales en instaurant des taxes (...) qui aient pour effet de réduire les taxes des moins développés ». La seconde version affirme que « la tentation protectionniste, qu'elle soit plus ou moins déguisée, est suicidaire », car elle « entraverait le développement des pays du tiers-monde et, donc, la croissance mondiale » et « masquerait l'enjeu essentiel pour les pays développés (...) porter prioritairement l'effort sur les technologies d'avenir ».

Les auteurs de la motion estiment que « la Communauté européenne doit devenir un espace d'organisation et non de

## Le urologue nancéien est condamné à quinze mois de prison avec sursis et 100 000 francs d'amende

NANCY. — Le tribunal a condamné un urologue nancéien à quinze mois de prison avec sursis et 100 000 francs d'amende. L'homme a été condamné pour avoir détourné des fonds de la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) de Nancy.

Le conseil de l'ordre des avocats a condamné un avocat à cinq ans de prison. Le conseil de l'ordre des avocats a condamné un avocat à cinq ans de prison avec sursis et 100 000 francs d'amende. L'avocat a été condamné pour avoir détourné des fonds de son client.

Le tribunal a condamné un homme à dix ans de prison. Le tribunal a condamné un homme à dix ans de prison avec sursis et 100 000 francs d'amende. L'homme a été condamné pour avoir commis des actes de violence.

Le conseil de l'ordre des avocats a condamné un avocat à cinq ans de prison. Le conseil de l'ordre des avocats a condamné un avocat à cinq ans de prison avec sursis et 100 000 francs d'amende. L'avocat a été condamné pour avoir détourné des fonds de son client.

Le tribunal a condamné un homme à dix ans de prison. Le tribunal a condamné un homme à dix ans de prison avec sursis et 100 000 francs d'amende. L'homme a été condamné pour avoir commis des actes de violence.

Le conseil de l'ordre des avocats a condamné un avocat à cinq ans de prison. Le conseil de l'ordre des avocats a condamné un avocat à cinq ans de prison avec sursis et 100 000 francs d'amende. L'avocat a été condamné pour avoir détourné des fonds de son client.



# SOCIÉTÉ

Après cinq heures de confrontation avec les joueurs valenciennois et marseillais

## Le directeur général de l'OM a nié les accusations de corruption



La confrontation générale qui a opposé, mercredi 21 juillet au tribunal de Valenciennes, le directeur général de l'OM, Jean-Pierre Bernès, aux cinq dépositions qui l'accusent - celles du joueur marseillais Jean-Jacques Eydelie, des Valenciennes Jacques Glassmann, Jorge Burruchaga et Christophe Robert, ainsi que de Marie-Christine Robert - n'a pas fait avancer le dossier de corruption présumée lors du match Valenciennes-OM. Jean-Pierre Bernès, mis en examen pour « corruption active » et placé en détention provisoire à la maison d'arrêt de Loos, près de Lille, a nié les faits dont il est soupçonné, tandis que les cinq autres protagonistes maintenaient leur version. Sélectionneur de l'équipe de France de football, Gérard Houllier a pris position pour la première fois, en regrettant l'« amalgame » fait entre « le vrai monde du football » et l'affaire VA-OM. « Ce qui se passe actuellement ou ce qui a pu se passer, a-t-il ajouté, ne correspond pas à ce que le football est en vérité ».

### VALENCIENNES

de notre envoyé spécial  
Le juge Bernard Befly doit sans doute regretter l'époque des effets de surprise et des coups de théâtre. Le temps où, caché derrière les gestuelles du procureur Eric de Montgolfier, il poursuivait au siège de l'OM, il s'inscrivait à l'improvise au siège de Bernard Tapie

Finances (BTF), alors que tout le monde le supposait ailleurs. L'insurrection de l'affaire du match Valenciennes-OM semblait alors accablée à chacun de ses contrepiés. Elle s'enlise aujourd'hui dans ses grands rendez-vous annoncés à l'avance. Comme si ces confrontations générales souffraient d'être trop attendues et ne pouvaient déboucher que sur du prévisible. Mercredi après-midi, comme lors de la précédente confrontation du 9 juillet, les bords valenciennes ont battu la semelle face au tribunal de grande instance. Les journalistes et les caméras se sont agglutinés autour de l'escalier d'entrée du bâtiment. Dans cette parodie pluvieuse de la montée des marches au festival de Cannes, dans les médias compactes qui entourent chaque protagoniste, l'affaire semblait davantage menacée par un étouffement de ses principaux acteurs pour cause d'empiètement médiatique que par un enterrement dans l'indifférence. Chacun d'entre eux - seuls Jean-Pierre Bernès, transféré de sa prison de Loos au tribunal en voiture, et Jean-Jacques Eydelie, arrivé très tôt le matin, n'ont pas gravi l'escalier - a déclaré désirer ardemment « la vérité ». Huit heures plus tard, à l'issue d'une confrontation à géométrie variable - avec Jean-Pierre Bernès pendant cinq heures, puis sans lui - le scénario écrit d'avance avait été respecté. Le directeur général de l'OM avait continué à nier les faits qui lui sont reprochés, face à des accusateurs qui avaient confirmé leur propre version. Jean-Pierre Bernès avait annoncé la couleur d'entrée : « Je ne craquerai pas », avait-il déclaré dès les premiers échanges de la confrontation, avant de préciser que cette formule ambiguë signifiait qu'il ne renoncera pas à sa version de la vérité. Le numéro 3 de l'OM l'a effectivement défendue bec et ongles, avec une détermination qui trahissait l'image d'un homme affaibli et déprimé qu'il offrait lors de sa garde à vue à Marseille. Il s'est montré agressif face à Jacques Glassmann, en se gaussant de sa nouvelle réputation de « Monsieur propre » du football français. Il s'est montré plus conciliant face à Jean-Jacques Eydelie, qui a pourtant confirmé intégralement sa nouvelle version des faits (accusant Bernès, en lui rappelant qu'ils avaient été

20 minutes entre sa chambre et l'hôtel du Lac, dans le relevé téléphonique du Novotel où résidaient les Marseillais. Cette durée ne cadrerait pas avec les déclarations précédentes de Bernès, selon lesquelles la conversation avec Primorac avait été brève. Pour expliquer cette distorsion, le directeur général de l'OM a donc apporté une précision supplémentaire : il aurait dû patienter longtemps au téléphone avant que la réception de l'hôtel du Lac lui passe son interlocuteur. A la fin de la confrontation, Jean-Pierre Bernès a repris le chemin de la maison d'arrêt de Loos, en n'ayant rien cédé. Son défenseur, Mr Jean-Louis Pellerier, expliquait que désormais le « seul problème est de voir Jean-Pierre Bernès retrouver sa liberté le plus rapidement possible ». L'appel du placement sous mandat de dépôt du directeur général de l'OM devait être examiné, jeudi matin 22 juillet, par la chambre d'accusation de la cour d'appel de Douai. Poignant que l'avocat, laissé seul par les forces de l'ordre, affrontait les insultes ordurières d'une petite troupe d'individus, une « confrontation bis » avait commencé dans la salle du sous-sol du tribunal, entre Jean-Jacques Eydelie, les trois joueurs valenciennes et Marie-Christine Robert.

Le juge Bernard Befly entendait ainsi confronter des déclarations contenues dans leurs dépositions et préciser notamment l'attitude des joueurs, le soir du 19 mai, face aux propositions de corruption qui leur auraient été faites. Il semble que Jorge Burruchaga se soit montré particulièrement offensif face à Jacques Glassmann, accusé de l'avoir mis en cause dans plusieurs entretiens publiés par la presse. Jacques Glassmann aurait démenti certaines des déclarations évoquées par Burruchaga. Il aurait énoncé qu'il reconnaît que son refus d'entrer dans la transaction, même s'il avait pu paraître à Jean-Jacques Eydelie pendant l'appel téléphonique, avait peut-être été équivoque face à ses deux coéquipiers. Sur ce point précis, les thèses des trois joueurs semblent encore éloquentes. Mais les Valenciennes n'ont pas passé trois heures à régler leurs comptes entre eux. Le juge Befly semble avoir profité de la présence de Jean-Jacques Eydelie pour vérifier si d'autres membres de l'OM pouvaient avoir joué un rôle dans la tentative de corruption présumée. Le nom de Bernard Tapie aurait alors résonné plusieurs fois dans la salle de la confrontation. Le juge souhaitait surtout vérifier un élément contenu dans la déposition de Marie-Christine Robert. Celle-ci avait raconté que Jean-Jacques Eydelie lui avait confié avoir évoqué la corruption avec le président de l'OM, sur le Phocée, le bateau de Bernard Tapie où toute l'équipe était rassemblée pour une émission sur TF1, le dimanche précédant le match de Valenciennes. Face à Marie-Christine Robert, le joueur marseillais aurait nié catégoriquement ce fait.

Entre ces déclarations de Jean-Jacques Eydelie, qui n'a peut-être pas tenu à révéler tous les aspects de la tentative de corruption, et les dénégations de Jean-Pierre Bernès, le dossier instruit par le juge Befly semblait bloqué, mercredi soir, momentanément bloqué. Comme si les « lampistes » ne se décidaient pas à quitter l'avant-scène. JÉRÔME FENOGLIO

## Le Conseil de l'ordre des avocats de Paris critique la médiatisation de la justice

Dans son communiqué, diffusé mardi 20 juillet, le Conseil de l'ordre des avocats de Paris observe « avec une profonde tristesse la violation répétée de toutes les règles d'une bonne administration de la justice dans les phases d'instruction des procédures pénales ». Sans évoquer explicitement l'instruction menée à Valenciennes ni le débat sur les déclarations du procureur Eric de Montgolfier, le barreau parisien estime que « certains perdent actuellement le sens de la déontologie judiciaire, tout autant que du respect de la loi ». La recherche de la vérité, ajoute le communiqué, impose une « totale sérénité », ce qui suppose « le respect du secret de l'instruction et la prohibition de tout effet publicitaire ». Estimant que seuls les « rieurs »

Alors que l'Institut Pasteur rejette toute responsabilité

## Le gouvernement étudie les modalités d'indemnisation des familles victimes de l'hormone de croissance contaminée

Le gouvernement entend procéder, au plus vite, à l'indemnisation des parents d'enfants atteints par la maladie de Creutzfeldt-Jakob, après traitement par l'hormone de croissance « extractive » contaminée, fabriquée à l'Institut Pasteur de Paris. Rien n'est cependant acquis quant au montant et aux modalités de cette indemnisation. Le professeur Maxime Schwartz, directeur de l'Institut Pasteur de Paris, a publié, mercredi 21 juillet, un communiqué, rejetant toute responsabilité directe de l'Institut dans cette affaire. Toutes les informations précises, sur ce dossier sensible, doivent demeurer confidentielles. On craint notamment, du côté du gouvernement, l'effet négatif que pourrait avoir l'annonce officielle de la mise en place d'une procédure d'indemnisation des familles victimes de ce drame, au lendemain de l'annonce de la mise en examen des professeurs Jean-Claude Job, président de l'association France-Hypophyse, et Fernand Dray, de l'Institut Pasteur de Paris, pour homicide involontaire (le Monde des 21 et 22 juillet).

En proposant cette indemnisation, le gouvernement entend ne pas se voir reprocher d'avoir freiné le cours de la justice, d'atténuer la responsabilité des pouvoirs publics ou encore d'avoir voulu de la sorte « acheter » le silence des familles des victimes. L'autre raison est que les compagnies d'assurances ne pourront pas être sollicitées par les pouvoirs publics, dans la mesure où aucune des structures impliquées (pharmacie centrale des hôpitaux de l'Assistance publique de Paris, association France-Hypophyse et laboratoire de production d'hormones de l'Institut Pasteur) n'avait contracté d'assurance spécifique concernant les dommages imputables à l'hormone de croissance produite à partir d'hypophyses prélevées sur des cadavres.

Ce sujet est d'autant plus complexe à traiter que rien n'est acquis quant au statut précis de cette hormone. Utilisée comme un médicament, dont la fabrication et l'usage étaient sous le contrôle strict de la direction de la pharmacie et du médicament (prof-

seur Jacques Danghoumau), de manière curieuse, il ne faisait pas l'objet de la procédure habituelle d'autorisation de mise sur le marché. Concernant l'indemnisation proprement dite, le gouvernement devra faire le choix entre l'option législative (faire voter un texte de loi similaire à celui qui a conduit à l'indemnisation des personnes victimes d'une contamination par le virus du sida à partir de l'usage thérapeutique de produits dérivés du sang) et une procédure plus souple. Il semble, a priori, que la première hypothèse est exclue, même si rien n'est encore définitivement acquis. « Ce serait sans doute perdre beaucoup de temps que de s'engager dans un débat parlementaire sur cette question », indique-t-on dans l'entourage de Simone Veil, ministre des affaires sociales et de la santé.

Les responsables gouvernementaux se trouvent confrontés à l'absence de dispositions législatives sur l'indemnisation de l'abus thérapeutique. La loi que Bernard Kouchner, alors ministre de la santé et de l'action humanitaire, entendait faire voter à tout prix se heurtait au refus de l'hôtel Matignon. Cette situation a priori inquiétante (il avait conduit les responsables de l'association France-Hypophyse à s'interroger en urgence sur les risques et les contre-indications des collectes d'hypophyses pratiquées depuis sept ans dans les hôpitaux français sans précaution particulière. Compte tenu des incertitudes scientifiques de l'époque quant à la nature de l'agent infectieux, l'origine de la maladie de Creutzfeldt-Jakob, le professeur Montagnier avait souligné l'urgence absolue qu'il y avait, selon lui, à prendre des mesures de prévention, en éliminant toute une série de personnes atteintes de pathologies potentiellement dangereuses. Il avait également souligné que la technique de purification du professeur Dray ne comprenait « aucune étape qui puisse inactiver un virus même moyennement résistant ».

Le compte rendu du conseil d'administration de France-Hypophyse, réuni dès le 25 février, reflète le point de vue du professeur Montagnier et les interrogations de l'époque. En particulier, les membres de France-Hypophyse font le point sur les pratiques mises en œuvre à l'étranger. Ils découvrent qu'en Grande-Bretagne et aux États-Unis, les méthodes préventives recommandées par le professeur Montagnier sont déjà appliquées. Un dispositif est alors mis en place (avec une circulaire du ministère de la santé et des mesures édictées par l'association) afin de réduire en amont de la transmission de l'hormone les risques infectieux. Le rapport de l'IGAS (inspection générale des affaires sociales) de 1992, aujourd'hui contesté par le professeur Job, dénonce pourtant les multiples « errements » observés dans les collectes après 1980 et les multiples risques pris dans un souci d'augmentation des volumes de production.

La direction de l'Institut Pasteur dit aujourd'hui que le professeur

### Suspectés de viols Quatre lycéens toulousains mis en examen

Trois autres lycéens ont été mis en examen, mercredi 21 juillet, dans l'affaire de viols et d'attentat à la pudeur sur une mineure d'une école privée de Toulouse. Mardi 20 juillet, un premier lycéen avait été mis en examen pour viols avec violence et outrage à la pudeur. Incarcéré à titre provisoire par le juge d'instruction chargé du dossier, Alain Billard, ce lycéen avait finalement été libéré et placé sous contrôle judiciaire par le juge délégué chargé de la détention (le Monde du 22 juillet). Le lendemain mercredi, trois lycéens ont été convoqués par le juge d'instruction. L'un d'eux a été mis en examen pour complicité de viol et placé sous contrôle judiciaire par le juge délégué après une incarcération provisoire, les deux autres ont été mis en examen pour attentat à la pudeur et placés sous contrôle judiciaire.

### Accusé d'extorsion de fonds

## Un urologue nancéien est condamné à quinze mois de prison avec sursis et 100 000 francs d'amende

NANCY

de notre correspondant  
Le professeur Jacques L'Hermite, urologue nancéien de renom, a été condamné, mercredi 21 juillet, par la cour d'appel de Nancy à quinze mois de prison avec sursis et 100 000 francs d'amende pour extorsion de fonds et tentative d'extorsion sur des patients. En première instance, le médecin avait été condamné à 100 000 francs d'amende.

Lors de l'audience du 3 juin, l'avocat général de la cour d'appel, Philippe Ker, avait détaillé les circonstances dans lesquelles le médecin « avait fait pression sur ses patients pour que ceux-ci acceptent de lui verser des sommes en liquide afin qu'il les opère personnellement » (le Monde du 12 juin).

La chambre correctionnelle, présidée par Benjamin Bresciani, a jugé que « la peine d'emprisonnement s'imposait en raison de la gravité des faits atteignant des personnes particulièrement vulnérables (...) ». Il est intolérable et inconcevable que M. L'Hermite, professeur éminent et reconnu dans sa spécialité, ait extorqué, ou tenté d'extorquer des fonds, profitant de la détresse de personnes venues le consulter, confrontées à un problème de santé d'une extrême gravité, ou ressentant comme tel, dans l'espoir de retrouver une vie normale », ont pour-

suivi les juges, qui ont retenu une quinzaine de dossiers.

L'affaire dite des dessous-de-table de Nancy avait éclaté en décembre 1989, lorsque le syndicat CFDT-santé du CHU de la ville s'était opposé à la nomination au poste de chef de service d'urologie du professeur L'Hermite. Le délégué syndical avait fait état de soupçons selon lesquels le médecin aurait réclamé des paiements en liquide à certains patients, en contrepartie de soins. Après dix-huit mois d'enquête judiciaire et l'inculpation du professeur d'urologie, quarante et un témoins entendus par le SRPJ avaient affirmé qu'on leur avait soutiré des sommes variant de 150 francs à 6 000 francs.

Tout au long de la procédure, le professeur L'Hermite a nié les faits, affirmant être victime d'une cabale « hospitalo-universitaire » dont il serait « le bon émissaire, tandis qu'à Nancy, et dans d'autres villes de France, d'autres médecins, précisément, se rendent coupables du délit ».

Au cours de l'enquête, un autre médecin a ainsi été mis en cause à Nancy et devrait être jugé à la rentrée. Le professeur L'Hermite a annoncé qu'il allait former un pourvoi en cassation contre la décision de la cour d'appel.

MONIQUE RAUX

## M. Monory juge le gouvernement « trop prudent »

Dans un entretien à Paris, mardi 20 juillet, René Monory a estimé que le gouvernement était « trop prudent » dans la lutte contre la criminalité organisée. Le ministre de l'Intérieur a déclaré que les services de police et de justice devaient être mieux coordonnés et que les peines devaient être plus sévères. Il a également souligné l'importance de la coopération internationale dans la lutte contre le trafic de drogue et d'armes.

## Le premier ministre se félicite de la revalorisation du rôle du Parlement

Tout les deux députés, Jacques Chirac et René Monory, ont exprimé leur satisfaction quant à la revalorisation du rôle du Parlement. Ils ont souligné l'importance de la collaboration entre le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif pour assurer la bonne marche de la démocratie.

René Monory a également souligné l'importance de la transparence dans la gestion des affaires publiques. Il a appelé à une plus grande responsabilité des élus et à une meilleure communication avec les citoyens.

Le ministre de l'Intérieur a également évoqué les défis de la sécurité intérieure et la nécessité de renforcer les moyens de la police et de la justice.

## avec l'« orthodoxie » économique

Le ministre de l'Intérieur a souligné l'importance de la coopération internationale dans la lutte contre la criminalité organisée. Il a appelé à une plus grande responsabilité des élus et à une meilleure communication avec les citoyens.

Le ministre de l'Intérieur a également évoqué les défis de la sécurité intérieure et la nécessité de renforcer les moyens de la police et de la justice.



## SOCIÉTÉ

## JUSTICE

## L'affaire de l'ORCEP

L'ancien président du conseil régional Nord-Pas-de-Calais est mis en examen pour abus de confiance

LILLE

de notre correspondant

Noël Joseph, ancien président (PS) du conseil régional Nord-Pas-de-Calais et ancien député du Pas-de-Calais, a été mis en examen pour «abus de confiance», mercredi 21 juillet, par le juge lillois Emmanuel Barbe, dans le cadre de l'instruction de l'affaire ORCEP (Office régional de la culture et de l'éducation permanente). Cette association dépendant du conseil régional, et présidée par M. Joseph, de 1989 à 1992, en tant que président de l'assemblée régionale, avait été mise en liquidation judiciaire en décembre 1992. Elle accusait, alors, un déficit de 20 millions de francs, que le conseil issu des élections de mars 1992 avait refusé de combler (le Monde du 13 février dernier).

L'affaire avait éclaté au grand jour au mois de février, lorsque l'ancienne comptable de cet organisme, Danièle Ghoris, inculpée d'abus de confiance et de faux en écritures, pour le détournement de 800 000 francs, avait indiqué : « Je ne fonderai pas seule ». Elle avait alors accusé une quinzaine d'élus et de fonctionnaires d'avoir emporté à l'ORCEP en «rétribution de services fictifs survalés ou destinés à d'autres organismes». Placée en détention provisoire le 2 février, M<sup>me</sup> Ghoris est en liberté sous contrôle judiciaire depuis le 9 avril.

Au mois de février, la présidente du conseil régional, Marie-Christine Blandin (V), avait déposé une plainte avec constitution de partie civile pour «abus de confiance, détournements, recel et abus de blanc-seing» (le Monde du 20 février). Un audit réalisé avant les élections régionales de mars avait mis en évidence les déficits et irrégularités de fonctionnement de cette association, notamment l'absence de réunion de l'assemblée générale et du conseil d'administration pendant quatre ans.

Cinq personnes ont déjà été mises en examen dans ce dossier pour «recel d'abus de confiance», dont un proche de M<sup>me</sup> Ghoris et un élu, M. Pierre Ghorick, ancien adjoint au maire de Lille, ancien président, puis vice-président de l'ORCEP, à qui il est notamment reproché d'avoir reçu des rémunérations qu'on ne pouvait ni autoriser, ni recevoir. Aujourd'hui simple conseiller régional, M. Joseph est maire de Beuvry. Il a perdu, en mars dernier, son mandat de député du Pas-de-Calais, en étant dévoté au premier tour de scrutin par le candidat communiste.

JEAN-RENÉ LORE

## FAITS DIVERS

## Passagers clandestins

Le corps d'un Nigérian de dix-huit ans a été découvert dans le soute du train d'atterrissage d'un avion d'Air France en provenance de Libreville (Gabon) via Lagos (Nigeria). Un bulletin aéroportuaire retrouvé dans sa poche a permis de l'identifier : George Aghendobé, élève à Lagos, avait profité de l'escalade du Boeing 747 pour se glisser dans le puits du train d'atterrissage. Le jeune clandestin est mort de froid et d'asphyxie à des milliers de mètres d'altitude entre l'Afrique et l'Hexagone.

C'est sous un car de tourisme que le corps décharné d'un autre passager clandestin a été retrouvé, mardi 20 juillet, à son arrivée aux Eaux-Claires (Vendée), de retour d'un voyage au Maroc. L'homme, vraisemblablement un Marocain qui tentait de s'extraire illégalement de son pays, se serait égaré sous le car avant que celui-ci ne s'embrasât, à Tenger, pour l'Espagne et la France. Il n'a pu être identifié.

## ÉDUCATION

## La proposition de François Bayrou

## Plusieurs syndicats signent un protocole d'accord sur les maîtres auxiliaires

La plupart des syndicats d'enseignants ont signé, mercredi 21 juillet, le protocole d'accord «relatif à la résorption de l'excédent de la ressource humaine» que leur proposait François Bayrou, ministre de l'éducation nationale (le Monde du 20 juillet) et dont l'objectif est à terme de réduire de moitié le nombre des maîtres auxiliaires (MA) employés par son administration (40 000 actuellement). Ainsi les frères ennemis de la Fédération de l'éducation nationale (FEN) et de la Fédération syndicale unitaire de l'éducation (FSU) ont approuvé, les uns et les autres, un même dispositif : d'une part le Syndicat des enseignants (SE-EN) et d'autre part le Syndicat national des enseignants du second degré (SNES), SNETAA (enseignement professionnel) et SNUIPP (premier degré). Le Syndicat national des lycées et collèges (SNALC) et le Syndicat national des lycées (SNL) ont, eux aussi, signé le protocole. En revanche, le SGEN-CFDT, qui souhaitait une titularisation automatique des personnels ayant cinq années d'ancienneté, FO et la FERCCGT s'y sont refusés.

Le dispositif, qui s'appliquera également aux auxiliaires conseillers principaux d'éducation (CPE) et aux auxiliaires d'orientation psychologiques, prévoit qu'au plus tard à partir de la session 1995, et pour quatre sessions de concours de recrutement, seront organisés, en plus des concours internes existants, «des concours internes spécifiques» ouverts aux titulaires d'une licence et justifiant de cinq années d'enseignement dans un établissement public (trois années pour les candidats ayant déjà bénéficié d'une admissibilité). Les candidats à ces concours spécifiques seront dispensés

des épreuves écrites et ne subiront que les épreuves orales d'admission. Les MA exerçant à l'étranger, dans le premier degré ou en lycée professionnel, feront l'objet de mesures ultérieures à définir pour la rentrée 1994.

Les auxiliaires non recrutés à la rentrée 1993 pourront être affectés sur des emplois vacants de surveillance d'externat, tout en conservant leur traitement. Enfin, pour pouvoir préparer les concours de recrutement ou une licence, les MA pourront également, dès la rentrée 1994, bénéficier d'un congé de formation, acquiescer une allocation URM, s'ils remplissent les conditions requises, ou demander leur affectation sur un emploi de surveillant.

## Brevet des collèges : moins de réus que l'an dernier

A la session 1993 du brevet des collèges, 542 000 élèves de troisième ont été réus, soit 72,4 % des élèves qui se sont présentés à l'examen (contre 75,3 % en 1992). Le taux de réussite varie sensiblement selon les séries : la série «collège», qui représente à elle seule 83 % des candidats, enregistre le meilleur score (74,1 %) devant les séries technologiques (65,8 %) et professionnelle (58,7 %). Les résultats demeurent extrêmement divers également selon les académies : le taux de réussite s'élève ainsi de 80,7 % dans l'académie de Rennes, à 63,3 % à Créteil ou 63,5 % à Paris. Les évolutions d'une session à l'autre sont aussi très contrastées : allant de +10,6 points dans l'académie de Nice à -6 points dans celle de Créteil.

## DÉFENSE

## Selon une enquête officielle

## Les sous-officiers sont majoritairement issus de familles d'employés

Les sous-officiers français sont majoritairement des fils d'employés et assez peu des fils d'agriculteurs ou d'ouvriers. C'est le constat de l'Observatoire social de la défense (OSD) à propos de l'origine familiale et sociale des jeunes sous-officiers recrutés entre 1985 et 1991 par les trois armées françaises et la gendarmerie nationale. Chaque année, le recrutement, toutes spécialités confondues, porte sur un total de 10 000 sous-officiers hommes et femmes.

Si, globalement, les sous-officiers proviennent de toutes les grandes catégories socio-professionnelles, telles qu'elles ont été établies par l'INSEE, l'OSD note que, proportionnellement, leur recrutement est fort dans les familles d'employés, de cadres moyens et de professions intermédiaires (instituteurs, infirmiers, techniciens, coiffeurs) et, à l'inverse, il est faible dans les familles d'ouvriers et d'agriculteurs.

Par rapport à leurs homologues des trois armées, ce sont les sous-officiers de gendarmerie - ils sont 77 000 sur un corps de 90 700 hommes ou femmes en 1993 - qui sont, selon l'OSD, issus majoritairement de familles d'employés.

Il existe deux cas particuliers, qui correspondent pas à la moyenne constatée par l'OSD. D'une part, la marine, si l'on en juge par son école de maistrances, a un recrutement plus fort dans les familles de cadres. D'autre part, l'armée de terre (avec son école nationale technique des sous-officiers d'active) a un plus fort pourcentage de fils d'agriculteurs et l'armée de l'air (par son école technique) a un recrutement fort de fils d'ouvriers. Ces différences s'expliquent sans doute par le caractère spécifique de chaque école, l'âge de l'admission et par le fait que les jeunes candidats veulent ou non poursuivre des études au-delà d'une formation technique.

## Pour relancer l'activité du bâtiment

## M. Bosson veut alléger les contraintes d'urbanisme

Bernard Bosson, ministre de l'équipement, des transports et du tourisme, a présenté, mercredi 21 juillet au conseil des ministres, un projet de loi visant à réformer le code de l'urbanisme, dans un sens favorable aux propriétaires candidats à la construction, aux promoteurs et aux aménageurs. Ce texte sera présenté dès le début de la session d'octobre du Parlement.

Cette mini-réforme du code de l'urbanisme ne comprend que six articles très techniques dont l'objectif est clairement affiché : faciliter la relance du logement et des travaux publics, en levant «certaines difficultés juridiques qui conduisent les constructeurs à différer ou à abandonner leurs projets».

Les quatre premiers articles concernent les recours, qui se sont multipliés à l'encontre des plans d'occupation des sols et des permis de construire. Ils modifient les pratiques dans un sens favorable aux propriétaires et aux promoteurs, soit en réduisant les délais de certains recours, soit en restreignant le droit de préemption d'une commune, soit en facilitant la défense d'un titulaire de permis de construire.

Selon l'exposé des motifs, plusieurs de ces dispositions s'inspirent de propositions formulées l'an dernier par le Conseil d'Etat. En avril 1992, celui-ci avait rendu publics les résultats des travaux qu'il avait menés durant un an, à la demande de Michel Rocard, alors premier ministre, sur la «pathologie» de l'urbanisme, autrement dit, sur les libertés que nombre d'élus locaux, investis de nouvelles responsabilités par la décentralisation, prennent avec le code de l'urbanisme.

Pour tâcher d'assainir la situa-

tion et de réduire du même coup le contentieux encombrant les juridictions administratives, le Conseil d'Etat avait énuméré soixante-trois propositions. Toutes allaient dans le sens d'un durcissement parfois draconien des règles du jeu et des sanctions réprimant leur violation (le Monde du 17 avril 1992).

## Des mesures mineures

Quelques mois plus tard, Jean-Louis Bianco, ministre de l'équipement à l'époque, reprenait certaines de ces idées dans un projet de réforme qui fut adopté par le gouvernement, mais que celui-ci n'a pas eu le temps - ou le courage - de présenter au Parlement avant les élections législatives de mars 1993. Au mois de mai dernier, les notaires, réunis à l'occasion de leur 89<sup>e</sup> congrès, planchaient à leur tour sur la question et avançaient trente-trois propositions pour clarifier le maquis du code de l'urbanisme.

De cet immense travail, dont la qualité méritait un meilleur sort, M. Bosson s'est retenu pour les besoins de la cause - c'est-à-dire le redémarrage du secteur du bâtiment et des travaux publics - que quatre ou cinq mesures mineures, mais psychologiquement encourageantes pour les professionnels.

Il y a ajouté deux dispositions nouvelles qui vont dans le même sens. Une loi récente, votée à la demande de Ségolène Royal, alors ministre de l'environnement, oblige tout aménageur à assortir son projet d'une étude d'impact sur le paysage. Son application est reportée sine die. Enfin, le délai de validité des permis de construire arrivant à échéance entre l'adoption de la réforme Bosson et le 1<sup>er</sup> juillet 1994 sera prolongé d'un an.

MARC AMBROISE-RENDU

## REPÈRES

## CATASTROPHES

## Le Bangladesh, l'Inde et le Népal dévastés par la mousson

Les inondations catastrophiques provoquées par le mousson auraient fait, selon un dernier bilan, près d'un million de morts et des centaines de milliers de sans-abri au Bangladesh, au Népal et au Népal, où l'on redoute l'apparition d'épidémies et notamment celle du choléra. La région la plus touchée est le nord de l'Inde, où routes, voies de chemin de fer et lignes de communication ont été emportées par les eaux qui ont submergé les terres des États de l'Haryana et du Pendjab, véritable grenier de l'Inde. L'armée a dû intervenir pour venir en aide aux populations.

Au Népal, la situation n'est guère encourageante, et, dans ce pays montagneux, les pluies diluviennes ont ravagé les sols et les ont emportés dans des glissements de terrain souvent meurtriers. On déplorait actuellement plus de deux cents morts à disperser. La capitale, Katmandou, est pratiquement coupée du reste du monde. Quant au Bangladesh, naturellement exposé aux inondations, du fait de son faible relief et de sa position géographique sur le passage des moussons, il souffre un peu moins de ces intempéries, qui ont fait officiellement quelque 160 victimes. Lors des terribles inondations de 1988, 2 200 personnes avaient trouvé la mort au Bangladesh. (AFP.)

## ENVIRONNEMENT

## Nouvelle enquête publique pour l'autoroute Nantes-Niort

Le ministre de l'équipement, Bernard Bosson, a annoncé, mardi 20 juillet, aux élus régionaux que l'autoroute Nantes-Niort, ne passerait pas par le quartier Saint-Léon, dans la banlieue sud de Niort. Cet abandon du tracé Saint-Léon permet la reprise des travaux sur les 50 kilomètres compris entre Sainte-Hermine (Vendée) et Bressuire (Deux-Sèvres), et le parcours n'est contesté par personne. Quant au tronçon restant, long de 100 kilomètres, il sera remis à l'enquête publique au printemps 1994. La chose sera alors entre deux tracés : par le nord, comme le souhaitait Ségolène Royal, députée (PS) des Deux-Sèvres, et Michel Barnier, ministre de l'environnement, ce qui entraînerait une rallonge de 24 kilomètres pour éviter la marée poitevine ; par le sud, comme le souhaitait Bernard Bosson et les services de l'équipement, ce qui entraînerait une perte de la Venise verte.

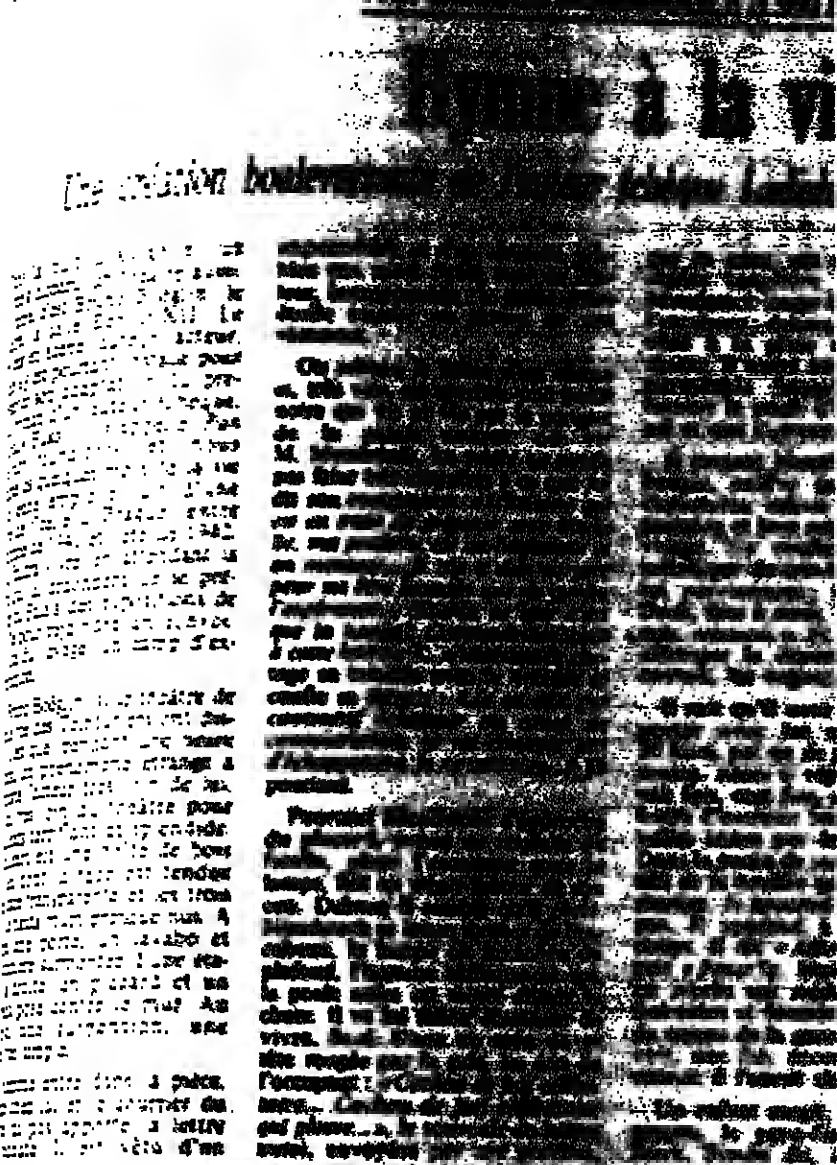
## La mort des petits chevaux

Lorsque Claude et Françoise Isnard sont allés voir leurs chevaux à l'active sur le plateau du Vercors, lundi 19 juillet, mauvaise surprise : sur les cinquante-cinq juments et poulinières «barbes arabes» de leur troupeau, il n'en restait plus que douze. Après une journée de recherches, ils ont fini par découvrir, sous le vol concentré de corbeaux et de choucas, un spectacle d'horreur : quarante-trois de leurs chevaux étaient éparpillés deux cents mètres en contrebas, au pied d'une falaise de Saint-Julien-en-Quint, près de Die (Drôme).

Il semble que, pris dans un violent orage accompagné de grêle et de foudre, dimanche soir, les chevaux, terrorisés, se soient précipités dans le vide, masqués ce jour-là par un épais brouillard.

Comble d'infortune : on ne sait comment retirer les cadavres, car il s'agit d'une quinzaine de tonnes de viande dispersée dans un cirque inaccessible. Les services de la protection civile envisagent d'hélicoptère les carcasses, préalablement tronçonnées par des hommes descendus en rappel. On regrette aujourd'hui la disparition des grands vautours du massif épin, qui assureraient naguère ce service, et gratuitement... R. C.

NÉON



## mau entre Ouest et Est

Un dialogue des frères enfin réuni

Les tensions entre l'Ouest et l'Est de la France ont été mises en lumière par la publication d'un rapport de l'Observatoire social de la défense (OSD) sur l'origine familiale et sociale des sous-officiers recrutés entre 1985 et 1991. Le rapport souligne que les sous-officiers sont majoritairement issus de familles d'employés, ce qui reflète une certaine homogénéité sociale au sein de l'armée. Cependant, il note également des disparités régionales, avec un recrutement plus fort dans les familles de cadres dans la marine et dans les familles d'ouvriers dans l'armée de terre. Ces observations soulèvent des questions sur la diversité sociale au sein des forces armées et sur les implications de cette structure sociale pour la cohésion et l'efficacité militaires.

La mort des petits chevaux

Un drame s'est joué dans la nuit du 19 au 20 juillet dans le massif épin, près de Die (Drôme). Quarante-trois chevaux appartenant à un troupeau de cinquante-cinq juments et poulinières ont disparu. Les recherches ont révélé que les animaux avaient été précipités dans le vide par une violente tempête accompagnée de grêle et de foudre. Ce tragique événement a causé la mort de 42 chevaux et a laissé 13 survivants. Les services de la protection civile sont actuellement chargés de récupérer les carcasses, une tâche ardue en raison du relief et du mauvais temps.

Quatrième étoile pour les généraux Bourdureau et Aumonier

Le ministre de la Défense, Jean-Louis Bianco, a annoncé la nomination de deux nouveaux généraux à la tête de la direction centrale de la défense de l'armée de terre. Il s'agit de Jean-Claude Bourdureau et de Jean-Pierre Aumonier. Les deux officiers ont été nommés à la suite d'une procédure d'admission à la retraite. Ils ont été remplacés par des officiers plus jeunes, ce qui marque une volonté de renouveler le haut commandement de l'armée de terre.

Le Monde

Le Festival d'Avignon

Le Monde

Centre des spectacles

1 rue de la République

20, rue de la République

de 18 heures à 18 heures



J.P. Viala

## AVIGNON

PAN THEODOR MUNDSTOCK à la Salle Benoît-XII

## Hymne à la vie

Une création bouleversante de l'auteur tchèque Ladislav Fuks par Bruno Boëglin

Dans la nuit d'Avignon, un homme a disparu, ou théâtre aussi. L'homme, c'est Bruno Boëglin; le théâtre, la salle Benoît-XII. Le metteur en scène, auteur, acteur, poète, s'y est pourtant installé pour présenter son adaptation du premier roman d'un auteur tchèque, Ladislav Fuks. Il s'appelle Pan Theodor Mundstock et nous raconte les quelques mois de la vie d'un jeune employé juif d'une usine de ficelle à Prague, entre l'automne de 1941 et l'été de 1942. Il lui faudra vivre, en attendant la lettre qui lui ordonnera de se présenter au Palais des expositions de la ville pour rejoindre un convoi. Au bout du voyage, un camp d'extermination.

Si Bruno Boëglin, si le théâtre de la belle rue des Teinturiers ont disparu, c'est que, pendant une heure et demi, un phénomène étrange a transporté l'acteur très loin de lui, et nous très loin du théâtre pour un ailleurs terrifiant et splendide. Cet ailleurs est une boîte de bois gris-bleu dont la face est tendue d'une gaze transparente et les trois côtés de hauts murs presque nus. A gauche, une porte, un lavabo et une gazinière surmontée d'une étagère; à droite, un placard et un escabeau posé contre le mur. Au plafond, une suspension, une lampe très simple.

Un homme entre dans la pièce, lit entre ses bras le contenu d'un jour ne lui pas apporté la lettre qu'il redoute. Il est vêtu d'un

impermeable et d'un chapeau, gris-bleu eux aussi. Seule oote de couleur, insupportable: le jaune d'une étoile cousue au revers de son vêtement.

On entend le chant d'un oiseau et, très vite, on aperçoit une poule noire qui vit sa vie sur le parquet de la pièce unique où vit M. Mundstock. La poule ne paraît pas faire très attention à ce que lui dit son compagnon. «L'homme qui est en train de préparer cette bouillie, ma poulette, est un imposteur et un menteur... Il n'y a rien de pire pour un être humain que de perdre l'espérance... Sais-tu ce que c'est que la tombe? Comment échapper à cette horreur?», M. Mundstock partage sa bouillie avec la volaille et confie sa terreur: «Je ne sais pas comment échapper au camp de concentration, je ne connais pas d'échappatoire, je ne sais rien...» Et pourtant.

Pourtant Mundstock s'approche du placard, prend un rouleau de ficelle, place l'escabeau sous la lampe, fait un nœud autour de son cou. Dehors, il semble qu'il pleure. Mundstock se laisse tomber de l'escabeau, la lampe est arrachée du plafond, l'homme s'enfonce au sol, la poule noire est morte durant la chute. Il va lui falloir continuer de vivre. Seul. Dans un coin de sa tête rongée par la gale, les cris de l'occupant: «Cochon de juif célibataire... Cochon de juif célibataire qui pleure...», le souvenir de lettres aussi, envoyées par ses proches,

par sa sœur, ses amis. Déjà, les signes taogibles de la Shoah. Mundstock range la ficelle, replie l'escabeau, déchire, le vent à succéder à la pluie et une femme chante. Il remet son chapeau, l'imperméable frappé de l'étoile, entoure la poule d'un papier journal et sort l'enterrer.

Il revient bientôt, allume une bougie, enlève sa veste et ses chaussures, relève le bas de son pantalon et lave ses pieds puis son visage. Un roulement, un son métallique de très basse fréquence lui parvient; il se rhabille. Droit, face à nous, il dit: «Je me suis retrouvé...» Et se prépare à affronter le départ, la gare, les convois, les wagons, le camp.

Il sait qu'il aura le droit d'emporter avec lui une valise de 30 kilos, pas un de plus, pas un de moins. Alors il répète ce départ, une fois, cent fois, mille fois. Une heure d'exercice tous les jours, la valise tenue par le bras gauche. Dans la poche de son manteau, il a mis de la bouillie qu'il s'entraîne à manger. Il apprend à marcher au pas. Il apprend à encaisser les coups. Il dit: «Adieu», quelqu'un crie: «Feuer!». Mais le désespoir est rebelle aux médécines les plus élaborées et Mundstock s'empare du tuyau de la gazinière sans pouvoir s'enfuir, encore, mourir là, comme il l'aurait choisi.

Un enfant surgit, un très jeune garçon, le petit fils d'amis, le Stern. Simon dit, il y croit dur

comme fer: «Ils auront perdu la guerre d'ici le printemps...» Bien sûr qu'ils vont la perdre, répond Mundstock. Il tire les cartes, elle sont plutôt bonnes. Lui et l'enfant dansent au rythme des violons. Juillet 42 arrive et les Stern mûrs ordonnent de partir. Pour Tereza, sans Simon. Madame Stern écrit: «Est-ce arrivé à d'autres que nous?». Alors, Mundstock dévoile à l'enfant le passé de sa communauté, la seule civilisation surgie de l'Andalousie que l'histoire n'ait pas ensevelie. «La souffrance est notre condition d'être. Est-ce que la valise n'est pas la plus belle qualité de l'âme?». La lettre arrive. Simon et sa petite valise, Theodor Mundstock et la sienne. Tms deux sourient. Plus aucune peur. Coup de théâtre. L'extraordinaire histoire de Monsieur (Pan) Theodor Mundstock est terminée.

Quelques minutes après la fin du spectacle, dans la cour du cloître Saint-Louis, Armand Gault, qui répondait à l'invitation de Michel Field, animateur du «Cercle de minuit», disait ses combats, ses souvenirs, ses engagements. Pour lui, comme pour M. Theodor Mundstock, comme pour tous les hommes de cœur, la plus belle preuve de vie était qu'à Auschwitz les déportés juifs avaient fait sauter le four crématoire numéro 3.

OLIVIER SCHMITT

Jusqu'au 25 juillet à 21 h 30.



**BRUNO BOEGLIN** Il a des yeux d'enfant, et l'éternelle jeunesse des poètes. Il traverse le théâtre comme un souffle, il est léger et inoubliable. Une fois de plus, Bruno Boëglin nous transporte dans un ailleurs de vérité.

LES NUITS, au cours Saint-Michel

## Pleurs de crocodile et cris du pélican

La guérison sévère d'une victime de M<sup>me</sup> Sand

«Toi qui viens de m'ouvrir les veines... tu me dis d'arrêter mon sang!... Il faut que je cesse de pleurer tout seul et de me manger le cœur!...» Ce n'est pas léger, c'est Alfred de Musset, un grand garçon de vingt-cinq ans, qui écrit à George Sand, après la rupture. Avant de la rencontrer Sand, Musset était, il le dit, «tout impérial». Des poèmes comme *Mardoche*, *Namouna*, sont des prodiges de liberté, d'insolence: enjambements, ruptures, assonances, le Musset de dix-neuf ans fait valser les alexandrins, même Hugo se voit distancé. Et, en ville, le bel Alfred joue les cavaliers, les désinvoltes.

Adressant à Sainte-Beuve, qu'il ne connaît pas trop, son *Mardoche* encore inédit («un petit poème où vous trouverez la rime, mais pas la prison»), lui dit-il, il saisit au vol

l'occasion de lui emprunter 50 francs, afin, le soir même, «d'avoir, dans une maison de la plus belle femme que j'ai vue de ma vie». A Stendhal, qu'il ne connaît pas, il écrit qu'il a lu son livre *De l'amour*, qu'il va le relire, et qu'il lui écrit plus tôt s'il ne venait d'attraper «l'indisposition anglaise» (manière, on le devine, d'indiquer un désagrément intime).

Allure très détachée aussi, très dandy, de Musset face à des événements publics comme juillet 1830. A un ami qui habite Sceaux, il écrit: «Si vous aimez les coups de fusil, il en pleut depuis trois jours, toutes les rues sont détrempées, et on est en train d'assécher les Tuileries. C'est dans ce même jardin des Tuileries que, cinq ans plus tard, Alfred de Musset, réduit à l'état

d'amoureux transi, de vraie loque, va ébaucher sa *Nuit de mai*. Il écrit à George Sand: «Lorsque j'ai passé la nuit à pleurer, à baliser ton portrait, à l'adresser des folles qui me font fuir, je me dis qu'il faut en finir, d'une manière quelconque...» Mais nouveau billet quelques heures plus tard: «Ne t'effraie pas, je ne suis de force à ne tuer personne ce matin...»

Les Nuits de Musset sont le journal d'une guérison. La première, c'est «Les plus désespérés sont les chants les plus beaux»: la dernière, c'est «Je suis si bien guéri de cette maladie / Que l'en doute parfois lorsque j'y pense souvent». C'est fini: Alfred de Musset redevient le prince des écrivains, et c'est à froid qu'il dira «Vive rien! Il n'y a que cela au monde!», et autres attraits sans gravité.

Sous les sapins et les étoiles du «Jardin du Cours Saint-Michel», l'un des ermitages, depuis des années, les plus féériques d'Avignon, Jean-Pierre Nortel met en scène ou plutôt met en mirage les Nuits de Musset. L'amoureux convalescent est joué par Laurent d'Olce et la Muse par Catherine Chevallier, si gentille et fleur des champs qu'elle donne un air de jeunesse à «Lorsque le pélican, lassé d'un long voyage...», ce souvenir pénible de nos classes de neuvième. Mais ce sont des vers de Musset, c'est tout de même très beau.

MICHEL COURNOT

► 10, rue Pétrale, à 21 h 45, jusqu'au 2 août. Tél.: 90-86-36-53.

## CÔTE BASQUE

## A la recherche du public

Une manifestation courageuse organisée dans une région sans réelle vie musicale

«Cette salle de 350 places dont l'architecture est d'origine conçue par Mallet-Stevens dans les années 30, a été réalisée tout particulièrement pour ce genre de manifestations. Son traitement acoustique, dirigé par de grands musiciens, un cabinet d'architectes spécialisés, persuadent les mélomanes les plus avertis...» L'autre anecdote de cette description de l'Anditorium Maurice-Ravel de Saint-Jean-de-Luz imprimée dans le programme du festival international Piano en côte basque n'a vraisemblablement jamais vu un bâtiment du célèbre architecte. Quant aux «grands musiciens» et aux «architectes spécialisés» qui ont commis une telle offense à l'architecture et à l'acoustique, mieux vaut ne pas connaître leurs noms.

C'est dans cette acoustique de chambre sourde que sont donnés les premiers récitals du festival de piano qui trois communes de la côte basque — Guéthary, Saint-Jean-de-Luz et Ciboure — organisent déjà depuis six ans sous la bannière de la pianiste Catherine Collard et de Jean-Luc Lattuada, le maire de Guéthary. C'est malheureusement dans cette salle que le pianiste Jean Marmionian, vainqueur du concours Yvonne Lefebvre en 1990 et du World Master, deux ans plus tard, donnait le sien: quand on connaît l'acoustique compromise de tant d'églises de la région! Au pro-

gramme, il avait inscrit les trois Estampes de Debussy, le *Jeu des contraires* d'Henri Dutilleul, *Gaspard de la nuit* de Maurice Ravel, la *Valée d'Obermann*, les *Funérailles*, *Nuages gris* et les *Néphélissées* de Franz Liszt. Quel pianiste et quel musicien! Au piano, le jeune Marmionian — il est né en 1970, à Erevan, en Arménie — ne fait aucun geste inutile, ne prend aucune pose. Il se tient droit, le corps immobile. Il regarde ses mains sculpter la matière sonore d'un Steinway à la mécanique rebelle, déploie un art de la diction qui s'appuie sur un jeu de poétes très économe (trop pour une salle si sèche) et un art des oppositions de couleurs qui fait ressembler son Liszt à celui de Michel Dalberto ou de Claudin Arran. Marmionian interprète Liszt comme Beethoven. Il met la même noblesse et le même souci de construire dans Debussy et Ravel. Marmionian ne joue pas comme ces Français en abat-jour avec des sonorités effleurées, mais dans la profondeur du clavier, une sonorité plantureuse et raffinée, une grandeur que trop peu de ses confrères leur accordent. Dans le *Jeu des contraires* de Dutilleul, ces qualités explosent. Rutilant de couleurs, ce piano provoque l'enthousiasme d'un public assez peu nombreux.

Avec l'espoir d'attirer plus de monde, Piano en côte basque a

reculé d'une dizaine de jours son ouverture. Les touristes sont là, qui grouillent sur la plage. Mais, curieusement, ils semblent boudier une manifestation de grande qualité et dont les prix des places sont doux. C'est aussi que la région Aquitaine souffre de son étendue, de sa faible densité de population des lors qu'on s'éloigne des côtes et d'une irrigation musicale défilante: le reste de l'année, Bordeaux est à 200 kilomètres, et son orchestre ne vient qu'épisodiquement visiter les Basques. Il manque un orchestre permanent dans le sud de l'Aquitaine et, rêvons, un opéra. En France, les élus ne sont pas toujours persuadés de l'importance qu'il y a de créer, puis de soutenir vraiment, de grandes institutions musicales. Tms les citoyens de la République ne sont donc pas égaux devant la musique. Le ministre de la culture, Jacques Toubon vient justement de lancer l'action de Stéphane Martin, directeur de la musique. Il lui a notamment demandé de «participer, dans le domaine de la musique et de la danse, au nécessaire réajustement de l'effort de la collectivité entre Paris et le reste du territoire national». Espérons qu'il ne faut pas lire «diminuer l'aide de l'Etat aux institutions parisiennes pour mieux doter celle des régions», car il est assez curieux de constater que certains opposent de plus en plus souvent les subventions du minis-

tère de la culture à celles des régions en concluant que l'Etat ne les aide pas assez. Depuis que les lois de décentralisation sont en place, il faudrait parler d'argent public. Aux municipalités, aux conseils régionaux, aux régions de prendre leurs responsabilités locales... à moins que l'on ne contrainne la Ville de Paris et la région Ile-de-France à financer l'Opéra-Bastille (ou toute autre institution parisienne qu'elles ne subventionnent pas), à hauteur des restrictions budgétaires que le ministère de la culture leur impose.

Piano en côte basque est soutenu par ses «tutelles» locales. Mais tant qu'il n'y aura pas une vie musicale d'une aussi grande qualité que la programmation de ce festival tenu au long de l'année, il est à craindre que l'offre excédente longtemps encore la demande.

ALAIN LOMPECH

► Prochains concerts: Georgy Sebik (le 23 juillet, église de Guéthary), Hamaro Francesh (le 24, église de Ciboure), Georges Pludermacher (le 25, église de Ciboure), concerts des lauréats de l'académie (le 27 juillet, Auditorium Maurice-Ravel, de Saint-Jean-de-Luz). L'acoustique des églises est exceptionnelle. Tél.: 59-26-56-60.

## Gronau entre Ouest et Est

L'introuvable dialogue des frères enfin réunis

Plusieurs hommes et femmes de théâtre allemands sont passés à Avignon. Ils se sont réunis pour discuter de leur situation. Evident, une fois on a pu mesurer le fossé entre les «West», qui dédaignent les problèmes d'argent, les bienfaits des coproductions, et les «Est» qui ne veulent pas sacrifier la culture populaire aux contraintes économiques. Dramaturge à Erfurt, en Thuringe, dans l'ex-RDA, Klaus Gronau vient de l'Ouest. Il a longtemps travaillé en France. A Erfurt, il organise en 1992 un festival dont le second édito d'aura lieu que l'an prochain, faute d'argent.

«La crise, explique Klaus Gronau, est plus dure à supporter dans l'ex-RDA qu'à l'Ouest, parce qu'elle est intervenue brutalement, et qu'elle est ajoutée à un changement radical dans le mode d'existence. Nous étions si différents les uns des autres. Un exemple: nous trouvons normal quand nous arrivons en fin de contrat, d'en négocier un autre ou de chercher ailleurs. Eux, qui étaient engagés à vie, reçoivent ça comme un licenciement, et se sentent humiliés. Au théâtre, beaucoup d'intendants — et d'une manière générale, de responsables — viennent de l'Ouest, parce que ceux qui étaient à la chute du mur, pour la plupart impliqués dans le régime communiste, ont perdu leur place. L'attitude qui consiste à faire semblant de détenir la vérité avec le modèle de l'Ouest est mauvaise. Les uns et les autres nous devrions débayer devant nos portes et couvrir pour repartir sur des bases communes.

J'ai remarqué que les intellectuels ne viennent plus au théâtre. Ils se montrent méfiants, parfois même hostiles, à l'intérieur de l'institution comme à l'extérieur. En fait, ils ont travaillé pour le changement et ont pris des risques. Mais ce qu'ils voulaient, c'est la rénovation du socialisme. Pas le système actuel. Leur combat est terminé, ils n'ont pas obtenu ce dont ils avaient rêvé. Ils ont perdu leur but, leur raison d'être, leur fonction.

► D'un côté comme de l'autre,

nous devons absolument modifier les structures. Les intendants continuent à se conduire comme des *Robinson* dans son château fort. Quand je travaillais à Mayence, en 1989, nous avons créé *Qui a peur de Virginia Woolf*, tan- disque dans le même temps, à quelques kilomètres de là, à Wiesbaden, le théâtre affichait la même peur. L'argument du directeur était: «Les gens se déplacent pour être pour faire leurs courses, pas pour aller au théâtre». C'est une orientation qui date des années 50. Il est temps aujourd'hui d'éveiller la curiosité du public, de faciliter sa mobilité. En Thuringe, nous avons 2,5 millions d'habitants, avec neuf institutions chargées de programmer du théâtre, de la danse, du lyrique et qui reçoivent en tout 220 millions de D.M. A Erfurt, pour les trois activités notre subvention — moitié ville, moitié land — s'élève à 33 millions de D.M. C'est beaucoup et ce n'est pas suffisant. D'autant que la ville a retiré 2 millions. C'est pourquoi, cette année, nous ne pouvons pas organiser de festival.

Si les missions et les charges étaient réduites, il serait possible de travailler mieux, de repenser les relations avec le public, d'aider les compagnies indépendantes, qui n'existent pratiquement pas en RDA pour la raison que les acteurs engagés dans des institutions où ils travaillent peu. Ou pas. A l'Ouest, les spectacles des troupes alternatives sont souvent lamentables, parce que leurs conditions de travail le sont. Réorganiser le «théâtre libre» comme nous le faisons, serait nécessaire. C'est vrai: nous sommes parfois trop organisés, mais c'est seulement ainsi que nous pouvons donner le maximum.

Propos recueillis par COLETTE GODARD

La liste des salles parisiennes où sont projetés les films sortis le mercredi 21 juillet figure page 22, sans dans notre édition Rhône-Alpes.

Pendant le Festival d'Avignon

le Monde

ouvre son Espace

à ses lecteurs

au Cloître Saint-Louis

20, rue Portail-Boquier

Avignon

de 11 heures à 18 heures



## L'avenir du bâtiment

## On veut alléger les règles d'urbanisme

On veut alléger les règles d'urbanisme. C'est le thème de la conférence «L'avenir du bâtiment» organisée par l'Association française des architectes (AFA) et le Centre national de l'habitat (CNH) à Paris, le 23 juillet. Les participants, élus, architectes, urbanistes, se réuniront pour discuter des enjeux de la construction de demain.

## Des mesures incitatives

Quelques mesures plus tard, l'habitat sera plus attractif. C'est le thème de la conférence «L'avenir du bâtiment» organisée par l'Association française des architectes (AFA) et le Centre national de l'habitat (CNH) à Paris, le 23 juillet. Les participants, élus, architectes, urbanistes, se réuniront pour discuter des enjeux de la construction de demain.

De son côté, le travail de l'architecte doit être reconnu. C'est le thème de la conférence «L'avenir du bâtiment» organisée par l'Association française des architectes (AFA) et le Centre national de l'habitat (CNH) à Paris, le 23 juillet. Les participants, élus, architectes, urbanistes, se réuniront pour discuter des enjeux de la construction de demain.

Il y a aussi des questions de financement. C'est le thème de la conférence «L'avenir du bâtiment» organisée par l'Association française des architectes (AFA) et le Centre national de l'habitat (CNH) à Paris, le 23 juillet. Les participants, élus, architectes, urbanistes, se réuniront pour discuter des enjeux de la construction de demain.

MARIE-ANNE ROBERT

## Le droit de se faire recenser

Le droit de se faire recenser. C'est le thème de la conférence «L'avenir du bâtiment» organisée par l'Association française des architectes (AFA) et le Centre national de l'habitat (CNH) à Paris, le 23 juillet. Les participants, élus, architectes, urbanistes, se réuniront pour discuter des enjeux de la construction de demain.

MARIE-ANNE ROBERT

## Bourdier et Aumonier

Bourdier et Aumonier. C'est le thème de la conférence «L'avenir du bâtiment» organisée par l'Association française des architectes (AFA) et le Centre national de l'habitat (CNH) à Paris, le 23 juillet. Les participants, élus, architectes, urbanistes, se réuniront pour discuter des enjeux de la construction de demain.

MARIE-ANNE ROBERT



## CULTURE

## MUSIQUES

## Jack Lang chez les rappeurs

L'ancien ministre français de la culture  
a inauguré à New-York une manifestation réservée aux professionnels

## NEW-YORK

## correspondance

Pendant cinq jours, plus de cinq cents groupes musicaux se présenteront sur sept scènes réparties dans Manhattan à l'occasion du 14 New Music Seminar. Ils sont venus de tous les horizons et pratiquent toutes sortes de musiques « alternatives ». Dans la journée, à l'Hôtel Sheraton de la 7 Avenue, se dérouleront une multitude de débats sur tous les aspects de l'industrie de la musique. Les trois orateurs conviés à prononcer, mercredi 21 juillet, les allocutions d'ouverture viennent d'horizons ne peut plus divers. Prêchant le rappeur Chuck D., du groupe Public Enemy, et le chanteur Boy George, c'est Jack Lang qui a ouvert le feu.

Une première, à bien des égards : jamais cette tâche n'avait

été confiée à un non-professionnel du disque (auteur, interprète ou producteur) ; jamais elle ne l'avait été à un non-anglophone ; et jamais les mille personnes réunies dans l'Imperial Ballroom du Sheraton n'avaient entendu un homme politique lancer (citant, certes, le rappeur Ice-T) « Fuck police brutality ».

Devant l'assistance quelque peu interloquée, Jack Lang poursuivait son allocution qui portait sur la censure, tant politique qu'économique. Après avoir tenté d'expliquer ce qu'était un ministère de la culture à un auditoire éminemment américain, pour qui « intervention de l'Etat dans les choses de l'art » égale « terrorisme intellectuel » ou « communisme » ; après avoir décrit ce que pourrait être un partenariat entre le public et le privé, l'ancien ministre soulignait

le pouvoir croissant de la censure économique dans les médias. Il évoquait le « libre-échange culturel » et le droit moral de l'artiste (absent de la législation américaine) : « Déjà des cinéastes comme George Lucas, Steven Spielberg et Martin Scorsese s'organisent pour revendiquer ce droit, affirmait-il. Peut-on espérer une initiative similaire dans le domaine de la musique ? »

Il parlait enfin de la place (créative et financière) de l'artiste dans une configuration des industries musicales que les progrès technologiques ne manqueraient pas de bouleverser. Le discours de Jack Lang est sans doute connu du public français ; pour les Américains, c'était une découverte.

Dans un vocabulaire autrement plus coloré que celui de Jack Lang, le rappeur Chuck D. soulignait

l'absence (et l'absence de formation) de cadres supérieurs noirs dans l'industrie de la chanson et donnait (en désordre) une leçon d'économie - du point de vue de l'artiste - ponctuée de vigueurs épiques. Dans l'après-midi, malgré une enlaidie de Jack Lang en faveur d'une « écologie culturelle » bien comprise, le débat prévu avec les journalistes américains sur la place des « industries de création » dans la « économie actuelle du GATT » n'eut pas vraiment lieu. En revanche, qui o'se à côté de Chuck D. en bermuda hip-hop et casquette de baseball mauve, Jack Lang en costume bleu marine et Boy George en tunique quasi tibétaine assortie de brocheurs jaunes canari ne sait pas ce que « new surrealism » veut dire.

HENRI BÉHAR.

## BN + TGB = BNF

## Suite de la première page

Une réflexion est en cours pour mieux « articuler » cette bibliothèque multimédia (elle proposera des CD-ROM, des microformes, des microfilms, des images et des documents sonores à côté de 400 000 volumes ou livres écrites) avec les autres bibliothèques parisiennes.

Avant d'arriver à ces conclusions, Philippe Belaval regrette que les éléments de cette bibliothèque « donnent l'impression d'avoir été purement et simplement juxtaposés les uns aux autres (...) sans que la cohérence de l'ensemble ait été soigneusement vérifiée ». Par ailleurs il regrette vivement « l'absence quasi totale d'études préalables consacrées spécifiquement au public de la bibliothèque haut de gamme », et conclut que la démission nationale retenue par l'établissement public constructeur - « bibliothèque publique de recherche » - « relève du pari ».

L'informaticien était la deuxième question à résoudre. De la fiabilité du système mis en place dépendent en effet l'ouverture et la bonne marche de la bibliothèque. Une mission d'expertise a été confiée à une société extérieure, la CEGOS. Ces études conduisent à une ouverture possible à l'automne 1996 (au lieu du printemps de la même année). « Le respect de cette date suppose que le cahier des charges du marché de réalisation soit transmis aux sous-traitants au plus tard en septembre 1993 », indique Philippe Belaval. Il faudra donc très vite identifier les fonctions informatiques indispensables et les hiérarchiser pour pouvoir étaler dans le temps la mise en service de celles

qui ne sont pas impérativement liées à l'ouverture au public de l'établissement. Le dernier point sans doute le plus important, puisque était annoncé au détour d'une phrase la disparition d'une institution bicentenaire, la Bibliothèque nationale.

## Un patchwork d'institutions variées

En effet, celle-ci devra fusionner avec le 1<sup>er</sup> janvier 1994 avec l'établissement public de la Bibliothèque de France. Pourquoi cette bête à laquelle était opposé son président, Dominique Jamet ? « Parce que l'unité est décisive quand la fin de la construction et le déménagement approchent, comme est décisive l'unité du personnel », indique Philippe Belaval.

La guerre larvée qui a longtemps opposé la BN à la BDF et les querelles de personnes doivent cesser pour que la délicate opération de transfert des collections (imprimés, livres précieux, périodiques, documents sonores) d'une rive à l'autre et l'ouverture au public se fassent sans encombre. Il faut donc un seul capitaine, à la tête d'une maison unique, la Bibliothèque nationale de France.

Quel sera ce capitaine ? Emmanuel Le Roy Ladurie se verrait sans doute bien dans ce rôle, mais le ministre a indiqué qu'il voulait « un seul pilote et le même jusqu'au bout ». Or l'administrateur général de la BN est atteint par l'âge de la retraite en juin 1994.

Dominique Jamet ? Ce dernier n'y croit guère lui-même. Même si Jacques Thubron a refusé de livrer un nom avant que les statuts de la future BNF soient prêts, on peut remarquer que Philippe Belaval a reçu pour mission de les préparer au plus vite.

Le nouvel établissement, qui retrouvera la tutelle de la direction du livre, aura donc en charge le bâtiment de Dominique Perrault rive gauche avec ses dix millions de volumes et, rive droite, entre la

rué Vivienne et la rue de Richelieu, les départements restant (estampes, cartes et plans, médailles et monnaies, ainsi que les manuscrits).

Les bâtiments légués par les siècles seront aussi un « bête » qui abritera à la carte un patchwork d'institutions variées. Reste à savoir comment les faire travailler ensemble.

EMMANUEL DE ROUX

## Quelle place pour les arts rue de Richelieu ?

Jacques Thubron, au cours de sa conférence de presse, a évoqué les noms d'André Chastel, de François Benhamou et de Pierre Encrevad, qui, les premiers, ont réfléchi à la nécessité de renforcer l'histoire de l'art en France. Au mois de mars dernier, La Documentation française publiait le rapport des deux derniers, qui jettent les bases d'une Bibliothèque nationale des arts et d'un Institut international d'histoire des arts. Ces institutions, établies rue Vivienne, avaient pour mission essentielle de redonner de la vigueur et des moyens à une discipline qui, jusqu'ici, n'a bénéficié en France que de peu de soutien. Quatre mois plus tard, le rapport du groupe de travail, présidé par Philippe Belaval, avance de nouvelles propositions.

En mars, il s'agissait de créer, en marge d'une Bibliothèque de France promise à l'unification, deux établissements, BNA et Institut. En juillet, il n'y a plus qu'un, le de la fusion des deux. En mars, leur indépendance était annoncée. En juillet, il est question d'un « établissement public placé sous la triple tutelle des ministères chargés de la culture, de l'enseignement supérieur et de la recherche ». Ses fonctions ? Administrer la réunion des différentes bibliothèques et fonds documentaires, à commencer par le fonds Jacques Doucet, et le déménagement de la rue Michel à la rue Vivienne s'achève, et coordonner des enseignements venus rejoindre cet ensemble. En revanche, la bibliothèque du Musée du Louvre, dont l'arrivée était annoncée, ne paraît plus guère pressée de quitter son palais et ses conservateurs.

## Rencontres, croisements et confrontations

Les enseignements seraient au premier chef ceux des trois-ismes cycles (DEA et thèse) des universités de Paris-I et Paris-IV - dont dépend juridiquement la bibliothèque Doucet, - auxquels pourraient s'ajouter ceux de l'Ecole des chartes et de l'Ecole nationale du patrimoine. « Ce mouvement gagnera à être étendu aux autres universités (...) ainsi qu'à de nombreux grands établisse-

ments », indique Philippe Belaval. Il veut donc le vague contraste avec le projet de recherche pluridisciplinaire que le rapport Encrevad s'était appliqué à définir en proposant des rencontres, des croisements et des confrontations entre les différentes disciplines artistiques au sein d'un établissement unique.

Il est vrai que la pluridisciplinarité elle-même est remise en question. Histoire des arts ou histoire de l'art ? Tout en se défendant de trancher, le rapport, comme le ministre, opine en faveur de la seconde formule, qui tient éloignées les uns des autres la musique, la peinture, les lettres et l'architecture. C'est ainsi à la conception cloisonnée qui a prévalu jusqu'ici que l'on veut en rester, plutôt que de tenter le mélange des genres, qui avait le défaut de menacer quelques positions acquises.

## Respect de la tradition

Cheque département eura se propre tutelle. Il y a fort à parier que chacun voudra rester maître chez soi. Seule nouveauté : des activités d'exposition et d'initiation du public viendraient s'ajouter à la gestion des fonds, à l'enseignement et à la recherche.

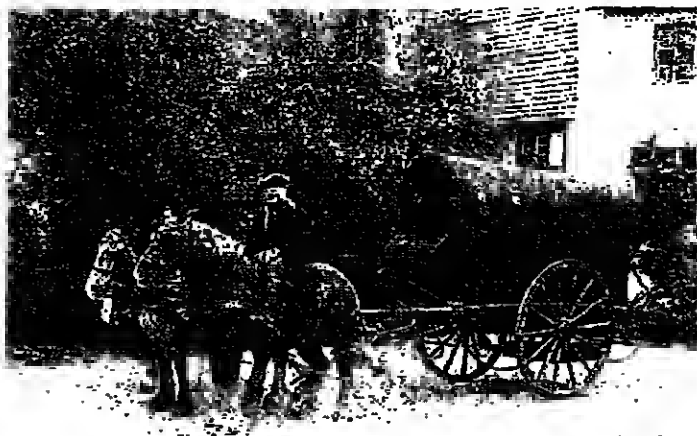
Le même respect de la tradition l'emporte en matière de structures administratives. A la création d'un groupement d'intérêt public, notion juridique nouvelle, le rapport préfère celle de l'établissement sous tutelle, sans esquisser pour l'heure sa structure.

Au risque de l'atomisation s'ajoute celui d'une trop étroite dépendance par rapport à la BNF, « qui est responsable et, dans l'immédiat, occupant quasi unique, à l'exception du fonds Doucet, des locaux concernés ». La loi ne sera-t-elle pas celle du premier occupant et l'essentiel du pouvoir exercé par les conservateurs de ladite BNF ? On ne saurait trop s'en étonner : le groupe de travail autour du rapport comptait trois représentants de la BN et de la BDF et un conservateur du Louvre, mais pas un seul historien de l'art des universités.

PHILIPPE DAGEN et EMMANUEL DE ROUX

## PHILATÉLIE

## Tour de France des musées postaux



Malle-poste de 1793 (Musée de Riquewihr)

La route des vacances peut passer par l'un des musées postaux dont les collections permanentes et, pour certains, les expositions temporaires valent le détour.

Le Musée de la Poste de Paris (1) accueille jusqu'au 21 août dans sa galerie du rez-de-chaussée « Adresse provisoire pour l'art contemporain russe », une collection d'enveloppes peintes par quinze artistes russes sur le thème de l'écriture et de la communication entre les êtres. Jusqu'au 21 août également, est présentée en salle 15, en collaboration avec le professeur de Lumley, une exposition thématique sur la Préhistoire, en liaison avec l'émission du timbre « L'Homme de Tautavel ».

Le Musée de la Poste d'Ambroise (2), s'associant au bicentenaire du télégraphe Chappe, a fait réaliser une maquette de télégraphe manipulable par les visiteurs.

Le Musée de la Poste en Roussillon, à Amélie-les-Bains-Palalda (3), propose la reconstitution d'un bureau d'administration postale, avec ses postes.

Au Musée de la Poste et des technologies de communication de Basse-Normandie, à Caen (4), un diorama évoque le vie du relais de poste aux chevaux de Canoe (Calvados) au début du dix-neuvième siècle ; « Le télécom de l'espace » relate l'épopée des satellites et des antennes, du radôme à Télécom-2.

Le Musée régional du timbre du Luc-en-Provence (5) présente la reconstitution de l'atelier du graveur Albert Decaris.

Le Musée de la Poste des Pays de Loire (6) vaut pour ses vitrines consacrées à la poste aux chevaux et à la poste aux lettres.

Riquewihr, qui comptait déjà un Musée d'histoire de la PTT d'Alsace (7), accueille depuis le 9 avril dernier un Musée de la

diligence (8) avec des véhicules de la fin du dix-huitième siècle à nos jours.

Eofin, le Musée régional des PTT d'Aquitaine (9) organise une exposition « Les chemins de Saint-Jacques et la philatélie ».

P. J.

(1) 34, boulevard de Vaugirard, Paris 15<sup>e</sup> (tel. : (1) 42-79-23-43), ouvert de 10 heures à 18 heures, sauf dimanches et jours fériés.

(2) 6, rue Joyeuse 37400 Amboise (tel. : (16) 47-57-00-11), ouvert tous les jours sauf lundis, de 9 h 30 à 12 heures et de 14 heures à 18 h 30.

(3) Centre méditerranéen de Palalda (Pyrénées-Orientales) (tel. : (16) 68-39-34-30), ouvert tous les jours de 14 heures à 18 heures.

(4) 52, rue Saint-Pierre 14000 Caen (tel. : (16) 31-50-12-30), ouvert du mardi au samedi, de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures.

(5) Château, place de la Convention 83340 Le Luc-en-Provence (tel. : (16) 94-47-96-16), ouvert tous les jours sauf lundis, de 14 h 30 à 18 heures et, samedis et dimanches, de 10 heures à 12 heures et de 14 h 30 à 18 heures.

(6) 10, boulevard Auguste-Pagot 44000 Nantes (tel. : (16) 40-29-93-07), ouvert tous les jours, sauf samedis et dimanches, de 9 heures à 12 heures et de 13 h 30 à 16 heures.

(7) Château des princes de Wurtemberg-Montbéliard 68340 Riquewihr (tel. : (16) 89-47-93-50), ouvert de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures, sauf mardis.

(8) Rue des Ecuries-Selgueziales, mêmes horaires, même téléphone.

(9) Relais de poste Henri-IV, place du Mercadier 33490 Saint-Macaire (tel. : (16) 56-63-06-81), ouvert tous les jours, sauf mardis, de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 h 30.

Robrique réalisée par la rédaction du mensuel Le Monde des philatélistes, téléphone : (1) 49-60-33-28. Spécimen récent sur demande contre 15 F en timbres.

## En filigrane

• Timbres et collections, de nouveau disponibles. - Timbres et collections, édité par Hachette-Jeunesse et Le Monde des philatélistes, est de nouveau disponible. Cet ouvrage entièrement en couleur, préfacé par le prince Rainier III de Monaco, répond à de multiples questions que les philatélistes, débutants ou chevronnés, peuvent se poser. Chacune de ses 96 pages abondamment illustrées peut constituer la base d'une collection idéale. Un excellent livre d'initiation (Timbres et collections, 110 F port compris, par correspondance, au Monde, vente au numéro, 15, rue Fiquet, 75501 Paris Cedex 15).

• Magritte et Picasso aux Nations unies. - L'administration postale des Nations unies (APNU) a procédé, le 11 juin, à la mise en vente de la dernière série sur la Déclaration universelle des droits de l'homme : dix timbres, pour les articles 25 à 30 (un par article), reproduisant des œuvres de Thomas Hart Benton, Jacob Lawrence, Pissarro, Magritte, Ferdinand Weidmüller et Selly Morgén. Chaque œuvre est disponible en trois versions, ententes à une vignette sans valeur comportant le texte de la Déclaration en allemand, en anglais ou en français (APNU, Palais des Nations, CH-1211 Genève 10, Suisse).

• L'ATPOM en vacances. - L'Agence des timbres-poste d'outre-mer (B5, avenue de la Bourdonnais, 75743 Paris Cedex 07, tel. : (1) 45-51-23-89) sera fermée du 26 juillet au 15 août. L'ATPOM distribue les timbres d'Afrique francophone, de France, des territoires français d'outre-mer, du Vanuatu et d'Andorre.

## Le voyage en Ori

Déprimé par ses échecs littéraires, l'auteur pour se laisser emporter par la vitalité

## NOTES DE VOYAGE

19-1857

Herman Melville

né à New-York (Etats-Unis)

mort par Philippe Jaworski

à New-York

à New-York

à New-York

à New-York

à New-York

à New-York

à New-York

à New-York

à New-York

à New-York

à New-York

à New-York

à New-York

à New-York

à New-York

à New-York

à New-York

à New-York

à New-York

à New-York

à New-York

à New-York

à New-York

à New-York

à New-York

à New-York

à New-York

à New-York

à New-York

à New-York

à New-York

à New-York

à New-York

à New-York

à New-York

à New-York

à New-York

à New-York

à New-York

à New-York

à New-York

à New-York

à New-York

à New-York

à New-York

à New-York

à New-York

à New-York

à New-York

à New-York

à New-York



# Un monde sans dehors

*Soixante-quatre figures pour expliquer comment la réalité fonctionne et se renouvelle. François Jullien étudie la portée philosophique du « Yi King », texte fondamental en Chine*

**FIGURES DE L'IMMANENCE**  
**Pour une lecture philosophique**  
**du Yi king**  
*de François Jullien.*  
 Grasset, coll. « Figures »,  
 286 p., 120 F.

Il y a plus de vingt ans que François Jullien pratique le chinois. Mais il ne se contente pas de lire la plupart des sinologues, d'étudier la langue et de traduire des textes. Il s'efforce de dégager, d'un livre en livre, les axes de réflexion d'une culture fort différente de la nôtre. Renouant avec un style d'études souvent délaissé par les spécialistes depuis les travaux de Marcel Granet sur la pensée chinoise, c'est en philosophe qu'il s'approche de cette tradition lointaine. Car son projet est moins de restituer le contenu doctrinal des traités de la Chine classique que de comprendre la démarche intellectuelle spécifique qui les anime. Il cherche donc les catégories implicites qui y sont à l'œuvre. Il se demande pourquoi les « évidences » des Chinois sont parfois, pour nous, si difficiles à saisir.

Mettre ainsi en lumière la cohérence propre à une approche de la réalité organisée selon d'autres découpages que ceux de la culture grecque, c'est éclairer en retour le caractère particulier de nos catégories occidentales et de notre usage de la rationalité. En dégageant la logique inséparable de la culture chinoise, le François Jullien se trouve conduisant à explorer la métaphysique euro-étrangère un regard extérieur. Sans doute n'est-il pas le premier à sortir de chez lui pour y revenir avec d'autres yeux. Mais l'intelligence de son travail le rend exemplaire. Après plusieurs études qui sont déjà des travaux de référence (1), il s'attaque au *Yi king*, que la civilisation chinoise a tenu pour l'un de ses textes fondamentaux.

S'agit-il vraiment d'un texte ? L'état premier de ce classique ne contient pas un mot, en aucune langue. Seulement soixante-quatre figures, composées chacune de six traits. Ces traits sont de deux types. Long et continu d'une part, brisé en deux parties séparées par un blanc d'autre part. Toutes les combinaisons possibles de ces deux traces par groupes de six forment les soixante-quatre hexagrammes du *Yi king*. Pas moyen de savoir, face à cette combinatoire géométrique, que se trouvent exposés là le fonctionnement de la réalité et son processus de renouvellement sans fin. Comment

saisir que cette succession de figures affirme que la sagesse consiste à comprendre le dispositif du monde, naturel ou historique, et à s'inclure dans ses transformations régulières?

Heureusement, il y a les commentaires. Au cours de plus de deux millénaires d'exégèse, les figures de ce *Classique du changement* (2) sont devenues des symboles de textes sacrés destinés à déplier le sens du ciel. C'est pourquoi les écrits théoriques de Wang Fuzhi (1619-1692) que se réfère François Jullien. Cet auteur tardif recapitule en effet les lectures antérieures, notamment celles attribuées à Confucius. Il le fait avec une exigence intellectuelle rare, ne laissant dans l'ombre aucune question. Ce n'est pas son seul intérêt. Vivant à une des époques les plus troublées de l'histoire de la Chine, où s'effondre la dynastie des Ming et où

les Mandchous envahissent le pays. Wang Fuzhi demande au *Yi king* les moyens de rendre intelligible cette tourmente. Il s'agit pour lui de parvenir à y voir une transition et non un désordre sans retour, le passage d'un ordre qui se défait à un équilibre qui s'instaure sous le chaos apparent.

Le changement continu du monde est en effet la pensée fondatrice du *Y King*. La cohérence du réel ne se trouve que dans son devenir perpétuel. Cette incessante transformation n'inclut cependant aucune idée de progrès. C'est au sein de dispositifs rigés que se déroulent, dans le monde physique comme dans l'histoire des hommes, ces mutations discrètes. Nulle volonté divine ne les commande. Aucun créateur ne les a mises en route. Le Ciel et la Terre, le Yang et le Yin, ne sont pas des idées ni des principes exté-

rieurs au monde. Ce sont des pôles opposés, mais inséparables et interdépendants, qui œuvrent au sein des choses et des individus. Du point de vue chinois, il s'agit donc toujours de saisir l'agencement des processus, leur déroulement temporel, leur « régulation » propre.

Une telle préoccupation est étrangère à toute perspective théologique : révélation et transcendance sont ici hors du champ de la pensée. La métaphysique aussi, telle que les Grecs l'ont élaborée, se trouve exclue de l'horizon. Rien ne permet en effet de constituer les oppositions sur lesquelles elle se fonde : être immuable et devenir, éternité et temps, monde des choses et monde des idées. La réflexion chinoise ne connaît que l'immanence. Elle ne scinde pas le monde en deux, ne cherche pas ailleurs que dans le réel un principe pour le comprendre, moins

encore pour le sauver. Le réel, c'est l'idéal. Loin de s'opposer en quelque manière, les deux ici coïncident, au point de ne pouvoir se distinguer.

On chercherait donc en vain, dans cette pensée de l'immanence, un bien et un mal absolus, existants par eux-mêmes. Toutes les phases d'un processus se trouvent justifiées. Le bien n'est pas d'une autre nature que le monde, ni retiré en un autre lieu. Il constitue un degré, ou une intensité, à l'intérieur du vaste processus de la réalité. Ce que les hommes peuvent faire de mieux, c'est de participer au plein avènement du réel. Le négatif du mal se trouve par là-même relativisé, intégré dans le fonctionnement continu du monde.

On ne s'est attaqué qu'aux grandes lignes de ce livre important, impossible d'entrer ici dans la minutieuse analyse que François Jullien consacre au décodage de ces « codes-barres » ou réflexifs que sont les alexandrines du *Yuefeng*, ces poèmes si étrangers et si indéchiffrables à la démonstration. Entre la relative indifférence des spécialistes pour un ensemble souvent jugé bizarre et l'engouement mal placé des amateurs d'occultisme pour les usages divinatoires de ce livre, cet érudit qui pense ouvrir la voie à un travail philosophique nouveau. « Les érudits tricotent les chaussettes de l'esprit », disait Nietzsche. Ce n'est pas toujours le cas.

### Roger-Pol Droit

Lire également page 16 la chronique de Georges Balandier consacrée à François Jullien et Henri-Pierre Jendy.

(1) Parmi ceux-ci, rappelons *Procès et création. Une introduction à la pensée des lettrés chinois, et la Propension des choses. Pour une histoire de l'efficiété en Chine*, ouvrages parus aux éditions du Seuil, respectivement en 1989 et 1992, ainsi que *Éloge de la fableur*, aux éditions Philippe Picquier, 1992, repris en Livre de Poche dans la série «Biblio-Essais».

(2) Cette traduction du titre est celle adoptée par François Jullien, de préférence à « *Livre des mutations* », ou « *des transformations* ».

★ Signalons également que la collection « La Salamandre », dirigée à l'imprimerie nationale par Pierre Brunel, publie *Zhong Yong ou la Régulation* : *un usage ordinaire*, texte traduit du chinois, introduit et commenté par François Jullien. Ce traité, qui servit de texte de base dans la formation lettrée, se propose d'élucider comment la nature humaine s'enracine dans la grande loi que régularité du monde, et pourquoi dès lors la sagesse est à la fois ordinaire et discrète (206 p., 160 F). D'autre part les Éditions Zaimo ont publié, avec une présentation de François Jullien, la traduction du *71 king* par Paul-Louis-Félix Philastre, parue en 1881 (890 p., 245 F).

# Le voyage en Orient de Melville

*Déprimé par ses échecs littéraires, l'auteur de « Moby Dick » quitte les Etats-Unis pour se laisser emporter par la vitalité des civilisations méditerranéennes*

**CARNETS DE VOYAGE  
(1856-1857)**

de Herman Melville.  
Traduit de l'anglais (Etats-Unis)  
et présenté par Philippe Jaworski  
Mercure de France,  
coll. « Bibliothèque américaine »,  
237p., 109 F.

En 1856, quand Herman Melville quitte sa terre d'Élection, le Massachusetts, pour accomplir son périple vers la Méditerranée et l'Orient, il a trente-sept ans : il a en outre fait du succès avec *Typee*, *Printemps chez les cannibales*, et *Omoo*, récits d'aventures dans les mers du Sud (1846 et 1847), puis a cessé d'en avoir : entre 1847 et 1855, les échevres répétés de livres comme *Redburn*, *White-Jacket*, et *Moby* ont épuisé l'inspiration de son ami Nathaniel Hawthorne, *Pierre ou les Ambiguïtés*, les *Contes de la Piazza*, émissent par le rendre malade. Il décide donc de s'arrêter d'écrire et de partir en voyage, laissant femme, enfants et seurs en Amérique, n'emportant qu'un sac de tapisserie, un peu d'argent prêt par son beau-père et quelques vade-mecum : « *Quant au plaisir que je prends à la chose, écrit-il à son frère le 10 novembre 1856, c'est une affaire assez solitaire que de déambuler par le monde sans*

compagnon. Néanmoins ma santé y gagne. Ma hanche et mon dos vont mieux et aussi ma tête. »

Du 11 octobre 1856 au 19 mai 1857, de New-York à New-York en bateau à vapeur, passant par le détroit de Gibraltar, abordant dans la plupart des grands ports méditerranéens, poussant jusqu'au Bosphore puis jusqu'à la Palestine, revenant par l'Italie, Melville consigne l'essentiel de ses impressions en de brèves notations.

Et, malgré son style souvent tétralogique, l'on voit bien que ces écrivains solitaires et puritains, banté par la présence du Mal et le désordre du monde, se laissent emporter par la vitalité des civilisations antiques du Bassin méditerranéen : il scrute la « *fastueuse et mouvante procession* » des foules dans les rues, les « *gouttes des exultations* » des habitants, apprécie la manière dont les paysans se dévouent à lui, jouit de « *l'atmosphère délicieusement tonifiante* » d'une cité comme Constantinople, savoure les olives et les figues de Smyrne, les dattes du Caïre et l'eau mise à rafraîchir dans des jarres de pierre, exalte les vertus d'endurance des chameaux ou des ânes, ramasse, à Salonique, des carres de mosaïque tombant, comme des gouttes de pluie, du plafond d'une des mosquées en ruine. Cet esprit

d'aventure qu'il prétend avoir perdu, depuis les années de chasse à la baleine ou d'errance dans les mers du Sud, s'est transformé en une forme de tourisme sobre et lent, fondu dans la foule et indépendant des convenances d'époque, rythmé par la marche à l'appel du vent et les bateaux à vapeur. Syros, ou Smyrne – que « la faible hauteur des maisons et les toits plats de tuile rouge font ressembler à un champ de poterie brisée », ou Alexandrie – qui lui « semble macadamisée avec les ruines pulvérisées de mille cités » – ont beau faire partie de son itinéraire, il ne s'agit pas de la destination de la mort elle-même, il n'en jouit pas moins des strates de temps glorieux et historiques dont elles portent la trace.

« L'éternelle  
douleur des pyramides »

A Jérusalem, où il note qu'il doit être alors le seul étranger, il évoque sa « méthode » pour ressentir intensément l'essence d'un lieu : *« Ayant pour objectif de saturer mon esprit de l'atmosphère de Jérusalem, m'offrant comme sujet passif, et consentant, à ses impressions surnaturelles, je me levais toujours à l'aube et allais marcher hors les murs. »*

Mais cette déambulation à la fois libre et préparée — qui sera la

manière de voyager de Stevenson — ne le garde pas de toute déception ni de tout danger : ainsi en Egypte, saisi par « l'éternelle douleur des pyramides », il s'abandonne à ce qui apparaît, là, comme l'une des manifestations de son angoisse profonde : « Les pyramides n'en finissent pas de se dresser devant moi comme une chose vaste, indéfinie, incompréhensible et effroyable. » C'est qu'il se faut pour voyager sans ombre, avoir lui-même le pouvoir d'embrasser du regard le paysage depuis un point élevé, dominer les foules où il se fonde, maîtriser le dédale des villes du Levant, « s'orienter. »

Il y a donc, dans ce qu'il nomme son « memorandum », la matière première d'un Voyage en Orient, comme de nombreux écrivains français en relatèrent au XIX<sup>e</sup> siècle (1). Mais Herman Melville n'a pas donné à ses carnets la forme littéraire attendue, bien qu'il leur ait emprunté quelques fortes images pour ses poèmes — qui, seuls, rompirent son silence avant la rédaction de *Billy Budd*, l'année de sa mort en 1891.

Ces notes lui ont donc essentiellement servi pour ses conférences, dont l'une est intitulée, avec un réalisme peut-être désabusé : « Le voyage, ses plaisirs, ses désagréments, et les profits

qu'on peut en retirer». Ces *Carnets de voyage 1836-1837* - dont la lisibilité tient non seulement à la qualité dense des notations, mais aussi à cette écriture rapide, jetée, pas encore retravaillée - sont publiés dans une nouvelle collection très bien conçue, dirigée par Michel Gresset, Philippe Jaworski (qui a traduit et préfacé ce livre), Brice Matthieussent, et éditée par le Mercure de France : la « Bibliothèque américaine » se place dans le sillage de la collection « Domaine anglais », fondée aux mêmes éditions par Pierre Leyris, qui a beaucoup œuvré pour faire connaître en France Herman Melville, entre autres. Elle proposera des inédits ou de nouvelles traductions de romans, nouvelles, autobiographies et récits de voyage d'écrivains américains des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, comme Walt Whitman, Nathaniel Hawthorne, Mark Twain, Stephen Crane, John Peale Bishop ou Shirley Ann Grau.

**Claire Paulhan**

(1) Voir l'anthologie des voyageurs français dans le Levant au XIX<sup>e</sup> siècle, *le Voyage en Orient*, édition établie par Jean-Claude Berchet, coll. « Bouquins », éd. Laffont.

## POÉSIE

*Guillevic  
le temps  
retrouvé*

Guilleivic appartient à la même génération que Follain, Queneau, Tardieu, Féraud, Tortal, etc. Entre eux, il y avait une réelle amitié, une complicité intellectuelle, une « fraternité poétique ». A quatre-vingt-cinq ans, Guillevic publie un poème sur le temps, une nouveauté dans une œuvre qui s'inscrit avant tout dans l'espace.

Page 13

## HISTOIRE

## Le conspirateur perpétuel

Le docteur Martin était une figure mythique d'une extrême droite folle de nationalisme, nourrie de fantasmes. Hanté par les juifs, les communistes et les franc-maçons, il était contre-révolutionnaire, antimarxiste, antigaulliste. Pierre Péan retrace la vie de celui qui, de l'Action française à l'OAS, fut de tous les complots.

Page 15

[illegible]



LE MONDE DES LIVRES  
LITTÉRATURE

AU FIL DES LECTURES

par Christine Jordis

Mémoires de guerres

« Miguel raconte tout cela d'une voix calme, froide, détachée » : tout cela, c'est-à-dire la torture et la peur, la persécution d'un homme depuis la guerre civile en Espagne, où il était franquiste, jusqu'aux années 50 - jusqu'au moment où il ne peut plus rien dire, plus rien produire qu'un cri.

Colm Tóibín, un écrivain irlandais né en 1955, dont voici le premier roman, a choisi de ne pas décrire la guerre civile en Espagne, quoiqu'il en ait fait le centre de son récit - un récit d'une violence maîtrisée où les événements, dans leur cruauté indéniable, ne sont présentés qu'à travers leurs conséquences sur la vie des êtres, de manière objective et sans commentaire. Un système d'échos, de résonances, de mise en parallèle, entre la guerre d'Espagne, telle que la décrit Miguel, un peintre catalan, et celle d'Irlande, dont l'enfance de Katherine Proctor fut à jamais marquée, contribue à universaliser un roman qui porte moins sur la guerre et l'histoire que sur des traumatismes dont ni la vie, ni le temps, ni l'amour n'auraient raison.

La solitude des montagnes de la Catalogne où les deux héros se sont retirés n'échappe pas aux rêves hantés ni à l'habitude de la peur. Pourtant, la fin n'est pas pessimiste, qui présente, avec un retour au pays natal, l'image, sinon du bonheur, tout au moins d'une réconciliation possible avec ce que toute sa vie on e fut.

► Désormais notre exil (*The South*), de Colm Tóibín. Traduit de l'anglais (Irlande) par Anna Gibson, Flammarion, 221 p., 120 F.

La migration des tortues de mer

D'Alice Hoffman, auteur à succès de huit romans, paraît aujourd'hui un livre dont le titre, *La Lune tortue*, dit bien l'esprit de l'ouvrage. Chaque année au mois de mai, à Verity, en Floride, sous l'influence de la chaleur et « au moment de la migration des tortues de mer qui traversent West Main Street en confondant la lune avec celle des lampadaires, les gens ont tendance à perdre un peu la tête ». Dès lors, les événements comme les paroles, les réactions, les espoirs et les désespoirs de tout poil trouvent un jour l'âme sœur, et que les nantis, ceux qui ont tout et veulent plus encore, qu'à faire le mal, ceux-là sont punis.

Entre le conte de fées et le roman policier, l'histoire de la belle Lucy et de Julian Cash, le justicier solitaire, de Keith, le rebelle, et de l'enfant volé, ces compagnons de solitude, se déroule sans temps mort, participant d'un bout à l'autre de l'environnement annoncé.

► La Lune tortue (*Turtle Moon*), d'Alice Hoffman, traduit de l'anglais (États-Unis) par Anna Gibson, Flammarion, 232 p., 105 F.

Double vue sur l'Irlande

Pour la richesse inventive, l'atmosphère d'étrangeté et l'art de surprendre le lecteur, Timothy O'Grady, dont paraît le premier roman, n'est pas sans rappeler le grand Flann O'Brien, qui parcourait les formes les plus insolites des apparences du monde.

Le Sautier sauvage, évoqué par Dante au début de l'Enfer, est celui qui emprunte la narrette à la recherche de sa mère qui, un jour, a disparu et dont la perte continue de le hanter.

Autant dire que cette quête, dont les multiples péripéties l'entraînent à travers les montagnes d'Irlande, va se confondre avec un itinéraire spirituel, un travail sur soi-même qu'un mentor, tel le Vierge de la Divine Comédie, ou un maître, viendra lui indiquer. Au bout de la descente en soi, concrètement figurée par un séjour sous terre parmi les ossements et les morts, ce sera, mêlés à la disparition des maîtres et protecteurs, la renaissance du héros, se découverte de ses racines et de son autorité. Superbement écrit (et traduit), dénotant une imagination puissante et une vaste culture, articulant l'histoire, le mythe et la fiction, ce premier roman de Timothy O'Grady satisfait pleinement les espoirs, pour tant élevés, qu'il fait naître.

► Le Sautier sauvage (*Motherland*), de Timothy O'Grady, traduit de l'anglais (Irlande) par Robert Darvau, Laffont, 298 p., 129 F.

Le Monde des DEBATS

LIEUX DE BONHEUR

En ces temps de malaise sinon de malheur, il existe encore des lieux où l'on peut trouver le bonheur : à condition de savoir le chercher. Le café où l'attend le bricoleur, le stade où la grande nature pour la marche à pied, le club de vacances où l'on a acheté ou le lieu secret que l'on a choisi.

Des écrivains, Kenneth White et Jacques Languirand, un sociologue, Yvonne Nahoum-Grappe, un philosophe, Michel Tison-Cornillot, un historien, Roger Chartier, une enseignante, André Chastel, racontent leur mode d'emploi de ces lieux de bonheur.

LA SUISSE, OU L'INDIFFÉRENCE

Il y a un mystère dans la Suisse. Voici un pays où, de sa particularité, de sa différence qui s'expriment surtout par une grande indifférence à l'égard du monde qui l'entoure. La faiblesse, neutralité suisse est-elle encore un sens au cœur d'une Europe qui s'efforce de se rassembler et d'ignorer ses dissensions ?

Numéro spécial été - 30 F.

Quand les Anglaises déménagent

Vingt-quatre heures dans la vie d'un groupe de femmes

UNE JOURNÉE AVEC RHODA

(The New House)  
de Lettice Cooper.  
Traduit de l'anglais  
par Nicole Tisserand.  
Rivages, 268 p., 119 F.

Leur maison, Stole Hall, pèse de tout son passé de pierre et de tradition. Les femmes font patte de velours à l'heure du thé. Le soir, les hommes - minoritaires - fument le cigare. Une journée avec Rhoda est un roman anglais comme tous les romans anglais : la bienveillance séculaire gomme la détresse des désirs inassouvis. Le dialogue accablé embrasse les drames. Le lecteur devine les doutes qui fissurent les convictions, mais il fait semblant de se repaître de la beauté du jardin. Les romancières anglaises sont des sorcières en robes de chambre. On ne peut pas résister à leur machiavélisme. On fouille les vicelles déolètes et on découvre l'arsenic.

Lettice Cooper file - à l'anglaise - un impeccable ouvrage rose et noir. Un roman taillé sur mesure pour cœur mélancolique épris de nostalgie. Elle joue avec la mort et le trouble. Son récit est l'histoire d'un déménagement. Des femmes abandonnent la maison ancestrale pour s'installer dans un quartier pauvre. Un déménagement, mais aussi la fin d'une époque. Comment se couler avec les souvenirs d'une ancienne splendide dans une maison plus étroite ? Comment accepter la mort des certitudes ?

Une journée avec Rhoda, c'est vingt-quatre heures de la vie d'un groupe de femmes et, tard dans la nuit, une décision qui changera le destin de l'une d'elles. Rhoda, trentenaire, va quitter sa mère, s'arracher à l'enlèvement. Va-t-elle prendre un métier, tenter l'épreuve de l'autonomie, accepter les blessures et les plaisirs du combat ? Publié en 1936, *Une journée avec Rhoda* fait mouche : les années 30 ne sont pas si loin de nous ; la société britannique percevait les signes du chamboulement qui secouera l'Europe et dont nous sommes encore les témoins. On peut se contenter d'une lecture délectable, attentif à la lecture des automobiles et au charme des cha-

Lettice Cooper : du roman sentimental au constat sociologique.



Lettice Cooper : du roman sentimental au constat sociologique.

peaux obligatoires. Lettice Cooper décrit un univers de femmes où l'homme est une ombre, un espoir, une déception souvent, un moyen de promotion moudaine toujours. Natalie Powell, la mère, veuve dévote, est au centre de l'effervescence d'un essai de féminisme : sa sœur, victime célibataire, d'une affaire de cœur avortée, ses deux filles, sa petite-fille, les deux bonnes... Ces paroles de femmes projettent plusieurs manières de se vivre ou de s'offrir pas vécu. Elles disent toutes leur rôle secondaire. Il y a un regard masculin, celui du fils, Maurice, investi de la tâche impossible de succéder à son père sans renier les valeurs qu'il lui a inculquées. Le roman sentimental tourne au constat sociologique.

Se pose la question du statut des femmes, de leur empire menacé et d'une anglosse présente encore en 1993 : peut-on concilier liberté individuelle et omniprésence au sein de la famille, être l'égal de l'homme et reine au foyer ? Pour Lettice Cooper, la sexualité féminine n'existe pas hors mariage et la

petite domestique n'a d'audaces que celles cautionnées par le fiancé, mais, par bien des aspects, son roman e des sursauts féministes réjouissants.

Une journée avec Rhoda e d'abord la séduction du temps perdu. Méfions-nous : derrière les murs de Stole Hall se prépare un avenir qui est notre présent. A peine parvenu à l'acquisition de la vieille demeure, Mr Parkinson donne des leçons de morale, prône l'individualisme conquérant qui l'a sorti du prolétariat : « Je suis prêt à aider pour valoir le chômage, qu'un homme ne trouve pas de travail, c'est navrant ; mais quand il est question que l'Etat prenne en charge, ou que l'Etat soit responsable de cela, alors là, je dis : Que l'Etat reste à sa place ! Que les gens se battent pour obtenir ce qu'ils veulent... » Sacré Mr Parkinson ! On voit imaginer aisément un demi-siècle plus tard. Vous condamnez avec autant d'impudence les libertés que vous ont donné le droit d'exister.

H. M.

Les mots pour le faire

Pierre Charras et Nicholson Baker renouvellent la tradition érotique

MARTHE JUSQU'AU SOIR  
de Pierre Charras.  
Mercure de France, 138 p., 35 F.

VOX  
de Nicholson Baker.  
Traduit de l'anglais (États-Unis)  
par Michel Leduc.  
Julliard, 190 p., 110 F.

L'érotisme en littérature se heurte à une croyance erronée (et morale) qui veut que l'amour sexuel se fasse mais ne se dise pas. D'où le tour de passe-passe de la plupart des romans, catalogues érotiques, qui sont des duplicata des modèles archaïques du genre. L'auteur ressassait des situations codées et s'abstenait de toute vérification intime des sensations décrites. Peu d'écrivains osent raconter leurs propres fantasmes et le processus maniaque qui les conduirait à les satisfaire. Les romans érotiques sont relégués au purgatoire faute de savoir regarder le paradis en face.

Et si l'érotisme n'existait que dans les mots pour le dire ? Non pas les mots lâchés avec outrance ou confusion, mais la substance même de l'écriture comme le reflet de l'imaginaire pervers des personnages. De véritables personnages saisis dans leur singularité et non plus des entités représentatives de pulsions définitivement classées. Ce qui fait jour le lecteur, ce n'est pas l'aboutissement de l'histoire - mécaniquement prévisible même dans sa transgression - mais la fiction qui recrée et sauve un acte banal, oublié dès lors qu'il est entrepris.

Deux romans font enfin la preuve éclatante que c'est l'élaboration du contrat érotique qui est littérairement fascinante, parce qu'au-delà de la quête de l'orgasme s'y jouent la théatralisation du secret, la mise en scène parentale du temps et l'abolition souveraine des contingences sociales, dans une sorte

d'absolu volé à la précipitation de vivre.

Le contrat de *Marthe jusqu'au soir* est simple et efficace. L'homme de confiance d'un moine est en possession d'une vidéocassette qui peut détruire la carrière de son patron. Le film révèle crûment les aventures homosexuelles du fils de l'homme politique. Le secrétaire, personnage au physique plutôt répugnant, met en branle un chantage : il convoque la femme du ministre, élégante femme de quarante-cinq ans dont il est voracement amoureux ; il lui rendra le document compromettant après qu'elle aura passé l'après-midi avec lui dans un bordel et se sera ouverte à tous ses caprices.

Sexe et téléphone

L'intrigue pourrait vite être anéantie par les procédés rituels du récit. Mais Pierre Charras casse le processus. Il e écrit un très beau roman sobre et passionné. La confrontation entre une femme confinée dans l'image stéréotypée de l'épouse célèbre et un homme prêt à tout pour satisfaire sa folie et subvertir l'ordre et la hiérarchie. Les éléments pornographiques sont triés avec soin et n'interviennent que lorsqu'ils sont nécessaires à l'économie du roman.

La charge érotique se concentre dans le dialogue ou plutôt la litanie obsessionnelle de l'homme dont les fantasmes méticuleusement programmés sont en butte aux émotions dissimulées de la femme et à ses réactions inattendues. Ce viol de haute voltige à la rigueur d'une tragédie racémienne (on pense forcément à *Andromaque* : fidélité conjugale, sauvegarde du fils... et ce Pyrrhus enflammé), sa sublime fatalité aussi. Pierre Charras trouble nos habitudes. Le lecteur a les yeux de la proie, mais n'adhère pas à sa réplique, persuadé avant elle qu'elle va vers sa vérité. La vic-

time, c'est l'agresseur. Minotaure meurtri dont le sexe monstrueux cohabite avec une sensibilité romantique - le déchirement de ne pouvoir faire coïncider la puissance du rêve érotique et son passage à l'acte, même lorsque l'autre est consentant.

Le monologue obsédant de l'homme est capital dans *Marthe jusqu'au soir*. Le roman de Nicholson Baker, *Vox*, est un inépuisable dialogue entre deux adeptes d'une forme d'éros actuel : le sexe par téléphone. Deux voix se cherchent, se croisent, se mêlent, se conjuguent, dans la quête d'un orgasme précis dont chaque protagoniste a décidé au départ le rythme et la conclusion.

L'homme et la femme se livrent séparément à un lent onanisme, chacun rattaché à la voix de l'autre. Le téléphone joue le rôle du troisième larron dans une parodie... solitaire. *Vox* est un grand et beau roman érotique. Chaque personnage jouit de ses images, implore l'autre de leur inculquer suffisamment de vraisemblance. Le contrat est ici respecté dans la mesure où les protagonistes ne se rencontrent pas. Dans cette histoire des corps, Orphée et Eurydice ne se voient ni ne se touchent. Ils s'inventent à partir d'un double monologue, jouissent des phrases qui déclenchent le désir mais craignent de vérifier le plaisir du plaisir.

Ces deux romans renouvellent la tradition érotique. Sans rien oier du constat tragique de l'impossibilité de connaître l'autre, ils sont un bymne jouissif à la richesse de l'imaginaire. L'homme peut se regarder multiple, à la fois maître et serviteur, metteur en scène, acteur et voyeur de son propre spectacle. Ces deux romans disent sans fausse honte que l'érotisme est le discours du désir.

Hugo Marsan

Un enfant de Miss Pym

L'ART DE LA FUGUE  
(The Easy Way Out)  
de Stephen Mc Cawley.  
Traduit de l'anglais  
(États-Unis) par  
Marie-Caroline Aubert.  
Denoël, 478 p., 145 F.

Qui aurait cru que le si britannique Barbara Pym allait trouver de l'autre côté de l'Atlantique son équivalent américain, et gay de surcroît ? Remplacez les églises anglicanes chères au cœur de Barbara par une école maternelle ou une agence de voyages. A la place de l'institut des études africaines de Londres, choisissez une université branchée de New York. Substituez par un couple d'hommes de trente ans les couples mal ficelés de l'humoriste péruvien des années 50. Les kermesses et ventes de charité, troquez-les pour des fêtes universitaires de fin d'année ou des réunions sociologiques... Et vous découvrirez que l'horre n'a pas d'âge, pas de sexe, pas de pays. A moins qu'il ne faille chercher plus loin un commun dénominateur : sans doute dans l'esprit anglo-saxon, dans un art incomparable de se tourner soi-même en dérision, dans une attention minutieuse aux gestes quotidiens, aux rituels, aux petites habitudes, aux mots murmurés ou clamés.

Avec deux romans (1), Stephen Mc Cawley a su irrésistiblement placer sa voix, poser son ton. Nous devenons aussitôt familiers de son narrateur, de ses anglosaises paranoïaques, de son talent aigu d'observateur, de ses amours malheureuses, de ses amitiés passionnelles. Il manque aux années 80 des américaines un écrivain qui sache regarder son temps, trôner sur ses contemporains, mais surtout se prendre soi-même pour première cible. Car ce ne suscite jamais mieux le rire qu'en dénonçant ses propres défauts.

L'autodérision douce

La littérature gay a été, aux États-Unis, sociologique (John Rechy), poétique (Christopher Isherwood), militante (James Baldwin), psychologique (David Leavitt, Edmund White), pathétique (Tennessee Williams). L'humour y était rare, sinon sous la forme du sarcasme ou du grotesque. Avec Stephen Mc Cawley, c'est le règne de l'autodérision douce.

Patrick, le narrateur, travaille donc à Boston, dans une agence de voyages qui répond au nom révélateur d'Only Connect : hommage codé à la célèbre devinette d'E. M. Forster (*voir le Monde des livres*, du 28 mai). Il vit conjugalement avec Arthur, un avocat des causes nobles, qui aurait, du reste, bien du travail en ce moment en France. Arthur tente d'empêcher les expulsions abusives d'étrangers et les aide à obtenir leurs titres de séjour. Il y a, entre Patrick et Arthur, un malentendu qui n'a rien d'inhabituel dans les mariages. Le confort matériel de la vie à deux l'emporte sur la nécessité sentimentale d'une vie commune.

Le mariage et divorce de ses deux frères, Tony et Ryan, la vie sexuelle de sa collègue Sharon, sorte de bombe de la philanthropie catastrophique, la solitude partagée de ses parents et les innombrables traces professionnelles lui font oublier son propre cas. Les conseils qu'il donne aux autres, il ne sait pas en profiter en premier lieu.

Bien qu'il s'en tienne toujours à des situations très prosaïques, Mc Cawley fait preuve d'une grande finesse psychologique : vive, naturelle, sans esbroufe. Certes, il n'y a pas de lucidité sans un soupçon de cynisme et d'amertume. Mais Barbara Pym non plus ne devait pas être parfaitement heureuse.

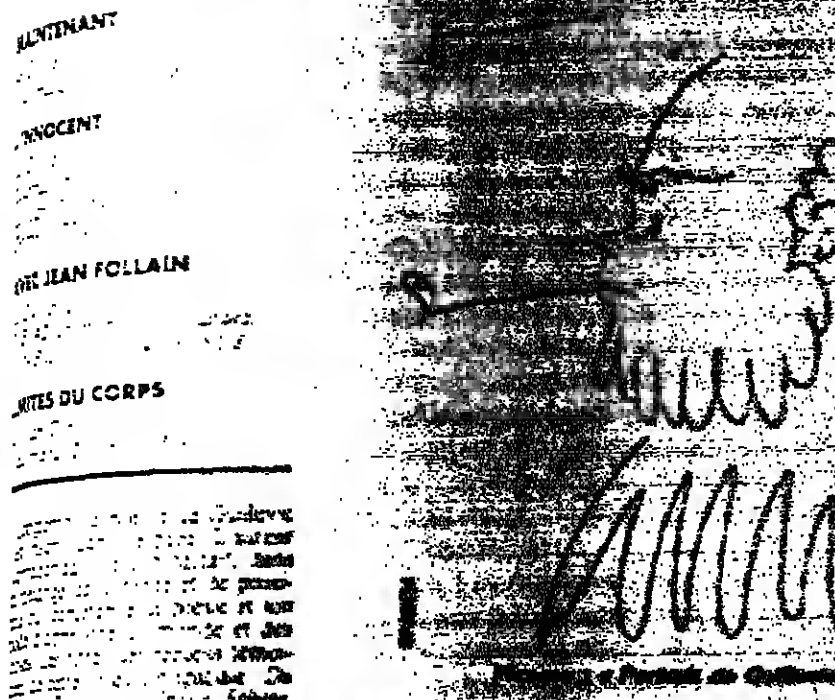
Il faut le reconnaître, les bons narrateurs sont rares dans la littérature romanesque : ceux qui savent créer des personnages auxquels on s'attache tout de suite, qui dessinent des décors où l'on se reconnaît avec plaisir, qui évitent des dialogues justes et efficaces. Les livres qu'on lit en maudissant le coup de téléphone qui vous interrompt ou les obligations qui vous retardent exigent qu'on les signale sur-le-champ. Par charité littéraire.

René de Ceccatty

(1) Le précédent, *Objet de mon affection*, a été également publié par Denoël, dans la collection de Cynthia Liebow.

Guillevie, le temp

Toutel et Guillevie s'apprennent par à peu... et à la fin, ils s'embrassent.



ce qui se fait... et à la fin, ils s'embrassent.

ce qui se fait... et à la fin, ils s'embrassent.

ce qui se fait... et à la fin, ils s'embrassent.

ce qui se fait... et à la fin, ils s'embrassent.

ce qui se fait... et à la fin, ils s'embrassent.

ce qui se fait... et à la fin, ils s'embrassent.

ce qui se fait... et à la fin, ils s'embrassent.

ce qui se fait... et à la fin, ils s'embrassent.

ce qui se fait... et à la fin, ils s'embrassent.

ce qui se fait... et à la fin, ils s'embrassent.

ce qui se fait... et à la fin, ils s'embrassent.

ce qui se fait... et à la fin, ils s'embrassent.

ce qui se fait... et à la fin, ils s'embrassent.

ce qui se fait... et à la fin, ils s'embrassent.

ce qui se fait... et à la fin, ils s'embrassent.

ce qui se fait... et à la fin, ils s'embrassent.



# Guillevic, le temps retrouvé

Tortel et Guillevic n'appartenaient pas à un groupe ou à une école : ils étaient amis, ils partageaient « une réelle fraternité poétique »

**MAINTENANT**  
de Guillevic.  
Gallimard, 190 p., 90 F.

**L'INNOCENT**  
de Guillevic.  
Illustrations  
de Marc Desgranchamps,  
Deyrolle, 75 F.

**AVEC JEAN FOLLAIN**  
de Guillevic.  
PAP (42, chemin des Villardes,  
1009 Pully-Suisse), 45 p., 60 F.

**LIMITES DU CORPS**  
de Jean Tortel.  
Gallimard, 230 p., 105 F.

Longtemps le poème de Guillevic s'est inscrit dans l'espace. L'auteur l'appréhendait, le combattait, dans un mélange de distance et de proximité qui caractérise sa poésie et son mode d'approche du monde et des choses. Les titres des recueils témoignent de cette obsession spatiale : *Du domaine, Paroi, Ville, Inlet, Spirale*, etc. L'homme chez Guillevic doit à la fois définir son propre espace et se définir par rapport à l'espace. Le poète l'a fait, tout au long d'une œuvre qui s'étend sur un demi-siècle, par approches successives, par « creusements ».

La dimension temporelle est un peu moins présente, moins évidente. On peut presque s'étonner de voir un recueil de Guillevic s'appeler *Maintenant*. Il a souvent abordé de biais : « Je vais voyager / Par les / mers / Errant, cherchant / Essayer / D'échapper au temps ». Guillevic a besoin de ressusciter les choses physiquement, concrètement, il a besoin de peser sur les choses ou de sentir leur poids, leur matière.

Mais comment appréhender le temps vraiment concrètement ? Pour l'approcher, il a besoin de l'espace : « Que faut-il donc faire / Pour que ce / jour / Devienne un lieu où le temps / Se comporte en ami ». Il faut en prendre la mesure : « Cet angle droit / Que j'essais, moi / De faire avec le / temps ». Faire de cette absence de matière, une matière : « On s'enfonce dans ce / Qui n'a pas de paroi / Ni de fond / On s'enfonce dans le temps ».

C'est ce parcours que décrit le nouveau poème de Guillevic, qui va avoir quatre-vingt-six ans. Patiemment élaboré pendant six ans, plus abouti que le recueil précédent, le *Chant*, *Maintenant* aborde d'autres thèmes guilleviciens, les creuse. Mais

ce qui en est le thème central, récurrent, qui lui donne sa colonne vertébrale, qui en fait sa consistance, c'est bien cette « longue marche / Dans le temps » / *A travers le temps*. Et ce lent cheminement n'est pas vain, il aboutit à une réconciliation : « J'ose / Maintenant est ici / Mais le saisir / Pour le posséder / Echapper à la / durée / Plonger dans cette heure / Au plus profond du temps / Dans cela qui parait / Être la racine du temps ».

Dans ses derniers poèmes, Guillevic s'approche de plus en plus du centre, de la racine : « En vérité / Tu es à la recherche de la source / Celle où tu serais toi-même / Et tout ce qui existe », écrit-il dans le très beau *Innocent*. Il ne l'atteint jamais, mais cette inaccessibilité n'est plus douloureuse. Guillevic sait qu'il peut encore s'approcher de la source et que cette approche, lente, inquiète, douloureuse, joyeuse, donne au poème sa beauté.

En 1970, dans le passionnant petit essai qu'il a consacré à son ami Guillevic (1), Jean Tortel parlait de « l'annonce de l'écrivain » vers un état qu'on pourrait appeler de « sérénité ». Chaque nouveau recueil, depuis, a confirmé cette impression. La sérénité vient surtout de la forme trouvée par Guillevic : le poème, souvent long, se compose d'une suite de vers, souvent brefs. Les inquiétudes, les détresses, constamment présentes, sont canalisées par cette

forme fixe et mouvante, qui s'affine sans cesse, qui a permis au poète de trouver et d'affirmer son accord au monde.

« Ce que je vois, / Où je suis »

Tortel appartient à cette génération de poètes que Guillevic salue dans le petit livre d'hommage qu'il vient de consacrer à Jean Follain : « Si, dans notre génération, nous n'avons jamais formé ni groupe, ni école, seule la mort de l'un ou de l'autre a porté atteinte à notre réseau d'amitié, cimenté par l'estime et le respect réciproques de l'homme et de l'œuvre. Je crois pouvoir dire que, parce que ces individualités étaient également fortes, j'ai partagé alors avec Follain, Audelbert, Frénaud, Tardieu, Quenou – pour ne parler que des parisiens – une réelle fraternité poétique ».

Ce très beau texte montre combien l'amitié, loin de porter à la complaisance, permet à la fois la ferveur et la justesse critique. Le recueil de Tortel sur Guillevic le prouvait déjà.

On pourrait presque voir une pointe de regret dans la remarque de Tortel, mort au début de l'année (le *Monde* du 3 mars), sur « la sérénité » de l'auteur de *Carnac*. En 1970, il vit, lui, une période de renouvellement poétique qui se lui apporte pas

vraiment la sérénité, qui ne la cherche pas. Le recueil proposé par Gallimard, préfacé par Henri Deluy, permet de suivre ce parcours en présentant un choix de poèmes publiés entre 1965 et 1973 (2).

A cette époque, Jean Tortel s'aperçoit « que l'émotion lyrique devant l'objet est trop facile à recevoir et à appréhender (3) ». Il recense alors son objet poétique, se limite à l'espace. Le poème doit se limiter au regard et au travail du vers, creuser inlassablement à l'intérieur de ces limites : « L'écriture n'est pas ouïe des limites. L'écriture est ici même, dans un quotidien qui ne s'oppose pas à elle (4) ».

À partir des années 60, le quotidien sera son jardin d'Avignon, où il prend sa retraite. C'est dans ce paysage, à partir de lui, qu'il s'inscrira les poèmes, qui partent souvent d'un constat : « Ce que je vois, où je suis ». Beaucoup de textes commencent par « Ici », « Là », « Ce », « Ceci », « C'est ». Il s'agit de mettre en relation ce que le poète voit et ce qu'il écrit : « Le soleil capot se repose / Sur la table où je vous l'écrite ».

Le poème explore ce va-et-vient incessant entre le regard, le jardin, le corps, l'écriture, le vers. Il impose peu à peu son propre espace – les blancs procèdent de plus en plus d'importance –, sa propre syntaxe, sa propre ponctuation. Jusqu'à sa mort Jean Tortel ne cessera d'explorer les limites de « cette chose physique et corporelle », de cette matière vivante qu'est le vers : « Une lettre changée reconnaît le monde / Excitant ».

Alain Salles

- (1) Dans la collection « Poèmes d'aujourd'hui » chez Seghers (n° 44).
- (2) Les poèmes sont extraits de *Illes* (1965), *Requiem* (1968), *Limites du regard* (1971) et *Instantané* (1973), tous publiés par Gallimard. Les recueils suivants de Tortel ont paru pour la plupart chez Flammarion.
- (3) L'*Humain* du 27 novembre 1990.
- (4) Entretien avec Daniel Leuwers (Revue Europe n° 729/730, janvier-février 1990).

« Ami des artistes, Guillevic publie un album Yves Harniblot, *Pierres sculptées*. A propos du sculpteur, il écrit : « Ce que je cherche, c'est / Le secret qu'on appelle beauté », et plus loin : « Mais la beauté n'est pas / Un lieu où l'on arrive / La beauté est un point de départ ». Photographies de Sylvain Cambon, Ed. Pierro, 80 p., 140 F. Guillevic publie également *Elle* (Illustrations de Pierre-Yves Gervais, Deyrolle éd., 85 F.).

M. Cerrillo, le président de cette Loge, se mettrait secrètement en rapport avec Law, maçon convaincu, capitaine du trois-mâts le *PCE* (Peace-Comfort-Ease) pour recueillir à son bord les déportés fugitifs et les conduire en Australie.

Quant à la solidarité des fugitifs vantée par l'écrivain Rochefort, elle ne ressort pas de ce récit-là. Une fin à Sydney, les dix hommes connaîtront des fortunes diverses. On se séparera sur des paroles aigres. Et si Rochefort, rentré en France en 1880, à la faveur de l'amnistie, reprendra sa plume politique dans *l'Intransigeant*, Baillière, revenu à Nouméa, après deux ans d'acharnement contre la Banque de l'Indochine et les directeurs du Nickel, se repliera, aigri, à Clermont-Ferrand, où il fera de la propagande boulangiste. En 1900, il réussira même à se faire élire à la mairie de Paris.

On est loin de l'héroïque romantisme de l'*Évadé* et du mélodrame d'une poignée d'insurrectionnels qui n'avaient entrevu la Nouvelle-Calédonie qu'à travers le prisme déformant de leurs révoltes. Ceux qui ont bien voulu y rester et y faire souche ont reçu leur récompense. Le « Caillou » la a adoptée.

Jacqueline Sènes est l'auteur de la *Vie quotidienne en Nouvelle-Calédonie, de 1850 à nos jours* (Hachette, 1985).

## L'homme qui en a trop vu

**LES TRENTE PREMIÈRES ANNÉES**  
L'Enfant que tu étais  
Ni guerre ni paix  
Les Fêtes cruelles  
d'Alain Bosquet.  
Précédé d'un entretien  
avec Ismaïl Kadaré,  
Grasset, 590 p., 160 F.

Alain Bosquet est suffisamment d'ennemis, qui critiquent son jeu social, relusent de le lire, pour qu'on soit assuré qu'il n'est pas un mauvais écrivain. Mais il fait, lui-même, beaucoup d'efforts pour qu'on ne l'aime pas. Se rendre détestable semble être l'un de ses plaisirs. Personnage très ancré dans le milieu littéraire parisien (membre de multiples jurys dont le Renaudot, critique au *Quotidien* de Paris et au *Figaro*, longtemps lecteur chez Grasset et critique au *Monde*), il affiche pour l'édit milieu le froid mépris d'un homme cultivé pour des anphibies prétendant lui en remontrer en matière de lecture et de goût.

Lecteur infatigable et exceptionnel, il pourrait faire la liste des critiques qui parlent des livres sans les lire – et apporter la preuve de ses accusations. Il se contente de deux ou trois mots assassins au cours d'un dîner. Cela ne lui est pas pardonné.

En lisant la trilogie autobiographique (1) que Grasset réédite aujourd'hui – imprimée trop serrée, on comprendra mieux la distance avec laquelle Alain Bosquet regarde les églises dérisoires – les siennes comprises – du « Paris des lettres » de ce vingtième siècle finissant. Il ne croit plus qu'à ce qu'il lit, et il a raison.

« Ne pas en tirer la moindre morale »

« Je suis né du traité de Versailles, j'ai failli mourir pour Dantzig, j'ai débarrasé en Normandie, j'ai pris Berlin. (...) L'Enfant du siècle, je suis aussi son bétail, et déjà son grand-père », écrit Bosquet. De la Russie de sa naissance à la France, en passant par la Bulgarie, la Belgique, les États-Unis, l'Allemagne, où il lut parmi les premiers soldats à entrer à Buchenwald (il était engagé dans l'armée américaine), Alain Bosquet en a trop vu. A trente ans, quand Anatole Bisk, « Tolia », a choisi de devenir définitivement « exaltationniste ». Certes, l'époque était terrible, l'Europe se mourait. Au cœur de Herlem, le jeune Tolia découvrit Fats Waller et préférait Duke Ellington à Louis Armstrong... On aurait voulu être là. On eût la chance d'y être, grâce à ce livre.

Josyane Savigneau

(1) Jacqueline Piatier a longuement analysé l'*Enfant que tu étais* dans « Le Monde des livres » du 5 février 1982. *Ni guerre ni paix* dans « Le Monde des livres » du 4 mars 1983 et *Les Fêtes cruelles* dans « Le Monde des livres » du 11 mai 1984.

(2) Gallimard, 1987.

## Un communard en Nouvelle-Calédonie

Henri Rochefort raconte très librement son évasion dans un roman fort peu « canaque »

**L'ÉVADÉ**  
Roman canaque  
d'Henri Rochefort.  
Viviane Hamy, 413 p., 149 F.

Tout est « canaque », ce roman que le communard Henri Rochefort écrit après sa déportation en Nouvelle-Calédonie et que Viviane Hamy republie aujourd'hui. Paru chez Charpentier en 1880, il fut réédité en 1984 dans une pittoresque édition illustrée. Le terme « canaque » ne veut que par l'ironie du Parisien à vouloir souligner la caricature de l'exil auquel on le condamne et son exotisme grossier. A cette époque, tout ce qui concerne « l'homme des tribus » n'intéresse pas les politiques et, mis à part Louise Michel, vouée aux enfants d'une brousse inculte, les insurgés de 1871 ne ouvriront envers le monde mélanésien qu'un intérêt mineur, souvent railleur, quelquefois franchement hostile.

L'*Évadé* n'a donc rien de canaque. Il est typiquement boulangiste. Un vaudeville. Les personnages s'y meuvent, sommaires et divertissants. Mais si le décor tient de la parodie, le rythme du récit nous alerte. L'aventure y va bon train, du cabanon où le député de Paris purge sa peine, mollet « jaris-torique » et voix de tribun, jusqu'à son canot à quatre rames vers lequel on conspire et qui manœuvre la nuit entre le port de Nouméa et la presqu'île damnée, sur une mer infestée de requins.

Dancade, le héros du récit, c'est

lui, le marquis de Rochefort-Luçay, le journaliste frondeur du *Charivari*, le fondateur impertinent de la *Lanterne*. Il a trente-deux ans. On lui a rasé la toison et coupé la barbe, mais pas la langue, qu'il tire avec irrévérence à toutes ses bêtes noires, retrouvées aux antipodes : les curés, les gardes-chiourme et les banques. Arrêté à Paris, ou printemps 1871, en tant que membre du gouvernement de la défection nationale, avec son secrétaire Eugène Mourou, il est entré en rade de Nouméa, sur le *Virginie*, le 8 décembre 1873, en plein cœur de l'été austral.

**L'Histoire en embuscade**

Il fait partie des « blindés ». Ainsi sont appelés ceux qu'on a condamnés aux enceintes fortifiées et qui, au bout du monde, seront lâchés sur cette presqu'île dite « de Ducos », aux portes de Nouméa. Qu'importe ! Le héros Rochefort-Dancade met à profit ce qu'il a sous la main : son gourbi, une auto-nomie de 25 kilomètres, des compagnons, gens de plume ou artisans des palétuviers, pour préparer l'évasion ! Car c'est bien de cela qu'il s'agit : fuir ! Au hasard d'un complot, par ailleurs parfaitement raté, le récit brasse des sentiments conventionnels, clichés propres à émouvoir la tripe populaire.

Tout cela ne serait guère passionnant si, au détour des pages, on n'y surprenait l'Histoire en embuscade.

Il est clair que ce groupe de débraillés qui palabrait sous les noms de Florissant, Alavall, Kervalec et Glardon, « le petit brun qui porte encore à la joue la trace d'un éclat d'obus reçu au Châteauneuf », ce sont les Fédérés, Olivier Pain, Pascal Groussier et l'architecte Baillière, encore que celui-ci ne connut pas l'exil de Ducos, mais celui de l'île des Pins. Si l'*Évadé* est un récit fictif assez effrontément inventé, il n'en recèle pas moins une gerbe de souvenirs que Rochefort dérobe à sa mémoire de condamné.

Tout de même, au bout du compte, l'*Évadé* déçoit. De ce que fut vraiment l'affaire Rochefort en Nouvelle-Calédonie, on ne saura rien. Un autre la décrit et une longue rumination gringante, sous le titre *Les Aventures du marquis de Rochefort et de l'œuvre dans les prisons françaises, dans la presqu'île de Ducos, durant l'évasion de Nouméa et pendant l'exil, avec suite en France*, mémoire éditée chez Jouvry en 1903. L'auteur, c'est Achille Baillière, l'architecte communal qui avait été autorisé à exercer sa profession à Nouméa. Si le romancier Rochefort s'attache à faire croire aux côtés empiriques de son aventure, le chroniqueur Baillière nous révèle le contraire.

Historiquement, l'évasion de Rochefort a été l'œuvre parfaitement organisée de la franc-maçonnerie qui a coordonné les efforts conjugués des frères exilés et des frères de la grande île. Le Calédonien M. Sauvan, gardien de la Loge dénommée « l'Union calédonienne »,

Les Éditions de l'Œuvre

# DARCANGES

Vient de paraître

## LA RENTRÉE DES CLASSES

EN VENTE

- Les Grandes Fêtes d'Août
- Contre le chômage : l'écologie au pouvoir

DISTRIBUTION **distique** 28112 LUCÉ - Fax : 37 30 78 65



## De Shakespeare à Hollywood

LE DÉMI DE SAVOIR  
DANS SIX PIÈCES  
DE SHAKESPEARE

de Stanley Cavell.  
Traduit de l'anglais (États-Unis)  
par Jean-Pierre Maquerlot.  
Seuil, 336 p., 160 F.

**LA RECHERCHE  
DU BONHEUR  
HOLLYWOOD ET LA COMÉDIE  
DU REMARIAGE**  
de Stanley Cavell.  
Traduit de l'anglais (États-Unis)  
par Christian Fournier  
et Sandra Laugier.  
Cahiers du cinéma.  
272 p., 165 F.

Né en 1926, Stanley Cavell a fait toute sa carrière à l'université Harvard. Son œuvre comprend de brefs essais, comme ceux qu'il a publiés ces dernières années dans les éditions de l'Éclat (1) ainsi qu'une demi-douzaine de livres plus consistants dont deux viennent d'être traduits simultanément en français. Ce philosophe déjà célèbre outre-Atlantique par son style qui par ses canons d'intérêt de la plupart de ses collègues américains, Cavell ne se passionne pas pour la logique ni pour la philosophie des sciences. Il a, en revanche, beaucoup réfléchi sur le théâtre et sur le cinéma. Mais si le *Démi de savoir* est consacré à l'analyse de six pièces du grand Will (Hamlet, Othello, Coriolan, le Roi Lear, la Comédie d'hiver, Antoine et Cléopâtre), la tonalité de l'ouvrage est celle d'un livre en fait tout autre chose qu'un ouvrage d'érudition shakespearienne.

Pour Cavell, les pièces en question révèlent que Shakespeare — né la même année que Galilée et plus vieux d'une bonne génération que Descartes — est le premier écrivain européen à avoir pressenti les risques que la montée du scepticisme allait faire courir à l'esprit moderne. Fruit de la Renaissance et d'une meilleure connaissance du réel, le scepticisme ne devait plus tarder effectivement à se retourner contre la rationalité lui-même. Descartes, Kant, Wittgenstein et bien d'autres seraient obligés de chercher dans les ramifications de cette maladie du savoir. Sans grand succès d'ailleurs, puisque la maladie ne cessait plus de nous empoisonner le vie.

Shakespeare a donc eu, selon Cavell, l'intuition de cette dérive. De fait, Hamlet, Othello et nombre de ses personnages sont des âmes dévorées par le doute, dangereuse passion qui les conduit à la folie ou à la mort. Shakespeare ne le leur reproche pas, mais parvient à montrer, par la logique même de ses pièces, comment le scepticisme aurait pu être traversé, dépassé, et finalement remplacé par une forme d'attitude à la fois plus modeste et plus positive. Nous ne pouvons certes pas tout savoir ni être sûrs de quoi que ce

soit à 100 %. Il y a pourtant des vérités simples, des évidences pratiques que nous ferions mieux d'accepter. Ne serait-ce que parce que, sans elles, nous ne pouvons vivre.

Cette conclusion pragmatique qu'adopte Cavell rapproche ce dernier de quelques-uns des pères fondateurs de la philosophie américaine, Jemaa et Dewey d'une part, Emerson et Thoreau de l'autre. Mais si Cavell cite fréquemment ces auteurs, il ne se range pas pour autant sous le bannière du pragmatisme. Sa propre position est plus complexe. Tout en se voulant profondément américain, il souhaite aussi jeter des ponts en direction de la pensée européenne. Il se sent des affinités avec Freud, Heidegger, Derrida et Lacan. On s'en rend particulièrement compte en lisant *La recherche du bonheur*.

Heidegger  
et Buster Keaton

Publié aux États-Unis en 1981, ce dernier essai nous propose, hors des sentiers battus, une stimulante lecture de la comédie hollywoodienne, et plus précisément de la « comédie du remariage ». Sous cette expression, Cavell range une série de films réalisés dans les années 30 et 40 dont l'intrigue tourne autour du remariage entre un homme et une femme entre lesquels l'amour semblait éteint.

Il montre que ces films, dus à des cinéastes fort divers (Frank Capra, Howard Hawks, George Cukor, Leo McCarey), reflètent pourtant un même état d'esprit. On y entend régulièrement les deux héros — souvent interprétés par les mêmes acteurs — discuter longuement de la leur situation, de l'incompréhension, entra les sexes, de la nécessité du pardon. Et leurs propos, comme ceux des héros shakespeariens, suggèrent par quelles voies la doute pourrait être surmonté, le bonheur reconquis.

La trajectoire de Cavell nous rend attentifs à ce que montre le cinéma. Ca dernier partagea, à l'an croira, une préoccupation commune avec la philosophie contemporaine : nous apprendre à regarder le monde où nous vivons, à découvrir la présence du réel en nous et hors de nous.

La leçon de Wittgenstein ou de Heidegger serait donc la même, au bout du compte, que celle de Buster Keaton. Les cinéastes, comme les philosophes, sont là pour nous ramener à la réalité. Leur principale utilité est de nous ouvrir les yeux. L'existence heureuse mille manières d'y parvenir. Même si, peut-être, aucune ne saurait surpasser, avant longtemps, celle de Buster Keaton.

Christian Delacampagne

(1) Une nouvelle Amérique encore inexplorée, 1991 ; *Status of Emerson*, 1992 (« Le Monde des Livres » du 12 février).

## L'esthétique, la religion et le divan

Le psychanalyste Guy Rosolato parcourt les arts et les croyances en dissident du lacanisme

POUR UNE PSYCHANALYSE  
EXPLORATRICE  
DANS LA CULTURE

de Guy Rosolato.  
PUF, coll. « Bibliothèque  
de psychanalyse »,  
304 p., 178 F.

La psychanalyse appliquée à ses contemporains, même chez les psychanalystes. Elle a aussi ses héros, de tendances et d'inspirations diverses. De tous ceux qui ont quitté Lacan, après avoir été ses disciples, Guy Rosolato est sans doute celui dont la pensée est restée la plus proche de lui. Psychanalyste « exploratrice » plutôt qu'« appliquée », l'auteur s'explique de ce choix. Il dresse la carte de la contrée dont il se veut l'explorateur, recensant, classant, définissant son approche, énumérant ses outils.

Nous avons le sentiment d'être en face d'une pensée très systématique, très ferme dans ses options, très précise dans ses références. Face au flou existant dans ce domaine, on ne saurait s'en plaindre, bien qu'on se sente parfois contraint par la mise en place de la machinerie qu'il construit. On est impressionné par l'étendue du domaine exploré : arts visuels, lettres, surréalisme — auquel il faut faire une place à part — musique, religion et société. Rosolato n'est pas de ces psychanalystes qui, le cœur et le langage à la main, se lancent à l'aveugle à partir d'une idée, associant des vérités et les plaquant sur des œuvres dont ils ignorent le contexte, les exigences spécifiques à l'art qui les porte, les techniques qui les façonnent. Il soutient la confrontation avec les spécialistes de la discipline. Enfin, fait notable, son exploration porte sur des œuvres dont beaucoup sont contemporaines.

La frontière  
de l'inconnu

Il démontre ici l'utilité des concepts auxquels il continue d'adhérer (la signification lacanienne, ou qu'il a modifiés et complétés (les signifiants de détermination, le démantèlement de Lacan et de ses successeurs), ceux enfin qu'il a créés : *oscillation métaphorico-métonymique*, *relation d'inconnu* et surtout l'omniprésent *objet de perspective*. Ce dernier, hautement polysémique, est la cheville ouvrière de tout son travail. Envisagé comme un espace entre des champs antagoniques, visible/invisible, connu/inconnu, il est une interface.

Les prolongements de ces oppositions sont infinis. En fait, il s'agit d'une sorte de point limite, au-delà duquel le concept hâsule dans son opposé. Mais, de toutes les oppositions, celle qui est à la frontière de l'inconnu est la plus importante. Divers domaines s'entreouvrent ici, qui



Guy Rosolato : une pensée ferme et précise.

concernent aussi bien la différence des sexes (où le maternel s'identifie, par la castration, avec l'inconnu) et sans doute aussi la différence qui sépare signifiant verbal-digital et signifiants visuels-analogiques ou de démarcation. On sent l'auteur perpétuellement soucieux de définir les rapports entre le vu et l'entendu ou entre le visuel et l'auditivo-verbal.

Rosolato, de toute circonstance, édifie sa réflexion sur la clé de voûte du langage (la triade « laogage-Père-symbolique » reflète ce souci) mais, dissident du lacanisme, il marque fortement la place du visuel qu'il rattache au maternel. Il ne manque pas de souligner l'importance de la décision du concile de Nicée tranchant en faveur de l'acceptation du culte des images — ces icônes dont il est un fervent admirateur. Ici, une autre triade fait pendant à la précédente : Mère-mort-inconnu. Rosolato reconnaît qu'il y a dans sa démarche « concentration » sur l'esthétique et la religion. Certes, mais quel que soit l'intérêt de ses études sur les lettres « pures », ce n'est pas de ce côté-là qu'on rencontrera ce qui est cher à son cœur.

Breton  
et Artaud

Il faudra chercher, d'abord et avant tout, du côté du surréalisme, qui est beaucoup plus qu'une esthétique : un style de vie, une éthique. Deux études ici méritent d'être distinguées : celle sur *l'Amour fou*, où Breton est saisi au plus près de sa pensée et celle sur Artaud, où le cri déchirant

de l'auteur de *Pour en finir avec le jugement de Dieu* fait sauter les frontières entre l'art, l'éthique et la vie. Il faut lire ces deux chapitres à la suite. Ils illustrent admirablement les apories du surréalisme et les destinées des surréalistes : Breton, merveilleux alchimiste, maître à penser du mouvement, grand orfèvre de la langue, mourra dans son lit et n'aura fréquenté les « asiles » que pour un court séjour et du bon côté de la barrière comme interne plutôt que comme interné.

Un accroc qui fait toute la différence avec Artaud, dont la tragédie a été payée de la dévastation de son propre esprit et de l'enfermement parmi les aliénés. Rosolato transmet l'extrême souffrance qui se dégage de l'écriture d'Artaud, il le fait sans psychanalyser à outrance le cas et sans céder à la facilité d'en faire une victime des psychiatres, car il connaît trop la question pour se livrer à une démagogie facile. Breton et Artaud représentent les deux faces du surréalisme, celles qui pourraient voir s'opposer l'esthétisme et le tragique.

Cette sensibilité de l'auteur, que l'on sent sollicitée à tous les moments où son propos traite de ce qui concerne l'au-delà du signifiant, n'est-elle pas tributaire de la place que tient la musique pour lui ? La musique, peut-être plus que la peinture ou la littérature, nous met en contact avec la pulsion, et celle-ci nous aide à comprendre le tragique. Rosolato ne manque d'ailleurs pas de rappeler le souvenir de ceux qui sont tombés au champ d'honneur du mouvement surréaliste, faisant le sacrifice de leur vie en se donnant la mort. La liste est longue.

Le sacrifice est au cœur de la pensée de Rosolato. Il couvre un domaine dont les limites se confondent avec celles de la culture. Du sacrifice religieux au sacrifice de la castration, on retrouve partout les traces de cet organisateur culturel. Il y a dans les accents de Rosolato quelque chose d'émouvant : une exaltation des valeurs de la vie, une libération de l'Eros auxquelles fait pendant une présence de la mort qui ne se fait jamais oublier.

C'est que la grande affaire de Rosolato, la première en tous sens, est la religion. « Présente mystique » est remarquable par l'étendue de la perspective, la profondeur de la réflexion, la pertinence de ses incidences actuelles. Rosolato est sans doute l'analyste le plus versé dans les questions religieuses relatives au monothéisme. Nul ne couvre comme lui la pensée des trois religions monothéistes vues d'après leurs différences et selon leurs points de tangence.

Une hypothèse vient à la lecture de ce recueil composé de façon thématique, ce qui oblige à une reconstitution chronologique pour saisir le développement de cette pensée. On pourrait considérer les écrits de Rosolato sur la religion, la filiation, les idoles etc. comme le fondement de son œuvre, sa base de départ, mythique, idéale, son sédiment. Le surréalisme en aurait représenté une forme de libération la révolution surréaliste — mais en même temps le prolongement du domaine religieux — par l'importance accordée au merveilleux, à l'irrationnel, à l'inconnu. Enfin, la psychanalyse aurait constitué le dépassement ultérieur par l'accès à la vision « scientifique » des phénomènes qui appartiennent aux deux champs précédents.

À côté des séries avouées par l'auteur, d'autres sont suggérées qui recroisent les liaisons banales ou s'éloignent nos préjugés. Exemple : réalisme, connaissance, conscience. A ce positif, visuel, étié, substituez leur négatif : surréalisme, inconnu, inconscient. Que vos croyances bien établies laissent la place, non à l'incroyable, mais à l'incroyable. Le vrai est plus très loin. Il faudrait alors prévisible que Rosolato se tournât vers Lacan au moment de s'engager dans la psychanalyse, à la fois à cause des références religieuses de sa pensée (le nom du Père) et aussi parce qu'il fut étroitement mêlé à la vie du surréalisme. Mais était-il aussi prévisible qu'il le quitterait ? Quelques lignes consacrées au rôle du maître et de meneurs, en général, écrites après sa séparation, peuvent éclairer son choix, le mettre... en perspective.

André Green

## Le docteur Martin

Pean retracé par son fils, le docteur Martin

MYSTÉRIEUX DOCTEUR  
MARTIN 1895-1968

Le docteur Martin, un homme d'une grande sensibilité, d'une grande culture, d'une grande éthique, d'une grande humanité, d'une grande spiritualité, d'une grande foi, d'une grande charité, d'une grande sagesse, d'une grande bonté, d'une grande simplicité, d'une grande pureté, d'une grande sainteté, d'une grande gloire, d'une grande vie, d'une grande mort, d'une grande résurrection, d'une grande vie éternelle, d'une grande vie de gloire, d'une grande vie de sainteté, d'une grande vie de pureté, d'une grande vie de simplicité, d'une grande vie de bonté, d'une grande vie de sagesse, d'une grande vie de charité, d'une grande vie de foi, d'une grande vie de spiritualité, d'une grande vie de humanité, d'une grande vie de culture, d'une grande vie de sensibilité, d'une grande vie de mystère, d'une grande vie de miracle, d'une grande vie de prodige, d'une grande vie de merveille, d'une grande vie de gloire, d'une grande vie de sainteté, d'une grande vie de pureté, d'une grande vie de simplicité, d'une grande vie de bonté, d'une grande vie de sagesse, d'une grande vie de charité, d'une grande vie de foi, d'une grande vie de spiritualité, d'une grande vie de humanité, d'une grande vie de culture, d'une grande vie de sensibilité, d'une grande vie de mystère, d'une grande vie de miracle, d'une grande vie de prodige, d'une grande vie de merveille, d'une grande vie de gloire, d'une grande vie de sainteté, d'une grande vie de pureté, d'une grande vie de simplicité, d'une grande vie de bonté, d'une grande vie de sagesse, d'une grande vie de charité, d'une grande vie de foi, d'une grande vie de spiritualité, d'une grande vie de humanité, d'une grande vie de culture, d'une grande vie de sensibilité, d'une grande vie de mystère, d'une grande vie de miracle, d'une grande vie de prodige, d'une grande vie de merveille, d'une grande vie de gloire, d'une grande vie de sainteté, d'une grande vie de pureté, d'une grande vie de simplicité, d'une grande vie de bonté, d'une grande vie de sagesse, d'une grande vie de charité, d'une grande vie de foi, d'une grande vie de spiritualité, d'une grande vie de humanité, d'une grande vie de culture, d'une grande vie de sensibilité, d'une grande vie de mystère, d'une grande vie de miracle, d'une grande vie de prodige, d'une grande vie de merveille, d'une grande vie de gloire, d'une grande vie de sainteté, d'une grande vie de pureté, d'une grande vie de simplicité, d'une grande vie de bonté, d'une grande vie de sagesse, d'une grande vie de charité, d'une grande vie de foi, d'une grande vie de spiritualité, d'une grande vie de humanité, d'une grande vie de culture, d'une grande vie de sensibilité, d'une grande vie de mystère, d'une grande vie de miracle, d'une grande vie de prodige, d'une grande vie de merveille, d'une grande vie de gloire, d'une grande vie de sainteté, d'une grande vie de pureté, d'une grande vie de simplicité, d'une grande vie de bonté, d'une grande vie de sagesse, d'une grande vie de charité, d'une grande vie de foi, d'une grande vie de spiritualité, d'une grande vie de humanité, d'une grande vie de culture, d'une grande vie de sensibilité, d'une grande vie de mystère, d'une grande vie de miracle, d'une grande vie de prodige, d'une grande vie de merveille, d'une grande vie de gloire, d'une grande vie de sainteté, d'une grande vie de pureté, d'une grande vie de simplicité, d'une grande vie de bonté, d'une grande vie de sagesse, d'une grande vie de charité, d'une grande vie de foi, d'une grande vie de spiritualité, d'une grande vie de humanité, d'une grande vie de culture, d'une grande vie de sensibilité, d'une grande vie de mystère, d'une grande vie de miracle, d'une grande vie de prodige, d'une grande vie de merveille, d'une grande vie de gloire, d'une grande vie de sainteté, d'une grande vie de pureté, d'une grande vie de simplicité, d'une grande vie de bonté, d'une grande vie de sagesse, d'une grande vie de charité, d'une grande vie de foi, d'une grande vie de spiritualité, d'une grande vie de humanité, d'une grande vie de culture, d'une grande vie de sensibilité, d'une grande vie de mystère, d'une grande vie de miracle, d'une grande vie de prodige, d'une grande vie de merveille, d'une grande vie de gloire, d'une grande vie de sainteté, d'une grande vie de pureté, d'une grande vie de simplicité, d'une grande vie de bonté, d'une grande vie de sagesse, d'une grande vie de charité, d'une grande vie de foi, d'une grande vie de spiritualité, d'une grande vie de humanité, d'une grande vie de culture, d'une grande vie de sensibilité, d'une grande vie de mystère, d'une grande vie de miracle, d'une grande vie de prodige, d'une grande vie de merveille, d'une grande vie de gloire, d'une grande vie de sainteté, d'une grande vie de pureté, d'une grande vie de simplicité, d'une grande vie de bonté, d'une grande vie de sagesse, d'une grande vie de charité, d'une grande vie de foi, d'une grande vie de spiritualité, d'une grande vie de humanité, d'une grande vie de culture, d'une grande vie de sensibilité, d'une grande vie de mystère, d'une grande vie de miracle, d'une grande vie de prodige, d'une grande vie de merveille, d'une grande vie de gloire, d'une grande vie de sainteté, d'une grande vie de pureté, d'une grande vie de simplicité, d'une grande vie de bonté, d'une grande vie de sagesse, d'une grande vie de charité, d'une grande vie de foi, d'une grande vie de spiritualité, d'une grande vie de humanité, d'une grande vie de culture, d'une grande vie de sensibilité, d'une grande vie de mystère, d'une grande vie de miracle, d'une grande vie de prodige, d'une grande vie de merveille, d'une grande vie de gloire, d'une grande vie de sainteté, d'une grande vie de pureté, d'une grande vie de simplicité, d'une grande vie de bonté, d'une grande vie de sagesse, d'une grande vie de charité, d'une grande vie de foi, d'une grande vie de spiritualité, d'une grande vie de humanité, d'une grande vie de culture, d'une grande vie de sensibilité, d'une grande vie de mystère, d'une grande vie de miracle, d'une grande vie de prodige, d'une grande vie de merveille, d'une grande vie de gloire, d'une grande vie de sainteté, d'une grande vie de pureté, d'une grande vie de simplicité, d'une grande vie de bonté, d'une grande vie de sagesse, d'une grande vie de charité, d'une grande vie de foi, d'une grande vie de spiritualité, d'une grande vie de humanité, d'une grande vie de culture, d'une grande vie de sensibilité, d'une grande vie de mystère, d'une grande vie de miracle, d'une grande vie de prodige, d'une grande vie de merveille, d'une grande vie de gloire, d'une grande vie de sainteté, d'une grande vie de pureté, d'une grande vie de simplicité, d'une grande vie de bonté, d'une grande vie de sagesse, d'une grande vie de charité, d'une grande vie de foi, d'une grande vie de spiritualité, d'une grande vie de humanité, d'une grande vie de culture, d'une grande vie de sensibilité, d'une grande vie de mystère, d'une grande vie de miracle, d'une grande vie de prodige, d'une grande vie de merveille, d'une grande vie de gloire, d'une grande vie de sainteté, d'une grande vie de pureté, d'une grande vie de simplicité, d'une grande vie de bonté, d'une grande vie de sagesse, d'une grande vie de charité, d'une grande vie de foi, d'une grande vie de spiritualité, d'une grande vie de humanité, d'une grande vie de culture, d'une grande vie de sensibilité, d'une grande vie de mystère, d'une grande vie de miracle, d'une grande vie de prodige, d'une grande vie de merveille, d'une grande vie de gloire, d'une grande vie de sainteté, d'une grande vie de pureté, d'une grande vie de simplicité, d'une grande vie de bonté, d'une grande vie de sagesse, d'une grande vie de charité, d'une grande vie de foi, d'une grande vie de spiritualité, d'une grande vie de humanité, d'une grande vie de culture, d'une grande vie de sensibilité, d'une grande vie de mystère, d'une grande vie de miracle, d'une grande vie de prodige, d'une grande vie de merveille, d'une grande vie de gloire, d'une grande vie de sainteté, d'une grande vie de pureté, d'une grande vie de simplicité, d'une grande vie de bonté, d'une grande vie de sagesse, d'une grande vie de charité, d'une grande vie de foi, d'une grande vie de spiritualité, d'une grande vie de humanité, d'une grande vie de culture, d'une grande vie de sensibilité, d'une grande vie de mystère, d'une grande vie de miracle, d'une grande vie de prodige, d'une grande vie de merveille, d'une grande vie de gloire, d'une grande vie de sainteté, d'une grande vie de pureté, d'une grande vie de simplicité, d'une grande vie de bonté, d'une grande vie de sagesse, d'une grande vie de charité, d'une grande vie de foi, d'une grande vie de spiritualité, d'une grande vie de humanité, d'une grande vie de culture, d'une grande vie de sensibilité, d'une grande vie de mystère, d'une grande vie de miracle, d'une grande vie de prodige, d'une grande vie de merveille, d'une grande vie de gloire, d'une grande vie de sainteté, d'une grande vie de pureté, d'une grande vie de simplicité, d'une grande vie de bonté, d'une grande vie de sagesse, d'une grande vie de charité, d'une grande vie de foi, d'une grande vie de spiritualité, d'une grande vie de humanité, d'une grande vie de culture, d'une grande vie de sensibilité, d'une grande vie de mystère, d'une grande vie de miracle, d'une grande vie de prodige, d'une grande vie de merveille, d'une grande vie de gloire, d'une grande vie de sainteté, d'une grande vie de pureté, d'une grande vie de simplicité, d'une grande vie de bonté, d'une grande vie de sagesse, d'une grande vie de charité, d'une grande vie de foi, d'une grande vie de spiritualité, d'une grande vie de humanité, d'une grande vie de culture, d'une grande vie de sensibilité, d'une grande vie de mystère, d'une grande vie de miracle, d'une grande vie de prodige, d'une grande vie de merveille, d'une grande vie de gloire, d'une grande vie de sainteté, d'une grande vie de pureté, d'une grande vie de simplicité, d'une grande vie de bonté, d'une grande vie de sagesse, d'une grande vie de charité, d'une grande vie de foi, d'une grande vie de spiritualité, d'une grande vie de humanité, d'une grande vie de culture, d'une grande vie de sensibilité, d'une grande vie de mystère, d'une grande vie de miracle, d'une grande vie de prodige, d'une grande vie de merveille, d'une grande vie de gloire, d'une grande vie de sainteté, d'une grande vie de pureté, d'une grande vie de simplicité, d'une grande vie de bonté, d'une grande vie de sagesse, d'une grande vie de charité, d'une grande vie de foi, d'une grande vie de spiritualité, d'une grande vie de humanité, d'une grande vie de culture, d'une grande vie de sensibilité, d'une grande vie de mystère, d'une grande vie de miracle, d'une grande vie de prodige, d'une grande vie de merveille, d'une grande vie de gloire, d'une grande vie de sainteté, d'une grande vie de pureté, d'une grande vie de simplicité, d'une grande vie de bonté, d'une grande vie de sagesse, d'une grande vie de charité, d'une grande vie de foi, d'une grande vie de spiritualité, d'une grande vie de humanité, d'une grande vie de culture, d'une grande vie de sensibilité, d'une grande vie de mystère, d'une grande vie de miracle, d'une grande vie de prodige, d'une grande vie de merveille, d'une grande vie de gloire, d'une grande vie de sainteté, d'une grande vie de pureté, d'une grande vie de simplicité, d'une grande vie de bonté, d'une grande vie de sagesse, d'une grande vie de charité, d'une grande vie de foi, d'une grande vie de spiritualité, d'une grande vie de humanité, d'une grande vie de culture, d'une grande vie de sensibilité, d'une grande vie de mystère, d'une grande vie de miracle, d'une grande vie de prodige, d'une grande vie de merveille, d'une grande vie de gloire, d'une grande vie de sainteté, d'une grande vie de pureté, d'une grande vie de simplicité, d'une grande vie de bonté, d'une grande vie de sagesse, d'une grande vie de charité, d'une grande vie de foi, d'une grande vie de spiritualité, d'une grande vie de humanité, d'une grande vie de culture, d'une grande vie de sensibilité, d'une grande vie de mystère, d'une grande vie de miracle, d'une grande vie de prodige, d'une grande vie de merveille, d'une grande vie de gloire, d'une grande vie de sainteté, d'une grande vie de pureté, d'une grande vie de simplicité, d'une grande vie de bonté, d'une grande vie de sagesse, d'une grande vie de charité, d'une grande vie de foi, d'une grande vie de spiritualité, d'une grande vie de humanité, d'une grande vie de culture, d'une grande vie de sensibilité, d'une grande vie de mystère, d'une grande vie de miracle, d'une grande vie de prodige, d'une grande vie de merveille, d'une grande vie de gloire, d'une grande vie de sainteté, d'une grande vie de pureté, d'une grande vie de simplicité, d'une grande vie de bonté, d'une grande vie de sagesse, d'une grande vie de charité, d'une grande vie de foi, d'une grande vie de spiritualité, d'une grande vie de humanité, d'une grande vie de culture, d'une grande vie de sensibilité, d'une grande vie de mystère, d'une grande vie de miracle, d'une grande vie de prodige, d'une grande vie de merveille, d'une grande vie de gloire, d'une grande vie de sainteté, d'une grande vie de pureté, d'une grande vie de simplicité, d'une grande vie de bonté, d'une grande vie de sagesse, d'une grande vie de charité, d'une grande vie de foi, d'une grande vie de spiritualité, d'une grande vie de humanité, d'une grande vie de culture, d'une grande vie de sensibilité, d'une grande vie de mystère, d'une grande vie de miracle, d'une grande vie de prodige, d'une grande vie de merveille, d'une grande vie de gloire, d'une grande vie de sainteté, d'une grande vie de pureté, d'une grande vie de simplicité, d'une grande vie de bonté, d'une grande vie de sagesse, d'une grande vie de charité, d'une grande vie de foi, d'une grande vie de spiritualité, d'une grande vie de humanité, d'une grande vie de culture, d'une grande vie de sensibilité, d'une grande vie de mystère, d'une grande vie de miracle, d'une grande vie de prodige, d'une grande vie de merveille, d'une grande vie de gloire, d'une grande vie de sainteté, d'une grande vie de pureté, d'une grande vie de simplicité, d'une grande vie de bonté, d'une grande vie de sagesse, d'une grande vie de charité, d'une grande vie de foi, d'une grande vie de spiritualité, d'une grande vie de humanité, d'une grande vie de culture, d'une grande vie de sensibilité, d'une grande vie de mystère, d'une grande vie de miracle, d'une grande vie de prodige, d'une grande vie de merveille, d'une grande vie de gloire, d'une grande vie de sainteté, d'une grande vie de pureté, d'une grande vie de simplicité, d'une grande vie de bonté, d'une grande vie de sagesse, d'une grande vie de charité, d'une grande vie de foi, d'une grande vie de spiritualité, d'une grande vie de humanité, d'une grande vie de culture, d'une grande vie de sensibilité, d'une grande vie de mystère, d'une grande vie de miracle, d'une grande vie de prodige, d'une grande vie de merveille, d'une grande vie de gloire, d'une grande vie de sainteté, d'une grande vie de pureté, d'une grande vie de simplicité, d'une grande vie de bonté, d'une grande vie de sagesse, d'une grande vie de charité, d'une grande vie de foi, d'une grande vie de spiritualité, d'une grande vie de humanité, d'une grande vie de culture, d'une grande vie de sensibilité, d'une grande vie de mystère, d'une grande vie de miracle, d'une grande vie de prodige, d'une grande vie de merveille, d'une grande vie de gloire, d'une grande vie de sainteté, d'une grande vie de pureté, d'une grande vie de simplicité, d'une grande vie de bonté, d'une grande vie de sagesse, d'une grande vie de charité, d'une grande vie de foi, d'une grande vie de spiritualité, d'une grande vie de humanité, d'une grande vie de culture, d'une grande vie de sensibilité, d'une grande vie de mystère, d'une grande vie de miracle, d'une grande vie de prodige, d'une grande vie de merveille, d'une grande vie de gloire, d'une grande vie de sainteté, d'une grande vie de pureté, d'une grande vie de simplicité, d'une grande vie de bonté, d'une grande vie de sagesse, d'une grande vie de charité, d'une grande vie de foi, d'une grande vie de spiritualité, d'une grande vie de humanité, d'une grande vie de culture, d'une grande vie de sensibilité, d'une grande vie de mystère, d'une grande vie de miracle, d'une grande vie de prodige, d'une grande vie de merveille, d'une grande vie de gloire, d'une grande vie de sainteté, d'une grande vie de pureté, d'une grande vie de simplicité, d'une grande vie de bonté, d'une grande vie de sagesse, d'une grande vie de charité, d'une grande vie de foi, d'une grande vie de spiritualité, d'une grande vie de humanité, d'une grande vie de culture, d'une grande vie de sensibilité, d'une grande vie de mystère, d'une grande vie de miracle, d'une grande vie de prodige, d'une grande vie de merveille, d'une grande vie de gloire, d'une grande vie de sainteté, d'une grande vie de pureté, d'une grande vie de simplicité, d'une grande vie de bonté, d'une grande vie de sagesse, d'une grande vie de charité, d'une grande vie de foi, d'une grande vie de spiritualité, d'une grande vie de humanité, d'une grande vie de culture, d'une grande vie de sensibilité, d'une grande vie de mystère, d'une grande vie de miracle, d'une grande vie de prodige, d'une grande vie de merveille, d'une grande vie de gloire, d'une grande vie de sainteté, d'une grande vie de pureté, d'une grande vie de simplicité, d'une grande vie de bonté, d'une grande vie de sagesse, d'une grande vie de charité, d'une grande vie de foi, d'une grande vie de spiritualité, d'une grande vie de humanité, d'une grande vie de culture, d'une grande vie de sensibilité, d'une grande vie de mystère, d'une grande vie de miracle, d'une grande vie de prodige, d'une grande vie de merveille, d'une grande vie de gloire, d'une grande vie de sainteté, d'une grande vie de pureté, d'une grande vie de simplicité, d'une grande vie de bonté, d'une grande vie de sagesse, d'une grande vie de charité, d'une grande vie de foi, d'une grande vie de spiritualité, d'une grande vie de humanité, d'une grande vie de culture, d'une grande vie de sensibilité, d'une grande vie de mystère, d'une grande vie de miracle, d'une grande vie de prodige, d'une grande vie de merveille, d'une grande vie de gloire, d'une grande vie de sainteté, d'une grande vie de pureté, d'une grande vie de simplicité, d'une grande vie de bonté, d'une grande vie de sagesse, d'une grande vie de charité, d'une grande vie de foi, d'une grande vie de spiritualité, d'une grande vie de humanité, d'une grande vie de culture, d'une grande vie de sensibilité, d'une grande vie de mystère, d'une grande vie de miracle, d'une grande vie de prodige, d'une grande vie de merveille, d'une grande vie de gloire, d'une grande vie de sainteté, d'une grande vie de pureté, d'une grande vie de simplicité, d'une grande vie de bonté, d'une grande vie de sagesse, d'une grande vie de charité, d'une grande vie de foi, d'une grande vie de spiritualité, d'une grande vie de humanité, d'une grande vie de culture, d'une grande vie de sensibilité, d'une grande vie de mystère, d'une grande vie de miracle, d'une grande vie de prodige, d'une grande vie de merveille, d'une grande vie de gloire, d'une grande vie de sainteté, d'une grande vie de pureté, d'une grande vie de simplicité, d'une grande vie de bonté, d'une grande vie de sagesse, d'une grande vie de charité, d'une grande vie de foi, d'une grande vie de spiritualité, d'une grande vie de humanité, d'une grande vie de culture, d'une grande vie de sensibilité, d'une grande vie de mystère, d'une grande vie de miracle, d'une grande vie de prodige, d'une grande vie de merveille, d'une grande vie de gloire, d'une grande vie de sainteté, d'une grande vie de pureté, d'une grande vie de simplicité, d'une grande vie de bonté, d'une grande vie de sagesse, d'une grande vie de charité, d'une grande vie de foi, d'une grande vie de spiritualité, d'une grande vie de humanité, d'une grande vie de culture, d'une grande vie de sensibilité, d'une grande vie de mystère, d'une grande vie de miracle, d'une grande vie de prodige, d'une grande vie de merveille, d'une grande vie de gloire, d'une grande vie de sainteté, d'une grande vie de pureté, d'une grande vie de simplicité, d'une grande vie de bonté, d'une grande vie de sagesse, d'une grande vie de charité, d'une grande vie de foi, d'une grande vie de spiritualité, d'une grande vie de humanité, d'une grande vie de culture, d'une grande vie de sensibilité, d'une grande vie de mystère, d'une grande vie de miracle, d'une grande vie de prodige, d'une grande vie de merveille, d'une grande vie de gloire, d'une grande vie de sainteté, d'une grande vie de pureté, d'une grande vie de simplicité, d'une grande vie de bonté, d'une grande vie de sagesse, d'une grande vie de charité, d'une grande vie de foi, d'une grande vie de spiritualité, d'une grande vie de humanité, d'une grande vie de culture, d'une grande vie de sensibilité, d'une grande vie de mystère, d'une grande vie de miracle, d'une grande vie de prodige, d'une grande vie de merveille, d'une grande vie de gloire, d'une grande vie de sainteté, d'une grande vie de pureté, d'une grande vie de simplicité, d'une grande vie de bonté, d'une grande vie de sagesse, d'une grande vie de charité, d'une grande vie de foi, d'une grande vie de spiritualité, d'une grande vie de humanité, d'une grande vie de culture, d'une grande vie de sensibilité, d'une grande vie de mystère, d'une grande vie de miracle, d'une grande vie de prodige, d'une grande vie de merveille, d'une grande vie de gloire, d'une grande vie de sainteté, d'une grande vie de pureté, d'une grande vie de simplicité, d'une grande vie de bonté, d'une grande vie de sagesse, d'une grande vie de charité, d'une grande vie de foi, d'une grande vie de spiritualité, d'une grande vie de humanité, d'une grande vie de culture, d'une grande vie de sensibilité, d'une grande vie de mystère, d'une grande vie de miracle, d'une grande vie de prodige, d'une grande vie de merveille, d'une grande vie de gloire, d'une grande vie de sainteté, d'une grande vie de pureté, d'une grande vie de simplicité, d'une grande vie de bonté, d'une grande vie de sagesse, d'une grande vie de charité, d'une grande vie de foi, d'une grande vie de spiritualité, d'une grande vie de humanité, d'une grande vie de culture, d'une grande vie de sensibilité, d'une grande vie de mystère, d'une grande vie de miracle, d'une grande vie de prodige, d'une grande vie de merveille, d'une grande vie de gloire, d'une grande vie de sainteté, d'une grande vie de pureté, d'une grande vie de simplicité, d'une grande vie de bonté, d'une grande vie de sagesse, d'une grande vie de charité, d'une grande vie de foi, d'une grande vie de spiritualité, d'une grande vie de humanité, d'une grande vie de culture, d'une grande vie de sensibilité, d'une grande vie de mystère, d'une grande vie de miracle, d'une grande vie de prodige, d'une grande vie de merveille, d'une grande vie de gloire, d'une grande vie de sainteté, d'une grande vie de pureté, d'une grande vie de simplicité, d'une grande vie de bonté, d'une grande vie de sagesse, d'une grande vie de charité, d'une grande vie de foi, d'une grande vie de spiritualité, d'une grande vie de humanité, d'une grande vie de culture, d'une grande vie de sensibilité, d'une grande vie de mystère, d'une grande vie de miracle, d'une grande vie de prodige, d'une grande vie de merveille, d'une grande vie de gloire, d'une grande vie de sainteté, d'une grande vie de pureté, d'une grande vie de simplicité, d'une grande vie de bonté, d'une grande vie de sagesse, d'une grande vie de charité, d'une grande vie de foi, d'une grande vie de spiritualité, d'une grande vie de humanité, d'une grande vie de culture, d'une grande vie de sensibilité, d'une grande vie de mystère, d'une grande vie de miracle, d'une grande vie de prodige, d'une grande vie de merveille, d'une grande vie de gloire, d'une grande vie de sainteté, d'une grande vie de pureté, d'une grande vie de simplicité, d'une grande vie de bonté, d'une grande vie de sagesse, d'une grande vie de charité, d'une grande vie de foi, d'une grande vie de spiritualité, d'une grande vie de humanité, d'une grande vie de culture, d'une grande vie de sensibilité, d'une grande vie de mystère, d'une grande vie de miracle, d'une grande vie de prodige, d'une grande vie de merveille, d'une grande vie de gloire, d'une grande vie de sainteté, d'une grande vie de pureté, d'une grande vie de simplicité, d'une grande vie de bonté, d'une grande vie de sagesse, d'une grande vie de charité, d'une grande vie de foi, d'une grande vie de spiritualité, d'une grande vie de humanité, d'une grande vie de culture, d'une grande vie de sensibilité, d'une grande vie de mystère, d'une grande vie de miracle, d'une grande vie de prodige, d'une grande vie de merveille, d'une grande vie de gloire, d'une grande vie de sainteté, d'une grande vie de pureté, d'une grande vie de simplicité, d'une grande vie de bonté, d'une grande vie de sagesse, d'une grande vie de charité, d'une grande vie de foi, d'une grande vie de spiritualité, d'une grande vie de humanité, d'une grande vie de culture, d'une grande vie de sensibilité, d'une grande vie de mystère, d'une grande vie de miracle, d'une grande vie de prodige, d'une grande vie de merveille, d'une grande vie de gloire, d'une grande vie de sainteté, d'une grande vie de pureté, d'une grande vie de simplicité, d'une grande vie de bonté, d'une grande vie de sagesse, d'une grande vie de charité, d'une grande vie de foi, d'une grande vie de spiritualité, d'une grande vie de humanité, d'une grande vie de culture, d'une grande vie de sensibilité, d'une grande vie de mystère, d'une grande vie de miracle, d'une grande vie de prodige, d'une grande vie de merveille, d'une grande vie de gloire, d'une grande vie de sainteté, d'une grande vie de pureté, d'une grande vie de simplicité, d'une grande vie de bonté, d'une grande vie de sagesse, d'une grande vie de charité, d'une grande vie de foi, d'une grande vie de spiritualité, d'une grande vie de humanité, d'une grande vie de culture, d'une grande vie de sensibilité, d'une grande vie de mystère, d'une grande vie de miracle, d'une grande vie de prodige, d'une grande vie de merveille, d'une grande vie de gloire, d'une grande vie de sainteté, d'une grande vie de pureté, d'une grande vie de simplicité, d'une grande vie de bonté, d'une grande vie de sagesse, d'une grande vie de charité, d'une grande vie de foi, d'une grande vie de spiritualité, d'une grande vie de humanité, d'une grande vie de culture, d'une grande vie de sensibilité, d'une grande vie de mystère, d'une grande vie de miracle, d'une grande vie de prodige, d'une grande vie de merveille, d'une grande vie de gloire, d'une grande vie de sainteté, d'une grande vie de pureté, d'une grande vie de simplicité, d'une grande vie de bonté, d'une grande vie de sagesse, d'une grande vie de charité, d'une grande vie de foi, d'une grande vie de spiritualité, d'une grande vie de humanité







## ÉLOGE DE L'ARBITRAIRE

d'Henri-Pierre Jeudy.  
PUF, 186 p., 145 F.

## ÉLOGE DE LA FADEUR

A partir de la pensée  
et de l'esthétique de la Chine  
de François Julien.  
Livres de poche, « Biblio-Essais »,  
160 p., 35 F.

Le temps de la vacance — des vacances — est celui où l'on se met à distance. Celui des ruptures avec les lieux où la vie quotidienne impose ses contraintes, où l'habitude façonne les conduites, où les mêmes visages et les mêmes choses s'inscrivent dans des « paysages » trop connus. Il importe alors d'accéder à ce que le cours ordinaire de la vie ne procure pas : être ailleurs, plus libre, disponible pour d'autres jouissances et d'autres curiosités.

Ce qui compte, c'est le changement, même avec un entourage de familiers, même en ayant simplement substitué de nouvelles illusions à celles qui furent provisoirement écartées. L'inattendu, la rencontre, l'exces doivent venir meubler la scène des jours ainsi libérés. Mais le doute reparaît par moments, dans les creux de cette recherche tant désirée, dans l'attente insatisfaisante. Il fait naître le sentiment d'avoir été pris au piège des conventions et de l'arbitraire comme toujours, bien qu'il soit camouflé, et de ne pas avoir su transfigurer la fadeur.

Deux éloges, parus conjointement grâce au hasard d'une publication et d'une reprise en poche (1), permettent d'explorer avec deux bons guides les domaines où l'arbitraire et la fadeur se manifestent. Le parcours peut déconcerter, le commentaire soutenir l'intérêt et même les certitudes.

HENRI-PIERRE JEUDY, sociologue, relève les masques, révèle les ruses, montre comment l'arbitraire se situe au cœur même du fonctionnement des actes les plus quotidiens et de la pensée. L'ordre se fait en déviant, « le jeu avec les normes ». Par une illustration opportune, alors que la transhumance vacancière encombre les routes : la conduite automobile. La voiture est un espace privé, en mouvement dans un espace public ; celui-ci définit les limites à l'intérieur desquelles sont imposées les conventions, des règles de sauvegarde commune ; celui-là relève de l'appréciation personnelle.

Le conducteur se soumet rarement au strict respect des contraintes, il a sa pro-

pre évaluation des risques, il affirme que le danger vient des autres, il met du jeu dans sa relation aux commandements du code de la circulation. D'une certaine façon, il « fait sa loi en simulant de respecter la Loi ». Ce qui est en cause, c'est le « bien-fondé des limites et des interdits » — leur arbitraire : afin de légitimer ses actes, des déculpabiliser, le contrevenant recourt à un arbitraire différent, le sien.

Dans d'autres illustrations, banales au premier regard, Henri-Pierre Jeudy s'attache à faire saisir en sa diversité le travail de l'arbitraire. Les murs des villes portent ces inscriptions sans signification apparente que sont les tags ; les non-initiés n'y reconnaissent qu'une salissure. Les « tagueurs » font de ces signatures le moyen d'une communication, d'une définition identitaire, d'une affiliation. C'est l'occasion d'illustrer l'arbitraire du signe, de montrer comment du sens en résulte et comment du lien social en procède.

L'exemple de la cuisine actuelle permet d'illustrer la difficulté à différencier le vrai du faux, la chose réelle de sa contrefaçon. Le plat cuisiné a « un côté authentique », il comporte pourtant une part d'arbitraire caché : ce qui est la recette de son inventeur ; le « pastiche culinaire » joue sur l'apparence, il offre de la « nourriture en trompe-l'œil », il répond à la « dégustation du simulacre » : son arbitraire est tout entier dans la simulation, dans ce qui contredit la reconnaissance de la supercherie.

SOCIÉTÉS  
par Georges Balandier

## Le fade et l'arbitraire



Enfin, dernière illustration empruntée à la vie quotidienne, celle de l'événement dont les médias informent. C'est la conjugaison des arbitraires qui lui donne du sens : lorsqu'il est construit, constitué, avant sa diffusion, lorsqu'il est reçu et livré aux interprétations possibles sans lesquelles nul ne se sentirait concerné. Tout un jeu, à partir duquel est considérée l'économie de la croyance et de la certitude.

Henri-Pierre Jeudy conduit son exploration d'autres domaines, y compris celui où la passion impose son exclusivité, met en œuvre un « arbitraire radical », sans alternative. Son ambition le conduit cependant sur deux terrains principaux : l'un politique, l'autre théorique. Il est aisé

de démontrer que le despotisme et le totalitarisme « incarnent l'arbitraire du pouvoir » ; il y a davantage de risques à vouloir débarrasser l'arbitraire au sein même du pouvoir démocratique.

Tout en reconnaissant que la démocratie reste le seul régime qui offre des recours contre certains de ses effets préjudiciables, et qui incite, même par « incantation », à « conquérir l'équité ». La critique est limitée, indicative plus que démonstrative ; elle désigne l'arbitraire masqué par la représentation, la décision justifiée alors que la complexité des situations fait place à l'arbitraire des choix, l'éthique valorisée afin d'établir le bien-fondé de certaines décisions.

L'arbitraire peut se voir soit comme un mal à combattre, soit comme un moyen de contribuer à « la naissance des possibles ». C'est le second parti qui est pris. En lui reconnaissant une fonction critique, et une capacité créatrice. L'arbitraire aide à détruire ce qui s'impose par « une cohérence trop évidente », il constitue « le premier moment d'une négation des préjugés, des codes ou des normes ».

Il doit servir à bousculer une trop forte inclination actuelle à accepter l'équivalence des idées, ou à l'ordre rassurant des certitudes. Il le fait de l'intérieur même de la « négation critique ». Mais l'éloge de l'arbitraire produit par Henri-Pierre Jeudy ne va ni sans provocation ni sans ambiguïté. Lucien Sfez, dans sa préface, le suggère en écrivant que le lecteur se sentira peut-être laissé sur sa faim : « C'est-à-dire privé de fins ».

PEUT-ON se dépayser en accédant à une civilisation qui exalte la fadeur dans la pensée et les œuvres de la tradition ? François Julien en donne la preuve par la Chine des grandes époques passées, en rappelant que Roland Barthes sut faire cette découverte : « La Chine est pâle ». La démonstration en forme d'éloge, de la façon la plus inattendue, s'ouvre là où s'achève la défense de l'arbitraire : la fadeur, en tant que « valeur du neutre » est « au départ de tous les possibles ». Et, dans les deux cas, il y a paradoxe à louer ce qui va à l'encontre du jugement le plus immédiat : l'arbitraire plutôt que la règle, l'insipidité plutôt que la saveur. François Julien, sinologue, philosophe, nous guide avec l'appui de textes et d'illustrations jusqu'à ce point où il devient possible d'accéder au fond indifférencié des choses.

Les conceptions chinoises, dès l'Antiquité, n'attribuent à la fadeur ni versant théorique ni versant mystique ; elle est concrète, elle relève du sensible : le peintre « peut évoquer en un paysage » où la sobriété en éléments figurés et le fondus des formes traitées à l'encre diluée révèlent « un monde délivré de toute insistance ». La fadeur est reconnue comme la qualité par excellence, celle du « centre ». Elle est ce par quoi les divers aspects du réel s'ouvrent l'un à l'autre, ce qui permet de « savourer les opposés », de refuser la limitation par ce qui est déjà actualisé. Le sage trouve par elle la voie de son détachement, sans qu'il en résulte une privation, mais au contraire une ouverture « à ce qui advient spontanément ».

La fadeur a une valeur positive générale. Elle définit l'individu qui possède « également toutes les aptitudes » et pourra « faire preuve de la qualité requise » ; elle garantit l'authenticité des rapports avec autrui ; elle prépare en politique à tous les possibles. « Faire face — dans la sérénité — à l'urgence des temps ». C'est par elle que la tradition esthétique des Chinois est fécondée.

Tous les arts ont bénéficié de cette intuition ; ils ont rendu plus « sensible » l'insipidité fondamentale, parce qu'ils devaient la révéler : « À travers le son, le poème, la peinture, la fadeur devient expérience ». Telle est la leçon déconcertante délivrée par ce détour ; elle peut être mieux et utilement reçue lorsque la vacance nous restitue de la disponibilité.

(1) Sur l'éloge de la fadeur, voir l'article de Roger-Pol Droit dans « Le Monde des Livres » du 14 février 1992.

## Naissance de l'opinion

A partir de 1750, l'émergence d'une nouvelle culture politique détruit les fondements de l'absolutisme : au secret du roi, s'oppose désormais le débat ouvert

AU TRIBUNAL DE L'OPINION  
Essais sur l'imaginaire  
politique au XVIII<sup>e</sup> siècle

de Keith Michael Baker.

Traduit de l'anglais  
par Louis Evrard.  
Payot, « Bibliothèque historique »,  
321 p., 195 F.

Keith Baker, professeur à Stanford et auteur d'un ouvrage majeur sur Condorcet (1), est l'un des meilleurs historiens de la France des Lumières. Une idée fondamentale sous-tend les six essais aujourd'hui traduits et rassemblés dans son livre sous le titre *Au tribunal de l'opinion* : c'est dans la décennie 1750 que commence la crise de l'absolutisme qui, trente ans plus tard, emporte la monarchie. La querelle entre les parlements et l'archevêque de Paris à propos du refus des sacrements aux jansénistes alimente une discussion publique qui déborde la sphère du pouvoir et démontre l'impuissance du roi à imposer silence aux deux partis affrontés.

De nombreux contemporains tentent alors l'émergence d'une nouvelle culture politique qui

détruit les fondements mêmes de la politique absolutiste : au secret du roi, elle oppose le débat ouvert ; aux modalités traditionnelles de la représentation et du conseil, la multiplication des prises de parole ; à l'autorité suprême de la personne publique du roi, la « personne souveraine du public ».

Pour Keith Baker, deux traits essentiels caractérisent cette mutation. Le premier est la construction de l'« opinion publique » comme un tribunal, le tribunal devant lequel les causes politiques doivent être plaidées — et tranchées. Ce qui l'intéresse n'est donc pas la réalité sociale des lieux où se forment l'opinion, du salon au club, du café à la place publique, mais les définitions politiques de la catégorie. Celle qui s'impose dans la seconde moitié du siècle construit l'« opinion publique » comme une « entité rationnelle, universelle, impersonnelle et unitaire ».

Elle répond ainsi à une double préoccupation : transférer au public, et à ceux qui en énoncent les jugements — entendez les hommes de lettres et les philosophes —, l'autorité qui était celle du monarque absolu, mais aussi éviter à la France les passions et les

déclirements que les luttes partisans sans arbitre ni juge infligent à l'Angleterre.

Devant le tribunal de l'opinion — c'est là un second trait — toutes les parties doivent comparaître, y compris le roi. De là les entreprises concurrentes qui visent à fonder sur la référence à l'histoire du royaume les droits et les prérogatives de chacun des protagonistes engagés dans la lutte politique. Pour tous les camps, la démarche est identique : constituer de grandes collections de manuscrits, faire composer des compilations et des mémoires, élaborer un récit capable d'imposer une représentation du passé national favorable à ses intérêts.

Trois discours  
concurrents

Pour les parlementaires, l'avocat Le Paige étaye avec les « manuels » rassemblés dans les bibliothèques des présidents de Cotte et Durey de Meinières la thèse selon laquelle le Parlement de Paris, héritier des plus anciennes institutions françaises, participe pleinement à l'exercice de la puissance souveraine et ne peut être privé du droit de vérifier et d'enregistrer (d'anciens refus d'enregistrement) les édits royaux. De son côté, Jacob Nicolas Moreau (auquel Keith Baker consacre tout un chapitre) défend inlassablement la nécessité où se trouve le roi de répondre publiquement à la contestation parlementaire en mobilisant un semblable arsenal historique et idéologique. Moreau fait rassembler deux grandes collections d'archives. La première, en réunissant les lois, arrêtés et règlements « qui constituent le gouvernement français », devait permettre de dénoncer les fausses prétentions et les vrais abus des parlements. La seconde, en exploitant les matériaux historiques conservés dans les archives des tribunaux, des villes, des monastères, des seigneuries, etc., avait pour but d'établir et fixer le corps complet du droit public français, protégé ainsi « et des vicissitudes que produit l'arbi-

traire, et des altérations qu'amènent insensiblement les systèmes des partis ».

Si la réussite archivistique de Moreau est indéniable, il a moins de succès avec son argumentation politique qui affirme que « le pouvoir doit être un et absolu ». La doctrine traditionnelle de la monarchie, même appuyée sur l'histoire, pesait peu face aux nouveaux discours politiques. Pour Keith Baker, ceux-ci résultent de la séparation des divers éléments qui définissaient auparavant l'autorité monarchique. Il identifie ainsi trois discours concurrents, fondés chacun sur une des catégories qui qualifiaient la souveraineté royale.

Le discours de la justice, qui est celui des cours souveraines, oppose au « despotisme royal » le droit de représentation des ordres, des états et des corps, le pouvoir législatif des magistrats et la nécessaire « publicité » de l'administration. Le discours de la raison, tenu par les physiocrates et les administrateurs éclairés, mobilise les catégories de l'utilité et de l'intérêt et propose un programme de réforme de la monarchie qui lie représentation et propriété et qui soumet la décision politique à l'évidence rationnelle. Le discours de la volonté, appuyé sur la théorie du contrat social, localise l'autorité suprême dans la souveraineté de la nation, identifiée à la volonté générale et considérée comme devant imposer ses décrets au pouvoir exécutif, quelle que soit sa forme, même monarchique.

C'est à partir de cette typologie des discours politiques que Keith Baker mène l'analyse minutieuse d'un certain nombre d'œuvres connues ou moins connues ; pour le discours de la justice, les *Remembrances* rédigées par Malesherbes au nom de la Cour des aides en 1775 ; pour le discours de la raison, le *Mémoire sur les municipalités* demandé à Dupont de Nemours par Turgot, alors contrôleur général des finances ; pour le discours de la volonté, les *Droits et devoirs du citoyen*, un texte étonnant écrit par Mably en 1758 qui imagine le scénario d'une possible révolution,

ou le *Catéchisme du citoyen* de l'avocat bordelais Guillaume-Joseph Sève, qui tente de cooïler, en 1775, la théorie de la volonté générale et la représentation de celle-ci par les Etats généraux.

Keith Baker défend, comme François Furet, l'idée selon laquelle le temps est venu pour les historiens de la Révolution et de ses origines de « redécouvrir l'analyse du politique comme tel ». Pour lui, cela signifie qu'il n'est pas de réalités sociales ou d'intérêts sociaux indépendants des discours qui les constituent. Il dénie donc toute pertinence à la distinction entre pratiques discursives et pratiques non discursives et considère que toute transformation politique est, « pour l'essentiel », une transformation linguistique.

L'inévitabilité  
de la Terreur

Cette position, qui emprunte beaucoup au « linguistic turn » tel qu'on le pratique aux Etats-Unis, peut être discutée. D'une part, on doit constater que la construction des intérêts par les discours est elle-même socialement déterminée, différemment bornée par les ressources dont disposent ceux qui l'effectuent. Elle renvoie donc, nécessairement, aux positions et aux propriétés sociales « en-jactives » des producteurs des discours. D'autre part, il est dangereux de tenir pour identiques la logique à l'œuvre dans les pratiques discursives et celles qui gouvernent d'autres régimes de pratique. La rationalité des discours n'est qu'une rationalité parmi d'autres ; elle ne commande ni les improvisations réglées du sens pratique, ni les effets obligés des dispositifs institutionnels.

Toutefois, Keith Baker refuse les propositions les plus radicales du « linguistic turn ». Il n'accepte pas l'idée selon laquelle le sens d'un discours serait produit par le seul fonctionnement automatique et impersonnel du langage, en dehors de toute intervention de l'auteur ou du lecteur. Pour lui, si le « jeu de la possibilité discursive » ne sau-

rait être infini en tout contexte linguistique donné, « il est toujours ouvert aux acteurs individuels et collectifs ».

C'est pourquoi il porte l'attention sur l'invention conceptuelle qui déplace les contraintes partagées ainsi que sur les significations multiples, mobiles, parfois contradictoires, qui investissent à différents moments ou dans différents milieux les mêmes textes.

On regrettera que ce livre, fort bien traduit, ne donne qu'une idée partielle du travail et de la réflexion de Keith Baker. Dans sa version anglaise, *Inventing the French Revolution*, publiée par Cambridge University Press, il comprend trois essais supplémentaires consacrés au langage politique de la Révolution où Baker développe une thèse essentielle : en choisissant très tôt, dès l'automne 1789, le discours de la souveraineté nationale et de la volonté générale et non celui de la représentation des intérêts, la Révolution inscrit en son origine même l'inévitabilité de la Terreur. La thèse est provocante, donc discutable. Il est fort dommage que, craignant sans doute une lassitude à l'égard des ouvrages qui portent en titre les mots « Révolution française », l'éditeur français de Keith Baker en ait privé les lecteurs (2).

Roger Chartier

(1) Keith Michael Baker, *Condorcet : From Natural Philosophy to Social Mathematics*, Chicago, University of Chicago Press, 1975 ; en français : *Condorcet : raison et politique*, éd. Hermann, 1988.

(2) Espérons que cette lassitude redoutée ne naîtra pas aux derniers fascicules publiés de cette belle entreprise qui est l'*Atlas de la Révolution française* publié sous la direction de Serge Bonin et Claude Langlois par les Editions de l'Ecole des hautes études en sciences sociales ; d'une part, les *Sociétés politiques*, où à Jean Bouvier et Philippe Boutry, magnifique enquête sur l'acculturation politique et l'invention de la sociabilité démocratique, qui se révèle inépuisable, aux formules à la Cochin ; d'autre part *Mémoires et sens*, où vingt-cinq collaborateurs rassemblés par Jean-Pierre Goubert et Roselyne Rey explorent de manière très neuve les liens multiples entre médecine et politique.

## SPORTS

## CYCLISME

## Polonais qui déplacent les

Le tour de France a été remporté par le Polonais Jan Ujanowski, qui a battu le record du tour de France en 1993. Ujanowski a terminé la course en 112 jours, 15 heures, 55 minutes et 12 secondes. Il a parcouru 4 219,85 km. Ujanowski est le premier Polonais à remporter le tour de France. Il a été accompagné par son coéquipier, le Polonais Jan Ujanowski, qui a terminé la course en 112 jours, 15 heures, 55 minutes et 12 secondes. Il a parcouru 4 219,85 km. Ujanowski est le premier Polonais à remporter le tour de France.

Le tour de France a été remporté par le Polonais Jan Ujanowski, qui a battu le record du tour de France en 1993. Ujanowski a terminé la course en 112 jours, 15 heures, 55 minutes et 12 secondes. Il a parcouru 4 219,85 km. Ujanowski est le premier Polonais à remporter le tour de France. Il a été accompagné par son coéquipier, le Polonais Jan Ujanowski, qui a terminé la course en 112 jours, 15 heures, 55 minutes et 12 secondes. Il a parcouru 4 219,85 km. Ujanowski est le premier Polonais à remporter le tour de France.

Le tour de France a été remporté par le Polonais Jan Ujanowski, qui a battu le record du tour de France en 1993. Ujanowski a terminé la course en 112 jours, 15 heures, 55 minutes et 12 secondes. Il a parcouru 4 219,85 km. Ujanowski est le premier Polonais à remporter le tour de France. Il a été accompagné par son coéquipier, le Polonais Jan Ujanowski, qui a terminé la course en 112 jours, 15 heures, 55 minutes et 12 secondes. Il a parcouru 4 219,85 km. Ujanowski est le premier Polonais à remporter le tour de France.

Le tour de France a été remporté par le Polonais Jan Ujanowski, qui a battu le record du tour de France en 1993. Ujanowski a terminé la course en 112 jours, 15 heures, 55 minutes et 12 secondes. Il a parcouru 4 219,85 km. Ujanowski est le premier Polonais à remporter le tour de France. Il a été accompagné par son coéquipier, le Polonais Jan Ujanowski, qui a terminé la course en 112 jours, 15 heures, 55 minutes et 12 secondes. Il a parcouru 4 219,85 km. Ujanowski est le premier Polonais à remporter le tour de France.

Le tour de France a été remporté par le Polonais Jan Ujanowski, qui a battu le record du tour de France en 1993. Ujanowski a terminé la course en 112 jours, 15 heures, 55 minutes et 12 secondes. Il a parcouru 4 219,85 km. Ujanowski est le premier Polonais à remporter le tour de France. Il a été accompagné par son coéquipier, le Polonais Jan Ujanowski, qui a terminé la course en 112 jours, 15 heures, 55 minutes et 12 secondes. Il a parcouru 4 219,85 km. Ujanowski est le premier Polonais à remporter le tour de France.

Le tour de France a été remporté par le Polonais Jan Ujanowski, qui a battu le record du tour de France en 1993. Ujanowski a terminé la course en 112 jours, 15 heures, 55 minutes et 12 secondes. Il a parcouru 4 219,85 km. Ujanowski est le premier Polonais à remporter le tour de France. Il a été accompagné par son coéquipier, le Polonais Jan Ujanowski, qui a terminé la course en 112 jours, 15 heures, 55 minutes et 12 secondes. Il a parcouru 4 219,85 km. Ujanowski est le premier Polonais à remporter le tour de France.

**SPORTS**

**CYCLISME**

**Polonais qui déplacent les**

Le tour de France a été remporté par le Polonais Jan Ujanowski, qui a battu le record du tour de France en 1993. Ujanowski a terminé la course en 112 jours, 15 heures, 55 minutes et 12 secondes. Il a parcouru 4 219,85 km. Ujanowski est le premier Polonais à remporter le tour de France. Il a été accompagné par son coéquipier, le Polonais Jan Ujanowski, qui a terminé la course en 112 jours, 15 heures, 55 minutes et 12 secondes. Il a parcouru 4 219,85 km. Ujanowski est le premier Polonais à remporter le tour de France.

**Le Monde**

**L'IMMOBILIER**

**appartements ventes**

11<sup>e</sup> arrdt  
12<sup>e</sup> arrdt  
13<sup>e</sup> arrdt  
14<sup>e</sup> arrdt  
15<sup>e</sup> arrdt  
16<sup>e</sup> arrdt  
17<sup>e</sup> arrdt  
18<sup>e</sup> arrdt  
19<sup>e</sup> arrdt

**Locations**

**RECEPTIONNISTE**

**STYLISTE**

**COMPTABLE**

Handwritten text in Arabic script: "هذا امتحان الابداعي"



## CARNET DU Monde

### Mariages

M. et M<sup>me</sup> Pierre GENET.  
Le colonel (ER) Albert HENRY.  
La comtesse Thibaut de LAMBERTY.  
sont heureux d'annoncer le mariage de leurs enfants.

Véronique  
et  
Régis.

La cérémonie aura lieu le samedi 24 juillet 1993, à 15 heures, en l'église Saint-Jean de Bosc-le-Hard (Seine-Maritime).

### Décès

— Pierre Bergé, président.  
Christine Rouzioux, Frédéric Edelman, Christophe Girard, Jean-François Chambon, directeur médical, l'ensemble de l'équipe.  
Et tous les membres d'ARCAT-sida (Association de recherche, de communication et d'action pour le traitement du sida), ont la grande tristesse de faire part de la disparition de

docteur Denis BUCQUET, membre du comité scientifique d'ARCAT-sida.

le samedi 17 juillet 1993.

Ils s'associent au chagrin de sa famille et de ses amis.

La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 23 juillet, à 10 h 30, à Paris, en l'église Saint-Eustache.

Le docteur Denis Bucquet avait largement contribué à doter l'Association des outils d'analyse indispensables à la lutte contre l'épidémie.

ARCAT-sida, 37, rue Saint-Louis-en-l'Île, 75004 Paris.

— La direction des Musées de France a la tristesse de faire part du décès de

M. Louis CAROLUS-BARRÉ, conservateur en chef honoraire des bibliothèques et archives des Musées nationaux, chevalier de la Légion d'honneur,

survenu le dimanche 18 juillet 1993, à l'âge de quatre-vingt-trois ans, et s'associant à la douleur de sa famille.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. Raphaël DREYFUS, professeur agrégé honoraire, ancien élève de l'École normale supérieure, ancien membre de l'École française d'Athènes,

survenu le 6 juillet 1993, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

— Les familles Faure, Guion et Aulnay,

ont la douleur de faire part du décès, dans sa soixante-troisième année, de

M. Albert FAURE,

survenu à Royan (Charente-Maritime), le 7 juillet 1993.

— Guila Elahi a la très grande douleur d'annoncer le décès de sa tante bien-aimée,

Malek Jan NEMATI-ELAHL, connue sous le nom d'Azat-E Cheikh,

survenu à Paris le 15 juillet 1993.

Par ses qualités exceptionnelles, elle fut le soleil de sa vie.

Sa pensée rayonnera pour toujours dans le cœur de ses proches.

2, villa Michel-Ange, 75016 Paris.

### Remerciements

— Monique Frénaud, sa famille, et ses amis, dans l'impossibilité de répondre à tous ceux qui, par leur présence, leurs messages ou leurs envois de fleurs, se sont associés à leur peine lors de la mort de

André FRÉNAUD,

les remerciant ici de tout cœur.

— Liliane, Mare, Serge Traven, et toute la famille, expriment leurs sincères remerciements à tous ceux qui se sont associés à leur peine.

### Anniversaires

— Il y a deux ans, le 21 juillet 1991, disparaissait

Claude Danièle DESAULOIS.

Ses amis et ses proches se souviennent.

— Pour le huitième anniversaire de la disparition de

André JANNEY,

sa mémoire est rappelée à ceux qui restent fidèles à son souvenir.

### CARNET DU MONDE

Renseignements :

40-65-29-94 ou 40-65-29-96

Les avis peuvent être insérés

LE JOUR MEME

s'il nous parvient avant 9 h

au siège du journal.

16, rue Falguière, 75015 Paris

Tél. : 206 806 F

Télécopieur : 45-66-77-13

Tout de la ligne H.T.

Tout de la ligne H.T.

Tout de la ligne H.T.

Tout de la ligne H.T.

Tout de la ligne H.T.

Tout de la ligne H.T.

Tout de la ligne H.T.

Tout de la ligne H.T.

Tout de la ligne H.T.

Tout de la ligne H.T.

Tout de la ligne H.T.

Tout de la ligne H.T.

Tout de la ligne H.T.

Tout de la ligne H.T.

Tout de la ligne H.T.

Tout de la ligne H.T.

Tout de la ligne H.T.

Tout de la ligne H.T.

Tout de la ligne H.T.

Tout de la ligne H.T.

Tout de la ligne H.T.

Tout de la ligne H.T.

Tout de la ligne H.T.

Tout de la ligne H.T.

Tout de la ligne H.T.

Tout de la ligne H.T.

Tout de la ligne H.T.

Tout de la ligne H.T.

Tout de la ligne H.T.

Tout de la ligne H.T.

Tout de la ligne H.T.

Tout de la ligne H.T.

Tout de la ligne H.T.

Tout de la ligne H.T.

Tout de la ligne H.T.

Tout de la ligne H.T.

Tout de la ligne H.T.

Tout de la ligne H.T.

Tout de la ligne H.T.

Tout de la ligne H.T.

Tout de la ligne H.T.

Tout de la ligne H.T.

Tout de la ligne H.T.

Tout de la ligne H.T.

Tout de la ligne H.T.

Tout de la ligne H.T.

Tout de la ligne H.T.

Tout de la ligne H.T.

Tout de la ligne H.T.

Tout de la ligne H.T.

Tout de la ligne H.T.

Tout de la ligne H.T.

Tout de la ligne H.T.

## AGENDA

### Le communiqué du conseil des ministres

Le président de la République a réuni le conseil des ministres au palais de l'Élysée le mercredi 21 juillet 1993. A l'issue du conseil, le service de presse du premier ministre a diffusé un communiqué dont nous publions les principaux extraits :

Urbanisme et construction (Lire page 7.)

Le bilan de la session parlementaire (Lire page 4.)

La Bibliothèque de France et la Bibliothèque nationale. (Lire page 10.)

La situation financière des collectivités locales d'outre-mer

Le ministre des départements et territoires d'outre-mer a présenté une communication sur la situation financière des collectivités locales d'outre-mer.

La situation financière de nombreuses collectivités d'outre-mer, notamment des régions, s'est fortement dégradée au cours des dernières années.

Ces difficultés s'expliquent par la croissance excessive des dépenses qui n'a pu être accompagnée d'une évolution équivalente des ressources. Un endettement trop important en résulte. Dans trop de cas, les règles fondamentales de gestion budgétaire et comptable ne sont pas appliquées.

Il revient aux collectivités elles-mêmes d'adopter et de mettre en œuvre les mesures de redressement qui s'imposent. Pour sa part, l'État apportera son appui aux efforts qu'elles réaliseront. Les mesures

suivantes ont en conséquence été approuvées.

1. Le gouvernement proposera au Parlement d'autoriser les régions d'outre-mer à porter de 1 % à 2,5 % le taux du droit additionnel à l'octroi de mer qu'elles perçoivent, sans accroître l'écart d'imposition entre les produits importés et les produits locaux. Il proposera également de les autoriser à affecter, pendant dix ans jusqu'à 50 % de leur part du produit de la taxe spéciale de consommation à la résorption de leur déficit, plutôt qu'à des dépenses d'investissement comme c'est aujourd'hui la règle.

L'opportunité de créer de nouvelles recettes fiscales au profit de ces régions sera examinée.

2. Seule la conclusion de protocoles d'accord entre les régions et leurs préteurs peut permettre aux régions d'obtenir par emprunt les ressources nécessaires à la résorption d'une partie de leur déficit à la condition qu'elles s'engagent à dégrader les moyens nécessaires au remboursement de ces emprunts. Dans ce cadre, les régions pourront aussi disposer chaque année d'un volume de prêts suffisant pour financer un programme minimum d'investissements.

Dans chaque région et à l'initiative du préfet, un comité de suivi des finances régionales réunissant des représentants de la région et des représentants des préteurs sera mis en place. Il étudiera les conditions de financement des investissements de la collectivité et suivra l'exécution du protocole qui aura pu être conclu.

3. Pour éviter les gaspillages et les dépenses excessives, l'État veillera à la stricte application du code des marchés publics et apportera aux collectivités l'assistance technique dont elles peuvent avoir besoin.

Le ministre des départements et territoires d'outre-mer a présenté une communication sur la situation financière des collectivités locales d'outre-mer.

Le ministre des départements et territoires d'outre-mer a présenté une communication sur la situation financière des collectivités locales d'outre-mer.

Le ministre des départements et territoires d'outre-mer a présenté une communication sur la situation financière des collectivités locales d'outre-mer.

Le ministre des départements et territoires d'outre-mer a présenté une communication sur la situation financière des collectivités locales d'outre-mer.

Le ministre des départements et territoires d'outre-mer a présenté une communication sur la situation financière des collectivités locales d'outre-mer.

Le ministre des départements et territoires d'outre-mer a présenté une communication sur la situation financière des collectivités locales d'outre-mer.

Le ministre des départements et territoires d'outre-mer a présenté une communication sur la situation financière des collectivités locales d'outre-mer.

Le ministre des départements et territoires d'outre-mer a présenté une communication sur la situation financière des collectivités locales d'outre-mer.

Le ministre des départements et territoires d'outre-mer a présenté une communication sur la situation financière des collectivités locales d'outre-mer.

Le ministre des départements et territoires d'outre-mer a présenté une communication sur la situation financière des collectivités locales d'outre-mer.

Le ministre des départements et territoires d'outre-mer a présenté une communication sur la situation financière des collectivités locales d'outre-mer.

Le ministre des départements et territoires d'outre-mer a présenté une communication sur la situation financière des collectivités locales d'outre-mer.

Le ministre des départements et territoires d'outre-mer a présenté une communication sur la situation financière des collectivités locales d'outre-mer.

Le ministre des départements et territoires d'outre-mer a présenté une communication sur la situation financière des collectivités locales d'outre-mer.

Le ministre des départements et territoires d'outre-mer a présenté une communication sur la situation financière des collectivités locales d'outre-mer.

Le ministre des départements et territoires d'outre-mer a présenté une communication sur la situation financière des collectivités locales d'outre-mer.

Le ministre des départements et territoires d'outre-mer a présenté une communication sur la situation financière des collectivités locales d'outre-mer.

Le ministre des départements et territoires d'outre-mer a présenté une communication sur la situation financière des collectivités locales d'outre-mer.

Le ministre des départements et territoires d'outre-mer a présenté une communication sur la situation financière des collectivités locales d'outre-mer.

Le ministre des départements et territoires d'outre-mer a présenté une communication sur la situation financière des collectivités locales d'outre-mer.

Le ministre des départements et territoires d'outre-mer a présenté une communication sur la situation financière des collectivités locales d'outre-mer.

Le ministre des départements et territoires d'outre-mer a présenté une communication sur la situation financière des collectivités locales d'outre-mer.

## SPORTS

### CYCLISME :

la seizième étape du Tour de France

### Le Polonais qui déplace les montagnes

Au terme de la seizième étape, le 21 juillet, entre Andorre et Saint-Lary-Soulan (Hautes-Pyrénées), le Polonais Zenon Jaskula, parti dans les dix derniers kilomètres avec le Suisse Tony Rominger et l'Espagnol Miguel Indurain, les a devancés au sprint. Troisième au classement général, le Polonais talonne désormais le Colombien Alvaro Mejia, qui s'est laissé décrocher par ce trio : 14 secondes séparant les deux hommes. C'est la première fois qu'un Polonais remporte une victoire dans le Tour de France.

SAINT-LARY-SOULAN

de notre envoyée spéciale

Coeuilles sur la ligne d'arrivée, les déclarations des coureurs sont souvent banales, polichonnes, faibles, reflétant l'appréhension d'une bagarre, de la beauté d'une course. Mais que dire de plus que la joie simple lorsqu'on a triomphé ? « Je rêvais de gagner une étape du Tour de France et mon rêve s'est réalisé », s'est exclamé Zenon Jaskula à Saint-Lary-Soulan. Bien sûr, je suis troisième au classement général, mais ça s'en souviendra dans deux ans ? Maintenant, on retiendra mon nom. » Il est au comble du bonheur, Zenon Jaskula est le premier Polonais à remporter une étape du Tour de France. Il a trente et un ans. A l'âge où certains coureurs raccrochent, le voilà promu au rang de jeune premier. Dans l'enthousiasme, et si l'on voulait bien ignorer sa « vieillesse », on dirait qu'il pourrait être l'un des successeurs promis de Miguel Indurain... de deux ans son cadet, Jaskula est un gamin dans le cyclisme professionnel. Resté trop longtemps amateur, comme bon nombre de ressortissants de l'Est, il ne vit de son sport que depuis 1989. Cette année-là, les Italiens voient en lui un co-équipier idéal. Il a toutes les qualités pour soutenir les coups de pédale, un coup de pédale qui, au bout du monde peut-être, il a rejoint les deux hommes et les a « grignolés » sur le fil. Le Polonais y avait toujours cru, à cette victoire. Il l'avait prouvé, Zenon Jaskula est un fervent catholique. Ses proches disent de lui qu'il est mystique, que sa foi pourrait déplacer les montagnes. Sous son maillot, il porte un chapelet de plastique malve offert par le pape, son compatriote, en 1987, lors d'une audience privée au Vatican accordée à l'équipe nationale polonaise. Le coureur le porte soigneusement dans les étapes difficiles, dans la montagne. Superstitieux ? « Je ne le mets jamais pour gagner, dit-il, seulement pour ne pas chuter ».

BÉNÉDICTE MATHIEU

### Les classements

SEIZIÈME ÉTAPE

Andorre-Saint-Lary-Soulan

(230,5 kilomètres)

1. Z. Jaskula (Pol.), 7 h 21 min

2. T. Rominger (Sui.), même temps ; 3. M. Indurain (Esp.), à 3 s ; 4. S. Roche (Irl.), à 25 s ; 5. R. Millar (GB), à 1 min 6 s ; 6. A. Hampsten (EU), à 1 min 8 s ; 7. A. Mejia (Col.), même temps ; 8. R. Virenque (Fra.), à 1 min 10 s ; 9. J. Uzeas (Esp.), à 1 min 11 s ; 10. C. Chiappucci (Ita.), tous les trois à 1 min 35 s.

Classement général : 1. M. Indurain (Esp.), 79 h 11 min 12 s ; 2. A. Mejia (Col.), à 4 min 28 s ; 3. Z. Jaskula (Pol.), à 4 min 42 s ; 4. T. Rominger (Sui.), à 5 min ; 41 s.

o ATHLÉTISME : Marie-José Pérec blessée ne participera pas aux championnats de France. — Victime d'une contracture à la cuisse gauche à l'issue de la 18<sup>e</sup> édition du Grand prix Mobil-Nikaia à Nice, mercredi 21 juillet, Marie-José Pérec ne participera pas au championnat de France du week-end prochain. Après avoir fourni un violent effort lors du départ, du 100 mètres, qu'elle a cependant remporté (11 sec. 12/100), la Guadeloupéenne a ressenti une gêne qui s'est vite transformée en douleur. L'obligant ainsi à se reposer avant les championnats du monde qui ont lieu en août à Stuttgart.

Le Monde

L'IMMOBILIER

REPRODUCTION INTERDITE

appartements ventes

11<sup>e</sup> arrdt  
47 m<sup>2</sup> + TERRASSE  
880 000 F - 42-51-51-51

17<sup>e</sup> arrdt  
Guy-Miquet, Studio  
standing, belle, 450 000 F  
Rue de la Condamine  
2 P, tout OF, 550 000 F  
Immo. Mercadet 42-51-51-51

18<sup>e</sup> arrdt  
25 m<sup>2</sup> A RENOVER  
Mr. Mercadet - 220 000 F  
Immo. Mercadet 42-51-51-51

19<sup>e</sup> arrdt  
Mr. Mercadet, 3 P, 85 m<sup>2</sup>  
réf. neuf, 1 100 000 F  
Immo. Mercadet 42-51-51-51

pavillons

41700 COUDOUX  
PART. VENO PAVILLON  
sur 800 m<sup>2</sup> clos arboré avec  
gazon, construction en dur, toit  
à pente ardoises d'Angers,  
2 cuisines, salle de séjour  
15 m<sup>2</sup>, 2 WC, salle de bains,  
bureau 20 m<sup>2</sup>, à l'usage  
3 chambres (80 m<sup>2</sup> à 16 m<sup>2</sup>),  
sans de jardin et dépendance,  
garage 2 voitures.  
Prix : 700 000 F  
Tél. : 56-35-75-01

A SAISIR

à 1 h 15 Paris direct AG  
MONTARGIS (45)  
dans village tout commerces  
PAVILLON NF bsd seul,  
sol, cheminée, cuisine  
5 CHAMBRES, WC, garage,  
jardin clos 700 m<sup>2</sup>  
PK TOTAL 520 000 F  
réf. neuf, 1 100 000 F  
Tél. (01) 39-85-22-52

maisons individuelles

A VENDRE dans le Val d'Oise  
(95) Villiers, belle maison  
individuelle dans impasse rési-  
dentielle, 6 P, piscine en bois,  
terrace, cuisine lumineuse amé-  
nagée, cheminée Pierre Rous-  
selle, sous-sol total, terrain clos  
600 m<sup>2</sup>. Prix : 1 400 000 F.  
Frais, nombre réduits.  
Tél. après 20 h : 54-72-32-94

bureaux

VOTRE SIÈGE SOCIAL  
DOMICILIATIONS  
et tous services 43-55-17-50

MADELINE 55 M<sup>2</sup>

3 PCE 7 900 F par mois  
PARTENA 47-42-07-43

propositions

RÉCEPTIONNISTE  
STANDARDISTE  
COMPTABILITÉ

M. ALEXANDRE  
au 43-72-93-03

DEMANDES  
D'EMPLOI

N 37 ans - 15 ans exp.  
cherche poste  
CHAUFFEUR-LIVREUR  
Permis VL Paris et rég.  
pennane. Et. très propositions.  
Tél. : 48-47-80-27  
(répondre)

Le Monde

L'IMMOBILIER

REPRODUCTION INTERDITE

appartements ventes

11<sup>e</sup> arrdt  
47 m<sup>2</sup> + TERRASSE  
880 000 F - 42-51-51-51

### Le Monde

Edité par la SARL Le Monde  
Comité de direction :  
Jacques Lescaud, gérant  
directeur de la publication  
Bruno Fraipont  
directeur de la rédaction  
Jacques Guédy  
directeur de la gestion  
Manuel Lichstein  
secrétaire général

Rédacteurs en chef :  
Jean-Marie Colombani  
Robert Solé  
(adjoints au directeur  
de la rédaction)

Thomas Frenaud  
Philippe Hermon  
Jacques-François Simon

Daniel Vernet  
directeur  
des relations internationales

Anciens directeurs :  
Hubert Benoit-Méry (1944-1969)  
André Laurens (1969-1982)  
André Fontaine (1982-1989)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
16, RUE FAUGUÈRE  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-22-55  
Télécopieur : 40-65-22-59

1, PLACE HUBERT-BENOIT-MÉRY  
94853 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-22-55  
Télécopieur : 40-65-30-10

VERTICALEMENT

1. Chute retentissante.

2. Petite gelette. Gros, il est toujours bien accueilli.

3. Eau. Sûrement bien accueilli.

4. Ornement. Préposition.

5. Se déplace ou ralentit.

6. Prénom inversé. Jelonnet d'anciens chemins.

7. Refroidit. Voyagiste sans bagages.

8. D'un auxiliaire. Propriété in indivis. Pousée du flèvre.

9. Dans les courants d'air. Renouveau astral.

Solution du problème n° 6088

Horizontalement

I. Trotteuse. - II. Roërie. - III. El. Grelot. - IV. Me. En. Et. - V. Asie. II. - VI. Lot. Sotte. - VII. Entassées. - VIII. Etude. - IX. Eon. RN. On. - X. Nettees. - XI. Tsé. Sôr.

Verticalement

1. Tremblement. - 2. Rôle. On. OAS. - 3. Os. Attente. - 4. Tiges. At. - 5. Terrisures. - 6. Ère. Eosine. - 7. Uéié. Tés. SS. - 8. Otie. - 9. Est. Lâsiner.

GUY BROUTY



## ÉCONOMIE

Réformes  
et urgences

Contrairement à ce que l'on a pu croire, comme il l'avait annoncé dans son discours de politique générale du 8 avril, un « ambitieux programme de réformes », mais obligé aussi de faire face aux urgences de l'heure — sortit de la récession et stopper l'aggravation du chômage, — Edouard Balladur navigue tranquillement et prudemment. Sans hâte. Sans embarras.

Côté réformes, le premier ministre a été sans cesse sans cesse à la barre des débats, à la Banque de France a été menée rondement tandis que la réforme de la Caisse des dépôts et consignations est apparue moins urgente... Les privatisations sont mises sur les rails avec l'assurance tranquille d'un chef de gouvernement qui, fort du succès de son aménagement, sait qu'il court peu de risques en mettant sur le marché des valeurs aussi sûres. Il ne devrait avoir aucun mal à trouver les 40 milliards de francs escomptés pour 1993, la seule vraie surprise étant l'absence d'une compagnie d'assurance dans la liste.

Côté urgences, M. Balladur ne peut pas se permettre la moindre pause estivale, même si les pouvoirs publics estiment que la sortie de la récession devrait élargir dès le début de ce second semestre, tant l'aggravation du chômage nourrit l'inquiétude de l'opinion. Le gouvernement devrait ainsi décider rapidement de l'affectation du surplus — de 70 milliards de francs — de l'emprunt. Il pourrait accélérer le remboursement des créances de TVA aux entreprises et prendre de nouvelles mesures en faveur des travaux publics ou encore alléger l'impôt sur le revenu.

Dans l'immédiat, il va surtout devoir arbitrer entre le patronat et les syndicats, décidément incapables de s'entendre sur les solutions permettant de venir à bout du déficit de l'assurance-chômage. Une intervention qui risque de mettre à mal un partenariat auquel M. Balladur s'est attaché et de rendre encore un peu plus aigres les relations entre le gouvernement et la CNPP.

M. Balladur tente donc de mener de front réformes et mesures d'urgence dans une éternité apparente qui ne lui interdit pas de porter quelques coups de canif à la cohabitation douce (comme avec la privatisation d'Elf). Mais cette sérénité masque mal la méfiance au sein d'une majorité où sont de plus en plus nombreux les dirigeants qui font entendre leurs différences. Après le plaidoyer de Philippe Séguin pour une autre politique et les critiques de moins en moins fustojées de Valéry Giscard d'Estaing, Jacques Chirac semble avoir du mal à dissimuler son impatience et René Monory réclame plus d'aide contre le chômage. Le premier ministre pourra-t-il poursuivre d'un pas tranquille face à une telle accumulation de pressions ?

MICHEL NOBLECOURT

□ Trafic perturbé sur deux lignes de métro parisiennes. — Le trafic devrait être « fortement perturbé » jeudi 22 juillet sur la ligne 2 du métro (Nation-Porte Dauphine) et « légèrement perturbé » vendredi 23 juillet sur la ligne 6 (Nation-Etoile), en raison d'un appel à la grève lancé par la CGT. Dans les deux cas, les perturbations sont prévues de 9 h 30 à 14 heures et de 17 heures à 21 heures et à partir de 22 heures. La CGT a appelé les agents de métro à débayer les sanctions infligées à des salariés à la suite d'un mouvement de grève observé en juin. Vendredi, les agents de travail concernent les conducteurs, et visent à protester contre de nouvelles modalités de travail.

## Elf Aquitaine : une opération plus délicate

Et de trois. Septembre 1986, 11 % du capital d'Elf Aquitaine sont cédés par l'Etat au prix unitaire de 305 francs. Cette initiative du gouvernement de Jacques Chirac est reprise en décembre 1991 par celui d'Edouard Balladur. Mais avec moins de chance, car les 3,2 % du capital proposés alors ne seront vendus que quelques mois plus tard, l'opération étant différée en raison de la mauvaise conjoncture boursière. En mars 1992, les titres sont cotés au prix unitaire de 360 francs et l'Etat voit sa part ramener à 51 % dans la première compagnie pétrolière française. A l'autisme, les pouvoirs publics s'apprêtent à renouveler pour la troisième fois cette opération sur la plus importante valeur française cotée en Bourse.

Mais ce nouveau désengagement s'avère plus complexe. Jusqu'alors, la question du pouvoir dans l'entreprise ne se posait pas, car l'Etat y était majoritaire. En tombant sous la barre des 50 %, voire sous celle de la minorité de blocage (33 %), les pouvoirs publics vont vraisemblablement être conduits à prendre des dispositions pour éviter de perdre toute influence sur une entreprise importante tant pour la production énergétique que pour son poids politique dans de nombreux pays, principalement en Afrique.

Des investissements  
considérables

Huitième compagnie pétrolière et chimique mondiale, Elf Aquitaine s'est hissée du vingt-quatrième au vingt-deuxième rang des entreprises dans le monde d'après le magazine américain *Fortune*. Première firme française par son chiffre d'affaires (200,1 milliards de francs), les pouvoirs publics vont vraisemblablement être conduits à prendre des dispositions pour éviter de perdre toute influence sur une entreprise importante tant pour la production énergétique que pour son poids politique dans de nombreux pays, principalement en Afrique.

La discrétion de l'Elysée

Lorsque le conseil des ministres avait examiné, le 28 mai dernier, sous sa présidence, le projet de loi préparé par Edmond Alphandery, ministre de l'économie, sur la privatisation de vingt et une entreprises publiques appartenant au secteur concurrentiel, François Mitterrand avait exprimé son point de vue et donné à ses observations un caractère public. « Le président de la République », avait déclaré Jean Muelhler, porte-parole de l'Elysée, « a rappelé les principes qui sont les siens en cette matière, en particulier pour les entreprises dont le maintien dans le service public lui paraît conforme à l'intérêt du pays ».

M. Mitterrand n'en avait pas dit davantage à ce stade du processus législatif, mais, après l'adoption définitive de la loi le 6 juillet, il avait été plus explicite lors de son entretien télévisé du 14 juillet. Interrogé sur la liste des entreprises privatisables, le chef de l'Etat avait déclaré : « Il faut d'extrêmes précautions dans des domaines qui touchent à la défense de la France, à la recherche, au cœur même de ce qui fait notre capacité, notre force, notre sécurité, notre intelligence... Je pense, notamment, à la SNECMA, fabrique de moteurs d'avion ; je pense à l'Aérospatiale, qui est un trésor français à ne pas disperser ; je pense, d'une certaine manière, à Elf ».

Il avait cité, aussi, Air France. S'agissant du groupe pétrolier, M. Mitterrand, visiblement informé des intentions du gouvernement, avait tenu à préciser sa pensée. « Les précautions prises pour protéger nos capacités d'achat de production énergétique, du pétrole, déjà Polcaris y avait pensé en 1926, avait-il souligné. Cela remonte loin ! »

Ces observations présidentielles n'ont pas ébranlé Edouard Balladur, qui a inscrit Elf-Aquitaine sur la première liste des entreprises nationales privatisables. Il est même permis de se demander si l'aveu du chef de l'Etat n'a pas eu pour effet de renforcer le premier ministre dans sa détermination, l'occasion lui étant ainsi donnée de démontrer, à ceux qui en douteraient, que les engagements dont l'écabable le président

(Elf Atocbem) et 10 % dans la santé (Elf Sanofi, entreprise qui a acquis en début d'année la maison de couture Yves Saint Laurent).

En l'espace de quelques années, la firme a considérablement investi pour trouver de nouveaux gisements de pétrole et de gaz. Ses réserves ont progressé de 60 % entre 1988 et 1992 avec d'importantes découvertes au Nigeria, un renforcement des positions en Angola et des prises de participation en mer du Nord britannique. Le groupe s'est parallèlement tourné vers l'ex-Allemagne de l'Est, avec le rachat du réseau Minol et le projet de construction d'un raffinage. Elf s'est également fortement engagé dans la CEI en concluant des accords avec la Russie, le Kazakhstan, l'Ouzbékistan et le Turkménistan. L'objectif pour le groupe est d'avoir 20 % de ses réserves globales dans cette partie du monde à la fin du siècle.

Comme pour l'ensemble des pétroliers, 1992 a été une année « difficile », marquée par l'érosion des cours du brut et du dollar et par la crise du raffinage. Les résultats, qui avaient été amincis à 10,6 milliards en 1990, se sont fortement érodés depuis. L'an dernier, le bénéfice a reculé d'un tiers alors que le chiffre d'affaires est demeuré stable.

Dans ce contexte, le secteur exploration-production, nouveau dur du groupe et contribuant pour 63 % au résultat opérationnel, a bien résisté, malgré un tassement des profits. Tenant compte de la morosité générale, Elf Aquitaine a décidé de restreindre cette année ses dépenses d'exploration, et ses investissements industriels. Pour réduire son endettement, qui a fortement augmenté en trois ans pour atteindre 37 % des fonds propres, le groupe s'est fixé un programme de cession d'actifs. Après une période de léthargie sous Michel Pébereau, suivie par une ère de conquêtes sous l'impulsion de Loïc Le Floch Prigent, l'entrée de nouveaux actionnaires pourrait coïncider avec une nouvelle époque consacrée à la concrétisation et à la mise en valeur des nouvelles richesses.

DOMINIQUE GALLOIS

La discrétion de l'Elysée

de la République ne viennent déconformer aucune complaisance dans la mise en œuvre du programme sur lequel la majorité a été élue. Inversement, M. Mitterrand peut faire valoir, prave à l'appui, que s'il n'a rien à reprocher à M. Balladur dans la pratique de la cohabitation, la politique qui est menée n'est pas la sienne.

A la différence de ce que Jacques Chirac avait fait en 1986, M. Balladur n'a pas choisi la voie des ordonnances pour autoriser les privatisations auxquelles il souhaite procéder. Aussi le président de la République n'a-t-il pas, à cette année, à signer des textes qui auraient permis au gouvernement de se dispenser d'un vote du Parlement. Dès lors, sa position sur les privatisations ne relève que du « conseil », comme il l'a indiqué le 14 juillet, car « si le Parlement vote cette loi, elle est appliquée ».

« Ce n'est pas  
l'approbation »

M. Mitterrand savait bien, cependant, au moment où il s'exprimait ainsi, que la loi en question était déjà votée et qu'il y avait prêté la main en acceptant de l'inscrire à l'ordre du jour de la session extraordinaire, convoquée par un décret signé de lui, alors qu'il en avait écarté, au contraire, la réforme de la loi Falloux. Il s'en est, d'ailleurs, avisé, et a estimé nécessaire d'ajouter que les privatisations venant « compléter l'emprunt (...), cela faisait un tout » et que c'était la raison pour laquelle il ne s'était pas opposé à ce que cela soit discuté pendant la session parlementaire extraordinaire.

Ayant pu connaître la liste des entreprises privatisables, l'Elysée se borne à rappeler la commentaire du chef de l'Etat la semaine dernière : « On a le droit d'avoir tous les degrés, de l'approbation jusqu'à la condamnation ». Au sujet d'Elf-Aquitaine, précise-t-on, « ce n'est pas l'approbation ». On ne saurait être plus discret.

PATRICK JARREAU

## Rhône-Poulenc : après six ans d'attente

« La privatisation rapide de Rhône-Poulenc va devenir une des priorités », a déclaré, en janvier 1987, six mois après son arrivée à la tête du groupe nationalisé en remplacement de Loïc Le Floch-Prigent, Jean-René Fourtou. L'objectif : « revendre vers un actionnariat privé et ne pas laisser Rhône-Poulenc couler dans le classement des grands groupes chimiques internationaux ». Mieux : l'objectif est de le hisser aux premiers rangs mondiaux, en procédant à une vaste reorganisation. Une frénésie d'achats s'empare alors du chimiste qui consomme 40 milliards de francs à l'acquisition d'une trentaine de sociétés, dont une quinzaine aux Etats-Unis, parmi lesquelles figurent les activités chimiques d'Union Carbide, les spécialités de RTZ, la chimie de base de Stauffer et la firme pharmaceutique Rorer.

De la douzième place en 1985, le groupe français est remonté au septième rang mondial, ce qui correspond à plus de 50 % du chiffre d'affaires (81,70 milliards de francs). La firme expère dans les cinq premiers chimistes à la fin de la décennie et est parmi les leaders dans chacun de ses trois métiers : intermédiaires organiques et minéraux (IOM), qui fournissent les grandes filiales industrielles, science de la vie (agro-chimie, pharmacie), chimie d'application d'additifs (fibres et polymères et spécialités chimiques).

Comme l'ensemble des chimistes, Rhône-Poulenc a ses 83 300 salariés échappés pas à la crise qui secoue le secteur depuis plus de trois ans. Si 1992 a été une année noire pour cette industrie, 1993 se présente sans aucun signe de redressement. Néanmoins, dans cette tourmente, le

groupe français tire mieux son épingle du jeu que nombre de ses concurrents grâce aux excellentes performances du secteur associé (Rhône-Poulenc Rorer et Institut Mériel). Grâce à leurs gains et au redressement des spécialités chimiques, le groupe a ainsi augmenté de 9 % son bénéfice (2,184 milliards de francs) en 1992. En revanche, les difficultés persistent dans l'agrochimie, affectée par les conséquences de la politique agricole commune, et dans le secteur des fibres, où un programme de suppressions d'emplois du quart des effectifs (522 sur 2 000 salariés) a été arrêté à la mi-juillet.

Priorité à la réduction  
de l'endettement

La croissance rapide du groupe a entraîné un accroissement de l'endettement qui avoisine les 30 milliards de francs et des frais financiers élevés. Le souci des dirigeants est de le réduire rapidement, en cédant des actifs non stratégiques. La vente, début juillet, des 35 % détenus dans Roussel-Uclaf a permis d'alléger les dettes d'environ 4 milliards de francs. Simultanément, pour un montant sensiblement équivalent, le groupe a procédé à deux émissions de titres perpétuels. De quoi améliorer sa structure de bilan pour séduire dès septembre de nouveaux actionnaires.

Depuis plus de six ans, Rhône-Poulenc a cessé de contourner l'obstacle de sa nationalisation de 1982 pour trouver d'autres partenaires que l'Etat, afin de financer son expansion. N'ayant pu être privatisé sous le gouvernement de Jacques

## BNP : la notoriété et la capacité de placement

Aux yeux de bon nombre d'observateurs, la BNP (Banque nationale de Paris) dispose de suffisamment d'actifs pour être mise sur le marché boursier au mois de septembre. Dans un contexte difficile, marqué par une baisse de la rentabilité de la quasi-totalité des groupes publics, la troisième banque française peut mettre en avant sa notoriété et plus encore sa capacité de placement, par l'intermédiaire de ses réseaux français et internationaux. Les seuls secteurs où la BNP pour le compte de sa clientèle étrangère représente 50 milliards de francs.

Des arguments qui ne peuvent laisser indifférent le gouvernement au moment du choix final. Il ne peut se permettre un succès mitigé lors des premières dénominations qui auront valeur de symbole. La BNP s'est engagée clairement dans une logique de privatisation depuis plusieurs mois. Le départ au mois de mai de René Thomas de la présidence de la banque et son remplacement par Michel Pébereau s'inscrivaient dans l'optique d'une privatisation. Le nouveau président de la BNP, qui a son actif la privatisation réussie de

CCF (Crédit commercial de France) en 1987, a ainsi le temps de se familiariser avec son nouvel établissement. Le maintien à son poste, pour au moins quelques mois, à la demande des pouvoirs publics, de Daniel Lebègue, directeur général de la BNP et candidat malheureux à la succession de M. Thomas, vise par ailleurs à assurer une continuité à la tête de la banque dans une période toujours délicate de passage du public au privé.

Affiner  
la stratégie

Sur un plan plus technique, la BNP ne devrait pas avoir trop de problèmes pour se constituer un noyau d'actionnaires stables. D'ores et déjà, l'UAP (Union des assurances de Paris) détient 10 % de son capital et le public, via des certificats d'investissement, 17,1 %. On peut imaginer que l'UAP, dans laquelle la BNP a une participation de 20 %, augmente sa présence dans le capital de la banque. D'autre part, l'alliance entre la BNP et la Dresdner Bank devrait se traduire par un échange

Chirac en 1987, et n'ayant pu procéder à l'augmentation de capital qui lui aurait permis d'alléger son endettement, le premier chimiste français, sous l'égide de son directeur financier, Jean-Pierre Tigouffet, a innové en concevant d'ingénieux montages et en multipliant les produits financiers.

Tant attendue, la première tentative de privatisation partielle a failli n'être qu'un mirage. Annoncée le 29 octobre 1992 par le gouvernement de Pierre Bérégovoy, la mise sur le marché de 14 % du capital a dû être reportée de plusieurs mois, en raison de la dégradation du marché boursier. « Il y a une chance sur deux pour que l'opération ne se fasse pas », déclarait, fataliste, Jean-René Fourtou en novembre. La cession fut néanmoins réalisée « in extremis » par l'ancien gouvernement en janvier. Elle rapporta à l'Etat environ 3 milliards de francs et sa participation directe est passée de 57 % à 43 % du capital (62 % en comptant les parts des banques et assurances nationales).

Mise sur le marché à 500 francs, l'action a progressé depuis d'environ 12 %. Cette performance, dans un marché morose, est à elle seule encourageante. Mais, pour mieux saisir le petit portrait, la valeur du titre a été divisée par quatre au début de mois de juillet. Tout est donc fait pour que cette prochaine privatisation soit « bienvenue » dans le grand public.

DOMINIQUE GALLOIS

de participations croisées de l'ordre de 10 %. Enfin, des clients et alliés de la BNP comme Saint-Gobain, Havas ou la Générale des eaux pourraient fort bien entrer dans son tour de table.

La décision finale de privatiser sera de toute façon prise par les pouvoirs publics, en fonction de l'attitude des marchés et donc des perspectives de résultats de la banque. Dans un contexte très difficile d'envoies des provisions — du fait de la crise de l'immobilier et de la multiplication des dévaluations de PME — et de faible rentabilité de l'activité bancaire générale, la BNP avait réussi l'an dernier à limiter les dégâts en affichant des résultats supérieurs à 2,1 milliards. L'aggravation de la récession, l'augmentation continue des dévaluations d'entreprises et la persistance de la crise de l'immobilier devraient rendre l'exercice 1993-1994 difficile. La banque a déjà annoncé qu'elle devrait enregistrer un bénéfice net au premier semestre 1993 en « baisse significative », puisqu'il n'aurait été que de 1,5 milliard de francs. La BNP a donc tout intérêt à affiner sa stratégie, à réduire les charges de fonctionnement d'un établissement bancaire.

Il lui restera aussi à affiner la suite de la banque, qui reste encore relativement confuse. Elle se situe à mi-chemin de l'expansion tout azimut du Crédit lyonnais et de la volonté de se replier sur des niches rentables de la Société générale. La BNP réaffirme ainsi fréquemment sa volonté de rester une banque grand public et de conserver la clientèle de « nos clients français ». Ce dépit de la concurrence très dure du Crédit agricole, des Caisses d'épargne et de La Poste et de la très faible rentabilité de cette activité. D'un autre côté, l'établissement manifeste sa volonté de prendre des parts de marché dans les créances de l'industrie financière, des activités de marché et de la gestion d'actifs.

A l'international, la BNP, qui dispose d'un réseau important, parmi les cinq premiers au monde, a décidé de s'allier étroitement avec la deuxième banque allemande, la Dresdner, laquelle de part seule à la conquête du monde, comme son rival de tous jours, le Crédit lyonnais. Un pari difficile dont on ne pourra réellement mesurer les résultats que dans plusieurs années.

L'Etat détient directement 72,9 % des titres BNP, ce qui représente un peu moins de 30 milliards de francs, à partir des cours de Bourse des certificats d'investissement. La banque emploie 58 000 personnes.

ERIC LESER

## Privatisées par le gouvern

## sans risques

Le gouvernement a annoncé la mise sur le marché de 14 % du capital de la BNP. Cette opération, qui a été reportée de plusieurs mois, est considérée comme une priorité. Le ministre de l'économie, Edouard Balladur, a déclaré que cette privatisation était « bienvenue » dans le grand public. La BNP, qui a une participation directe de 43 % du capital (62 % en comptant les parts des banques et assurances nationales), a déjà annoncé qu'elle devrait enregistrer un bénéfice net au premier semestre 1993 en « baisse significative ».

Les abnace  
restaurer

Le gouvernement a annoncé la mise sur le marché de 14 % du capital de la BNP. Cette opération, qui a été reportée de plusieurs mois, est considérée comme une priorité. Le ministre de l'économie, Edouard Balladur, a déclaré que cette privatisation était « bienvenue » dans le grand public. La BNP, qui a une participation directe de 43 % du capital (62 % en comptant les parts des banques et assurances nationales), a déjà annoncé qu'elle devrait enregistrer un bénéfice net au premier semestre 1993 en « baisse significative ».

Le gouvernement a annoncé la mise sur le marché de 14 % du capital de la BNP. Cette opération, qui a été reportée de plusieurs mois, est considérée comme une priorité. Le ministre de l'économie, Edouard Balladur, a déclaré que cette privatisation était « bienvenue » dans le grand public. La BNP, qui a une participation directe de 43 % du capital (62 % en comptant les parts des banques et assurances nationales), a déjà annoncé qu'elle devrait enregistrer un bénéfice net au premier semestre 1993 en « baisse significative ».

Le gouvernement a annoncé la mise sur le marché de 14 % du capital de la BNP. Cette opération, qui a été reportée de plusieurs mois, est considérée comme une priorité. Le ministre de l'économie, Edouard Balladur, a déclaré que cette privatisation était « bienvenue » dans le grand public. La BNP, qui a une participation directe de 43 % du capital (62 % en comptant les parts des banques et assurances nationales), a déjà annoncé qu'elle devrait enregistrer un bénéfice net au premier semestre 1993 en « baisse significative ».

Le gouvernement a annoncé la mise sur le marché de 14 % du capital de la BNP. Cette opération, qui a été reportée de plusieurs mois, est considérée comme une priorité. Le ministre de l'économie, Edouard Balladur, a déclaré que cette privatisation était « bienvenue » dans le grand public. La BNP, qui a une participation directe de 43 % du capital (62 % en comptant les parts des banques et assurances nationales), a déjà annoncé qu'elle devrait enregistrer un bénéfice net au premier semestre 1993 en « baisse significative ».

Le gouvernement a annoncé la mise sur le marché de 14 % du capital de la BNP. Cette opération, qui a été reportée de plusieurs mois, est considérée comme une priorité. Le ministre de l'économie, Edouard Balladur, a déclaré que cette privatisation était « bienvenue » dans le grand public. La BNP, qui a une participation directe de 43 % du capital (62 % en comptant les parts des banques et assurances nationales), a déjà annoncé qu'elle devrait enregistrer un bénéfice net au premier semestre 1993 en « baisse significative ».

Le gouvernement a annoncé la mise sur le marché de 14 % du capital de la BNP. Cette opération, qui a été reportée de plusieurs mois, est considérée comme une priorité. Le ministre de l'économie, Edouard Balladur, a déclaré que cette privatisation était « bienvenue » dans le grand public. La BNP, qui a une participation directe de 43 % du capital (62 % en comptant les parts des banques et assurances nationales), a déjà annoncé qu'elle devrait enregistrer un bénéfice net au premier semestre 1993 en « baisse significative ».

L'arbitre  
sur l'ass

Le gouvernement a annoncé la mise sur le marché de 14 % du capital de la BNP. Cette opération, qui a été reportée de plusieurs mois, est considérée comme une priorité. Le ministre de l'économie, Edouard Balladur, a déclaré que cette privatisation était « bienvenue » dans le grand public. La BNP, qui a une participation directe de 43 % du capital (62 % en comptant les parts des banques et assurances nationales), a déjà annoncé qu'elle devrait enregistrer un bénéfice net au premier semestre 1993 en « baisse significative ».

Le gouvernement a annoncé la mise sur le marché de 14 % du capital de la BNP. Cette opération, qui a été reportée de plusieurs mois, est considérée comme une priorité. Le ministre de l'économie, Edouard Balladur, a déclaré que cette privatisation était « bienvenue » dans le grand public. La BNP, qui a une participation directe de 43 % du capital (62 % en comptant les parts des banques et assurances nationales), a déjà annoncé qu'elle devrait enregistrer un bénéfice net au premier semestre 1993 en « baisse significative ».

Le gouvernement a annoncé la mise sur le marché de 14 % du capital de la BNP. Cette opération, qui a été reportée de plusieurs mois, est considérée comme une priorité. Le ministre de l'économie, Edouard Balladur, a déclaré que cette privatisation était « bienvenue » dans le grand public. La BNP, qui a une participation directe de 43 % du capital (62 % en comptant les parts des banques et assurances nationales), a déjà annoncé qu'elle devrait enregistrer un bénéfice net au premier semestre 1993 en « baisse significative ».

Le gouvernement a annoncé la mise sur le marché de 14 % du capital de la BNP. Cette opération, qui a été reportée de plusieurs mois, est considérée comme une priorité. Le ministre de l'économie, Edouard Balladur, a déclaré que cette privatisation était « bienvenue » dans le grand public. La BNP, qui a une participation directe de 43 % du capital (62 % en comptant les parts des banques et assurances nationales), a déjà annoncé qu'elle devrait enregistrer un bénéfice net au premier semestre 1993 en « baisse significative ».

Le gouvernement a annoncé la mise sur le marché de 14 % du capital de la BNP. Cette opération, qui a été reportée de plusieurs mois, est considérée comme une priorité. Le ministre de l'économie, Edouard Balladur, a déclaré que cette privatisation était « bienvenue » dans le grand public. La BNP, qui a une participation directe de 43 % du capital (62 % en comptant les parts des banques et assurances nationales), a déjà annoncé qu'elle devrait enregistrer un bénéfice net au premier semestre 1993 en « baisse significative ».

Le gouvernement a annoncé la mise sur le marché de 14 % du capital de la BNP. Cette opération, qui a été reportée de plusieurs mois, est considérée comme une priorité. Le ministre de l'économie, Edouard Balladur, a déclaré que cette privatisation était « bienvenue » dans le grand public. La BNP, qui a une participation directe de 43 % du capital (62 % en comptant les parts des banques et assurances nationales), a déjà annoncé qu'elle devrait enregistrer un bénéfice net au premier semestre 1993 en « baisse significative ».

Le gouvernement a annoncé la mise sur le marché de 14 % du capital de la BNP. Cette opération, qui a été reportée de plusieurs mois, est considérée comme une priorité. Le ministre de l'économie, Edouard Balladur, a déclaré que cette privatisation était « bienvenue » dans le grand public. La BNP, qui a une participation directe de 43 % du capital (62 % en comptant les parts des banques et assurances nationales), a déjà annoncé qu'elle devrait enregistrer un bénéfice net au premier semestre 1993 en « baisse significative ».



# ÉCONOMIE

Selon une évaluation d'Europerformance

## L'emprunt Balladur a ponctionné les sicav monétaires de 60 à 70 milliards de francs

Sur 90 milliards de francs de retraits nets sur les sicav court terme, essentiellement les monétaires, pendant la période des souscriptions de l'emprunt Balladur (18 juin au 16 juillet 1993), 60 à 70 milliards de francs ont été employés au paiement de l'emprunt en question, selon Europerformance. Cette évaluation confirme les chiffres déjà donnés par la direction du Trésor, selon laquelle 62 % des 110 milliards de francs de l'emprunt proviendraient de transferts en provenance des sicav court terme.

Sur ces 90 milliards de francs de retrait net, qui s'imputent sur 112 milliards de francs d'encours global, dont 800 milliards de francs détenus par les particuliers, plus d'une vingtaine de milliards sont à caractère saisonnier, juin et juillet étant traditionnellement des mois de collecte négative (-30 milliards de francs en 1992). La clientèle institutionnelle en est la principale responsable, notamment les caisses de retraite, dont la trésorerie est au plus bas en fin de trimestre, après le versement des pensions.

D'autre part, du fait de la baisse des taux d'intérêt à court terme, les placements à court terme ont été délaissés au profit de placements à plus long terme, notamment les obligations, comme les sicav obligataires (63 milliards de francs de collecte net depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1993), vers les produits d'assurance-vie et, naturellement, vers l'emprunt Balladur.

L'exonération de l'impôt frappant les plus-values sur la vente des sicav monétaires, au cas où elles sont réemployées en emprunt Balladur, et la possibilité d'utiliser l'emprunt pour souscrire aux privatisations ou pour un placement en PEA (plan d'épargne en actions), ont joué un rôle essentiel dans ce transfert massif, surtout l'exonération.

La baisse prévisible des taux d'intérêt à court terme qui pourraient revenir à 6 % en fin d'année, contre 7,5 à 8 % actuellement et 10 % au début de l'année réduirait à 5 % maximum le rendement net, avant impôt, des sicav monétaires, ce qui rend plus attractifs les placements en obligations.

F. R.

## L'influence grandissante des firmes multinationales

L'influence sur l'économie mondiale des 370 firmes multinationales (non financières) ou transnationales comme on les appelle parfois - recensées au début des années 90 (contre à peine 7 000 il y a vingt ans) ne cesse de croître, conclut une étude publiée par la CNUCED (Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement). En 1992, les ventes réalisées par les multinationales en dehors de leur pays d'origine ont atteint 5 500 milliards de dollars (32 500 milliards de francs), soit un montant nettement supérieur à celui des exportations mondiales de biens et de services (4 000 milliards de dollars), dont par parenthèse un tiers provient d'échanges entre filiales de groupes multinationaux. Au classement de ces premières entreprises multinationales (selon la valeur de leurs avoirs à l'étranger) réalisé par l'ONU, le groupe pétrolier anglo-néerlandais Royal Dutch Shell arrive largement en tête, suivi de Ford, General Motors, Exxon, et IBM (quatre firmes américaines). Il faut attendre la 17<sup>e</sup> place pour trouver la première multinationale française (Elf Aquitaine) tandis qu'Alcatel-Alsthom occupe la 21<sup>e</sup> position.

Toutes réunies, les firmes multinationales contrôlent le tiers environ des avoirs productifs du monde. Victimes de la récession dans les pays industrialisés, depuis deux

Source: CNUCED

Firme	Valeur des avoirs à l'étranger (milliards de dollars)
Royal Dutch Shell	222,9
Ford	195,5
General Motors	195,5
Exxon	195,5
IBM	195,5
British Petroleum	195,5
Nestlé	195,5
Asahi Breweries	195,5
Philips	195,5
Mobil	195,5
Unilever	195,5
Matsushita	195,5
Fiat	195,5
Siemens	195,5
Sony	195,5
Volkswagen	195,5
Elf Aquitaine	195,5
Mitsubishi	195,5
General Electric	195,5
Du Pont	195,5

\* estimation

ans, elles ont pourtant fortement diminué leurs investissements directs à l'étranger (150 milliards de dollars en 1992), mais, prévient l'étude, la tendance devrait se renverser avec la sortie de crise. En

## L'arbitrage des négociations sur l'assurance-chômage

Dans le premier cas, le retraiter alors sa promesse de 8 à 10 milliards de francs par an, pendant dix ans, qu'il s'agit engagé à apporter « à la condition exclusive » que les gestionnaires assurent l'assurance-chômage. D'autant que celle-ci pourrait préfigurer « la nationalisation », réclame par Philippe Séguin (le Monde du 18 juin), ou donnerait raison à Jean-Louis Giral, ancien président de la commission sociale du CNRPF, selon lequel, dans un entretien publié par les Echos le 21 juillet, « c'est à la Nation tout entière, et donc à l'Etat, de prendre en charge le surcoût, faute de quoi nous développerons encore un peu plus le chômage ». Mais la deuxième hypothèse - celle de la reprise des négociations, qui se terminerait par un accord - s'apparente à une porte étroite et se révélerait vite semée d'embûches.

En effet, après tant d'heures de discussions, trop de zones d'ombres demeurent et les points de vue des négociateurs restent par trop inconciliables. Unis, les quatre syndicats réformistes se refusent à écarter, au-delà d'un modeste réajustement des durées d'indemnisation à taux plein, les prestations servies aux chômeurs indemnisés. Et ils sont d'autant plus attachés à cet objectif que l'accord de

juillet 1992, qui avait ensuite permis à la CFDT d'accéder à la présidence de l'UNEDIC, s'était déjà traduit par un effort de 8 milliards, supporté par les allocataires.

En revanche, et fût-ce en cela de l'appui fourni par M. Girard, ils proposent une augmentation des cotisations de 1 %, partagée à 80 % par les employeurs et à 20 % par les salariés, qui rapporterait 17 milliards de francs, dont le patronat ne veut pas prélever une hausse de 0,7 %, certes « négociable », mais répartie en deux parts égales.

Avec la plupart des mesures envisagées, le chapitre des économies ajoutées à la discordie que la ferme intention de Jean Donnage, président de la commission sociale du CNRPF, pour réformer les statuts de l'UNEDIC en urgence porte à l'exaspération. Les durées d'affiliation au régime et les durées d'indemnisation seraient réduites pour obtenir 4,4 milliards. Le plancher d'indemnisation serait ramené de 57,4 % du salaire antérieur au de référence à 56,4 %, alors que le plafond passerait de 75 % à 74 %, la part proportionnelle étant fixée à 39,4 % contre 40,4 %.

### Le paritarisme en question

Il reste même des scories, comme il en existe toujours en début de négociation. Par exemple, une disposition prévoit la radiation d'un chômeur quand ce dernier refuse plus de deux emplois correspondant à ses aptitudes professionnelles et comportant une rémunération supérieure d'au moins 10 % à son indemnité. Ce qui serait une façon de peser, à la baisse de 35 %, environ, sur les politiques salariales des actifs occupés. Tout cela provoque le raidissement des syndicats.

Quant aux rares points d'accord, ils peuvent parfois inquiéter. Ainsi,

ALAIN LEBEAU

Vers une réforme de l'organisation commune de marché

## Bruxelles veut freiner la production de vin dans la Communauté

Politique d'arrachage de la vigne et de limitation des rendements programmée au niveau des régions viticoles, encouragement à la qualité, distillation obligatoire des excédents pratiquée de façon plus rigoureuse que dans le passé : telles sont les lignes directrices de la réforme de l'organisation commune du marché du vin que la Commission européenne doit proposer, jeudi 22 juillet, aux Douze.

BRUXELLES (Communautés européennes)

de notre correspondant

La Communauté produit trop de vin et la situation ne peut aller qu'en s'aggravant : la consommation en effet diminue et les importations en provenance des pays tiers ont tendance à progresser ; des engagements seront probablement pris dans le cadre du GATT, et il sera difficile de ne pas s'ouvrir aux pays de l'Est. L'organisation de marché actuelle, contournée, mal respectée, ne permet pas de maîtriser la production. Si rien n'est fait, l'excédent atteindra près de 40 millions d'hectolitres en l'an 2000, qu'il faudra distiller à grands frais. Pour adapter progressivement le vignoble communautaire aux besoins, la Commission suggère des programmes régionaux plurianuels limitant les Etats membres à la production de grandes régions viticoles de la CEE et, devant, pour bénéficier du financement communautaire, être approuvés par Bruxelles.

Dans ce projet, l'incitation à l'arrachage resterait un instrument privilégié, mais en essayant de remédier aux déficiences du système actuel, fondé sur des aides individuelles des viticulteurs. Ainsi, la vigne, bien souvent, disparaît des coteaux, mais prospère en plaine, où les rendements sont plus élevés, l'inverse de ce qui est souhaité. Désormais, en partant d'objectifs chiffrés, l'arrachage serait planifié au niveau de la région, compte tenu des préoccupations d'aménagement du territoire. Les primes seraient fortement majorées par rapport au niveau actuel.

Toujours dans le cadre de ces programmes plurianuels, les aides à l'hectare seraient accordées aux viticulteurs s'engageant à réduire leurs rendements ou encore à ceux continuant à produire dans des zones fragiles - collines, terres sensibles à l'érosion - qu'il n'est pas souhaitable de laisser retourner à l'état de friches. L'enrichissement et notamment le sucrage ne pourraient plus être pratiqués à une aussi vaste échelle qu'aujourd'hui.

En attendant que les efforts ainsi entrepris aient porté leurs fruits, les excédents constatés dans chaque Etat membre, par rapport à une production accordée de référence (moyenne des vendanges 1989-1992) devraient faire l'objet d'une distillation obligatoire à très bas prix. Les vins de qualité (VQPRD) seraient inclus dans le calcul des productions de référence afin de contraindre la tendance de certains (l'Allemagne, le Luxembourg) à classer trop facilement des vins ordinaires en VQPRD pour éviter les contraintes de la distillation.

PHILIPPE LEMAITRE

Le Monde EDITIONS

L'INDÉPENDANCE DES BANQUES CENTRALES

REVUE D'ECONOMIE FINANCIERE

N° 22

248 pages, 160 F.

en vente en librairie ou, à défaut, sur commande au Monde-Éditions 15, rue Falguière 75015 Paris

## décidées par le gouvernement

### Sans risques

Suite de la première page

Par ce communiqué l'engagement de nouveau et vaste programme de privatisation qui constitue l'un des axes majeurs de sa politique économique. Un programme dont la loi du 19 juillet 1993 a fixé les contours et dont le gouvernement escompte, plus que jamais, une quarantaine de milliards de francs de recettes d'ici à la fin de l'année. Un programme qui pourrait encore être complété puisque, comme le rappelle M. Alphandéry dans un entretien au Figaro du 22 juillet, « le gouvernement peut toujours prendre un nouveau décret pour compléter la liste des prochaines privatisations ».

Pour aller vite, il fallait faire des choix. Sans même s'attarder sur les entreprises par trop déficientes pour pouvoir être démantées présentées sur le marché, ont été systématiquement écartées toutes les opérations un peu délicates. Éliminées, par exemple, le groupe Thomson, sujet potentiel de frictions entre le ministère de la Défense, qui partage avec l'Élysée un souci extrême pour la filiale principale, Thomson-CSF, et le ministère de l'Industrie ; ou encore, la Caisse nationale de prévoyance, candidat sérieux, mais dont le changement de statut date d'il y a six mois à peine.

### Une absence remarquée

Éliminées, aussi, les trois grandes compagnies publiques d'assurances. Le GAN, hors course dans l'attente d'une décision sur le sort du CIC, sa filiale bancaire, les AGF et l'UAP apparaissent comme des postulants plus sérieux. Leur absence se remarque : « Il ne s'agit pas d'une exclusion de principe », assure-t-on dans l'entourage d'Edmond Alphandéry, où l'on estime que ces deux dossiers comportent encore trop d'incertitudes.

Les AGF comme l'UAP sont loin d'avoir réglé leurs affaires alarmées. Qu'il s'agisse, pour la première, de la prise de contrôle de l'assureur AMB, ou qu'il s'agisse, pour la seconde, de conclure un armistice avec Suez sur le différend Victoire-Colonia. Et puis, il y a l'immobilier, dont on sait qu'il va affecter les comptes. L'imédiate exécution de la vente de la tour Eiffel, le ministère de l'Économie a préféré attendre d'y voir plus clair. Et se réserver, peut-être, pour la publication d'une nouvelle liste de privatisables avant la fin de l'année.

Éliminés, encore, Renault et la SEITA. Pour le constructeur automobile allié à Volvo, la raison est simple : « Privatiser Renault dans l'état actuel des choses reviendrait à en confier le contrôle au constructeur suédois », estime-t-on à Bercy. Les pouvoirs publics et les deux groupes ont préféré se donner jusqu'à la fin de l'été pour élaborer un montage financier - une fusion - permettant de contourner la difficulté.

La SEITA, elle, avait un acquiescement désigné : le groupe Ballaré, qui, outre son attrait pour la Compagnie générale maritime (CGM), n'a jamais échoué son intérêt pour l'ex-Régie des tabacs. Mais le dossier a ses complexités sécuritaires. Inscrire la SEITA sur un décret de privatisation fait immédiatement tomber son monopole, selon les dispositions (article 17) de la nouvelle loi de privatisations. Impossible, explique-t-on à Bercy, d'abroger du jour au lendemain les droits exclusifs de la SEITA sur la fabrication, l'importation et la commercialisation en gros des tabacs, sans avoir préalablement étudié les répercussions sur l'ensemble du secteur.

La BNP, Rhône-Poulenc, la

petite Banque Hervey, et dans une moindre mesure Elf-Aquitaine possèdent moins de problèmes. Techniquement parlant, en tout cas, le terrain est libre. Trois de ces quatre entreprises ont dégagé des bénéfices l'an passé : un peu plus de 6 milliards pour Elf, 2,1 milliards pour la BNP, 1,5 milliard pour Rhône-Poulenc. La Banque Hervey a certes affiché des pertes de 186 millions de francs en 1992, mais cela ne tempère pas les ardeurs du CCF, qui détient déjà 34 % de son capital et se tient prêt pour une opération industrielle (lire page 18).

### À pas de charge

Le temps étant compté, la mise en place du dispositif réglementaire et technique nécessaire va se poursuivre au pas de charge. Les sept membres de la commission de privatisation seront nommés dès la semaine prochaine pour cinq ans, sans même attendre le terme du délai de quinze jours prévu après la promulgation de la loi. Un décret en Conseil d'Etat viendra préciser les modalités des cessions de gré à gré dont on sait déjà qu'elles demeureront soumises à appel à candidature.

Enfin, comme en 1986, des arrêtés préciseront, pour chacune des entreprises concernées, le nombre et le prix des actions mises en vente, l'importance des tranches placées sur le marché international ou, encore, les offres faites aux salariés. Sans attendre, le gouvernement a lancé « la consultation destinée à sélectionner, parmi l'ensemble des banques françaises ou étrangères intéressées (...) la ou les futures banques conseils du gouvernement » pour les opérations de privatisation de la BNP et de Rhône-Poulenc.

Les opérations de privatisation proprement dites, dépendant, pour beaucoup, de la taille des sociétés. D'un coup, pour les petites, comme la Banque Hervey ou même Rhône-Poulenc. Par tranches, probablement, pour Elf Aquitaine, dont la capitalisation boursière est évaluée à 200 milliards de francs. « La BNP se situe entre les deux extrêmes », reconnaît-on à Bercy, où l'on rappelle qu'en tout état de cause, aucune décision n'est encore prise. Enfin, pour s'assurer de la pérennité de l'indépendance d'Elf Aquitaine - et respecter ainsi le vœu présidentiel qui était aussi le souci des parlementaires - (« golden share »), dont la loi de 1993 prévoit l'institution, sans limitation de durée, avant même la saisine de la commission de privatisation.

Elf Aquitaine, décidément, reste, malgré le rappel à Bercy du « souci commun de préserver les intérêts nationaux », la pomme de tante des discordes. N'est-ce pas la seule société dans le PDG, Loïc Le Floch Prigent, est réellement menacé ? A la BNP, Michel Pébereau vient tout juste d'être nommé par Edouard Balladur. Chez Rhône-Poulenc et à la Banque Hervey, n'est-ce pas directement majoritaire, ce sont les conseils d'administration qui, officiellement, désignent leurs patrons. De tous, Loïc Le Floch Prigent est, donc le seul à pouvoir s'inquiéter des conséquences de la loi de 1993, qui exige de nouvelles nominations, en conseil des ministres. La législation ne fixe aucun délai. Mais on explique au ministère de l'Économie que « le bon sens commande qu'on n'attende pas éternellement ». Rendez-vous est donné avant la fin de l'été.

PIERRE-ANGEL GAY et CAROLINE MONNOT

### En raison de leur stabilisation

## M. de Charette veut assouplir les règles d'encadrement des loyers en Ile-de-France

L'encadrement des loyers lors du renouvellement des baux en région parisienne devrait être assoupli, estime le ministre du Logement, Hervé de Charette, dans un entretien au quotidien Libération, jeudi 22 juillet.

« La situation des rapports locatifs en région parisienne s'est stabilisée et l'évolution des loyers s'est sensiblement rapprochée de l'évolution constatée au niveau national : un peu plus de 6 % par an dans un cas, un peu plus de 5 % dans l'autre », souligne

M. de Charette. « Il ne paraît donc pas possible de franchir une nouvelle étape en assouplissant l'encadrement des renouvellements de baux en région parisienne ».

La « solution de sagesse et de modération » préconisée par le ministre consiste à autoriser la propriété, lorsque les loyers sont manifestement sous-évalués, à « ajuster le nouveau loyer à concurrence de 50 % de l'écart constaté avec les loyers du voisinage, cette hausse étant étalée sur six ans ».

## Les premières privatisations

## Paris : après six ans d'attente

Paris : après six ans d'attente, la loi de 1993 a fixé les contours et dont le gouvernement escompte, plus que jamais, une quarantaine de milliards de francs de recettes d'ici à la fin de l'année. Un programme qui pourrait encore être complété puisque, comme le rappelle M. Alphandéry dans un entretien au Figaro du 22 juillet, « le gouvernement peut toujours prendre un nouveau décret pour compléter la liste des prochaines privatisations ».

### Faibles à la réduction de l'endettement

Le communiqué repart du principe d'un démantèlement de l'Etat, qui consiste à vendre les entreprises publiques. Mais il ne faut pas se laisser tromper par le titre. Le programme de privatisation n'est pas une simple vente de biens publics. C'est une opération complexe, qui implique une série de mesures de réforme de l'Etat, de la structure des entreprises publiques, de la gestion des services publics, de la réduction de l'endettement, etc.

Après plus de six ans d'attente, la loi de 1993 a fixé les contours et dont le gouvernement escompte, plus que jamais, une quarantaine de milliards de francs de recettes d'ici à la fin de l'année. Un programme qui pourrait encore être complété puisque, comme le rappelle M. Alphandéry dans un entretien au Figaro du 22 juillet, « le gouvernement peut toujours prendre un nouveau décret pour compléter la liste des prochaines privatisations ».

## notoriété et la capacité de placement

notoriété et la capacité de placement. Le communiqué repart du principe d'un démantèlement de l'Etat, qui consiste à vendre les entreprises publiques. Mais il ne faut pas se laisser tromper par le titre. Le programme de privatisation n'est pas une simple vente de biens publics. C'est une opération complexe, qui implique une série de mesures de réforme de l'Etat, de la structure des entreprises publiques, de la gestion des services publics, de la réduction de l'endettement, etc.

### Alors la stratégie

Alors la stratégie. Le communiqué repart du principe d'un démantèlement de l'Etat, qui consiste à vendre les entreprises publiques. Mais il ne faut pas se laisser tromper par le titre. Le programme de privatisation n'est pas une simple vente de biens publics. C'est une opération complexe, qui implique une série de mesures de réforme de l'Etat, de la structure des entreprises publiques, de la gestion des services publics, de la réduction de l'endettement, etc.

## revol : au profit du CCF

revol : au profit du CCF. Le communiqué repart du principe d'un démantèlement de l'Etat, qui consiste à vendre les entreprises publiques. Mais il ne faut pas se laisser tromper par le titre. Le programme de privatisation n'est pas une simple vente de biens publics. C'est une opération complexe, qui implique une série de mesures de réforme de l'Etat, de la structure des entreprises publiques, de la gestion des services publics, de la réduction de l'endettement, etc.

Le communiqué repart du principe d'un démantèlement de l'Etat, qui consiste à vendre les entreprises publiques. Mais il ne faut pas se laisser tromper par le titre. Le programme de privatisation n'est pas une simple vente de biens publics. C'est une opération complexe, qui implique une série de mesures de réforme de l'Etat, de la structure des entreprises publiques, de la gestion des services publics, de la réduction de l'endettement, etc.

MANON MIAF







## MARCHÉS FINANCIERS

## BOURSE DE PARIS DU 22 JUILLET

Liquidation : 23 juillet  
Taux de report : 7.00

Cours relevés à 11 h 15  
CAC 40 : - 0.69 % (1934.16)

Règlement mensuel																				
COMPAGNIES		VALEURS		Cours précéd.		Dernier cours		%		COMPAGNIES		VALEURS		Cours précéd.		Dernier cours		%		
COMPAGNIES	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	COMPAGNIES	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	COMPAGNIES	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	COMPAGNIES	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	COMPAGNIES	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	
550	EDF-GDF S.A.	5400		Compagnie (1)	VALEURS			Compagnie (1)	VALEURS			465	Hutchinson	450		465	Hutchinson	450		
1030	B.N.P. (L.P.)	1050	1055	+0,50								465	Maréchal	450		465	Maréchal	450		
1040	Clymenet (L.P.)	1025	1025	+0,00								465	Maréchal	450		465	Maréchal	450		
1050	Renault (L.P.)	2811	2812	+0,05	COSE 1	442	442	-0,08	51	Lucanot 1	80	81	2,50	1465	Somme-Albert 1	1505	1490	-1	280	13 M 1
1100	Renault (L.P.)	2780	2780	0,00	COSE 2	400	367	-2,25	578	LYMÉ Westin	3232	3232	0,00	581	Soyla 1	551	555	+0,73	17	12 M 1
1130	Stimé (L.P.)	1105	1105	0,00	COSE 3	400	400	0,00	325	Lyons-Eaux-Du 1	474	474	0,00	581	Soyla 1	551	555	+0,73	17	12 M 1
1135	Stimé (L.P.)	1105	1105	0,00	COSE 4	400	400	0,00	325	Lyons-Eaux-Du 1	474	474	0,00	581	Soyla 1	551	555	+0,73	17	12 M 1
1135	Stimé (L.P.)	1105	1105	0,00	COSE 5	400	400	0,00	325	Lyons-Eaux-Du 1	474	474	0,00	581	Soyla 1	551	555	+0,73	17	12 M 1
1135	Stimé (L.P.)	1105	1105	0,00	COSE 6	400	400	0,00	325	Lyons-Eaux-Du 1	474	474	0,00	581	Soyla 1	551	555	+0,73	17	12 M 1
1135	Stimé (L.P.)	1105	1105	0,00	COSE 7	400	400	0,00	325	Lyons-Eaux-Du 1	474	474	0,00	581	Soyla 1	551	555	+0,73	17	12 M 1
1135	Stimé (L.P.)	1105	1105	0,00	COSE 8	400	400	0,00	325	Lyons-Eaux-Du 1	474	474	0,00	581	Soyla 1	551	555	+0,73	17	12 M 1
1135	Stimé (L.P.)	1105	1105	0,00	COSE 9	400	400	0,00	325	Lyons-Eaux-Du 1	474	474	0,00	581	Soyla 1	551	555	+0,73	17	12 M 1
1135	Stimé (L.P.)	1105	1105	0,00	COSE 10	400	400	0,00	325	Lyons-Eaux-Du 1	474	474	0,00	581	Soyla 1	551	555	+0,73	17	12 M 1
1135	Stimé (L.P.)	1105	1105	0,00	COSE 11	400	400	0,00	325	Lyons-Eaux-Du 1	474	474	0,00	581	Soyla 1	551	555	+0,73	17	12 M 1
1135	Stimé (L.P.)	1105	1105	0,00	COSE 12	400	400	0,00	325	Lyons-Eaux-Du 1	474	474	0,00	581	Soyla 1	551	555	+0,73	17	12 M 1
1135	Stimé (L.P.)	1105	1105	0,00	COSE 13	400	400	0,00	325	Lyons-Eaux-Du 1	474	474	0,00	581	Soyla 1	551	555	+0,73	17	12 M 1
1135	Stimé (L.P.)	1105	1105	0,00	COSE 14	400	400	0,00	325	Lyons-Eaux-Du 1	474	474	0,00	581	Soyla 1	551	555	+0,73	17	12 M 1
1135	Stimé (L.P.)	1105	1105	0,00	COSE 15	400	400	0,00	325	Lyons-Eaux-Du 1	474	474	0,00	581	Soyla 1	551	555	+0,73	17	12 M 1
1135	Stimé (L.P.)	1105	1105	0,00	COSE 16	400	400	0,00	325	Lyons-Eaux-Du 1	474	474	0,00	581	Soyla 1	551	555	+0,73	17	12 M 1
1135	Stimé (L.P.)	1105	1105	0,00	COSE 17	400	400	0,00	325	Lyons-Eaux-Du 1	474	474	0,00	581	Soyla 1	551	555	+0,73	17	12 M 1
1135	Stimé (L.P.)	1105	1105	0,00	COSE 18	400	400	0,00	325	Lyons-Eaux-Du 1	474	474	0,00	581	Soyla 1	551	555	+0,73	17	12 M 1
1135	Stimé (L.P.)	1105	1105	0,00	COSE 19	400	400	0,00	325	Lyons-Eaux-Du 1	474	474	0,00	581	Soyla 1	551	555	+0,73	17	12 M 1
1135	Stimé (L.P.)	1105	1105	0,00	COSE 20	400	400	0,00	325	Lyons-Eaux-Du 1	474	474	0,00	581	Soyla 1	551	555	+0,73	17	12 M 1
1135	Stimé (L.P.)	1105	1105	0,00	COSE 21	400	400	0,00	325	Lyons-Eaux-Du 1	474	474	0,00	581	Soyla 1	551	555	+0,73	17	12 M 1
1135	Stimé (L.P.)	1105	1105	0,00	COSE 22	400	400	0,00	325	Lyons-Eaux-Du 1	474	474	0,00	581	Soyla 1	551	555	+0,73	17	12 M 1
1135	Stimé (L.P.)	1105	1105	0,00	COSE 23	400	400	0,00	325	Lyons-Eaux-Du 1	474	474	0,00	581	Soyla 1	551	555	+0,73	17	12 M 1
1135	Stimé (L.P.)	1105	1105	0,00	COSE 24	400	400	0,00	325	Lyons-Eaux-Du 1	474	474	0,00	581	Soyla 1	551	555	+0,73	17	12 M 1
1135	Stimé (L.P.)	1105	1105	0,00	COSE 25	400	400	0,00	325	Lyons-Eaux-Du 1	474	474	0,00	581	Soyla 1	551	555	+0,73	17	12 M 1
1135	Stimé (L.P.)	1105	1105	0,00	COSE 26	400	400	0,00	325	Lyons-Eaux-Du 1	474	474	0,00	581	Soyla 1	551	555	+0,73	17	12 M 1
1135	Stimé (L.P.)	1105	1105	0,00	COSE 27	400	400	0,00	325	Lyons-Eaux-Du 1	474	474	0,00	581	Soyla 1	551	555	+0,73	17	12 M 1
1135	Stimé (L.P.)	1105	1105	0,00	COSE 28	400	400	0,00	325	Lyons-Eaux-Du 1	474	474	0,00	581	Soyla 1	551	555	+0,73	17	12 M 1
1135	Stimé (L.P.)	1105	1105	0,00	COSE 29	400	400	0,00	325	Lyons-Eaux-Du 1	474	474	0,00	581	Soyla 1	551	555	+0,73	17	12 M 1
1135	Stimé (L.P.)	1105	1105	0,00	COSE 30	400	400	0,00	325	Lyons-Eaux-Du 1	474	474	0,00	581	Soyla 1	551	555	+0,73	17	12 M 1
1135	Stimé (L.P.)	1105	1105	0,00	COSE 31	400	400	0,00	325	Lyons-Eaux-Du 1	474	474	0,00	581	Soyla 1	551	555	+0,73	17	12 M 1
1135	Stimé (L.P.)	1105	1105	0,00	COSE 32	400	400	0,00	325	Lyons-Eaux-Du 1	474	474	0,00	581	Soyla 1	551	555	+0,73	17	12 M 1
1135	Stimé (L.P.)	1105	1105	0,00	COSE 33	400	400	0,00	325	Lyons-Eaux-Du 1	474	474	0,00	581	Soyla 1	551	555	+0,73	17	12 M 1
1135	Stimé (L.P.)	1105	1105	0,00	COSE 34	400	400	0,00	325	Lyons-Eaux-Du 1	474	474	0,00	581	Soyla 1	551	555	+0,73	17	12 M 1
1135	Stimé (L.P.)	1105	1105	0,00	COSE 35	400	400	0,00	325	Lyons-Eaux-Du 1	474	474	0,00	581	Soyla 1	551	555	+0,73	17	12 M 1
1135	Stimé (L.P.)	1105	1105	0,00	COSE 36	400	400	0,00	325	Lyons-Eaux-Du 1	474	474	0,00	581	Soyla 1	551	555	+0,73	17	12 M 1
1135	Stimé (L.P.)	1105	1105	0,00	COSE 37	400	400	0,00	325	Lyons-Eaux-Du 1	474	474	0,00	581	Soyla 1	551	555	+0,73	17	12 M 1
1135	Stimé (L.P.)	1105	1105	0,00	COSE 38	400	400	0,00	325	Lyons-Eaux-Du 1	474	474	0,00	581	Soyla 1	551	555	+0,73	17	12 M 1
1135	Stimé (L.P.)	1105	1105	0,00	COSE 39	400	400	0,00	325	Lyons-Eaux-Du 1	474	474	0,00	581	Soyla 1	551	555	+0,73	17	12 M 1
1135	Stimé (L.P.)	1105	1105	0,00	COSE 40	400	400	0,00	325	Lyons-Eaux-Du 1	474	474	0,00	581	Soyla 1	551	555	+0,73	17	12 M 1
1135	Stimé (L.P.)	1105	1105	0,00	COSE 41	400	400	0,00	325	Lyons-Eaux-Du 1	474	474	0,00	581	Soyla 1	551	555	+0,73	17	12 M 1
1135	Stimé (L.P.)	1105	1105	0,00	COSE 42	400	400	0,00	325	Lyons-Eaux-Du 1	474	474	0,00	581	Soyla 1	551	555	+0,73	17	12 M 1
1135	Stimé (L.P.)	1105	1105	0,00	COSE 43	400	400	0,00	325	Lyons-Eaux-Du 1	474	474	0,00	581	Soyla 1	551	555	+0,73	17	12 M 1
1135	Stimé (L.P.)	1105	1105	0,00	COSE 44	400	400	0,00	325	Lyons-Eaux-Du 1	474	474	0,00	581	Soyla 1	551	555	+0,73	17	12 M 1
1135	Stimé (L.P.)	1105	1105	0,00	COSE 45	400	400	0,00	325	Lyons-Eaux-Du 1	474	474	0,00	581	Soyla 1	551	555	+0,73	17	12 M 1
1135	Stimé (L.P.)	1105	1105	0,00	COSE 46	400	400	0,00	325	Lyons-Eaux-Du 1	474	474	0,00	581	Soyla 1	551	555	+0,73	17	12 M 1
1135	Stimé (L.P.)	1105	1105	0,00	COSE 47	400	400	0,00	325	Lyons-Eaux-Du 1	474	474	0,00	581	Soyla 1	551	555	+0,73	17	12 M 1
1135	Stimé (L.P.)	1105	1105	0,00	COSE 48	400	400	0,00	325	Lyons-Eaux-Du 1	474	474	0,00	581	Soyla 1	551	555	+0,73	17	12 M 1
1135	Stimé (L.P.)	1105	1105	0,00	COSE 49	400	400	0,00	325	Lyons-Eaux-Du 1	474	474	0,00	581	Soyla 1	551	555	+0,73	17	12 M 1
1135	Stimé (L.P.)	1105	1105	0,00	COSE 50	400	400	0,00	325	Lyons-Eaux-Du 1	474	474	0,00	581	Soyla 1	551	555	+0,73	17	12 M 1
1135	Stimé (L.P.)	1105	1105	0,00	COSE 51	400	400	0,00	325	Lyons-Eaux-Du 1	474	474	0,00	581	Soyla 1	551	555	+0,73	17	12 M 1
1135	Stimé (L.P.)	1105	1105	0,00	COSE 52	400	400	0,00	325	Lyons-Eaux-Du 1	474	474	0,00	581	Soyla 1	551	555	+0,73	17	12 M 1
1135	Stimé (L.P.)	1105	1105	0,00	COSE 53	400	400	0,00	325	Lyons-Eaux-Du 1	474	474	0,00	581	Soyla 1	551	555	+0,73	17	12 M 1
1135	Stimé (L.P.)	1105	1105	0,00	COSE 54	400	400	0,00	325	Lyons-Eaux-Du 1	474	474	0,00	581	Soyla 1	551	555	+0,73	17	12 M 1
1135	Stimé (L.P.)	1105	1105	0,00	COSE 55	400	400	0,00	325	Lyons-Eaux-Du 1	474	474	0,00	581	Soyla 1	551	555	+0,73	17	12 M 1
1135	Stimé (L.P.)	1105	1105	0,00	COSE 56	400	400	0,00	325	Lyons-Eaux-Du 1	474	474	0,00	581	Soyla 1	551	555	+0,73	17	12 M 1
1135	Stimé (L.P.)	1105	1105	0,00	COSE 57	400	400	0,00	325	Lyons-Eaux-Du 1	474	474	0,00	581	Soyla 1	551	555	+0,73	17	12 M 1
1135	Stimé (L.P.)	1105	1105	0,00	COSE 58	400	400	0,00	325	Lyons-Eaux-Du 1	474	474	0,00	581	Soyla 1	551	555	+0,73	17	12 M 1
1135	Stimé (L.P.)	1105	1105	0,00	COSE 59	400	400	0,00	325	Lyons-Eaux-Du 1	474	474	0,00	581	Soyla 1	551	555	+0,73	17	12 M 1
1135	Stimé (L.P.)	1105	1105	0,00	COSE 60	400	400	0,00	325	Lyons-Eaux-Du 1	474	474	0,00	581	Soyla 1	551	555	+0,73	17	12 M 1
1135	Stimé (L.P.)	1105	1105	0,00	COSE 61	400	400	0,00	325	Lyons-Eaux-Du 1	474	474								

## Comptant

[illegible]

---

VALEURS	Cours prix.	Dernier cours	VALEURS	Cours prix.	Dernier cours
Étrangères					
A.E.R. AG.	495	—	Kabeta Corp.	33.00	—
Aéro Alou	194	—	Nacorda Mines	94	—
African Aluminium	408	—	Owensl. Pk.	8.50	—
American Brands	193	—	Pfizer Inc.	367.00	—
Arco	118	—	Reich-CP	40.00	—
Ascherman Mines	119	—	Robeco	321.30	337.50
Banco Pop. Espanol	649	—	Robeco N.Y.	163	152.10
Banco Reg. Inter.	36700	—	Refinco	325.30	335.10
Cayman Corp.	273	—	Siderco S.A.	6.10	—
CEA	3	—	Smith Group Plc.	21	—
Comptech AM	1068	—	SSE Anstalt	15.50	—
Dow Chemical Co.	330	344	Tenore Inc.	250	—
Flu Oil	33.35	—	Torrey Inc.	5.00	—
G.I.L. (Buen. Aires)	680	—	West Rand Cons.	—	—
Gesbert	1268	—			
Globe Holdings Plc.	47	—			
Goodyear T & N	224	—			
Honeywell Inc.	225	—			
Johannesburg Cons.	80	—			

**Sicav** (sélection) 21 juillet

VALEURS	Emission Frans net	Rachet net	VALEURS	Emission Frans net	Rachet net	VALEURS	Emission Frans net	Rachet net
ActiCom	242,98	226,38	Francis Pierre	122,42	119,83	Poma Oceanics	5808,94	6802,06
Automatisme C. et C.	31091,25	31091,25	France-Rangers	1799,13	1784,20	Poma Odeon	7330,99	7303,49
Autogel	1012,65	770,69	France-Raspasins	35,86	35,86	Presidex Odeon	11001,44	11001,44
Autogel 2	660,29	660,29	France-Sol	45,48	45,48	Privy Control	111,20	110,21
Autogel 3	725,22	725,22	Fraxion	251,39	248,65	Privy Control	2675,46	2675,46
Autogel 4	894,75	894,75	Fraxion 2	36,80	20,81	Profrisco	1001,44	1001,44
Autogel 5	3259,59	3259,59	Fraxion 3	199,19	191,12	Reunis	14,26	14,26
Autogel 6	170,66	170,66	Fraxion 4	25,84	25,84	Reunis 2	11,20	11,20
Autogel 7	67,50	67,50	Fraxion 5	1095,02	1095,02	Reunis 3	564,13	568,23
Autogel 8	1602,19	1602,19	Geos Associates	194,70	194,02	Reunis 4	1260,12	1182,53
Autogel 9	1533,83	1515,06	Geos Associates	194,70	194,02	Reunis 5	1027,28	998,24
Autogel 10	232,16	195,13	Geos Associates	154,13	154,13	Reunis 6	1120,28	1120,28
Autogel 11	660,29	660,29	India	1127,37	1105,50	Si Horvot Invest	825,54	801,47
Autogel 12	1067,57	1067,57	India	164,34	164,34	Si Horvot Pacific	770,08	769,23
Autogel 13	820	820	Interelec	104,82	104,82	Si Horvot Pacific	16820,04	16320,07
Autogel 14	174,41	174,41	Interelec	165,08	165,08	Si Horvot Pacific	1956,49	1956,49
Autogel 15	139,30	139,30	Interelec 2	165,08	165,08	Si Horvot Pacific	1338,48	1337,67
Autogel 16	154,06	154,06	Interelec 3	542,83	532,26	Si Horvot Pacific	154,93	154,93
Autogel 17	154,06	154,06	Interelec 4	165,08	165,08	Si Horvot Pacific	754,00	754,00
Autogel 18	154,06	154,06	Interelec 5	206,95	206,95	Si Horvot Pacific	284,79	284,79
Autogel 19	154,06	154,06	Interelec 6	206,95	206,95	Si Horvot Pacific	727,04	727,04
Autogel 20	154,06	154,06	Interelec 7	206,95	206,95	Si Horvot Pacific	136,18	136,18

**Hors-cote** (sélection)

Bayer Hydro Energy	312	—	Lecturas Mondes *	216	—
Ameyco's Hydro	1200	—	Nickel News *	672	—
Philly-Quest *	876	—	Oil & Gas Flow *	550	50
Resources Inter *	490	—	Paric-Paric *	170,00	—
Calichilpes *	66	—	Paric-Paric *	170,00	—
Consolidated Pacifica *	90,20	—	Paric-Paric *	170,00	—
CGH Corporation sch.	4402	7	S.A.C.E.L.	530	—
Cia Industriale *	—	—	St-Bonaventura *	154	—
Corporacion Inter *	551	—	St-Ebenha GmbH *	1503	—
C.I. Diversos (Coi)	2,30	—	St-Ebenha GmbH *	1503	—
CGH Corporation sch.	73,65	—	SFB "Imboner" *	416	—
GEF (Egpe FunF) 2	230,30	—	SFB "Imboner" *	416	—
Graca and Co	235,10	—	Watzman *	1100	—
Tidde Power *	380	—			
Montal, Rodriguez	23,10	—			

## Second marché (sélection)

Alcatel Cable 1.....	510	536	Idemovon .....	84	—
B.A.C. ....	2378	—	Isamdis Host. 2 f ..	1230	1230
Borson (K) 2 f ..	450	453	Int. Computer ..	123,50	—
Bosson (L) 1 ..	265	—	IPBIS .....	12	—
CCNA (K) 10 f 1 ..	498	—	More .....	12	—
Callison .....	272	—	N.S.C. Schim. N.Y. 2 ..	811	—
Card S 2 .....	590	535	Sierbo .....	140	—
CESEF .....	778	—	Sigra .....	300	—
CEI .....	855	—	TS .....	620,00	450
CALIM 2 .....	1155	1150	Thomador Hotel/Ly ..	230	330
Confidant .....	312	—	Unilog .....	325	—
Cresco .....	117,10	—	Viel et Compagnie ..	140	—
Debut DITA .....	230,50	—	West St. Laurent 1 ..	81	725
Doreville 2 .....	1140	1140			
Labat Defines .....	120	—			
Editions Bedard ..	19	—			
Europ. Prevision 2 ..	233	—			
Foster .....	152	226			
G.I.M. S.A. ....	854	—			
Sanograph .....	130	—			
Schmitt 2 .....	400	—			
U.C.P. ....	230	—			

## Marché des Changes

Cours indicatifs	Cours préc.	Cours 21/07	Cours des billets	
			achat	vente
Etats Unis (1 usd)	5,8285	5,8000	5,65	6
Ecu	6,6460	6,6480		50
Allemagne (100 dm)	347,2900	341,7400	338	350
Belgique (100 f)	16,9250	16,8490	16,05	17
Pays-Bas (100 f)	303,2700	303,6000	291	311
France (1000 fr)	12,5600	12,5320	3,50	4
Danemark (100 kr.)	68,1400	68,3900	64	62
Irlande (1 ip)	8,2335	8,2425	7,80	8
Grèce (100 dr.)	2,4675	2,4675	2,60	3
Grèce-Droite (100 drach.)	7,8675	7,8675	2,60	3
Italie (1000 L)	364,3300	364,1400	375	385
Suède (100 kr.)	73,6500	72,8000	67	78
Norvège (100 kr.)	73,8700	73,6200	75	80
Autriche (100 sch.)	48,5000	48,5500		50
Espagne (100 pes.)	16,6250	16,4740	14,10	4
Portugal (100 esc.)	3,2600	3,2500	3,20	4
Canada (1 \$ can.)	4,9518	4,9473	4,40	4
Japan (100 yens)	5,3719	5,3505	5,30	5,40

### Marché libre de l'or

e	Monnaies et devises	Cours préc.	Cours 21/07
15	Or fin (file en barre)	73100	72750
	Or fin (un lingot)	73100	72650
	Napoléon (20)	432	414
	Pièce Fr (10 L)	369	—
	Pièce Suisse (20 fr.)	417	410
	Pièce Latine (20 L)	411	410
55	Souverain	525	500
09	Pièce 10 dollars	2780	2500
	Pièce 5 dollars	1380	1265
	Pièce 50 pesos	725	—
	Pièce 10 florins	2695	2675
		425	420

**RÈGLEMENT**

Lundi : Pourcentage de variation 31/

Mercredi : 20e paiement dernier ca

Vendredi : Quotité

## LA BOURSE SUR MINTEL

04 15

**Matif** (Marché à terme international de France)

21 juillet 1993

NOTIONNEL 10 % Nombre de contrats estimés : 146 745				CAC 40 A TERME Volume : 20 053			
Cours	Mars 94	Sept. 93	Déc. 93	Cours	Juillet 93	Août 93	Sept. 93
Dernier.....	122,28	119,74	115,46	Dernier.....	1958,50	1972	1981
Précédent.....	122,36	120,28	119,50	Précédent.....	1976	1988,50	1999,50

### RÈGLEMENT MENSUEL (1)

Pourcentage de variation 31/12      Mardi : Montant  
 Date paiement dernier coupon      Jeudi : Com  
 Vendredi : Quotités de négociation

## ABREVIATIONS

B = Bordeaux      Li = Lille  
Ly = Lyon      M = Marseille  
Ny = Nancy      Ns = Nantes

## SYMBOLS

ou 2 = catégorie de cotation - sans indication catégorie 3 - \* valeur éligible au PEA  
■ coupon détaché - ● droit détaché - C cours du jour - ◆ cours précédent  
= offre - d = demandé - j offre réduite - j demande réduite - # contrat d'animation

## CHANGES

[illegible]

## BOURSES

1. *Chlorophyll a* and *Chlorophyll b* contents were determined by spectrophotometry using the method of Lichtenthaler and Whistler (1987).

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

YAKOV DISTRICT

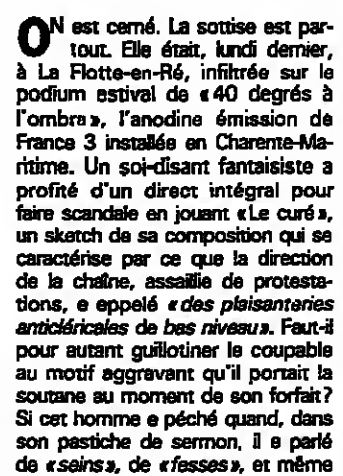




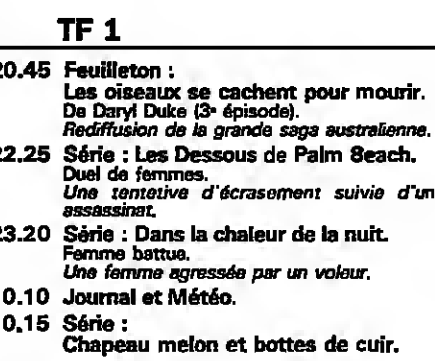


## RADIO-TÉLÉVISION

## IMAGES



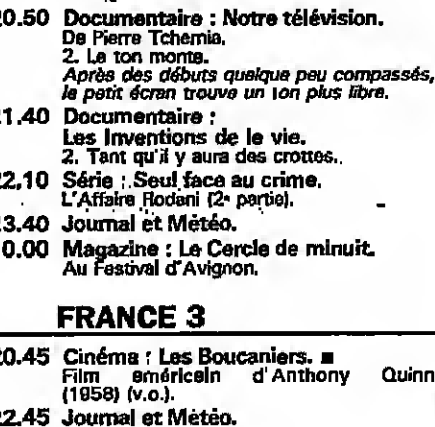
Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles :  
 ► signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.



ques nuages d'évolution diurne, on aura une journée bien ensoleillée. Des orages isolés pourront éclater sur les Pyrénées dans la nuit de vendredi à samedi.

Le mistral soufflera à 50 km/heure en début de matinée.

Les températures seront en hausse : les minimales seront généralement comprises entre 11 et 15 degrés, sauf sur le pourtour méditerranéen, où elles ne s'abaisseront guère en dessous de 17 degrés ; quant aux maximales, elles seront comprises entre 19 et 25 degrés sur la moitié nord, 27 à 31 degrés au sud.



**TF 1**

5.30 Série : Hawaii, police d'Etat.  
8.25 Jeu : Une famille en or.  
6.55 Club Dorothee vacances.  
8.05 Série : Chips.  
8.55 Série : Premiers baisers.  
9.25 Série : Héliène et les garçons.  
0.00 Journal. Météo et Trafic infos.

**COSTUME AUX 2 PANTALONS**  
à partir de 1 790 F  
**DAVID SHIFF**  
*Atelier des Ducs*  
Paris-8<sup>e</sup>, 13, rue Royale  
ouvert du mardi au samedi, de 10 h à 18 h

**0.45** Feuilletton : Les Grandes Mairées.  
De Jean Sagols (3<sup>e</sup> épisode).  
Intrigues, amour, jalousie... et malsain car-  
dinaque.

**2.25** Magazine : Coucou, c'est nous !

**3.45** Série :  
Chapeau melon et bottes de cuir.

## FRANCE 2

5.50 Série : Aventurier de la jungle.  
8.40 Magazine : Giga.  
8.05 Série : Ripptide.  
8.55 Sport : Journal du Tour.  
9.20 Jeu : Que le meilleur gagne plus.  
9.00 Journal, L'image du Tour.  
Journal des courses et Météo.  
10.50 Série : Taggart.  
Les Mauvais Gars.  
*Trois cambrioleurs agressent la vieille  
citaine qui les avait recueillis.*  
12.35 Documentaire :  
L'Encyclopédia audiovisuelle.  
3. Gershwin, d'Alain Resnais.  
*Portrait du célèbre compositeur américain.*  
13.30 Journal et Météo.  
13.50 Concert : Elton John.  
Enregistré à Barcelone.

## FRANCE 2

Jeudi 22 juillet

**23.20** **Cinéma :** Sans espoir de retour. ■  
Film franco-portugais de Semuel Fuller  
(1983).

**0.50** **Comimentales.**

---

**CANAL PLUS**

---

**20.35** **Cinéma :** Cabo Blanco. □  
Film américain de Jack Lee Thompson  
(1979).

**22.00** **Flash d'informations.**

**22.10** **Cinéma :** Le Seul Témoin. ■  
Film américain de Peter Hyams  
(1990) (v.o.).

**23.45** **Cinéma :** Démonic Toys. □  
Film américain de Peter Marquardt (1981).

**ARTE**

**20.45 Soirée thématique : Juges et partis.**  
Les Allemands face à deux passés.

**20.50 Cinéma :**  
**Des roses pour le procureur.** ■  
Film allemand de Wolfgang Staudte (1959)

**22.30 Documentaire :**  
**Juges et autres sympathisants.**  
D'Axel Engsfeld.  
Au temps du nazisme, les tribunaux d'exception et le Volksgerichtshof prononcèrent plus de 16 000 condamnations à mort. Les juges et procureurs ont tous été réhabilités dans leur fonction. Le documentaire sera suivi à 23 h 30 (et à 0 h 30) d'un débat sur la «dénazification» dans le domaine de la justice, avec Jean-Marie Théolysse et Henryk Broder.

**23.50 Documentaire :**  
**Au nom du peuple, camarade juge.**  
D'Ilona Rothlin et Ernst-Michael Wiggins.

## Vendredi 23 juillet

20.05	Feuilleton : Une famille pas comme les autres (14 <sup>e</sup> épisode).
20.35	Jeu : Hugodéaire.
20.45	Magazine : Thalassa. Des femmes sous la mer. Les dernières pécheuses d'ormeaux au Japon. Rediffusion.
21.50	Magazine : Faut pas rêver. Equipe : les derniers jours d'Alexandrie. Equateur : les mineurs des glaces ; Turquie : fort comme un Turc.
22.40	Journal et Météo.
23.05	Feuilleton : Pavillons lointains. De Penr Duffel (4 <sup>e</sup> épisode).
0.00	Continuantes.

## CANAL PLUS

**15.45 Cinéma : Marcellino.** ■  
Film italo-espagnol de Luigi Comencini  
(1991).

**17.15 Documentaire : Les Allumés...**

**17.40 Caennelle peluche.**

---

**18.30 En clair jusqu'à 20.30**

**18.30 Série animée : Batman.**

**18.55 Le Top.**

**19.30 Flash d'informations.**

19.35 Magazine : Nulle part ailleurs.  
20.15 Sport : Football.  
Nantes-Monaco. Championnat de France.  
1<sup>re</sup> journée.  
22.30 Sport : Les KO de Canal +.  
22.50 Flash d'informations.  
23.00 Cinéma : Robin des Bois. ■  
Film américain de John Irvin (1990).  
0.40 Cinéma : Les Anges de la nuit. ■  
Film américain de Phil Joanou (1990) (v.o.).

## ARTE

---

**Sur le câble jusqu'à 19.00**

**17.00** Téléfilm : *L'Intruse* (rediff.).

**18.00** Documentaire : *Altitude, alcool et adultère* (rediff.).

**19.00** Magazine : *Rencontre*.  
Michael Denard/Hans Peter Cloos.

**19.30** Documentaire : *Grete Stern, photographe*.  
Arnona Lersch a rencontré cette grande  
vieille dame qui contribua à faire connaître  
la sculpture et les réalités sociales des Indes à

**20.30** 8 1/2 Journal.

**20.40** La Roue.  
Portrait de Johan Bruyneel.

**20.45** Magazine : Transit.  
De Daniel Leconte. Airbus ; Enquête sur les secours au mont Sainte-Odile ; Revue de presse. Invités : Jean-Pierre Stuki, Francis Guthleben.

des écrivains, une ethnologue, une photographe, une psychanalyste, bref un plateau très savant mais qui faisait craindre le pire dans une discussion consacrée à la redécouverte de la fratrie. Eh bien, ce fut passionnant ! Ces hommes et ces femmes parlaient d'eux-mêmes avec simplicité, ils s'écoulaient, se respectaient, et, comme en parlant d'eux-mêmes ils parlaient fraternellement de nous, il se dégageait de leurs échanges ce quelque chose d'indéfinissable qui réchauffe un peu les soirs de bourdon et que sait si bien éprouver, à force de travail, Jean-Marie Cavada. En voilà un qui ne prend pas les gens pour des imbéciles.

**M 6**

**20.45 Téléfilm : La Marque de la Panthère.**  
De Brian Trenchard-Smith.  
*Des agents secrets de la secte des Panthères contre le milieu de la drogue.*

**22.20 Série :**  
**La Maison de tous les cauchemars.**  
 A 22.25, La Maison sanglante ; A 23.20,  
 Charly Boy.

**0.15 Six minutes première heure.**

**0.30 Megezone : Culture rock.**

**FRANCE-CULTURE**

22.40 Les Nuits magnétiques.  
Avignon 1993 : tours de rôle (3).

0.05 Du jour au lendemain. Avec Anne  
Guranville (la Femme et la Mélancolie).

0.50 Musique : Coda.

## FRANCE-MUSIQUE

**22.00** Concert (donné le 2D juillet à Aix-en-Provence) : La Belle Meunnière, de Schubert, par Andreas Schmidt, baryton, Rudolf Jansen, piano.

**0.35** *Bleu nuit*, Festival de Montpellier. Le Jazz Time Big Band, dir. Richard Calleja.

21.40 ► Magazine : Festivals estivaux.  
Documentaire : Montpelliér-Les Sauls du  
l'ange, de Charles Piqué, A 22.15, Dense :  
So schnell, chorégraphie de Dominique  
Bagouer.

23.10 Documentaire : Meurtre imminent.  
De Gabriele Rothmeyer.  
*Les dames du roman noir anglais.*

0.10 Documentaire : Terra X.  
Les énigmes des civilisations disparues : La  
véllée des volcans sacrée (redif.).

**M 6**

---

**13.55 Magazine : Destination musique.**  
Axel Bauer.

**17.05 Variétéa : Multitop.**

17.35 Série : Rintintin Junior.  
18.00 Série : L'Homme de fer.  
19.00 Série : Deux flics à Miami.  
19.54 Six minutes d'informations.  
Météo, Mode 6.  
20.00 Série : Cosby Show.  
20.35 Magazine : Capital.  
20.45 Série : Equalizer.  
Piège pour un espion.  
22.20 Série : Mission impossible.

**FRANCE-CULTURE**

20.30 **Radio archives.** Jean Cocteau.  
21.32 **Musique : Black end Blue.**  
Compact Magazine. Invités : Jacques Denis  
et Gérard Herzhaft.  
22.40 **Les Nuits magnétiques.**  
Aouton 1982, 2 tours de rôle (1)

**0.05** Du jour au lendemain,  
Dans la bibliothèque de... notre collabora-  
teur Michel Cournot.

**0.50** Musique : Coda,

**FRANCE MUSIQUE**

**19.30 Concert** (donné le 20 juillet à Aix-en-Provence) : une heure avec Rosa Mennion. Œuvres de Arne, Haydn, R. Straus, Britten, Copland, par Gérard Moore, piano.

**0.35 Bleu nuit.** Festival de Montpellier. Le Trio

Francois Feuré. oieno.

# CINÉMA

## LES FILMS NOUVEAUX

44-3871 - Mrs. Thomas ...  
 Mrs. Mary ...  
 44-3872  
 44-3873  
 44-3874  
 44-3875  
 44-3876  
 44-3877  
 44-3878  
 44-3879  
 44-3880  
 44-3881  
 44-3882  
 44-3883  
 44-3884  
 44-3885  
 44-3886  
 44-3887  
 44-3888  
 44-3889  
 44-3890  
 44-3891  
 44-3892  
 44-3893  
 44-3894  
 44-3895  
 44-3896  
 44-3897  
 44-3898  
 44-3899  
 44-3900  
 44-3901  
 44-3902  
 44-3903  
 44-3904  
 44-3905  
 44-3906  
 44-3907  
 44-3908  
 44-3909  
 44-3910  
 44-3911  
 44-3912  
 44-3913  
 44-3914  
 44-3915  
 44-3916  
 44-3917  
 44-3918  
 44-3919  
 44-3920  
 44-3921  
 44-3922  
 44-3923  
 44-3924  
 44-3925  
 44-3926  
 44-3927  
 44-3928  
 44-3929  
 44-3930  
 44-3931  
 44-3932  
 44-3933  
 44-3934  
 44-3935  
 44-3936  
 44-3937  
 44-3938  
 44-3939  
 44-3940  
 44-3941  
 44-3942  
 44-3943  
 44-3944  
 44-3945  
 44-3946  
 44-3947  
 44-3948  
 44-3949  
 44-3950  
 44-3951  
 44-3952  
 44-3953  
 44-3954  
 44-3955  
 44-3956  
 44-3957  
 44-3958  
 44-3959  
 44-3960  
 44-3961  
 44-3962  
 44-3963  
 44-3964  
 44-3965  
 44-3966  
 44-3967  
 44-3968  
 44-3969  
 44-3970  
 44-3971  
 44-3972  
 44-3973  
 44-3974  
 44-3975  
 44-3976  
 44-3977  
 44-3978  
 44-3979  
 44-3980  
 44-3981  
 44-3982  
 44-3983  
 44-3984  
 44-3985  
 44-3986  
 44-3987  
 44-3988  
 44-3989  
 44-3990  
 44-3991  
 44-3992  
 44-3993  
 44-3994  
 44-3995  
 44-3996  
 44-3997  
 44-3998  
 44-3999  
 44-4000



Abordant un troisième mandat de six ans

## Le président égyptien Hosni Moubarak a été désigné comme unique candidat à sa propre succession

LE CAIRE

Le chef de l'Etat égyptien, le général Hosni Moubarak, a été officiellement désigné, mercredi 21 juillet, candidat unique à la présidence de la République. L'Assemblée du peuple (Parlement), dont 80 % des députés sont membres du Parti national démocratique (PND) de M. Moubarak, a en effet voté l'investiture du chef de l'Etat pour un troisième mandat de six ans. Quatre cent quarante et un députés sur 454 — les députés de gauche et certains indépendants se sont abstenus — ont

approuvé cette candidature, alors que, conformément à la Constitution, le soutien du tiers des parlementaires suffit. Au début du mois d'octobre, le vote du Parlement sera soumis à un plébiscite populaire.

A soixante-cinq ans, le raïs aborde son troisième mandat dans un climat de tension sans précédent depuis son accession au pouvoir. Le bras de fer que se livrent depuis un an les autorités et les extrémistes musulmans a fait plus de cent cinquante morts et a obligé le président à faire usage des larges pouvoirs que lui confère la Constitution. L'état d'urgence, ins-

tauré au lendemain de l'assassinat du président Sadate, en octobre 1981, et qui permet à la police de procéder à des arrestations sur simple suspicion, a été jugé insuffisant pour contrer la vague de terrorisme revendiquée ou imputée aux activistes islamistes, et M. Moubarak a usé de ses prérogatives pour déferer plusieurs procès devant des tribunaux militaires.

L'Egypte aborde aussi un tournant difficile dans le domaine économique. Pressé par le Fonds monétaire international, le gouvernement s'apprête à privatiser une partie de l'énorme secteur public, qui emploie le cinquième des travailleurs égyptiens. Ces privatisations risquent d'aggraver le taux de chômage déjà estimé à plus de 20 % de la main-d'œuvre. La baisse dramatique du tourisme — évaluée à plus de 60 % par rapport à la saison dernière — due aux attaques des extrémistes musulmans, ne fait qu'exacerber les problèmes.

Sur le plan politique, l'opposition hausse le ton. De la gauche marxiste aux Frères musulmans en passant par les libéraux du Néo-Walid, les formations de l'opposition se sont prononcées contre un nouveau mandat de M. Moubarak. Elles réclament notamment un amendement de la Constitution pour que le président soit élu au suffrage universel direct et pour la limitation de la présidence à deux mandats.

Elles exigent aussi la démission du président de la direction du PND, afin qu'il devienne « le président de tous les Egyptiens ». Elles demandent l'abrogation de l'état d'urgence et de toutes les lois d'exception en vigueur depuis une douzaine d'années. Elles condamnent enfin la généralisation de « la corruption », les islamistes dénonçant également pour leur part l'accroissement de « l'influence étrangère ».

Si l'on se réfère à l'éditorial du quotidien officiel *Al Gomhuria* du jeudi 22 juillet, l'opposition n'a guère de chances d'être entendue : « Moubarak est l'Egypte et l'Egypte est Moubarak », écrit en effet l'éditorialiste. Quant à l'Egypte moyen, qui n'arrive pas à joindre les deux bouts, il se désolait presque totalement du débat politique en cours.

ALEXANDRE BUCCIANTI

Après trois semaines passées dans l'espace

## Le cosmonaute français Jean-Pierre Haigneré a regagné la Terre

Parti le 1<sup>er</sup> juillet de Baïkonour, dans le Kazakhstan, en compagnie de Vassili Tsibliev et d'Alexandre Serebrov, le cosmonaute français Jean-Pierre Haigneré a regagné la Terre, jeudi 22 juillet, à 8 h 41 (heure française). Cette mission spatiale franco-russe Almaz a été un succès.

Après s'être séparé tôt dans la matinée de la station Mir à bord de laquelle ses deux compagnons de voyage sont restés (Tsibliev et Serebrov devaient rester à bord de Mir jusqu'au 27 novembre), la capsule Soyuz-TM-16, où étaient installés, outre le Français Jean-Pierre Haigneré, les deux cosmonautes Gennadi Manakov et Alexandre Potebouchouk, locataires de la station russe depuis le mois de janvier, s'est posée sans encombre à cent soixante kilomètres environ de la ville de Djikhaïgan, située à trois cents kilomètres à l'est de Baïkonour.

Mère du président assassiné en novembre 1963

## Rose Kennedy a cent trois ans

« Mère courage » frappée par le destin pour beaucoup, mariée à un homme d'Etat, elle a fait figure de reine mère de la République américaine, avant de célébrer jeudi 22 juillet son cent trois ans. M<sup>me</sup> Kennedy est la mère du président John Kennedy, assassiné à Dallas en novembre 1963.

Depuis l'accident de senté dont elle a été victime en 1984, la vieille dame est recluse dans la propriété familiale de Hyannisport (Massachusetts), au bord de l'Atlantique. Et les commentaires étonnés de la sobriété d'un communiqué de Buckingham Palace, « Les membres de la famille se retrouveront pour des raisons personnelles », ont été gommés, des gâteaux et quelques-uns des chansons favorites de M<sup>me</sup> Kennedy, à l'occasion de son anniversaire, ont été préparés.

Le sénateur, fils cadet devenu chef de famille après la mort tragique de ses frères John et Robert, offrira à sa mère un bouquet de cent trois roses rouges, comme le veut une « longue tradition ». (AFP)

Nouvel accès de faiblesse du franc

## La masse monétaire allemande refroidit les espoirs d'une baisse des taux

FRANCFORT

de notre correspondant

La masse monétaire allemande M3 (liquidités et dépôts à moins de quatre ans) a crû de 7,1 % en juin, d'après les estimations de la Bundesbank publiées mercredi 21 juillet. La hausse avait été de 6,9 % en mai. L'augmentation des crédits publics ainsi qu'une monnaie, mal expliquée, des avoirs en devises des banques expliquent le gonflement de juin. Voilà trois mois que le gonflement de la masse monétaire dépasse la fourchette de 4,5 % à 6,5 % qu'a fixée la banque centrale allemande pour 1993.

Les milieux financiers, qui espèrent une baisse prochaine des taux d'intérêt allemands, ont mal accueilli ce résultat. La Bourse de Francfort a clôturé en baisse, tandis que, sur le marché des

changes, le mark s'est de nouveau rapproché de la barre de 3,42 francs, contraignant la Banque de France à intervenir, après plusieurs séances de calme.

La banque centrale du Danemark a relevé jeudi son taux de l'escompte de 9 % à 11 % pour défendre sa monnaie. Une trop forte hausse de M3 signifie que l'inflation reste trop élevée en Allemagne. En juillet, l'indice des prix à la consommation pourrait croître de 4,3 % d'après de premières indications, après 4,2 % en juin.

Une baisse des taux allemands permettrait de lutter contre la récession et renforcerait les deux monnaies faibles, le franc et la couronne danoise, au sein du système monétaire européen. La Bundesbank a toutefois abaissé mercredi son taux de prise en pension de 7,28 % à 7,15 %.

E. L. B.

Après le rachat du quotidien par le groupe Hersant

## Pas de grève aux « Dernières Nouvelles d'Alsace »

Réunis en assemblée générale extraordinaire, mercredi 21 juillet, les journalistes des *Dernières Nouvelles d'Alsace* ont repoussé, par trente-neuf voix contre treize, une motion demandant le dépôt d'un avis de grève (le *Monde* du 22 juillet). Après le rachat du quotidien strasbourgeois par le groupe Hersant et le refus de la direction de publier un communiqué de la rédaction marquant ses inquiétudes quant au maintien de l'indépendance rédactionnelle du journal, le climat s'était tendu au sein du journal. Finalement, une faible majorité s'est dégagée pour considérer qu'il était préférable de juger aux actes le nouvel actionnaire majoritaire avant de déclencher un mouvement de grève, ou signe notre correspondant régional.

Cette prise de contrôle continue de susciter de nombreuses réactions, tant chez les syndicats que de la part d'autres quotidiens régionaux. La Fédération nationale du livre CGT (FNL) anticipe en évoquant, à propos de cette opération, « tous les effets négatifs qu'elle aura sur la pluralité de l'information », tout en considérant qu'elle « correspond parfaitement aux vœux de certains éditeurs et du gouvernement, qui ont à maintes reprises estimé que la presse française n'était pas suffisamment concentrée ».

Force ouverte condamne pour sa part « cette mise en coupe réglée de la presse française nationale et régionale par les groupes financiers qui soutiennent le groupe Hersant ».

Le Syndicat national des journalistes (SNJ) dénonce « l'opacité financière » d'une opération qui « s'abrite derrière des ficelles qui ne trompent personne : la fiction juridique du groupe France-Antilles, qui serait le principal opérateur de la transaction, la fiction des assurances d'indépendance et de maintien de la ligne éditoriale et la fiction des garanties financières ». Le SNJ se demande « comment un groupe aussi déficitaire peut dégager une somme aussi importante (300 millions de francs) même avec l'appui de quelques partenaires ? ». Il en appelle au ministère de la communication, pour qu'il fasse savoir publiquement si M. Hersant a respecté les lois de 1984 et 1986, en ce qui concerne le seuil de 30 % de diffusion des quotidiens.

Jean-Louis Prévost, président du directoire du groupe la Voix du Nord, dont 70 % du capital sont détenus par les salariés, qui était, mercredi 21 juillet, l'invité de France-Inter, s'interrogeait sur le même mode : « Une question se pose depuis vingt ans : d'où viennent les fonds qui permettent à M. Hersant de racheter tous ses titres ? ».

## Soldats perdus au Nicaragua

INTEMPS décliné par le gouvernement nicaraguayen, le *Monde* du 22 juillet a révélé que des soldats américains avaient été perdus au Nicaragua. Les autorités américaines ont refusé de confirmer la perte de soldats, mais ont admis que des soldats américains avaient été tués au Nicaragua. Les autorités américaines ont refusé de confirmer la perte de soldats, mais ont admis que des soldats américains avaient été tués au Nicaragua.

Les autorités américaines ont refusé de confirmer la perte de soldats, mais ont admis que des soldats américains avaient été tués au Nicaragua. Les autorités américaines ont refusé de confirmer la perte de soldats, mais ont admis que des soldats américains avaient été tués au Nicaragua.

Les autorités américaines ont refusé de confirmer la perte de soldats, mais ont admis que des soldats américains avaient été tués au Nicaragua. Les autorités américaines ont refusé de confirmer la perte de soldats, mais ont admis que des soldats américains avaient été tués au Nicaragua.

Les autorités américaines ont refusé de confirmer la perte de soldats, mais ont admis que des soldats américains avaient été tués au Nicaragua. Les autorités américaines ont refusé de confirmer la perte de soldats, mais ont admis que des soldats américains avaient été tués au Nicaragua.

Les autorités américaines ont refusé de confirmer la perte de soldats, mais ont admis que des soldats américains avaient été tués au Nicaragua. Les autorités américaines ont refusé de confirmer la perte de soldats, mais ont admis que des soldats américains avaient été tués au Nicaragua.

Les autorités américaines ont refusé de confirmer la perte de soldats, mais ont admis que des soldats américains avaient été tués au Nicaragua. Les autorités américaines ont refusé de confirmer la perte de soldats, mais ont admis que des soldats américains avaient été tués au Nicaragua.

## SOMMAIRE

### SUR LA ROUTE DES CROISADES

4. — Ratisbonne, le crime des « égarés »..... 2

### ÉTRANGER

Japon : le premier ministre démissionne de la présidence du Parti libéral-démocrate..... 3

Bonlieu : les négociations de Genève pourraient reprendre avec M. Izetbegovic..... 19

Grande-Bretagne : le débat aux Communes sur le volet social de Maastricht..... 19

Espagne : un haut dirigeant du PSOE quitte ses fonctions..... 4

Ex-Yugoslavie, médias fouteurs de guerre. II. — L'hydrie « patriotique »..... 5

### POLITIQUE

M. Balladur regrette que M. Chirac ne se soit pas démarqué des critiques formulées par M. Séguin..... 6

Les courants majoritaires du PS préconisent la rupture avec l'orthodoxie économique..... 6

### SOCIÉTÉ

L'affaire de corruption présumée entre l'OM et Valenciennes..... 7

L'ancien président du conseil régional Nord-Pas-de-Calais est mis en examen pour abus de confiance..... 8

M. Smaïn veut alléger les contraintes d'urbanisme..... 8

Sports : le Tour de France cycliste..... 17

### CULTURE

Avignon : une création de l'auteur tahitien Ladiel Fuku per Brunn Boëlin : la guérison sévère d'une victime de M<sup>me</sup> Sand..... 9

Côte basque : un festival de piano à la recherche du public..... 9

Jack Lang chez les reppars..... 10

### ÉCONOMIE

Le premier train de privatisations..... 18 et 19

Bruxelles veut limiter la production de vin dans le Communauté..... 19

L'armement Balladur a ponctionné les sacs monétaires de 60 à 70 milliards de francs..... 19

Le poids grandissant des entreprises multinationales..... 19

Vie des entreprises..... 20

### LE MONDE DES LIVRES

Un monde sans dehors : Le voyage en Orient de Melville..... 11

Enfance : l'anthologie, le religieux et la divan. Une fable dans le désert. De Shakespeare à Hollywood : Société : le fado et l'arbitraire. Naissance de l'opinion..... 11 à 18

### Services

Abonnements..... 20

Annonces classées..... 17

Caméras..... 17

Expositions..... 22

Loto..... 17

Marchés financiers..... 20-21

Météorologie..... 23

Mots croisés..... 17

Philatélie..... 10

Radio-télévision..... 23

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LEM

Le numéro du « Monde » daté 22 juillet 1993 a été tiré à 458 542 exemplaires.

Demain dans « le Monde »

« Sans visa » : Saint-Petersbourg, port amiral

Saint-Petersbourg, port amiral de la Russie, reste ouvert sur l'Occident, comme le souhaitait son fondateur, Pierre le Grand. Mais la ville semble avoir oublié ce pourquoi elle avait été bâtie.

## Ensemble, luttons contre le déficit budgétaire de l'Education Nationale.

5990 F TTC

MACINTOSH CLASSIC COULEUR 4/80 MO

Face à la situation actuelle de notre économie, certaines mesures s'imposent. Notamment, l'interdiction de payer plus de 5050 F un Macintosh Classic Couleur 4/80 Mo. Ou si vous préférez, l'obligation de l'acheter chez IC. Avec plus de 50 000 Macintosh installés en 10 ans,

IC INTERNATIONAL COMPUTER

IC est aujourd'hui le premier distributeur Apple en Europe. Seul un leader peut vous offrir des prix aussi bas allés au plus haut degré de services (conseil en art graphique, gestion, maintenance, réseaux locaux). Vous devrez donc être chez IC.

IC TOULOUSE 01 25 62 32 • IC NANTES 40 47 08 62 • IC LYON 36 78 62 38 38 • IC AIX EN PROVENCE 42 38 28 08 • IC AVIGNON 90 82 22 33

ENTRE APPLE ET VOUS IL Y A IC

## DES TERMINALES A D'EXCEPTION

Les grandes universités se préparent à l'exception.

Dans cette perspective nous préconisons les terminales A et B (plus).

Terminales exigeantes, fondées sur la rigueur et sur la qualité.

Terminales ouvertes sur deux axes.

— les Instituts d'Etudes Politiques

— les Grandes Ecoles de Commerce et d'Administration.

Ces deux voies sont spécifiques préparées avec la participation d'intégrales.

leader des prépas, HEC voie écon.

Cours Polite Rocher 64 bis, rue de Rocher - 75006 Paris Tél. : 43-22-10-40.

هناك الامتحان